

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 4446

[C - 2002/21474]

Arrêt n° 169/2002 du 27 novembre 2002

Numéro du rôle : 2206

En cause : le recours en annulation des articles 70, 71 et 72 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, introduit par l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2001 et parvenue au greffe le 2 juillet 2001, un recours en annulation des articles 70, 71 et 72 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses (publiée au *Moniteur belge* du 3 janvier 2001, deuxième édition) a été introduit par l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de l'Enseignement 91.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 2 juillet 2001, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 septembre 2001.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 septembre 2001.

Par ordonnance du 26 septembre 2001, la Cour a complété le siège par le juge E. Derycke.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 26 octobre 2001.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 9 novembre 2001.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 12 décembre 2001.

Par ordonnances des 29 novembre 2001 et 30 mai 2002, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 29 juin 2002 et 29 décembre 2002 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 3 juillet 2002, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 25 septembre 2002.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 4 juillet 2002.

Par ordonnance du 3 juillet 2002, le président M. Melchior a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

A l'audience publique du 25 septembre 2002 :

— ont comparu :

. Me M. Kaiser, avocat au barreau de Bruxelles, et Me S. Sarolea, avocat au barreau de Nivelles, pour la partie requérante;

. Me N. Van Laer, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs R. Henneuse et E. Derycke ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant au premier moyen

La requête

A.1.1. Après avoir exposé son intérêt à agir, l'évolution législative intervenue en matière d'aide sociale des étrangers et plusieurs arrêts (nos 51/94, 43/98, 25/99 et 80/99, 57/2000 et 17/2001) prononcés par la Cour en la matière, la requérante invoque un premier moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

En ce que les dispositions en cause, pour deux catégories de candidats-réfugiés, remplacent par une aide sociale en nature l'aide sociale en espèces dont ils bénéficiaient antérieurement, elles les privent de façon discriminatoire de l'effet de *standstill* dont est assorti le droit à l'aide sociale garanti par l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

A.1.2. Commentant ensuite la portée de cette obligation de *standstill*, la requérante qualifie cette portée de très large, à la fois en ce qui concerne ses destinataires, son contenu - toute régression quantitative étant interdite - comme en ce qui concerne l'intensité de la protection conférée - interdisant toute exception ou « arbitrage de proportionnalité ».

A.1.3. La requérante compare ensuite la situation résultant des dispositions attaquées avec celle existant lors de l'entrée en vigueur de l'article 23 de la Constitution, en concluant à une réduction, par l'effet desdites dispositions, du niveau de protection. En imposant désormais, pour les seuls candidats-réfugiés visés à l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001, l'octroi de l'aide sociale à la fois en nature et dans un centre - et non plus dans un C.P.A.S. -, les dispositions en cause induisent une « régression manifeste » par rapport à la situation antérieure, en particulier en ce qu'elle permettait à ces candidats de recevoir l'aide sociale en espèces.

Position du Conseil des ministres

A.2.1. Après avoir observé que les moyens d'annulation soulevés par la requérante portent sur le seul article 71 de la loi du 2 janvier 2001 - le recours devant dès lors être déclaré irrecevable en ce qui concerne les deux autres dispositions de cette loi qui sont attaquées -, le Conseil des ministres, s'agissant du premier moyen, expose tout d'abord que l'article 71, en distinguant les candidats-réfugiés dont la demande a déjà été jugée recevable de ceux pour lequel ce n'est pas le cas, se borne à reprendre, en la généralisant, une distinction déjà opérée par l'article 54, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, lequel prévoyait la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription pour les seuls candidats dont la demande n'avait pas encore été jugée recevable. Il n'y aurait donc pas de modification défavorable de la situation de ces candidats, d'autant plus que le ministre peut, dans des circonstances exceptionnelles, déroger à l'obligation d'être inscrit dans un centre. En toute hypothèse, si discrimination il y a, elle trouverait sa source dans cet article 54, lequel ne peut plus être contrôlé par la Cour au contentieux de l'annulation.

A.2.2. Abordant ensuite le fond, le Conseil des ministres expose, travaux préparatoires à l'appui, les motifs ayant conduit le législateur à imposer à cette catégorie de réfugiés l'accueil par des centres : le souci de décharger les C.P.A.S. en leur réservant l'aide aux seuls candidats-réfugiés dont la demande a été jugée recevable et la protection de candidats récemment arrivés en Belgique contre un risque d'exploitation; il est par ailleurs précisé que cet accueil obligatoire dans les centres ne concerne pas les demandes déjà en cours lors de l'entrée en vigueur de l'article 71 en cause.

Réponse de la requérante

A.3. Après avoir objecté au Conseil des ministres que le recours porte également sur l'article 70 de la loi du 2 janvier 2001, lequel est de toute façon indissolublement lié à l'article 71 de cette loi, la requérante confirme, par la reprise d'extraits de sa requête, que le premier moyen est bien pris de la combinaison de l'article 23 de la Constitution avec ses articles 10 et 11. Par ailleurs, après avoir relevé que le recul qualitatif serait reconnu « implicitement et explicitement par le Conseil des ministres » et que la violation de l'effet de *standstill* implique le caractère injustifiable de la différence de traitement au regard du principe d'égalité, la requérante conteste chacune des justifications avancées par le Conseil des ministres (cf. A.2). L'objectif réel des dispositions en cause consisterait à instituer « une législation épouvantail » afin de limiter le nombre de demandes d'asile ».

Quant au deuxième moyen

A.4.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 12 et 23 de la Constitution, de l'article 2 du Protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme, de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que de l'article 8 de la Convention précitée.

En étendant les hypothèses dans lesquelles l'aide sociale est octroyée en nature dans un centre ouvert ainsi que la durée de séjour dans ce type de centre, les dispositions en cause portent atteinte au droit au respect de la dignité humaine protégé par l'article 23 de la Constitution ainsi qu'à plusieurs droits fondamentaux, trois de ceux-ci étant développés dans le cadre de chacune des trois branches de ce deuxième moyen.

A.4.2. A titre principal, le Conseil des ministres estime globalement irrecevable le deuxième moyen - dès lors qu'il ne précise pas les catégories auxquelles sont comparés les candidats-réfugiés concernés et invite la Cour « à contrôler la régularité de la disposition querellée au regard de normes internationales et non au regard des articles 10 et 11 de la Constitution ». Il répond ensuite toutefois, à titre subsidiaire, à chacune des trois branches de ce moyen.

A.4.3. La partie requérante réplique, d'une part, que les personnes avec lesquelles une comparaison est opérée sont celles, y compris de nationalité étrangère, auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions en cause et, d'autre part, que le moyen est également pris de la violation de l'article 23 de la Constitution.

*Quant à la première branche du deuxième moyen**La requête*

A.5. Le fait d'étendre la durée durant laquelle certains candidats-réfugiés reçoivent l'aide sociale en nature dans les seuls centres ouverts affecte le droit à la libre circulation et au libre choix de sa résidence, garanti par certaines des dispositions constitutionnelles et internationales visées au moyen.

Cette entrave ne peut être justifiée au regard des conditions de légalité, de nécessité et de proportionnalité auxquelles est subordonnée l'admissibilité d'une telle entrave, aucune de ces conditions n'étant, selon la requête, respectée en l'espèce. Il est en particulier souligné que l'objectif réel de l'extension de la durée de résidence en centre ouvert est de pouvoir « localiser » les étrangers concernés, afin éventuellement de pouvoir les éloigner, objectif qui est contraire au droit à l'effectivité du recours qu'ils auraient, le cas échéant, introduit devant le Conseil d'Etat. Par ailleurs, au regard de l'objectif consistant à éviter des recours dilatoires, le moyen est disproportionné, dès lors que la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et l'arrêté royal du 9 juillet 2000 tendent déjà à et permettent d'atteindre cet objectif.

Position du Conseil des ministres

A.6. Celui-ci relève tout d'abord que la requérante ne conteste pas l'inscription obligatoire dans un centre ouvert en ce qui concerne les candidats-réfugiés dont la première demande est à l'examen et que, dès lors, l'accepter pour ces derniers en refusant cette inscription obligatoire pour ceux qui ont fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité serait discriminatoire, puisque que cela aboutirait à retenir un régime plus avantageux pour des candidats-réfugiés qui sont dans une situation administrative plus précaire. Le Conseil des ministres relève ensuite que le bénéfice des dispositions internationales alléguées présuppose que le bénéficiaire se trouve « régulièrement » ou « légalement » sur le territoire, ce qui n'est pas le cas des candidats en cause, vu l'absence d'effet suspensif des recours devant le Conseil d'Etat. Enfin, il est relevé que l'arrêt de la Cour n° 61/94, transposable en l'espèce, a considéré comme compatible avec le principe d'égalité le fait d'imposer au candidat-réfugié un lieu d'inscription obligatoire. En exposant que le législateur a voulu réaliser un équilibre entre la situation de séjour précaire des candidats-réfugiés concernés, leur droit à une assistance leur garantissant un recours effectif et les possibilités d'assistance effective des C.P.A.S., le Conseil des ministres souligne que ces candidats conservent leur liberté de mouvement.

Réponse de la partie requérante

A.7. Celle-ci précise que c'est la longueur de la vie dans le centre qui est au centre de sa critique, tout en soulignant la différence entre la véritable « assignation à résidence » en cause en l'espèce et les effets de la mesure d'inscription administrative qu'a validée l'arrêt de la Cour n° 61/94.

Quant à la deuxième branche du deuxième moyen

A.8. Cette deuxième branche du moyen invoque la violation discriminatoire du droit au respect de la dignité humaine et de la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention européenne, en ce que, s'agissant des candidats-réfugiés concernés, des restrictions sont apportées à leur droit de nouer librement des contacts sociaux ainsi qu'à leur vie familiale. Par ailleurs, il n'est pas satisfait aux conditions (légalité, caractère nécessaire dans une société démocratique et proportionnalité) auxquelles l'article 8 subordonne les restrictions à la liberté qu'il institue, en particulier en raison du caractère illimité dans le temps de l'assignation à résidence.

A.9. Le Conseil des ministres conteste tout d'abord que le candidat-réfugié résidant en centre ouvert doit vivre à l'écart de sa famille : non seulement, il est relevé qu'il peut la rencontrer, mais, bien plus, la nécessité de préserver la vie familiale a été expressément évoquée, durant les travaux préparatoires, comme étant un des motifs permettant au ministre de déroger à l'inscription obligatoire. Le mémoire souligne ensuite le fait que le droit à la vie privée garanti par l'article 8 invoqué n'est pas un droit absolu, le système d'accueil en cause devant être considéré comme adapté à la situation particulière des candidats-réfugiés auxquels il s'applique.

A.10. En réponse, la requérante expose que les avantages auxquels se réfère le Conseil des ministres sont exclusivement d'ordre administratif, mais ne concernent ni la vie privée, ni la vie familiale.

Quant à la troisième branche du deuxième moyen

A.11. Selon cette branche, les dispositions en cause, en entravant le libre choix, par les candidats-réfugiés concernés, d'un conseil juridique et en les obligeant, s'ils veulent choisir ce conseil en dehors du centre, à exposer auprès de celui-ci des éléments qui relèvent de leur vie privée, violent l'article 23 de la Constitution, lequel « élève le droit à l'aide juridique au rang de droit constitutionnel »; la requérante invoque en outre plusieurs arrêts de la Cour (n^{os} 41/91, 19/95 et 43/98) dont il résulterait que le principe d'égalité impose des « obligations positives en matière d'accès à la justice ».

A.12. Le Conseil des ministres répond que chaque candidat-réfugié peut recourir gratuitement à l'assistance d'avocats spécialisés en droit des étrangers et que les éventuels frais de traduction comme ceux de déplacement sont pris en charge par l'Etat.

A.13. La requérante réplique en qualifiant de « théorique » la réponse du Conseil des ministres, dès lors qu'« aucun texte légal ne régit les conditions de vie dans les centres et n'offre des garanties à ce niveau aux candidats-réfugiés ».

Quant au troisième moyen

A.14. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que les dispositions en cause traitent de façon discriminatoire, sur le plan de la nature de l'aide sociale octroyée, deux catégories d'étrangers qui sont comparables.

Selon la requérante, il résulterait de l'arrêt de la Cour n^o 43/98 que celle-ci place « sur strict pied d'égalité » les candidats-réfugiés qui attaquent devant le Conseil d'Etat une décision négative, que celle-ci porte sur la recevabilité ou sur le fond de la demande d'asile. Les dispositions en cause, en désolidarisant ces deux catégories de candidats-réfugiés, auraient « en réalité, pour seul objectif de contourner le dispositif et les enseignements » de l'arrêt précité, affirmation qu'étayerait d'ailleurs l'exposé des motifs de la loi du 2 janvier 2001. Aucune des justifications avancées par le législateur ne pourrait être admise au regard du principe d'égalité.

A.15. Selon le Conseil des ministres, ces deux catégories de candidats-réfugiés seraient objectivement différentes, dès lors que leur demande d'asile, dans un cas, a été déclarée recevable, mais ne l'a pas été dans l'autre. Le mémoire rappelle en outre les justifications avancées relativement à d'autres moyens (cf. A.2.2 et A.6).

- B -

Quant aux dispositions en cause

B.1.1. La partie requérante demande l'annulation des articles 70, 71 et 72 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses.

B.1.2. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre les articles 70 et 72 de cette loi, dès lors que les moyens soulevés par la requérante porteraient exclusivement sur l'article 71.

B.1.3. La partie requérante critique le fait que les deux catégories de candidats-réfugiés visées à l'article 71 se voient désormais imposer l'octroi de l'aide sociale en nature et dans un centre.

Ces deux catégories de candidats seraient de ce fait privées, de façon discriminatoire par rapport aux autres bénéficiaires de l'aide sociale, de l'effet de *standstill* garanti en la matière par l'article 23 de la Constitution (premier moyen) ainsi que du droit au respect de la dignité humaine et d'autres droits qui y sont liés, garantis par les articles 12 et 23 de la Constitution et diverses dispositions internationales (deuxième moyen, subdivisé en trois branches). Enfin, une discrimination serait opérée, parmi les candidats-réfugiés ayant saisi le Conseil d'Etat d'un recours, entre ceux qui contestent une décision relative à la recevabilité de la demande d'asile et ceux qui contestent une décision prise quant au fond de cette demande, les premiers étant seuls visés par l'imposition de l'aide sociale en nature.

B.1.4. La Cour constate, en considération tant de la mesure critiquée par la requérante que des moyens invoqués à l'appui de la requête, que le recours est dirigé exclusivement contre l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001. Il est dès lors irrecevable en ce qui concerne les articles 70 et 72 de cette loi.

B.2.1. L'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 insère, dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, un article 57ter 1, lequel dispose :

« § 1^{er}. A un étranger qui s'est déclaré réfugié et qui a demandé d'être reconnu comme tel, est désigné comme lieu obligatoire d'inscription, en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès du territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un centre que l'Etat, une autre autorité ou un ou plusieurs pouvoirs publics organise ou un lieu où une aide est fournie à la demande de l'Etat et à ses frais :

1° tant que le ministre de l'Intérieur ou son délégué, ou le Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides ou un de ses adjoints n'ont pas décidé qu'un examen au fond de la demande d'asile est nécessaire;

2° si l'étranger a contesté devant le Conseil d'Etat la décision du Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides ou d'un de ses adjoints, prise en application de l'article 63/3 de la loi précitée.

Dans des circonstances particulières le ministre ou son délégué peut déroger aux dispositions de l'alinéa précédent. La désignation visée à l'alinéa 1^{er} produit ses effets aussi longtemps que le recours est pendant devant le Conseil d'Etat.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} s'appliquent :

1° à l'étranger qui s'est déclaré réfugié après la date à laquelle la loi-programme du 2 janvier 2001 a été publiée au *Moniteur belge* et qui a demandé d'être reconnu comme tel;

2° à l'étranger qui, après la date visée au 1°, a contesté devant le Conseil d'Etat la décision du Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides ou d'un de ses adjoints, prise en application de l'article 63/3. »

B.2.2. Les objectifs poursuivis par le législateur, par l'adoption de cette disposition, ont été exposés comme suit lors des travaux préparatoires :

« Actuellement la législation prévoit déjà qu'un centre organisé ou agréé par l'Etat est désigné aux candidats réfugiés comme lieu d'inscription obligatoire pour la durée de la recevabilité de leur demande d'asile. Il est généralement admis que la préférence absolue va à un premier accueil dans un centre d'accueil. Cette forme d'accueil offre en outre des garanties pour un accueil adéquat de qualité surtout au début de la procédure d'asile, quand les demandeurs d'asile ne sont pas habitués à la langue, aux conditions de vie et de logement, aux acquis sociaux, aux droits et aux devoirs liés à leur statut et autres. En plus cette forme d'accueil protège contre les abus des exploiters et des trafiquants d'êtres humains qui profitent de la situation vulnérable dans laquelle se trouvent beaucoup de candidats-réfugiés et empêche que l'aide financière qu'obtiennent certains candidats réfugiés soit récupérée par ces personnes plutôt malveillantes.

Afin de pouvoir garantir cette forme d'accueil à tout demandeur d'asile nouvellement arrivé, il est déterminé en matière d'aide sociale que chaque demandeur d'asile doit être désigné à un centre d'accueil pour la durée de l'examen de la recevabilité de la demande d'asile. Ceci implique que cette personne peut obtenir l'aide sociale dans ce centre uniquement et que pour la durée de l'examen de la recevabilité, les CPAS sont déchargés de l'aide sociale. Ainsi les CPAS peuvent mieux s'appliquer à l'aide sociale aux candidats réfugiés démunis dont la demande d'asile a été déclarée recevable.

[...]

Conformément à l'arrêt de la Cour d'Arbitrage n° 43/98 du 22 avril 1998, les candidats réfugiés qui ont introduit un recours devant le Conseil d'Etat contre une décision confirmative de non-recevabilité du commissaire général continuent à avoir droit à une aide sociale, même si *stricto sensu* ils ne détiennent plus de titre de séjour. Suite à cet arrêt, il a déjà été constaté que plus de candidats réfugiés introduisent un recours devant le Conseil d'Etat contre les décisions précitées du commissaire général, dans certains cas uniquement pour obtenir plus longtemps une prestation d'aide financière. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, Doc. 50 0950/001, pp. 37-39)

Quant aux autres exceptions soulevées par le Conseil des ministres

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste tout d'abord que la Cour soit compétente pour connaître des deux premiers moyens, dès lors qu'ils sont pris de la violation de dispositions - selon le cas constitutionnelles ou internationales - qui ne relèvent pas du contrôle direct de la Cour. Il allègue en outre que le deuxième moyen ne précise pas à quelles catégories de personnes doivent être comparés les candidats-réfugiés visés par l'article 71.

Ces deux moyens seraient dès lors irrecevables.

B.3.2. Il ressort tant de l'intitulé des deux premiers moyens que des développements qui y sont consacrés dans la requête qu'est alléguée la violation des articles 10 et 11, combinés avec les articles 12 et 23, de la Constitution et avec les dispositions internationales visées au deuxième moyen.

Par ailleurs, il ressort des mêmes développements que la partie requérante compare la situation des candidats-réfugiés visés à l'article 71 avec celle des autres bénéficiaires d'une aide sociale - parmi lesquels les autres catégories de candidats-réfugiés -, seuls les premiers étant privés, du fait de la mesure en cause, du bénéfice des droits garantis par les dispositions constitutionnelles et conventionnelles invoquées aux deux premiers moyens.

B.3.3. Les exceptions sont rejetées.

B.4.1. Le Conseil des ministres conteste également la recevabilité des deux premiers moyens au motif qu'ils critiqueraient, en réalité, des dispositions antérieures à l'article 71 en cause, en particulier l'article 54, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par la loi du 15 juillet 1996; ces moyens seraient dès lors irrecevables.

B.4.2. L'article 54, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit la possibilité, pour le ministre ou son délégué, de désigner comme lieu obligatoire d'inscription, pour les étrangers qui font la déclaration ou la demande visée aux articles 50 et 51 de la même loi, un centre organisé ou agréé par l'Etat. L'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 prévoit que, pour les candidats-réfugiés qu'ils visent, un centre est désigné comme lieu obligatoire d'inscription, dans lequel une aide leur sera fournie.

Même si la mesure attaquée peut être considérée comme n'étant pas nouvelle, son annulation par la Cour, en tant qu'expression renouvelée de la volonté du législateur, peut être demandée.

B.4.3. L'exception est rejetée.

Quant au premier moyen, pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 23, de la Constitution

B.5. Selon la partie requérante, l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001, en prévoyant désormais que, pour les candidats-réfugiés qu'il vise, est désigné comme lieu obligatoire d'inscription un centre où leur est fournie une aide en nature, prive de façon discriminatoire ces catégories de candidats-réfugiés de l'effet de *standstill* garanti, en la matière, par l'article 23 de la Constitution, en particulier en son troisième alinéa, 2°. La disposition entreprise irait à rebours des droits garantis, diminuant le niveau de protection acquis de la catégorie susmentionnée des candidats-réfugiés.

B.6.1. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° [...]

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

[...]. »

B.6.2. L'article 23, alinéa 1^{er}, de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et l'alinéa 3, 2°, inscrit, parmi les droits économiques, sociaux et culturels, « le droit à l'aide sociale ». Ces dispositions ne précisent pas ce qu'impliquent ces droits dont seul le principe est exprimé, chaque législateur étant chargé de les garantir, conformément à l'article 23, alinéa 2, « en tenant compte des obligations correspondantes ».

B.6.3. Toutefois, lorsque l'article 23 de la Constitution est entré en vigueur, le législateur fédéral avait déjà pris les mesures propres à garantir le droit à l'aide sociale désormais inscrit à l'article 23, alinéa 1^{er} et alinéa 3, 2° : l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale dispose en effet que « toute personne a droit à l'aide sociale » et que « celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ».

B.6.4. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 23, d'une part, qu'en garantissant le droit à l'aide sociale, le Constituant avait en vue le droit garanti par la loi organique des C.P.A.S. (*Doc. parl.*, Sénat, S.E., 1991-1992, n° 100-2/4°, pp. 99 et 100), d'autre part, que l'adoption de l'article 23 entraînerait l'obligation, sans pour autant conférer des droits subjectifs précis, de maintenir le bénéfice des normes en vigueur en interdisant d'aller à l'encontre des objectifs poursuivis (obligation dite de *standstill*) (*ibid.*, p. 85).

B.6.5. Il s'ensuit, sans qu'il soit nécessaire de s'interroger sur la portée normative de l'article 23 dans son ensemble, qu'en matière d'aide sociale, cette disposition constitutionnelle impose aux législateurs de ne pas porter atteinte au droit garanti par la législation qui était applicable le jour où l'article 23 est entré en vigueur.

B.6.6. Cette obligation ne peut toutefois s'entendre comme imposant à chaque législateur, dans le cadre de ses compétences, de ne pas toucher aux modalités de l'aide sociale prévues par la loi. Elle leur interdit d'adopter des mesures qui marqueraient un recul significatif du droit garanti par l'article 23, alinéa 1^{er} et alinéa 3, 2°, de la Constitution, mais elle ne les prive pas du pouvoir d'apprécier de quelle manière ce droit sera le plus adéquatement assuré.

B.7.1. L'article 71 en cause prévoit que les candidats-réfugiés auxquels il s'applique doivent s'inscrire dans un centre, où ils reçoivent une aide en nature.

Lors de l'adoption de cette disposition, l'article 54, § 3, de la loi précitée du 15 décembre 1980, modifié par la loi du 15 juillet 1996, disposait déjà :

« § 3. Le Ministre ou son délégué peut désigner un centre organisé ou agréé par l'Etat comme lieu obligatoire d'inscription à chaque étranger qui a fait la déclaration ou la demande visées aux articles 50 et 51, à l'exception de l'étranger qui, au moment de cette déclaration ou demande, était admis ou autorisé à l'établissement ou au séjour pour une période de plus de trois mois.

La désignation de ce lieu obligatoire d'inscription prend fin lorsque l'intéressé donne suite à l'ordre de quitter le territoire, pris conformément à l'article 51/8, alinéa 2, ou à l'article 52, ou lorsque le Ministre ou son délégué, ou le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints décident qu'un examen au fond de la demande d'asile s'impose. »

B.7.2. La Cour observe tout d'abord qu'il résulte de cet article 54, § 3, que l'inscription obligatoire de certains candidats-réfugiés - les mêmes que ceux visés par l'article 71 - dans un centre ne constitue pas une mesure instituée par cette dernière disposition; l'article 54, § 3, prévoyait déjà la faculté de décider cette mesure - alors que l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 lui confère un caractère obligatoire. Cette faculté n'était assortie d'aucune restriction, de telle sorte qu'elle était, déjà, susceptible d'être appliquée à l'ensemble des candidats-réfugiés visés par l'alinéa 1^{er} de cet article.

La Cour observe ensuite que l'article 71 maintient l'octroi d'une aide et que son exécution en nature est une des formes de l'aide sociale autorisées par la loi du 8 juillet 1976, l'article 57, § 1^{er}, de cette loi prévoyant que l'aide sociale peut être « matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique ».

B.7.3. Dès lors que l'octroi en nature est une des formes d'aide sociale prévues par la loi du 8 juillet 1976, la disposition attaquée ne porte pas atteinte au droit à l'aide sociale.

Le moyen tiré de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 23, de la Constitution n'est pas fondé.

Quant au deuxième moyen

Quant à la première branche du deuxième moyen, où est alléguée la violation des articles 10 et 11 combinés avec l'article 12 de la Constitution, avec l'article 2 du Protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

B.8. Selon la première branche du deuxième moyen, dès lors que l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 « étend la durée de résidence dans un centre ouvert, sans possibilité de percevoir une aide sociale autre que l'aide en nature dans le centre », il porte atteinte à la « liberté d'aller et de venir et de choisir sa résidence » des candidats-réfugiés concernés.

B.9.1. L'inscription obligatoire de ces candidats-réfugiés dans un centre d'accueil a pour effet que ceux-ci peuvent obtenir l'aide sociale dans ce centre uniquement et que pour la durée de l'examen de la recevabilité, les CPAS sont déchargés de l'aide sociale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, Doc. 50 0950/001, p. 38). Cet objet limité et le fait qu'il s'agit de centres ouverts, impliquent que la liberté d'aller et de venir des candidats-réfugiés concernés n'est pas affectée.

B.9.2. Selon la partie requérante, l'octroi d'une aide sociale en nature et dans un centre, est de nature à affecter le droit pour les candidats-réfugiés de choisir librement leur résidence, dès lors que la substitution d'une aide en nature à une aide financière les prive des moyens financiers leur permettant de choisir le lieu où ils entendent résider.

A supposer qu'une telle limitation puisse être considérée comme une ingérence dans les droits et libertés visés par les dispositions internationales invoquées au moyen, il y a lieu d'observer que tant l'article 2 du Protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme que l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques permettent au législateur de limiter l'exercice du droit de choisir librement sa résidence, si cette limitation est nécessaire, dans une société démocratique, à la poursuite de divers objectifs, parmi lesquels la sécurité nationale et le maintien de l'ordre public.

En considération, d'une part, des objectifs poursuivis par le législateur (B.2.2) et, d'autre part, des modalités du régime d'inscription en cause (B.7.2), l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 n'est pas contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions internationales citées ci-dessus.

B.9.3. Le deuxième moyen en sa première branche ne peut être retenu.

Quant à la deuxième branche du deuxième moyen, où est alléguée la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme

B.10. Selon la deuxième branche du deuxième moyen, il serait porté atteinte au droit au respect de la dignité humaine et au droit au respect de la vie privée et familiale garantis par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dès lors que le régime de vie en centre ouvert « porte atteinte au droit de l'individu de nouer des contacts sociaux librement et selon ses affinités personnelles » et lui impose de vivre « à l'écart des éventuels membres de sa famille vivant sur le territoire belge, des membres de sa communauté, le cas échéant, des personnes parlant sa langue ou pratiquant sa religion ».

B.11. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

B.12. En ce qu'il est allégué que la disposition en cause porte atteinte au droit des candidats réfugiés concernés de nouer librement les contacts sociaux de leur choix, notamment avec des membres de leur communauté ou avec des personnes parlant leur langue ou pratiquant leur religion, le moyen manque en fait : l'objet limité, relevé en B.9.1, de la mesure d'inscription dans un centre, comme le fait que la mesure d'inscription a lieu dans un centre ouvert implique que les candidats-réfugiés auxquels elle s'applique sont en mesure de nouer les contacts sociaux de leur choix.

B.13.1. Il est également allégué que l'inscription obligatoire dans un centre dans lequel est octroyée une aide en nature oblige les candidats réfugiés à vivre à l'écart des membres de leur famille résidant déjà, le cas échéant, sur le territoire belge.

B.13.2. La disposition attaquée ne concerne pas les étrangers visés par l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980. Elle ne concerne pas non plus des personnes de nationalité étrangère qui demanderaient à entrer en Belgique pour y vivre avec leur famille. Elle impose une obligation d'inscription des étrangers qui séjournent déjà en fait sur le territoire et qui se sont déclarés réfugiés. Cette obligation pourrait les empêcher de vivre avec une ou plusieurs personnes avec lesquelles ils forment une famille et qui ont droit à l'aide sociale en Belgique ou qui ont été autorisées à y séjourner. Il convient d'examiner si l'obligation en cause ne risque pas de porter, de manière discriminatoire, une atteinte disproportionnée à la vie privée et familiale de cette catégorie de personnes, en méconnaissance du droit garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.13.3. Cette situation, ainsi que le souligne le Conseil des ministres, n'a pas échappé aux auteurs de la loi attaquée en projet, qui écrivaient :

« Dans des circonstances exceptionnellement graves, le ministre ou son délégué peut négliger l'obligation de désigner un centre d'accueil. On songe ici par exemple à la situation où l'épouse d'un candidat réfugié arrive après son époux tandis que ce dernier s'est déjà établi dans une certaine commune. Dans de telles circonstances exceptionnelles, il est plus qu'équitable qu'un centre d'accueil ne sera pas désigné comme lieu d'inscription obligatoire à l'épouse, mais qu'elle rejoindra son époux dans son domicile, avec éventuellement le même lieu d'inscription obligatoire que son époux. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, Doc. 050 0950/001, p. 38)

B.13.4. Bien que le législateur ait prévu que le ministre ou son délégué peut, dans des « circonstances particulières », déroger à l'application obligatoire de l'article 71 attaqué, il n'est pas précisé qu'il est tenu d'y déroger dans les « circonstances exceptionnellement graves » décrites ci-dessus. Il s'ensuit qu'un étranger qui s'est déclaré réfugié pourrait se voir désigner un lieu obligatoire d'inscription où lui serait fournie une aide en nature, ce qui pourrait l'empêcher de vivre avec une ou plusieurs personnes avec lesquelles il forme une famille et qui ont droit à l'aide sociale en Belgique ou qui ont été autorisées à y séjourner.

B.13.5. A défaut d'avoir prévu une exception en faveur de cette catégorie d'étrangers, la mesure attaquée va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif décrit en B.2.2 et est de nature à porter atteinte de manière disproportionnée au droit au respect de la vie familiale.

B.13.6. Le législateur a cependant prévu, à l'article 57ter 1 nouveau, en son paragraphe 1^{er}, alinéa 2, que, « dans des circonstances particulières, le ministre ou son délégué peut déroger aux dispositions de l'alinéa précédent ».

Cette disposition doit se lire, à la lumière des travaux préparatoires précités, comme faisant obligation d'accorder la dérogation qu'elle prévoit dans le cas où il apparaît, sauf si des circonstances particulières s'y opposent, que l'application de la règle empêcherait que des personnes qui se trouvent dans la situation décrite au 1^o et au 2^o de l'article 57ter 1 nouveau, § 1^{er}, puissent vivre avec une ou plusieurs personnes avec lesquelles elles forment une famille et qui ont droit à l'aide sociale en Belgique ou qui ont été autorisées à y séjourner.

B.13.7. Sous cette réserve d'interprétation, l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 n'est pas discriminatoire.

Quant à la troisième branche du deuxième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11, lus en combinaison avec l'article 23, de la Constitution

B.14.1. Selon la troisième branche du deuxième moyen, en entravant le libre accès des candidats-réfugiés concernés au conseil juridique de leur choix, l'article 71 porte atteinte, de façon discriminatoire, au droit au respect de la dignité humaine et au droit à bénéficier d'une protection juridictionnelle effective.

B.14.2. Il n'apparaît pas que les candidats-réfugiés hébergés dans les centres ouverts ne bénéficieraient pas de l'assistance effective et gratuite d'un avocat.

Le deuxième moyen en sa troisième branche ne peut être retenu.

Quant au troisième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution

B.15. Le moyen critique la différence de traitement - estimée discriminatoire - opérée entre candidats-réfugiés, selon que leur demande d'asile a ou non déjà été déclarée recevable, dès lors que seuls ceux se trouvant dans le second cas reçoivent, par l'effet de l'article 71 en cause, une aide en nature et non en espèces.

B.16.1. En considération des objectifs poursuivis par le législateur, exposés en B.2.2, cette différence de traitement est justifiée. Par ailleurs, eu égard aux modalités retenues par le législateur - et en particulier le maintien d'une aide, fût-elle octroyée en nature, le caractère limité dans le temps de cette forme d'octroi ainsi que la possibilité de dérogation -, elle n'affecte pas de façon disproportionnée les droits des candidats-réfugiés qui n'ont pas encore obtenu l'autorisation de séjour en vue d'un examen du fond de leur demande de reconnaissance.

B.16.2. Le troisième moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour,

sous la réserve que l'article 57ter 1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, introduit par l'article 71 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, doit s'interpréter comme il est indiqué au B.13.6, rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 27 novembre 2002.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 4446

[C — 2002/21474]

Arrest nr. 169/2002 van 27 november 2002

Rolnummer 2206

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 70, 71 en 72 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, ingesteld door de v.z.w. Ligue des droits de l'homme.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 2001 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2001, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 70, 71 en 72 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 januari 2001, tweede uitgave) door de v.z.w. Ligue des droits de l'homme, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Onderrijsstraat 91.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 2 juli 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 11 september 2001 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 september 2001.

Bij beschikking van 26 september 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter E. Derycke.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 26 oktober 2001 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 9 november 2001 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 12 december 2001 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 november 2001 en 30 mei 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 29 juni 2002 en 29 december 2002.

Bij beschikking van 3 juli 2002 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 25 september 2002.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 4 juli 2002 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 3 juli 2002 heeft voorzitter M. Melchior de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Op de openbare terechtzitting van 25 september 2002 :

— zijn verschenen :

. Mr. M. Kaiser, advocaat bij de balie te Brussel, en Mr. S. Sarolea, advocaat bij de balie te Nijvel, voor de verzoekende partij;

. Mr. N. Van Laer, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en E. Derycke verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Ten aanzien van het eerste middel**Het verzoekschrift*

A.1.1. Na haar belang om in rechte te treden te hebben toegelicht, alsook de evolutie van de wetgeving inzake maatschappelijke dienstverlening voor vreemdelingen en verscheidene arresten (nrs. 51/94, 43/98, 25/99, 80/99, 57/2000 en 17/2001) die het Hof ter zake heeft uitgesproken, voert de verzoekster een eerste middel aan, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, *juncto* artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet.

In zoverre de bestreden bepalingen, voor twee categorieën van kandidaat-vluchtelingen, de maatschappelijke dienstverlening in contanten die zij voorheen genoten, door een maatschappelijke dienstverlening *in natura* vervangen, ontzeggen zij hun op discriminerende wijze het *standstill*-effect dat gekoppeld is aan het bij artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet gewaarborgde recht op sociale bijstand.

A.1.2. De verzoekster, die vervolgens de draagwijdte van die *standstill*-verplichting toelicht, kwalificeert die draagwijdte als zeer ruim, zowel wat betreft de adressaten en de inhoud ervan – zodat elke kwantitatieve achteruitgang verboden is – als wat betreft de graad van de verleende bescherming, zodat elke uitzondering of elk « compromis wat betreft de evenredigheid » verboden is.

A.1.3. Daarna vergelijkt de verzoekster de uit de bestreden bepalingen voortvloeiende situatie met de situatie die bestond bij de inwerkingtreding van artikel 23 van de Grondwet, en besluit dat als gevolg van de voormelde bepalingen het beschermingsniveau wordt verlaagd. Doordat de toekenning van de maatschappelijke dienstverlening tegelijk *in natura* en in een centrum - en niet langer in een O.C.M.W. - voortaan verplicht wordt gesteld uitsluitend voor de in artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 bedoelde kandidaat-vluchtelingen, leiden de bestreden bepalingen tot een « klaarblijkelijke achteruitgang » in vergelijking met de vroegere situatie, inzonderheid in zoverre het in die vroegere situatie voor die kandidaten mogelijk was de maatschappelijke dienstverlening in contanten te verkrijgen.

Standpunt van de Ministerraad

A.2.1. Na te hebben opgemerkt dat de door de verzoekster aangevoerde middelen tot vernietiging uitsluitend artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 betreffen - zodat het beroep bijgevolg onontvankelijk moet worden verklaard wat betreft de twee andere bestreden bepalingen van die wet -, stelt de Ministerraad ten aanzien van het eerste middel in eerste instantie dat artikel 71, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de kandidaat-vluchtelingen wier aanvraag al ontvankelijk werd verklaard en de kandidaat-vluchtelingen voor wie dat niet het geval is, zich ertoe beperkt op veralgemenende wijze een onderscheid over te nemen dat reeds werd gemaakt in artikel 54, § 3, van de wet van 15 december 1980, dat voorzag in de aanwijzing van een verplichte plaats van inschrijving uitsluitend voor de kandidaten wier aanvraag nog niet ontvankelijk was verklaard. De situatie van die kandidaten zou dus niet op ongunstige wijze worden gewijzigd, des te meer daar de minister, in uitzonderlijke omstandigheden, kan afwijken van de verplichting in een centrum te zijn ingeschreven. Zo er van discriminatie sprake is, zou die in ieder geval haar oorsprong vinden in dat artikel 54, dat het Hof niet langer vermag te toetsen in het kader van het vernietigingscontentieux.

A.2.2. De Ministerraad gaat vervolgens in op de grond van de zaak en zet, aan de hand van de parlementaire voorbereiding, de motieven uiteen die de wetgever ertoe hebben gebracht de opvang door centra voor die categorie van vluchtelingen verplicht te stellen : het streven om de O.C.M.W.'s te ontlasten door hun de dienstverlening enkel voor de kandidaat-vluchtelingen wier aanvraag ontvankelijk werd verklaard toe te vertrouwen, en de bescherming van recent in België aangekomen kandidaten tegen een risico van uitbuiting; bovendien wordt verduidelijkt dat die verplichte opvang in de centra niet geldt voor de aanvragen die bij de inwerkingtreding van het bestreden artikel 71 reeds hangende waren.

Antwoord van de verzoekster

A.3. Na aan de Ministerraad te hebben tegengeworpen dat het beroep eveneens slaat op artikel 70 van de wet van 2 januari 2001, dat in ieder geval onlosmakelijk verbonden is met artikel 71 van die wet, bevestigt de verzoekster, door uittreksels van haar verzoekschrift te herhalen, dat het eerste middel wel degelijk is afgeleid uit de combinatie van artikel 23 van de Grondwet met de artikelen 10 en 11 ervan. Na te hebben opgemerkt dat de kwalitatieve achteruitgang « door de Ministerraad impliciet en expliciet » zou zijn erkend en dat de schending van het *standstill*-effect impliceert dat het verschil in behandeling niet kan worden verantwoord in het licht van het gelijkheidsbeginsel, betwist de verzoekster overigens elk van de door de Ministerraad aangevoerde verantwoordingen (cf. A.2). De werkelijke doelstelling van de bestreden bepalingen zou erin bestaan « wetgeving als vogelverschrikker » in te voeren « teneinde het aantal asielaanvragen in te dijken ».

Ten aanzien van het tweede middel

A.4.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 12 en 23 van de Grondwet, artikel 2 van het Vierde Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten alsook artikel 8 van voormeld Europees Verdrag.

Doordat de gevallen waarin de maatschappelijke dienstverlening *in natura* in een open centrum wordt verleend, worden uitgebreid en doordat de verblijfsduur in dat soort van centrum wordt verlengd, doen de bestreden bepalingen afbreuk aan het bij artikel 23 van de Grondwet beschermde recht op eerbied voor de menselijke waardigheid, alsook aan verscheidene grondrechten waarvan er drie in elk van de drie onderdelen van dat tweede middel worden toegelicht.

A.4.2. In hoofddorde is de Ministerraad van oordeel dat het tweede middel in zijn geheel genomen onontvankelijk is - aangezien in dat middel niet wordt verduidelijkt met welke categorieën de betrokken kandidaat-vluchtelingen worden vergeleken - en de Ministerraad verzoekt het Hof « de regelmatigheid van de bestreden bepaling te toetsen in het licht van de internationale normen en niet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ». Vervolgens antwoordt de Ministerraad evenwel, in ondergeschikte orde, op elk van de drie onderdelen van dat middel.

A.4.3. De verzoekende partij repliceert, enerzijds, dat de personen met wie een vergelijking wordt gemaakt, de personen zijn, inclusief van vreemde nationaliteit, op wie de bestreden bepalingen niet van toepassing zijn en, anderzijds, dat het middel eveneens is afgeleid uit de schending van artikel 23 van de Grondwet.

Ten aanzien van het eerste onderdeel van het tweede middel

Het verzoekschrift

A.5. Het feit dat de duur waarvoor sommige kandidaat-vluchtelingen de maatschappelijke dienstverlening *in natura* enkel in de open centra ontvangen, wordt verlengd doet afbreuk aan het recht op vrijheid van verkeer en op vrije keuze van zijn woonplaats, dat wordt gewaarborgd bij sommige van de in het middel bedoelde grondwettelijke en internationale bepalingen.

Die belemmering kan niet worden verantwoord in het licht van de voorwaarden van wettigheid, noodzakelijkheid en evenredigheid waaraan de toelaatbaarheid van een dergelijke belemmering ondergeschikt is, aangezien volgens het verzoekschrift te dezen aan geen enkele van die voorwaarden is voldaan. Er wordt in het bijzonder beklemtoond dat de werkelijke doelstelling van de verlenging van de verblijfsduur in een open centrum erin bestaat de betrokken vreemdelingen te kunnen « lokaliseren », teneinde hen eventueel te kunnen verwijderen, welke doelstelling in strijd is met het recht op het daadwerkelijke beroep dat zij, in voorkomend geval, voor de Raad van State zouden hebben ingesteld. Het middel is overigens onevenredig in het licht van de doelstelling om dilatoire beroepen te vermijden, aangezien de wet van 18 april 2000 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en het koninklijk besluit van 9 juli 2000 al ertoe strekken en het mogelijk maken die doelstelling te verwezenlijken.

Standpunt van de Ministerraad

A.6. De Ministerraad merkt in eerste instantie op dat de verzoekster de verplichte inschrijving in een open centrum niet betwist wat betreft de kandidaat-vluchtelingen wier eerste aanvraag in onderzoek is en dat die verplichte inschrijving aanvaarden voor die laatsten en weigeren voor diegenen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing van onontvankelijkheid, bijgevolg discriminerend zou zijn want dat zou ertoe leiden dat voor kandidaat-vluchtelingen die zich in een meer onzekere administratieve situatie bevinden, een gunstigere regeling in aanmerking wordt genomen. De Ministerraad merkt vervolgens op dat het voordeel van de aangehaalde internationale bepalingen vooronderstelt dat de rechthebbende zich « regelmatig » of « legaal » op het grondgebied bevindt, wat niet het geval is voor de in het geding zijnde kandidaten, aangezien de beroepen voor de Raad van State geen schorsende werking hebben. Ten slotte wordt opgemerkt dat het feit dat een verplichte plaats van inschrijving aan de kandidaat-vluchteling wordt opgelegd, in het arrest van het Hof nr. 61/94, dat te dezen kan worden getransponeerd, als bestaanbaar met het gelijkheidsbeginsel werd beschouwd. Door te stellen dat de wetgever een evenwicht heeft willen vinden tussen de onzekere verblijfsituatie van de betrokken kandidaat-vluchtelingen, hun recht op een bijstand waarbij hun een daadwerkelijk rechtsmiddel wordt gewaarborgd, en de mogelijkheden van daadwerkelijke dienstverlening van de O.C.M.W.'s, beklemtoont de Ministerraad dat die kandidaten hun vrijheid van beweging behouden.

Antwoord van de verzoekende partij

A.7. Zij verduidelijkt dat de lange duur van het leven in het centrum de kern van haar kritiek vormt, waarbij zij de nadruk legt op het verschil tussen de te dezen in het geding zijnde effectieve « aanwijzing van een verblijfplaats » en de gevolgen van de maatregel van administratieve inschrijving die in het arrest van het Hof nr. 61/94 werd goedgekeurd.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het tweede middel

A.8. In dat tweede onderdeel van het middel wordt de discriminerende schending aangevoerd van het bij artikel 8 van het Europees Verdrag gewaarborgde recht op eerbied voor de menselijke waardigheid en op eerbiediging van het privé-leven, in zoverre ten aanzien van de betrokken kandidaat-vluchtelingen beperkingen worden gesteld aan hun recht vrij sociale contacten aan te knopen alsook aan hun familie- en gezinsleven. Overigens is niet voldaan aan de voorwaarden (wettigheid, noodzakelijkheid in een democratische samenleving en evenredigheid) waaraan de beperkingen van de bij artikel 8 ingestelde vrijheid ingevolge dat artikel onderworpen zijn, inzonderheid wegens het onbeperkte karakter in de tijd van de aanwijzing van een verblijfplaats.

A.9. De Ministerraad betwist in eerste instantie dat de in een open centrum verblijvende kandidaat-vluchteling van zijn gezin en familie verwijderd moet leven: er wordt opgemerkt niet alleen dat hij zijn gezin en familie kan ontmoeten, maar bovendien dat de noodzaak zijn familie- en gezinsleven in stand te houden tijdens de parlementaire voorbereiding uitdrukkelijk werd aangehaald als een van de redenen die het de minister mogelijk maken van de verplichte inschrijving af te wijken. In de memorie wordt vervolgens beklemtoond dat het bij het aangehaalde artikel 8 gewaarborgde recht op het privé-leven geen absoluut recht is, zodat de in het geding zijnde opvangregeling moet worden beschouwd als aangepast aan de bijzondere situatie van de kandidaat-vluchtelingen waarop zij van toepassing is.

A.10. In antwoord daarop stelt de verzoekster dat de voordelen waarnaar de Ministerraad verwijst, uitsluitend van administratieve aard zijn, maar noch het privé-leven, noch het familie- en gezinsleven betreffen.

Ten aanzien van het derde onderdeel van het tweede middel

A.11. Volgens dat onderdeel zijn de bestreden bepalingen, doordat zij voor de betrokken kandidaat-vluchtelingen een belemmering vormen om vrij hun raadsman te kiezen en doordat zij hen verplichten, indien zij die raadsman buiten het centrum willen kiezen, aan dat centrum gegevens vrij te geven die tot hun privé-leven behoren, in strijd met artikel 23 van de Grondwet, dat « het recht op juridische bijstand verheft tot een grondwettelijk recht »; bovendien beroept de verzoekster zich op verschillende arresten van het Hof (mrs. 41/91, 19/95 en 43/98), waaruit zou voortvloeien dat het gelijkheidsbeginsel « positieve verplichtingen inzake de rechtstoegang » oplegt.

A.12. De Ministerraad antwoordt dat elke kandidaat-vluchteling kosteloos een beroep kan doen op de bijstand van inzake het vreemdelingenrecht gespecialiseerde advocaten en dat de eventuele vertaal- en verplaatsingskosten door de Staat worden gedragen.

A.13. In repliek daarop bestempelt de verzoekster het antwoord van de Ministerraad als « theoretisch », aangezien « geen enkele wettekst de levensomstandigheden in de centra regelt en de kandidaat-vluchtelingen waarborgen op dat vlak biedt ».

Ten aanzien van het derde middel

A.14. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden bepalingen twee vergelijkbare categorieën van vreemdelingen op het vlak van de aard van de toegekende maatschappelijke dienstverlening op discriminerende wijze behandelen.

Volgens de verzoekster zou uit het arrest van het Hof nr. 43/98 voortvloeien dat het Hof de kandidaat-vluchtelingen die voor de Raad van State een negatieve beslissing bestrijden, « op voet van gelijkheid » plaatst, ongeacht of die negatieve beslissing op de ontvankelijkheid of op de grond van de asielaanvraag slaat. De bestreden bepalingen zouden, doordat zij de solidariteit tussen die twee categorieën van kandidaat-vluchtelingen verbreken, « in werkelijkheid als enige doelstelling hebben het dispositief en de lering van [het voormelde] arrest te omzeilen » en die stelling zou bovendien worden gestaafd door de memorie van toelichting bij de wet van 2 januari 2001. Geen enkele van de door de wetgever aangevoerde verantwoordingen zou in het licht van het gelijkheidsbeginsel aanvaardbaar zijn.

A.15. Volgens de Ministerraad zouden die twee categorieën van kandidaat-vluchtelingen objectief verschillend zijn, aangezien hun asielaanvraag in het ene geval ontvankelijk werd verklaard doch niet in het andere. In de memorie wordt bovendien herinnerd aan de verantwoordingen die met betrekking tot andere middelen werden aangevoerd (A.2.2 en A.6).

- B -

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de artikelen 70, 71 en 72 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen.

B.1.2. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep in zoverre het tegen de artikelen 70 en 72 van die wet is gericht, aangezien de door de verzoekster aangevoerde middelen uitsluitend op artikel 71 betrekking zouden hebben.

B.1.3. De verzoekende partij levert kritiek op het feit dat de toekenning van maatschappelijke dienstverlening *in natura* en in een centrum voortaan verplicht wordt gesteld voor de twee in artikel 71 bedoelde categorieën van kandidaat-vluchtelingen.

Die twee categorieën van kandidaat-vluchtelingen zou daardoor, op discriminatoire wijze in vergelijking met de andere gerechtigden van maatschappelijke dienstverlening, het *standstill*-effect worden ontzegd, dat ter zake is gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet (eerste middel), alsook het recht op eerbiediging van de menselijke waardigheid en andere ermee verbonden rechten, die zijn gewaarborgd bij de artikelen 12 en 23 van de Grondwet en diverse internationale bepalingen (tweede middel, onderverdeeld in drie onderdelen). Ten slotte zou onder de kandidaat-vluchtelingen die bij de Raad van State een beroep hebben ingesteld, een discriminatie worden gemaakt tussen diegenen die een beslissing met betrekking tot de ontvankelijkheid van de asielaanvraag aanvechten, en diegenen die een beslissing over de grond van die aanvraag bestrijden, aangezien de maatschappelijke dienstverlening *in natura* enkel voor de eerstgenoemden verplicht wordt gesteld.

B.1.4. Gelet zowel op de door verzoekster bestreden maatregel als op de ter staving van het verzoekschrift aangevoerde middelen, stelt het Hof vast dat het beroep uitsluitend tegen artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 is gericht. Bijgevolg is het onontvankelijk wat de artikelen 70 en 72 van die wet betreft.

B.2.1. Artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 voegt in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een artikel 57ter 1 in, dat bepaalt :

« § 1. Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, wordt met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een door de Staat, een andere overheid of één of meerdere besturen georganiseerd centrum of plaats waar hulpverlening wordt verstrekt op verzoek en op kosten van de Staat, als verplichte plaats van inschrijving aangeduid :

1° tot zolang de minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde, of de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten niet hebben beslist dat een onderzoek ten gronde van de asielaanvraag noodzakelijk is;

2° indien de vreemdeling de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten, met toepassing van artikel 63/3 van voormelde wet, aangevochten heeft voor de Raad van State.

In bijzondere omstandigheden kan de minister of diens gemachtigde afwijken van het bepaalde in het vorige lid. De aanduiding bedoeld in het eerste lid blijft van kracht zolang het beroep hangende is voor de Raad van State.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing :

1° op de vreemdeling die zich na de datum waarop de programmawet van 2 januari 2001 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend;

2° op de vreemdeling die na de in 1° bedoelde datum de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, of van één van zijn adjuncten, met toepassing van artikel 63/3, aangevochten heeft voor de Raad van State. »

B.2.2. De met die bepaling door de wetgever nagestreefde doelstellingen werden tijdens de parlementaire voorbereiding als volgt toegelicht :

« Momenteel voorziet de wetgeving reeds dat kandidaat-vluchtelingen een door de Staat georganiseerd of erkend centrum als verplichte plaats van inschrijving aangewezen krijgen tijdens de duur van de ontvankelijkheid van hun asielaanvraag. Algemeen wordt erkend dat een eerste onthaal in een opvangcentrum de absolute voorkeur geniet. Bovendien biedt deze vorm van opvang garanties voor kwaliteitsvolle en gedegen opvang zeker in het begin van de asielprocedure, wanneer de asielzoekers niet vertrouwd zijn met de taal, de leef- en woonomstandigheden, de voorzieningen, de aan hun statuut verbonden rechten en plichten en dergelijke. Deze vorm van opvang biedt daarenboven bescherming tegen de misbruiken die huisjesmelkers en mensensmokkelaars maken van de zwakke positie waarin vele kandidaat-vluchtelingen verkeren en voorkomt dat de financiële steun die sommige kandidaat-vluchtelingen nu krijgen, door deze veelal malafide personen, wordt ingepikt.

Teneinde deze vorm van opvang te kunnen garanderen aan iedere nieuw toekomende asielzoeker, wordt inzake maatschappelijke dienstverlening bepaald dat elke asielaanvrager tijdens de duur van het onderzoek van de ontvankelijkheid van de asielaanvraag een onthaalcentrum moet toegewezen worden. Dit impliceert dat hij of zij enkel in dit centrum maatschappelijke dienstverlening kan bekomen en dat de OCMW's tijdens de duur van het ontvankelijkheidsonderzoek ontlast worden van het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening. De OCMW's kunnen zich op deze manier ook meer en beter toelagen op het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening aan de behoeftige kandidaat-vluchtelingen [wier] asielaanvraag ontvankelijk verklaard is.

[...]

Conform het arrest van het Arbitragehof nr. 43/98 van 22 april 1998 hebben kandidaat-vluchtelingen die een beroep bij de Raad van State ingesteld hebben tegen een bevestigende beslissing van niet-ontvankelijkheid van de commissaris-generaal verder recht op maatschappelijke dienstverlening, ook al hebben zij *stricto sensu* geen geldige verblijfstitel meer. Ten gevolge van dit arrest is gebleken dat steeds meer kandidaat-vluchtelingen een beroep indienen bij de Raad van State tegen voormelde beslissingen van de commissaris-generaal, in bepaalde gevallen louter om langer financiële dienstverlening te kunnen bekomen. » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, Doc. 50 0950/001, pp. 37-39)

Ten aanzien van de andere door de Ministerraad opgeworpen excepties

B.3.1. De Ministerraad betwist in de eerste plaats dat het Hof bevoegd is om van de eerste twee middelen kennis te nemen, aangezien zij zijn afgeleid uit de schending van - naar gelang van het geval grondwettelijke of internationale - bepalingen die niet onder de rechtstreekse toetsingsmacht van het Hof vallen. Hij werpt bovendien op dat in het tweede middel niet wordt verduidelijkt met welke categorieën van personen de in artikel 71 bedoelde kandidaat-vluchtelingen moeten worden vergeleken.

Bijgevolg zouden die twee middelen onontvankelijk zijn.

B.3.2. Zowel uit het opschrift van de eerste twee middelen als uit de toelichting ervan in het verzoekschrift volgt dat de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met de artikelen 12 en 23, van de Grondwet en met de in het tweede middel bedoelde internationale bepalingen, wordt aangevoerd.

Overigens blijkt uit dezelfde toelichting dat de verzoekende partij de situatie van de in artikel 71 bedoelde kandidaat-vluchtelingen vergelijkt met die van de andere gerechtigden op maatschappelijke dienstverlening - onder wie de andere categorieën van kandidaat-vluchtelingen -, waarbij enkel de eerstgenoemden, als gevolg van de bestreden maatregel, het voordeel wordt ontzegd van de rechten die zijn gewaarborgd bij de in de eerste twee middelen aangevoerde grondwettelijke en verdragsbepalingen.

B.3.3. De excepties worden verworpen.

B.4.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van de eerste twee middelen ook omdat daarin, in werkelijkheid, kritiek zou worden geleverd op bepalingen die van vóór het bestreden artikel 71 dateren, inzonderheid artikel 54, § 3, van de wet van 15 december 1980, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1996; die middelen zouden bijgevolg onontvankelijk zijn.

B.4.2. Artikel 54, § 3, van de wet van 15 december 1980 voorziet in de mogelijkheid, voor de minister of zijn gemachtigde, om een door de Staat georganiseerd of erkend centrum als verplichte plaats van inschrijving aan te wijzen voor de vreemdelingen die de in de artikelen 50 en 51 van dezelfde wet bedoelde verklaring of aanvraag doen. Artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 bepaalt dat voor de erin bedoelde kandidaat-vluchtelingen als verplichte plaats van inschrijving een centrum wordt aangewezen, waarin hun hulpverlening zal worden verstrekt.

Zelfs wanneer de bestreden maatregel niet als een nieuwe maatregel zou worden beschouwd, kan de vernietiging ervan door het Hof, als hernieuwde uiting van de wil van de wetgever, worden gevorderd.

B.4.3. De exceptie wordt verworpen.

Ten aanzien van het eerste middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet

B.5. Volgens de verzoekende partij ontzegt artikel 71 van de wet van 2 januari 2001, doordat het voortaan bepaalt dat voor de erin bedoelde kandidaat-vluchtelingen als verplichte plaats van inschrijving een centrum wordt aangewezen waar hun hulpverlening *in natura* wordt verstrekt, die categorieën van kandidaat-vluchtelingen op discriminatoire wijze het *standstill*-effect dat, ter zake, is gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet, inzonderheid het derde lid, 2°, ervan. De bestreden bepaling zou ingaan tegen gewaarborgde rechten door het verworven beschermingsniveau van bovenvermelde categorie kandidaat-vluchtelingen te verlagen.

B.6.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° [...]

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand; [...]. »

B.6.2. Artikel 23, eerste lid, van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft om een menswaardig leven te leiden en het derde lid, 2°, vermeldt onder de economische, sociale en culturele rechten « het recht op sociale bijstand ». Die bepalingen preciseren niet wat die rechten, waarvan enkel het beginsel wordt uitgedrukt, impliceren, aangezien elke wetgever ermee belast is die rechten te waarborgen, overeenkomstig artikel 23, tweede lid, « rekening houdend met de overeenkomstige plichten ».

B.6.3. Wanneer artikel 23 van de Grondwet in werking is getreden, had de federale wetgever echter reeds de geëigende maatregelen genomen om het recht op sociale bijstand te waarborgen dat voortaan is ingeschreven in artikel 23, eerste lid en derde lid, 2° : artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt immers dat « elke persoon [...] recht [heeft] op maatschappelijke dienstverlening » en dat « deze [...] tot doel [heeft] eenieder in de mogelijkheid te stellen een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid ».

B.6.4. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 23 blijkt, enerzijds, dat door het recht op sociale bijstand te waarborgen, de Grondwetgever het in de organieke wet betreffende de O.C.M.W.'s gewaarborgde recht op het oog had (*Parl. St.*, Senaat, B.Z., 1991-1992, nr. 100-2/4°, pp. 99 en 100), en, anderzijds, dat de aanmeming van artikel 23 de verplichting zou teweegbrengen om, zonder daarom precieze subjectieve rechten te verlenen, de voordelen van de van kracht zijnde normen te handhaven door het verbod in te stellen om tegen de nagestreefde doelstellingen in te gaan (de zogenaamde « *standstill*-verplichting ») (*ibid.*, p. 85).

B.6.5. Daaruit volgt, zonder dat het nodig is de normatieve draagwijdte van artikel 23 in zijn geheel te onderzoeken, dat inzake het recht op sociale bijstand, die grondwetsbepaling de wetgevers de verplichting oplegt om geen afbreuk te doen aan het recht dat wordt gewaarborgd in de wetgeving die van toepassing was op de dag dat artikel 23 in werking is getreden.

B.6.6. Die verplichting kan echter niet zo worden begrepen dat ze elke wetgever, in het raam van zijn bevoegdheden, de verplichting oplegt om niet te raken aan de modaliteiten van de maatschappelijke dienstverlening bedoeld in de wet. Zij verbiedt hun om maatregelen aan te nemen die een aanzienlijke achteruitgang zouden betekenen van het in artikel 23, eerste lid en derde lid, 2°, van de Grondwet gewaarborgde recht, maar zij ontzegt hun niet de bevoegdheid om te oordelen hoe dat recht op de meest adequate wijze zou worden gewaarborgd.

B.7.1. Het bestreden artikel 71 voorziet erin dat de kandidaat-vluchtelingen op wie het van toepassing is zich moeten inschrijven in een centrum waar hun hulpverlening *in natura* wordt verstrekt.

Op het ogenblik van de totstandkoming van die bepaling bepaalde artikel 54, § 3, van de voormelde wet van 15 december 1980, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1996, reeds :

« § 3. De Minister of zijn gemachtigde kan een door de Staat georganiseerd of erkend centrum als verplichte plaats van inschrijving aanwijzen aan elke vreemdeling die de verklaring of de aanvraag bedoeld in de artikelen 50 en 51 heeft afgelegd, met uitzondering van de vreemdeling die op het ogenblik van die verklaring of aanvraag was toegelaten of gemachtigd tot vestiging of een verblijf van meer dan drie maanden.

De aanwijzing van die verplichte plaats van inschrijving neemt een einde wanneer betrokkene het bevel om het grondgebied te verlaten, dat overeenkomstig artikel 51/8, tweede lid, of artikel 52 werd genomen, heeft opgevolgd of wanneer de Minister of diens gemachtigde, of de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten hebben beslist dat een onderzoek ten gronde van de asielaanvraag noodzakelijk is. »

B.7.2. Het Hof merkt in de eerste plaats op dat uit dat artikel 54, § 3, volgt dat de verplichte inschrijving van sommige kandidaat-vluchtelingen - dezelfde als die bedoeld in artikel 71 - in een centrum geen maatregel vormt die bij die laatste bepaling in het leven wordt geroepen; artikel 54, § 3, voorziet reeds in de mogelijkheid om die maatregel te nemen, terwijl artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 die maatregel verplicht maakt. Die mogelijkheid ging met geen enkele beperking gepaard, zodat hij, toen al, kon worden toegepast op alle in het eerste lid van dat artikel bedoelde kandidaat-vluchtelingen.

Het Hof merkt vervolgens op dat artikel 71 de toekenning van hulpverlening behoudt en dat de uitvoering ervan *in natura* een van de vormen is van de bij de wet van 8 juli 1976 toegestane maatschappelijke dienstverlening, aangezien artikel 57, § 1, van die wet bepaalt dat de maatschappelijke dienstverlening « van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard » kan zijn.

B.7.3. Nu de toekenning *in natura* een van de toekenningsvormen van maatschappelijke dienstverlening is waarin de wet van 8 juli 1976 voorziet, doet de bestreden bepaling geen afbreuk aan het recht op sociale bijstand.

Het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

Ten aanzien van het eerste onderdeel van het tweede middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 in samenhang gelezen met artikel 12 van de Grondwet en met artikel 2 van het Vierde Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten

B.8. Volgens het eerste onderdeel van het tweede middel vormt artikel 71 van de wet van 2 januari 2001, doordat « de duur van het verblijf in een open centrum wordt verlengd, zonder mogelijkheid om andere maatschappelijke dienstverlening dan dienstverlening *in natura* in het centrum te krijgen » een inbreuk « op de vrijheid om te komen en te gaan en op de vrijheid om zijn woonplaats te kiezen » van de betrokken kandidaat-vluchtelingen.

B.9.1. De verplichte inschrijving van die kandidaat-vluchtelingen in een opvangcentrum heeft tot gevolg dat zij « enkel in dit centrum maatschappelijke dienstverlening [kunnen] bekomen en dat de OCMW's tijdens de duur van het ontvankelijkheidsonderzoek ontlast worden van het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening » (*Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 0950/001, p. 38*). Dat beperkte doel en het feit dat het om open centra gaat, impliceren dat niet wordt geraakt aan de vrijheid om te komen en te gaan van de betrokken kandidaat-vluchtelingen.

B.9.2. Volgens de verzoekende partij doet de toekenning van maatschappelijke dienstverlening *in natura* en in een centrum afbreuk aan het recht van kandidaat-vluchtelingen vrij hun verblijfplaats te kiezen, aangezien de vervanging van financiële hulp door hulpverlening *in natura* hun de financiële middelen ontzegt, die het hen mogelijk maken de plaats te kiezen waar zij wensen te verblijven.

In de veronderstelling dat een dergelijke beperking zou worden beschouwd als een inmenging in de rechten en vrijheden bedoeld in de in het middel aangevoerde internationale bepalingen, dient te worden opgemerkt dat zowel artikel 2 van het Vierde Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens als artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten de wetgever toestaan de uitoefening van het recht in vrijheid zijn verblijfplaats te kiezen aan beperkingen te onderwerpen, indien die beperking, in een democratische samenleving, nodig is voor de verwezenlijking van diverse doelstellingen, waaronder de nationale veiligheid en de handhaving van de openbare orde.

Gelet, enerzijds, op de door de wetgever nagestreefde doelstellingen (B.2.2) en, anderzijds, op de modaliteiten van de in het geding zijnde inschrijvingsregeling (B.7.2), is artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 niet strijdig met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de voormelde internationale verdragsbepalingen.

B.9.3. Het tweede middel, in zijn eerste onderdeel, kan niet worden aangenomen.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het tweede middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens

B.10. Volgens het tweede onderdeel van het tweede middel zou afbreuk worden gedaan aan het recht op eerbiediging van de menselijke waardigheid en aan het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven gewaarborgd bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat de regeling inzake het leven in een open centrum « een schending vormt van het recht van de individuele persoon om vrij en volgens zijn persoonlijke voorkeur sociale contacten te leggen » en hem verplicht « verwijderd te leven van eventuele familieleden die op het Belgische grondgebied leven, alsook van leden van zijn gemeenschap en, in voorkomend geval, van personen die zijn taal spreken of zijn godsdienst belijden ».

B.11. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. »

B.12. In zoverre wordt aangevoerd dat de bestreden bepaling afbreuk doet aan het recht van de betrokken kandidaat-vluchtelingen om vrij en naar eigen keuze sociale contacten te leggen, onder meer met leden van hun gemeenschap of met personen die hun taal spreken of hun godsdienst belijden, faalt het middel in feite : het in B.9.1 aangehaalde beperkte doel van de maatregel tot inschrijving in een centrum, net zoals het feit dat hij in een open centrum wordt uitgevoerd, impliceren dat de kandidaat-vluchtelingen waarop hij van toepassing is, in staat zijn naar eigen keuze sociale contacten te leggen.

B.13.1. Tevens wordt aangevoerd dat de verplichte inschrijving in een centrum waar hulpverlening *in natura* wordt verstrekt, de kandidaat-vluchtelingen verplicht verwijderd te leven van hun familieleden die, in voorkomend geval, reeds op het Belgische grondgebied zouden verblijven.

B.13.2. De bestreden bepaling heeft geen betrekking op de vreemdelingen bedoeld in artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980. Ze heeft evenmin betrekking op personen van vreemde nationaliteit die zouden vragen om België binnen te komen om er met hun gezin samen te leven. Ze legt aan vreemdelingen die reeds in feite op het grondgebied verblijven en zich vluchteling hebben verklaard, een verplichting van inschrijving op. Die verplichting zou hen kunnen verhinderen samen te leven met een of meer personen met wie zij een gezin vormen en die gerechtigd zijn tot maatschappelijke dienstverlening in België of die de toelating hebben verkregen om er te verblijven. Er moet worden onderzocht of de in het geding zijnde verplichting niet het risico inhoudt dat op een discriminatoire manier een onevenredige inbreuk wordt gemaakt op het privé-leven en het gezinsleven van die categorie van personen, met schending van het recht dat bij artikel 22 van de Grondwet en bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens wordt gewaarborgd.

B.13.3. Zoals erop wordt gewezen door de Ministerraad, is die situatie niet ontgaan aan de auteurs van de ontworpen bestreden wet :

« In uitzonderlijke ernstige omstandigheden kan de minister of zijn gemachtigde afwijken van de verplichting om een onthaalcentrum toe te wijzen. Men kan hierbij denken aan de situatie waarin de vrouw van een kandidaat-vluchteling later toekomt dan haar echtgenoot die zich reeds gevestigd heeft in een bepaalde gemeente. In zulke uitzonderlijke omstandigheden is het billijk dat de vrouw geen onthaalcentrum als verplichte plaats van inschrijving aangeduid krijgt, maar dat ze haar echtgenoot kan vervoegen in diens verblijfplaats, met desgevallend een zelfde verplichte plaats van inschrijving als haar echtgenoot. » (*Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 050 0950/001, p. 38*)

B.13.4. Alhoewel de wetgever erin heeft voorzien dat de minister of diens gemachtigde in « bijzondere omstandigheden » kan afwijken van de verplichte toepassing van het bestreden artikel 71, is niet gepreciseerd dat hij in de hierboven beschreven « uitzonderlijke ernstige omstandigheden » hiervan dient af te wijken. Daaruit volgt dat aan een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard een verplichte plaats van inschrijving kan worden aangewezen waar hem bijstand *in natura* zou worden bezorgd, wat hem zou kunnen verhinderen samen te leven met een of meer personen met wie hij een gezin vormt en die gerechtigd zijn tot maatschappelijke dienstverlening in België of die de toelating hebben verkregen om er te verblijven.

B.13.5. Aangezien de bestreden maatregel niet heeft voorzien in een uitzondering ten gunste van die categorie van vreemdelingen, gaat hij verder dan datgene wat vereist is om de in B.2.2 beschreven doelstelling te bereiken en is hij van die aard dat op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan het recht op eerbiediging van het gezinsleven.

B.13.6. De wetgever heeft echter in het nieuwe artikel 57ter 1, in paragraaf 1, tweede lid, ervan bepaald dat « in bijzondere omstandigheden [...] de minister of diens gemachtigde [kan] afwijken van het bepaalde in het vorige lid ».

Die bepaling moet, in het licht van de voormelde parlementaire voorbereiding, worden gelezen als een verplichting om de afwijking waarin ze voorziet toe te staan in het geval waarin, behoudens bijzondere omstandigheden die zich ertegen zouden verzetten, blijkt dat de toepassing van de regel zou verhinderen dat personen die zich in de situatie bevinden die is beschreven in het 1° en het 2° van het nieuwe artikel 57ter 1, zouden kunnen samenleven met een of meer personen met wie zij een gezin vormen en die gerechtigd zijn tot maatschappelijke dienstverlening in België of die de toelating hebben verkregen om er te verblijven.

B.13.7. Onder dat voorbehoud van interpretatie, is artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 niet discriminerend.

Ten aanzien van het derde onderdeel van het tweede middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet

B.14.1. Volgens het derde onderdeel van het tweede middel doet artikel 71, doordat de vrije toegang van de betrokken kandidaat-vluchtelingen tot de raadsman van hun keuze wordt belemmerd, op discriminatoire wijze afbreuk aan het recht op eerbiediging van de menselijke waardigheid en aan het recht op daadwerkelijke juridische bescherming.

B.14.2. Het blijkt niet dat de kandidaat-vluchtelingen die in een open centrum verblijven, niet de daadwerkelijke en kosteloze bijstand van een advocaat zouden kunnen genieten.

Het tweede middel, in zijn derde onderdeel, kan niet worden aangenomen.

Ten aanzien van het derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet

B.15. In het middel wordt kritiek geleverd op het verschil in behandeling - dat als discriminatoir wordt aangezien - tussen kandidaat-vluchtelingen, naargelang hun asielaanvraag al dan niet reeds ontvankelijk werd verklaard, omdat enkel diegenen die zich in het tweede geval bevinden, krachtens het bestreden artikel 71 hulpverlening *in natura* en niet in contanten ontvangen.

B.16.1. In het licht van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, die in B.2.2 werden toegelicht, is dat verschil in behandeling verantwoord. Overigens doet dat verschil in behandeling, gelet op de door de wetgever in aanmerking genomen modaliteiten - en in het bijzonder het behoud van hulpverlening, zij het *in natura*, de in de tijd beperkte aard van die toekenningsvorm alsook de afwijkingsmogelijkheid - niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de kandidaat-vluchtelingen die nog geen toelating hebben verkregen tot verblijf met het oog op het onderzoek van de gegrondheid van hun erkenningsaanvraag.

B.16.2. Het derde middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof,

onder voorbehoud dat artikel 57ter 1, § 1, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij artikel 71 van de wet van 2 januari 2001, wordt geïnterpreteerd zoals vermeld in B.13.6, verwert het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 27 november 2002.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 4446

[C — 2002/21474]

Urteil Nr. 169/2002 vom 27. November 2002

Geschäftsverzeichnisnummer 2206

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 70, 71 und 72 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 zur Festlegung von sozialen, Haushalts- und sonstigen Bestimmungen, erhoben von der VoG Ligue des droits de l'homme.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2001 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 70, 71 und 72 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 zur Festlegung von sozialen, Haushalts- und sonstigen Bestimmungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. Januar 2001, zweite Ausgabe) erhoben von der VoG Ligue des droits de l'homme, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue de l'Enseignement 91.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 2. Juli 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 11. September 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. September 2001.

Durch Anordnung vom 26. September 2001 hat der Hof die Besetzung um den Richter E. Derycke ergänzt.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 26. Oktober 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 9. November 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 12. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 29. November 2001 und 30. Mai 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. Juni 2002 bzw. 29. Dezember 2002 verlängert.

Durch Anordnung vom 3. Juli 2002 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 25. September 2002 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 4. Juli 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 3. Juli 2002 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 25. September 2002

— erschienen

. RA M. Kaiser, in Brüssel zugelassen, und RÄin S. Sarolea, in Nivelles zugelassen, für die klagende Partei,

. RÄin N. Van Laer, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter R. Henneuse und E. Derycke Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

In bezug auf den ersten Klagegrund

Klageschrift

A.1.1. Nachdem die Klägerin ihr Interesse an der Klageerhebung sowie die Entwicklung der Gesetzgebung über Sozialhilfe für Ausländer und verschiedene diesbezügliche Urteile (Nrn. 51/94, 43/98, 25/99, 80/99, 57/2000 und 17/2001) des Hofes erläutert hat, führt sie einen ersten Klagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 abgeleitet ist.

Insofern die angefochtenen Bestimmungen zwei Kategorien von Asylbewerbern die Sozialhilfe in bar, die sie vorher erhalten hätten, durch eine Sozialhilfe *in natura* ersetzen, entzögen sie ihnen auf diskriminierende Weise die Stillhaltungswirkung, die an das durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung garantierte Recht auf Sozialbeistand gekoppelt sei.

A.1.2. Die Klägerin kommentiert sodann die Tragweite der Stillhalteverpflichtung und bezeichnet diese Tragweite als sehr umfassend, sowohl in bezug auf die Empfänger, auf ihren Inhalt - wobei jeder quantitative Rückschritt verboten sei - als auch auf die Intensität des gewährten Schutzes, so daß jede Ausnahme oder jeder «Kompromiß in bezug auf die Verhältnismäßigkeit» verboten sei.

A.1.3. Sodann vergleicht die Klägerin die sich aus den angefochtenen Bestimmungen ergebende Situation mit der Situation zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 23 der Verfassung und schlußfolgert, daß das Schutzniveau infolge der angeführten Bestimmungen herabgesetzt werde. Indem die Zuerkennung der Sozialhilfe gleichzeitig *in natura* und in einem Zentrum - und nicht mehr in einem ÖSHZ - fortan nur mehr obligatorisch sei für die Asylbewerber im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001, führten die angefochtenen Bestimmungen zu einem «offensichtlichen Rückschritt» im Vergleich zur früheren Situation, insbesondere insofern die Bewerber in der früheren Situation die Sozialhilfe in bar hätten erhalten können.

Standpunkt des Ministerrates

A.2.1. Der Ministerrat führt an, daß die Nichtigkeitsklagegründe der Klägerin ausschließlich Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 betreffen - so daß die Klage folglich als unzulässig erklärt werden müsse in bezug auf die zwei anderen angefochtenen Bestimmungen dieses Gesetzes - und legt in bezug auf den ersten Klagegrund zunächst dar, daß Artikel 71, in dem ein Unterschied gemacht werde zwischen den Asylbewerbern, deren Antrag als zulässig erklärt worden sei, und den Asylbewerbern, bei denen dies nicht der Fall sei, sich darauf beschränke, auf verallgemeinernde Weise eine Unterscheidung zu übernehmen, die bereits in Artikel 54 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 enthalten gewesen sei; dieser habe die Bestimmung eines obligatorischen Eintragungsortes ausschließlich für die Bewerber, deren Antrag noch nicht für zulässig erklärt worden sei, vorgesehen. Die Situation dieser Bewerber werde also nicht auf nachteilige Weise geändert, zumal der Minister unter außergewöhnlichen Umständen von der Verpflichtung zur Eintragung in einem Zentrum abweichen könne. In jedem Fall wäre die Quelle einer Diskriminierung, falls eine solche vorliegen würde, in diesem Artikel 54 zu suchen, den der Hof nicht mehr im Rahmen einer Nichtigkeitsklage prüfen könne.

A.2.2. Der Ministerrat geht sodann auf die Hauptsache ein und legt anhand der Vorarbeiten die Beweggründe des Gesetzgebers dar, für diese Kategorie von Flüchtlingen die Aufnahme in Zentren vorzuschreiben; dabei handele es sich nämlich um das Bemühen, die ÖSHZ zu entlasten, indem sie nur mit der Unterstützung der Asylbewerber, deren Antrag für zulässig erklärt worden sei, beauftragt würden, sowie um den Schutz der erst kürzlich in Belgien eingetroffenen Bewerber vor der Gefahr einer Ausbeutung; es werde im übrigen deutlich angegeben, daß die zwingende Aufnahme in einem Zentrum nicht für die Anträge gelte, die beim Inkrafttreten des angefochtenen Artikels 71 bereits vorgelegen hätten.

Erwiderung der Klägerin

A.3. Nachdem die Klägerin dem Ministerrat erwidert hat, daß die Klage sich ebenfalls auf Artikel 70 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 beziehe, der in jedem Fall unlöslich mit Artikel 71 dieses Gesetz verbunden sei, bestätigt sie durch Wiederholung von Auszügen aus ihrer Klageschrift, daß der erste Klagegrund tatsächlich aus der Verbindung von Artikel 23 der Verfassung mit deren Artikeln 10 und 11 abgeleitet sei. Die Klägerin bemerkt, der qualitative Rückschritt werde «vom Ministerrat implizit und explizit» anerkannt und die Verletzung der Stillhaltungswirkung habe zur Folge, daß der Behandlungsunterschied im Lichte des Gleichheitsgrundsatzes nicht gerechtfertigt werden könne, und sie stellt im übrigen alle vom Ministerrat angeführten Rechtfertigungen (siehe A.2) in Abrede. Der tatsächliche Zweck der angefochtenen Bestimmungen bestehe darin, eine «Gesetzgebung als 'Vogelscheuche'» einzuführen, «um die Zahl der Asylanträge zu beschränken».

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.4.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 12 und 23 der Verfassung, gegen Artikel 2 des vierten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, gegen Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte sowie gegen Artikel 8 der vorgenannten Konvention.

Indem die angefochtenen Bestimmungen die Fälle, in denen die Sozialhilfe *in natura* in einem offenen Zentrum gewährt werde, erweitere und indem die Dauer des Aufenthaltes in dieser Art von Zentren verlängert werde, verstießen sie gegen das durch Artikel 23 der Verfassung geschützte Recht auf Achtung vor der menschlichen Würde sowie gegen verschiedene Grundrechte, von denen drei in den einzelnen Teilen des zweiten Klagegrundes erläutert würden.

A.4.2. Hauptsächlich vertritt der Ministerrat den Standpunkt, der zweite Klagegrund sei insgesamt unzulässig, da darin nicht angegeben werde, mit welchen Kategorien die betreffenden Asylbewerber verglichen würden, und bittet er den Hof, «die Ordnungsmäßigkeit der angefochtenen Bestimmung im Lichte der internationalen Normen und nicht im Lichte der Artikel 10 und 11 der Verfassung zu prüfen». Sodann beantwortet der Ministerrat jedoch hilfsweise alle drei Teile dieses Klagegrundes.

A.4.3. Die klagende Partei erwidert einerseits, es handele sich bei den Personen, mit denen ein Vergleich vorgenommen werde, um diejenigen, einschließlich der Personen ausländischer Staatsangehörigkeit, auf die die angefochtenen Bestimmungen nicht anwendbar seien, und andererseits, der Klagegrund sei ebenfalls aus dem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung abgeleitet.

In bezug auf den ersten Teil des zweiten Klagegrundes

Klageschrift

A.5. Die Tatsache, daß die Zeitspanne, in der gewisse Asylbewerber die Sozialhilfe *in natura* nur in den offenen Zentren erhielten, verlängert werde, verletze das durch einige der im Klagegrund angeführten verfassungs- und internationalrechtlichen Bestimmungen gewährleistete Recht auf die Freizügigkeit der Personen und auf die freie Wahl des Aufenthaltsortes.

Diese Beeinträchtigung sei nicht zu rechtfertigen im Lichte der Bedingungen der Gesetzmäßigkeit, der Notwendigkeit und der Verhältnismäßigkeit, denen die Zulässigkeit einer solchen Beeinträchtigung unterliege, da laut Klageschrift im vorliegenden Fall keine dieser Bedingungen beachtet werde. Es wird insbesondere hervorgehoben, daß der tatsächliche Zweck der Verlängerung der Aufenthaltsdauer in einem offenen Zentrum darin bestehe, die betreffenden Ausländer «lokalisieren» zu können, um sie gegebenenfalls entfernen zu können, wobei dieser Zweck dem Recht auf eine wirksame Klage, die sie gegebenenfalls beim Staatsrat eingereicht hätten, widerspreche. Der Klagegrund sei im übrigen unverhältnismäßig im Lichte der Zielsetzung, Verzögerungsklagen zu vermeiden, da das Gesetz vom 18. April 2000 zur Abänderung der koordinierten Gesetze über den Staatsrat und der königliche Erlass vom 9. Juli 2000 dies bereits bezweckten und es ermöglichten, diese Zielsetzung zu erreichen.

Standpunkt des Ministerrates

A.6. Der Ministerrat hebt zunächst hervor, daß die Klägerin die zwingende Eintragung der Asylbewerber, deren erster Antrag geprüft werde, in einem offenen Zentrum nicht anfechte und daß es folglich diskriminierend sei, diese zwingende Eintragung für letztere anzunehmen und sie abzulehnen für diejenigen, über die eine Entscheidung der Unzulässigkeit getroffen worden sei, da dies zur Folge haben würde, daß für Asylbewerber mit einer unsichereren Verwaltungssituation eine günstigere Regelung gelten würde. Der Ministerrat merkt sodann an, der Vorteil der geltend gemachten internationalrechtlichen Bestimmungen setze voraus, daß der Anspruchsberechtigte sich « rechtmäßig » oder « legal » auf dem Staatsgebiet aufhalte, was für die betreffenden Bewerber nicht zutrefte, da die Klagen vor dem Staatsrat keine aufschiebende Wirkung hätten. Schließlich wird noch angeführt, daß in dem Urteil des Hofes Nr. 61/94, das auf diesen Fall übertragbar sei, der Standpunkt vertreten worden sei, es sei mit dem Gleichheitsgrundsatz vereinbar, den Asylbewerbern einen obligatorischen Eintragungsort aufzuerlegen. Der Ministerrat führt an, der Gesetzgeber habe ein Gleichgewicht zwischen der unsicheren Aufenthaltssituation der betreffenden Asylbewerber, ihrem Recht auf eine Unterstützung, die ihnen ein wirksames Rechtsmittel gewährleiste, und den tatsächlichen Unterstützungsmöglichkeiten durch die ÖSHZ herstellen wollen, und hebt hervor, daß diese Bewerber ihre Bewegungsfreiheit behielten.

Erwiderung der klagenden Partei

A.7. Diese präzisiert, daß die Aufenthaltsdauer im Zentrum im Mittelpunkt ihrer Kritik stehe, und hebt gleichzeitig den Unterschied zwischen einer echten «Anweisung eines Aufenthaltsortes», um die es im vorliegenden Fall gehe, und den Folgen der durch das Urteil des Hofes Nr. 61/94 bestätigten Maßnahme der verwaltungsmäßigen Eintragung hervor.

In bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrundes

A.8. In diesem zweiten Teil des Klagegrundes wird der diskriminierende Verstoß gegen das Recht auf Achtung vor der menschlichen Würde und dem Privatleben, das durch Artikel 8 der Europäischen Konvention gewährleistet werde, angeführt, insofern bezüglich der betreffenden Asylbewerber Einschränkungen ihres Rechtes, frei Sozialkontakte zu knüpfen, sowie ihres Familienlebens eingeführt würden. Im übrigen würden nicht die Bedingungen (Gesetzmäßigkeit, Notwendigkeit in einer demokratischen Gesellschaft und Verhältnismäßigkeit) erfüllt, die Artikel 8 für die von ihm eingeführten Freiheitsbeschränkungen auferlege, insbesondere wegen der unbestimmten Dauer der Anweisung eines Aufenthaltsortes.

A.9. Der Ministerrat stellt zunächst in Abrede, daß ein Asylbewerber, der sich in einem offenen Zentrum aufhalte, getrennt von seiner Familie leben müsse; es wird nicht nur angeführt, daß er mit ihr zusammentreffen könne, sondern daß darüber hinaus die Notwendigkeit des Schutzes des Familienlebens ausdrücklich während der Vorarbeiten als einer der Gründe angeführt worden sei, aus denen der Minister von der obligatorischen Eintragung abweichen könne. Im Schriftsatz wird anschließend hervorgehoben, daß das durch den erwähnten Artikel 8 gewährleistete Recht auf das Privatleben kein absolutes Recht sei, da das betreffende Aufnahmesystem so zu verstehen sei, daß es der besonderen Lage der Asylbewerber, auf die es Anwendung finde, angepaßt sei.

A.10. Als Erwiderung führt die Klägerin an, daß die vom Ministerrat erwähnten Vorteile ausschließlich administrativer Art seien, jedoch weder das Privatleben noch das Familienleben betreffen.

In bezug auf den dritten Teil des zweiten Klagegrundes

A.11. Laut diesem Teil verstießen die angefochtenen Bestimmungen, indem sie die freie Wahl des Rechtsbeistandes durch die betreffenden Asylbewerber beeinträchtigten und indem sie diese verpflichteten, im Falle des Wunsches, diesen Rechtsbeistand außerhalb des Zentrums zu wählen, diesem Zentrum Angaben zu ihrem Privatleben zu erteilen, gegen Artikel 23 der Verfassung, der «das Recht auf rechtlichen Beistand zu einem Verfassungsrecht erhebt»; die Klägerin führt außerdem mehrere Urteile des Hofes (Nrn. 41/91, 19/95 und 43/98) an, aus denen hervorgehe, daß der Gleichheitsgrundsatz «positive Pflichten in bezug auf den Zugang zur Justiz» auferlege.

A.12. Der Ministerrat antwortet, daß jeder Asylbewerber kostenlos die Unterstützung durch Rechtsanwälte, die auf das Ausländerrecht spezialisiert seien, in Anspruch nehmen könne und daß der Staat die etwaigen Übersetzungs- oder Fahrtkosten übernehme.

A.13. Die Klägerin erwidert, indem sie die Antwort des Ministerrates als «theoretisch» bezeichnet, da «kein Gesetzestext die Lebensbedingungen in den Zentren regelt und den Asylbewerbern diesbezüglich Garantien bietet».

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.14. Der dritte Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet, insofern die angefochtenen Bestimmungen zwei vergleichbare Kategorien von Ausländern hinsichtlich der Art der gewährten Sozialhilfe diskriminierend behandelten.

Nach Darlegung der Klägerin gehe aus dem Urteil des Hofes Nr. 43/98 hervor, daß dieser die Asylbewerber, die vor dem Staatsrat eine abschlägige Entscheidung anfechten würden, «strikt gleich behandelt», gleich, ob sie sich auf die Zulässigkeit oder auf die Begründetheit des Asylantrags beziehe. Indem die angefochtenen Bestimmungen diese beiden Kategorien von Asylbewerbern voneinander trennten, hätten sie «in Wirklichkeit nur das Ziel, die Bestimmung und die Lehre» des obengenannten Urteils «zu umgehen», und diese Aussage werde im übrigen durch die Begründung des Gesetzes vom 2. Januar 2001 untermauert. Keine der vom Gesetzgeber angeführten Rechtfertigungen sei hinsichtlich des Gleichheitsgrundsatzes zulässig.

A.15. Nach Darlegung des Ministerrates seien diese beiden Kategorien von Asylbewerbern objektiv unterschiedlich, da ihr Asylantrag in einem Fall für zulässig erklärt worden sei, im anderen jedoch nicht. Im Schriftsatz wird außerdem an die zu anderen Klagegründen angeführten Rechtfertigungen erinnert (vgl. A.2.2 und A.6).

- B -

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 70, 71 und 72 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 zur Festlegung von sozialen, Haushalts- und sonstigen Bestimmungen.

B.1.2. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der Klage in Abrede, insofern sie gegen die Artikel 70 und 72 dieses Gesetzes gerichtet ist, da die Klagegründe der Klägerin sich ausschließlich auf Artikel 71 bezögen.

B.1.3. Die klagende Partei bemängelt, daß den beiden in Artikel 71 angeführten Kategorien von Asylbewerbern die Zuteilung der Sozialhilfe *in natura* und in einem Zentrum zwingend vorgeschrieben werde.

Den beiden Kategorien von Asylbewerbern werde dadurch auf diskriminierende Weise im Verhältnis zu anderen Sozialhilfeempfängern die Stillhaltungswirkung vorenthalten, die diesbezüglich durch Artikel 23 der Verfassung gewährleistet werde (erster Klagegrund), sowie das Recht auf Achtung vor der menschlichen Würde und andere damit verbundene Rechte, die durch die Artikel 12 und 23 der Verfassung und verschiedene internationalrechtliche Bestimmungen gewährleistet würden (zweiter Klagegrund, aufgegliedert in drei Teile). Schließlich werde eine Diskriminierung eingeführt unter den Asylbewerbern, die den Staatsrat mit einer Klage befaßt hätten, zwischen denjenigen, die eine Entscheidung über die Zulässigkeit des Asylantrags anfochten, und denjenigen, die eine Entscheidung über die Begründetheit dieses Antrags anfochten, da nur die Erstgenannten von der Verpflichtung zur Sozialhilfe *in natura* betroffen seien.

B.1.4. Der Hof stellt unter Berücksichtigung sowohl der von der Klägerin angefochtene Maßnahme als auch der zur Unterstützung der Klage angeführten Klagegründe fest, daß die Klage ausschließlich gegen Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 gerichtet ist. Sie ist folglich unzulässig in bezug auf die Artikel 70 und 72 dieses Gesetzes.

B.2.1. Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 fügt in das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren einen Artikel 57ter 1 mit folgendem Wortlaut ein:

«§ 1. Einem Ausländer, der sich als Flüchtling gemeldet und die Anerkennung als solcher beantragt hat, wird in Anwendung von Artikel 54 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern als obligatorischer Eintragungsort ein Zentrum angewiesen, das der Staat, eine andere Behörde oder eine oder mehrere öffentliche Verwaltungen organisieren, oder ein Ort, wo eine Hilfe angeboten wird auf Wunsch des Staates und auf seine Kosten:

1. solange der Innenminister oder sein Beauftragter oder der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten nicht beschlossen hat, daß eine Prüfung zur Sache des Asylantrags erforderlich ist;

2. wenn der Ausländer vor dem Staatsrat die Entscheidung des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder eines seiner Beigeordneten, die in Anwendung von Artikel 63/3 des obengenannten Gesetzes getroffen wurde, angefochten hat.

Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister oder sein Beauftragter von den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes abweichen. Die in Absatz 1 erwähnte Anweisung ist wirksam, solange die Klage vor dem Staatsrat in der Schwebe ist.

§ 2. Die Bestimmungen von § 1 finden Anwendung:

1. auf Ausländer, die sich nach dem Datum der Veröffentlichung des Programmgesetzes vom 2. Januar 2001 im *Belgischen Staatsblatt* als Flüchtlinge gemeldet und die Anerkennung als solche beantragt haben;

2. auf Ausländer, die nach dem in Nr. 1 erwähnten Datum vor dem Staatsrat die Entscheidung des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder eines seiner Beigeordneten, die in Anwendung von Artikel 63/3 getroffen wurde, angefochten haben.»

B.2.2. Die Zielsetzung des Gesetzgebers bei der Annahme dieser Bestimmung wurde während der Vorarbeiten wie folgt erläutert:

«Derzeit sieht die Gesetzgebung bereits vor, daß ein vom Staat organisiertes oder anerkanntes Zentrum den Asylbewerbern als obligatorischer Eintragungsort für die Dauer der Zulässigkeit ihres Asylantrags angewiesen wird. Im allgemeinen wird davon ausgegangen, daß einer ersten Aufnahme in einem Empfangszentrum der absolute Vorzug gegeben wird. Diese Aufnahmeform bietet außerdem Sicherheiten für eine ordentliche und angemessene Aufnahme, besonders zu Beginn des Asylverfahrens, wenn die Asylbewerber nicht an die Sprache, die Lebens- und Wohnbedingungen, die sozialen Errungenschaften, die mit ihrem Statut verbundenen Rechte und Pflichten u.ä. gewöhnt sind. Außerdem schützt diese Aufnahmeform vor Mißbrauch durch Ausbeuter und Menschenschmuggler, die sich die verletzliche Lage vieler Asylbewerber zunutze machen, und verhindert, daß die finanzielle Unterstützung gewisser Asylbewerber von diesen eher böartigen Personen kassiert wird.

Um diese Aufnahmeform jedem neuankommenden Asylbewerber garantieren zu können, wird im Bereich der Sozialhilfe festgelegt, daß jedem Asylbewerber ein Aufnahmezentrum für die Dauer der Prüfung der Zulässigkeit des Asylantrags angewiesen wird. Dies bedeutet, daß die betreffende Person nur in diesem Zentrum Sozialhilfe erhalten kann und daß die ÖSHZ während der Dauer der Prüfung der Zulässigkeit von der Sozialhilfe entlastet sind. So können die ÖSHZ sich besser der Sozialhilfe für mittellose Asylbewerber widmen, deren Asylantrag für zulässig erklärt worden ist.

[...]

Gemäß dem Urteil des Schiedshofes Nr. 43/98 vom 22. April 1998 haben Asylbewerber, die eine Klage beim Staatsrat gegen eine die Unzulässigkeit bestätigende Entscheidung des Generalkommissars eingereicht haben, weiterhin Anspruch auf Sozialhilfe, selbst wenn sie *stricto sensu* keine Aufenthaltsberechtigung mehr besitzen. Im Anschluß an dieses Urteil wurde bereits festgestellt, daß mehr Asylbewerber Klagen beim Staatsrat gegen die obenerwähnten Entscheidungen des Generalkommissars einreichen, und in gewissen Fällen nur, um länger eine finanzielle Sozialleistung zu erhalten.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, Dok. 50 0950/001, SS. 37-39)

In bezug auf die anderen Einreden des Ministerrates

B.3.1. Der Ministerrat stellt zunächst in Abrede, daß der Hof dafür zuständig sei, über die ersten zwei Klagegründe zu befinden, da sie aus dem Verstoß gegen - verfassungs- bzw. internationalrechtliche - Bestimmungen, die nicht der direkten Kontrolle des Hofes unterlägen, abgeleitet seien. Er führt außerdem an, daß der zweite Klagegrund nicht präzisiere, mit welchen Kategorien von Personen die Asylbewerber, auf die sich Artikel 71 beziehe, verglichen werden müßten.

Diese beiden Klagegründe seien folglich unzulässig.

B.3.2. Sowohl aus dem Titel der ersten zwei Klagegründe als auch aus den diesbezüglichen Darlegungen in der Klageschrift geht hervor, daß ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikeln 12 und 23 und mit den im zweiten Klagegrund angeführten internationalrechtlichen Bestimmungen geltend gemacht wird.

Im übrigen geht aus den gleichen Darlegungen hervor, daß die klagende Partei die Lage der in Artikel 71 erwähnten Asylbewerber mit derjenigen der anderen Empfänger einer Sozialhilfe - darunter die anderen Kategorien von Asylbewerbern - vergleicht, wobei nur den Erstgenannten durch die angefochtene Maßnahme der Vorteil der durch die in den ersten zwei Klagegründen angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleisteten Rechte entzogen werde.

B.3.3. Die Einreden werden abgewiesen.

B.4.1. Der Ministerrat stellt ebenfalls die Zulässigkeit der ersten zwei Klagegründe mit der Begründung in Abrede, sie bemängelten in Wirklichkeit Bestimmungen aus der Zeit vor dem angefochtenen Artikel 71, insbesondere Artikel 54 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch das Gesetz vom 15. Juli 1996 abgeänderten Fassung; die Klagegründe seien daher unzulässig.

B.4.2. Artikel 54 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht für den Minister oder seinen Beauftragten die Möglichkeit vor, ein vom Staat organisiertes oder anerkanntes Zentrum als obligatorischen Eintragungsort für Ausländer zu bestimmen, die die Erklärung oder den Antrag abgeben, die in den Artikeln 50 und 51 desselben Gesetzes vorgesehen sind. Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 sieht vor, daß für die darin erwähnten Asylbewerber als obligatorischer Eintragungsort ein Zentrum bestimmt wird, in dem ihnen eine Hilfe gewährt wird.

Selbst wenn man davon ausgehen kann, daß die angefochtene Maßnahme nicht neu ist, kann ihre Nichtigerklärung durch den Hof als erneuter Ausdruck des Willens des Gesetzgebers beantragt werden.

B.4.3. Die Einrede wird abgewiesen.

In bezug auf den ersten Klagegrund, in dem ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23 angeführt wird

B.5. Nach Darlegung der klagenden Partei entziehe Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001, indem er nunmehr vorsehe, daß für die darin erwähnten Asylbewerber als obligatorischer Eintragungsort ein Zentrum bestimmt werde, in dem ihnen eine Hilfe *in natura* gewährt werde, diesen Kategorien von Asylbewerbern auf diskriminierende Weise die Stillhaltungswirkung, die diesbezüglich durch Artikel 23 der Verfassung gewährleistet werde, insbesondere durch dessen Absatz 3 Nr. 2. Die angefochtene Bestimmung laufe den garantierten Rechten zuwider, indem sie das errungene Schutzniveau der obengenannten Kategorie von Asylbewerbern verringere.

B.6.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. [...]

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

[...].»

B.6.2. Artikel 23 Absatz 1 der Verfassung besagt, daß jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen, und Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 legt unter den wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechten «das Recht auf sozialen Beistand» fest. Diese Bestimmungen präzisieren nicht, was diese Rechte beinhalten, die lediglich als Grundsatz festgehalten werden, so daß es dem jeweiligen Gesetzgeber obliegt, sie gemäß Artikel 23 Absatz 2 «unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen» zu garantieren.

B.6.3. Als jedoch Artikel 23 der Verfassung in Kraft getreten ist, hatte der föderale Gesetzgeber bereits geeignete Maßnahmen ergriffen, um das Recht auf sozialen Beistand zu gewährleisten, das nunmehr in Artikel 23 Absätze 1 und 3 Nr. 2 festgeschrieben war; Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren besagt nämlich: «Jede Person hat Anrecht auf Sozialhilfe», und «diese soll es einem jeden ermöglichen, entsprechend der menschlichen Würde zu leben».

B.6.4. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 23 geht einerseits hervor, daß der Verfassungsgeber, indem er das Recht auf Sozialhilfe gewährleistete, das durch das ÖSHZ-Gesetz organisierte Recht anstrebte (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode, 1991-1992, Nr. 100-2/4°, SS. 99-100), und andererseits, daß die Annahme von Artikel 23 die Verpflichtung mit sich bringen würde, ohne jedoch präzise subjektive Rechte zu verleihen, den Vorteil der geltenden Normen aufrechtzuerhalten, indem er verbot, gegen die Zielsetzung vorzugehen (sogenannte «Stillhalteverpflichtung») (ebenda, S. 85).

B.6.5. Folglich verpflichtet diese Verfassungsbestimmung, ohne daß es notwendig ist, die normgebende Tragweite von Artikel 23 insgesamt zu prüfen, die Gesetzgeber im Bereich der Sozialhilfe dazu, das durch die am Tag des Inkrafttretens von Artikel 23 geltende Gesetzgebung garantierte Recht nicht zu beeinträchtigen.

B.6.6. Diese Verpflichtung darf jedoch nicht so ausgelegt werden, daß sie jedem Gesetzgeber im Rahmen seiner Zuständigkeiten die Pflicht auferlegt, die im Gesetz vorgesehenen Modalitäten der Sozialhilfe nicht anzutasten. Sie verbietet den Gesetzgebern die Annahme von Maßnahmen, die einen bedeutsamen Rückschritt des durch Artikel 23 Absätze 1 und 3 Nr. 2 der Verfassung gewährleisteten Rechtes bedeuten würden, doch sie entzieht ihnen nicht die Befugnis, die Art und Weise zu beurteilen, wie dieses Recht am besten gewährleistet wird.

B.7.1. Der angefochtene Artikel 71 sieht vor, daß die Asylbewerber, auf die er Anwendung findet, sich in einem Zentrum eintragen müssen, wo sie eine Hilfe *in natura* erhalten.

Zum Zeitpunkt der Entstehung dieser Bestimmung besagte Artikel 54 § 3 des vorgenannten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch das Gesetz vom 15. Juli 1996 abgeänderten Fassung bereits:

«§ 3. Der Minister oder sein Beauftragter kann für jeden Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise in Artikel 50 und 51 erwähnt ist, abgeben beziehungsweise eingereicht hat, ein vom Staat organisiertes oder anerkanntes Zentrum als obligatorischen Eintragungsort bestimmen; dies gilt jedoch nicht für den Ausländer, dem zum Zeitpunkt dieser Erklärung beziehungsweise dieses Antrags gestattet oder erlaubt war, sich für länger als drei Monate niederzulassen oder aufzuhalten.

Die Bestimmung eines obligatorischen Eintragungsortes endet, wenn der Betreffende der gemäß Artikel 51/8 Absatz 2 oder Artikel 52 erteilten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, Folge leistet, oder wenn der Minister oder sein Beauftragter oder der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten beschließt, daß eine Prüfung zur Sache des Asylantrags erforderlich ist.»

B.7.2. Der Hof bemerkt zunächst, daß aus diesem Artikel 54 § 3 hervorgeht, daß die obligatorische Eintragung gewisser Asylbewerber - diejenigen, auf die sich auch Artikel 71 bezieht - in ein Zentrum keine durch die letztgenannte Bestimmung eingeführte Maßnahme darstellt; Artikel 54 § 3 sah bereits die Möglichkeit vor, diese Maßnahme zu beschließen, während Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 sie zur Verpflichtung macht. Diese Möglichkeit war mit keinerlei Einschränkung verbunden, so daß sie bereits auf sämtliche Asylbewerber im Sinne von Absatz 1 dieses Artikels angewandt werden konnte.

Der Hof bemerkt sodann, daß Artikel 71 die Gewährung einer Hilfe aufrechterhält und daß ihre Ausführung *in natura* eine der Formen der Sozialhilfe bildet, die durch das Gesetz vom 8. Juli 1976 erlaubt ist, da Artikel 57, § 1 dieses Gesetzes vorsieht, daß die Sozialhilfe «materieller, sozialer, medizinischer, sozial-medizinischer oder psychologischer Art» sein kann.

B.7.3. Da die Gewährung *in natura* eine der im Gesetz vom 8. Juli 1976 vorgesehenen Formen der Sozialhilfe ist, beeinträchtigt die angefochtene Bestimmung nicht das Recht auf Sozialhilfe.

Der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23 abgeleitete Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

In bezug auf ersten Teil des zweiten Klagegrundes, in dem ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 12, mit Artikel 2 des vierten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte angeführt wird

B.8. Gemäß dem ersten Teil des zweiten Klagegrundes verletze Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001, «da er die Dauer des Aufenthaltes in einem offenen Zentrum verlängert, ohne die Möglichkeit, eine andere Sozialhilfe als die Hilfe *in natura* im Zentrum zu erhalten», die «Freiheit» der betroffenen Asylbewerber, «zu gehen und zu kommen sowie ihren Aufenthaltsort zu wählen».

B.9.1. Die obligatorische Eintragung dieser Asylbewerber in einem Aufnahmezentrum hat zur Folge, daß sie «die Sozialhilfe nur in diesem Zentrum erhalten [können] und daß die ÖSHZ für die Dauer der Prüfung der Zulässigkeit von der Sozialhilfe entlastet sind» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, Dok. 50 0950/001, S. 38). Dieses begrenzte Ziel und der Umstand, daß es sich um offene Zentren handelt, bedeuten, daß die Freiheit der betroffenen Asylbewerber, zu kommen und zu gehen, nicht beeinträchtigt wird.

B.9.2. Nach Darlegung der klagenden Partei könne die Gewährung einer Sozialhilfe *in natura* und in einem Zentrum das Recht der Asylbewerber beeinträchtigen, frei ihren Aufenthaltsort zu wählen, da der Ersatz einer finanziellen Hilfe durch eine Hilfe *in natura* ihnen die finanziellen Mittel entziehe, damit sie den von ihnen gewünschten Aufenthaltsort wählen könnten.

In der Annahme, eine solche Einschränkung könne als Eingriff in die Rechte und Freiheiten, die durch die im Klagegrund angeführten internationalrechtlichen Bestimmungen vorgesehen sind, angesehen werden, ist anzumerken, daß Artikel 2 des vierten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention als auch Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte es dem Gesetzgeber erlaubt, die Ausübung des Rechtes auf freie Wahl des Aufenthaltsortes einzuschränken, wenn diese Einschränkung in einer demokratischen Gesellschaft für das Erreichen verschiedener Ziele, darunter die nationale Sicherheit und die Wahrung der öffentlichen Ordnung, notwendig ist.

In Anbetracht der Zielsetzungen des Gesetzgebers einerseits (B.2.2) und der Modalitäten der beanstandeten Eintragungsregelung andererseits (B.7.2) steht Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den obenerwähnten internationalrechtlichen Bestimmungen.

B.9.3. Der zweite Klagegrund ist in seinem ersten Teil nicht annehmbar.

In bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrundes, in dem ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angeführt wird

B.10. Gemäß dem zweiten Teil des zweiten Klagegrundes würden das Recht auf Achtung vor der menschlichen Würde und das Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben, die durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet seien, verletzt, da die Regelung des Lebens in einem offenen Zentrum «das Recht des Einzelnen verletzt, frei und nach seinen persönlichen Affinitäten soziale Kontakte zu knüpfen» und zwingt sie ihn, «entfernt von etwaigen Familienmitgliedern, die auf belgischem Gebiet leben, von Mitgliedern seiner Gemeinschaft, gegebenenfalls von Personen, die seine Sprache sprechen oder seine Religion praktizieren», zu leben.

B.11. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer.»

B.12. Insofern angeführt wird, daß die angefochtene Bestimmung das Recht der betreffenden Asylbewerber verletze, frei Sozialkontakte ihrer Wahl zu knüpfen, insbesondere mit Mitgliedern ihrer Gemeinschaft oder mit Personen, die ihre Sprache sprechen oder ihre Religion praktizieren, entbehrt der Klagegrund der faktischen Grundlage, denn die unter B.9.1 angeführte begrenzte Zielsetzung der Maßnahme der Eintragung in einem Zentrum beinhaltet, ebenso wie der Umstand, daß sie in einem offenen Zentrum erfolgt, daß die Asylbewerber, auf die sie Anwendung findet, die Sozialkontakte ihrer Wahl knüpfen können.

B.13.1. Es wird ebenfalls angeführt, daß die obligatorische Eintragung in einem Zentrum, in dem eine Hilfe *in natura* gewährt wird, die Asylbewerber verpflichte, entfernt von den Mitgliedern ihrer Familie, die sich gegebenenfalls bereits auf belgischem Gebiet aufhielten, zu leben.

B.13.2. Die angefochtene Bestimmung betrifft nicht die Ausländer im Sinne von Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980. Sie betrifft ebenfalls nicht Personen ausländischer Staatsangehörigkeit, die den Zutritt nach Belgien beantragten, um mit ihrer Familie dort zu leben. Sie schreibt eine Verpflichtung zur Eintragung der Ausländer vor, die sich bereits faktisch im Staatsgebiet aufhalten und sich als Flüchtlinge gemeldet haben. Diese Verpflichtung könnte sie daran hindern, mit einer oder mehreren Personen zu leben, mit denen sie eine Familie bilden und die Anspruch auf Sozialhilfe in Belgien haben oder die Erlaubnis, sich dort aufzuhalten, erhalten haben. Es ist zu prüfen, ob die betreffende Verpflichtung nicht Gefahr läuft, auf diskriminierende Weise das Privat- und Familienleben dieser Kategorie von Personen unverhältnismäßig zu beeinträchtigen, dies unter Mißachtung des durch Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleisteten Rechtes.

B.13.3. Diese Situation ist, wie der Ministerrat hervorhebt, den Autoren des Entwurfs des angefochtenen Gesetzes nicht entgangen, denn sie schrieben:

«Unter außergewöhnlich schwerwiegenden Umständen kann der Minister oder sein Beauftragter von der Verpflichtung zur Bestimmung eines Aufnahmezentrums absehen. Hierbei wird beispielsweise an eine Situation gedacht, in der die Ehefrau eines Asylbewerbers nach ihrem Ehemann ankommt, während dieser sich bereits in einer bestimmten Gemeinde niedergelassen hat. Unter solch außergewöhnlichen Umständen ist es mehr als billig, daß ein Aufnahmezentrum nicht als obligatorischer Eintragungsort für die Ehefrau bestimmt wird, sondern daß sie sich zu ihrem Ehemann an dessen Wohnsitz begibt, wobei sie gegebenenfalls den gleichen obligatorischen Eintragungsort erhält wie ihr Ehemann.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, Dok. 050 0950/001, S. 38)

B.13.4. Obwohl der Gesetzgeber vorgesehen hat, daß der Minister oder sein Beauftragter unter «außergewöhnlichen Umständen» von der obligatorischen Anwendung des angefochtenen Artikels 71 abweichen kann, ist nicht festgelegt, daß er verpflichtet ist, unter den vorstehend beschriebenen «außergewöhnlich schwerwiegenden Umständen» davon abzuweichen. Folglich kann einem Ausländer, der sich als Flüchtling gemeldet hat, ein obligatorischer Eintragungsort angewiesen werden, an dem er eine Hilfe *in natura* erhalten würde, was ihn daran hindern könnte, mit einer oder mehreren Personen zu leben, mit denen er eine Familie bildet und die Anspruch auf Sozialhilfe in Belgien haben oder die Erlaubnis besitzen, sich dort aufzuhalten.

B.13.5. Indem die beanstandete Maßnahme keine Ausnahme zugunsten dieser Kategorie von Ausländern vorgesehen hat, geht sie über das Notwendige hinaus, um die unter B.2.2 beschriebene Zielsetzung zu erreichen, und kann sie auf unverhältnismäßige Weise das Recht auf Achtung vor dem Familienleben verletzen.

B.13.6. Der Gesetzgeber hat jedoch im neuen Artikel 57ter 1, in dessen Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehen: «Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister oder sein Beauftragter von den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes abweichen».

Diese Bestimmung ist im Lichte der obenerwähnten Vorarbeiten so auszulegen, daß sie die darin vorgesehene Abweichung verpflichtend vorschreibt in den Fällen, wo sich herausstellt, außer wenn besondere Umstände dagegen sprechen, daß die Anwendung der Regel verhindern würde, daß Personen, die sich in der in den Nrn. 1 und 2 des neuen Artikels 57ter 1 beschriebenen Lage befinden, mit einer oder mehreren Personen, mit denen sie eine Familie bilden oder die Anrecht auf Sozialhilfe in Belgien haben oder denen der dortige Aufenthalt erlaubt ist, leben könnten.

B.13.7. Onder voorbehoud van deze uitlegging is artikel 71 van de wet van 2 januari 2001 niet discriminerend.

In bezug op den dritten Teil des zweiten Klagegrundes, in dem ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23 angeführt wird

B.14.1. Gemäß dem dritten Teil des zweiten Klagegrundes verletze Artikel 71, indem er den freien Zugang der betreffenden Asylbewerber zu einem Rechtsbeistand ihrer Wahl beeinträchtigt, auf diskriminierende Weise das Recht auf Achtung vor der menschlichen Würde und das Recht auf einen wirksamen Rechtsschutz.

B.14.2. Es ist nicht erkennbar, daß die in offenen Zentren untergebrachten Asylbewerber nicht die tatsächliche und kostenlose Unterstützung durch einen Anwalt erhalten könnten.

Der zweite Klagegrund ist in seinem dritten Teil nicht annehmbar.

In bezug auf den dritten Klagegrund, in dem ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung angeführt wird

B.15. In dem Klagegrund wird der - als diskriminierend erachtete - Behandlungsunterschied zwischen Asylbewerbern, je nachdem, ob ihr Asylantrag bereits für zulässig erklärt worden sei oder nicht, bemängelt, da nur diejenigen, die sich im zweiten Fall befänden, aufgrund des betreffenden Artikels 71 eine Hilfe *in natura* und nicht in bar erhielten.

B.16.1. In Anbetracht der unter B.2.2 dargelegten Zielsetzungen des Gesetzgebers ist dieser Behandlungsunterschied gerechtfertigt. Im übrigen verletzt er angesichts der vom Gesetzgeber vorgesehenen Modalitäten - insbesondere die Aufrechterhaltung einer Hilfe, auch wenn sie *in natura* gewährt wird, die zeitliche Begrenzung dieser Form der Gewährung sowie die Möglichkeit der Abweichung - nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Asylbewerber, die noch keine Aufenthaltsgenehmigung im Hinblick auf die Prüfung zur Sache ihres Anerkennungsantrags erhalten haben.

B.16.2. Der dritte Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof,

vorbehaltlich dessen, daß Artikel 57ter 1 § 1 Absatz 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, der durch Artikel 71 des Gesetzes vom 2. Januar 2001 darin eingefügt wurde, so ausgelegt wird wie unter B.13.6 angegeben, weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. November 2002.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
M. Melchior

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2002 — 4447

[C — 2002/03510]

14 NOVEMBER 2002. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van gouden herdenkingsmunstukken van 100 EURO ter gelegenheid van de vijftigste verjaardag van de inwerkingtreding van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het artikel 112 van de Grondwet;

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, inzonderheid op artikel 106, § 2;

Gelet op de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van Muntfonds, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 10 december 2001;

Gelet op de beschikking van de Europese Centrale Bank van 20 december 2001 inzake de goedkeuring met betrekking tot de omvang van de muntuigifte in 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 4 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 2002;

Gelet op de gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de munten nog in december 2002 dienen te worden uitgegeven;

Overwegende dat het thema van de uitgifte de herdenkingsdatum is van de 50ste verjaardag van de inwerkingtreding van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS).

Gelet op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ter gelegenheid van de vijftigste verjaardag van de inwerkingtreding op 23 juli 1952 van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS), worden, met ingang van 25 november 2002, 5000 goudstukken van 100 EURO in proof-uitvoering uitgegeven.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 2002 — 4447

[C — 2002/03510]

14 NOVEMBRE 2002. — Arrêté royal relatif à l'émission de pièces commémoratives de 100 EURO en or à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institutionnalisation de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 112 de la Constitution;

Vu le traité instituant la Communauté européenne, notamment l'article 106, § 2;

Vu la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 2, modifié par la loi du 10 décembre 2001;

Vu la décision de la Banque Centrale Européenne du 20 décembre 2001 relative à l'approbation du volume de l'émission de pièces en 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'urgence motivée;

Considérant que les pièces doivent encore être émises en décembre 2002;

Considérant le thème de l'émission et la date du 50^e anniversaire de la création de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA);

Vu la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institutionnalisation le 23 juillet 1952 de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) sont émises à partir du 25 novembre 2002, 5000 pièces de 100 EURO en or de qualité « belle épreuve ».

Art. 2. De stukken hebben de hiernavolgende kenmerken :

- 1) gehalte aan goud : 999 duizendsten;
- 2) gewicht : 15,55 gram met een remedie van $\pm 1\%$;
- 3) diameter : 29 millimeter.

Ze bevatten $\frac{1}{2}$ once troy fijn goud.

De muntrand is glad.

De muntstukken in "proof - uitvoering" zijn gepolijst en worden geproduceerd in medailleslag, en dragen de vermelding « QP ».

Art. 3. Het stuk draagt op de keerzijde de gekoppelde beeldenaars (van links naar rechts) van Konrad Adenauer, Robert Schuman en Paul-Henri Spaak tegen de grafische voorstelling van de plattegrond van het Berlaimont-gebouw en omringd door hun namen.

De keerzijde vertoont in het linkergedeelte de kaart van de Europese Unie en in het rechtergedeelte de waarde aanduiding « 100 EURO » en, tegen de rand, de landsaanduiding « BELGIE-BELGIË-BELGIË ».

Boven en onder de waarde aanduiding bevinden zich de munttekens : het muntmeesterteken, een weegschaal en het muntteken van Brussel, een gehelmd hoofd van de aartsengel Michaël.

Art. 4. Het in dit besluit bedoelde stuk is in België een wettig betaalmiddel.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 november 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
R. REYNDERS

Art. 2. Les pièces ont les caractéristiques suivantes :

- 1) titre en or : 999 millièmes;
- 2) poids : 15,55 grammes avec une tolérance de $\pm 1\%$;
- 3) diamètre : 29 millimètres.

Elles contiennent $\frac{1}{2}$ once troy d'or fin.

La tranche est lisse.

Les pièces de qualité « belle épreuve » sont polies et sont produites en frappe médaille. Elles portent la mention « QP ».

Art. 3. A l'avant, la pièce porte les effigies conjuguées (de gauche à droite) de Konrad Adenauer, Robert Schuman et Paul-Henri Spaak superposant la représentation graphique du plan du bâtiment Berlaimont et entourées de leur nom.

Le revers porte, dans la partie gauche, la carte de l'Union européenne et, dans la partie droite, l'indication de la valeur « 100 EURO » et à la tranche l'indication « BELGIQUE-BELGIË-BELGIË ».

Au-dessus et en dessous de l'indication de la valeur, se trouvent les marques monétaires : le différent du commissaire des monnaies, une balance et la marque de Bruxelles, une tête casquée de l'archange Michel.

Art. 4. La pièce visée par le présent arrêté a cours légal en Belgique.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 6. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
R. REYNDERS

N. 2002 — 4448

[C - 2002/03511]

14 NOVEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de uitgifteprijs van gouden herdenkingsmuntstukken van 100 EURO ter gelegenheid van de vijftigste verjaardag van de inwerkingtreding van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS)

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 10 december 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2002 betreffende het slaan van gouden herdenkingsmuntstukken van 100 EURO ter gelegenheid van de inwerkingtreding van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS);

Gelet op het akkoord van Minister van Begroting van 4 oktober 2002;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de munten nog in december 2002 dienen te worden uitgegeven.

Overwegende dat het thema van de uitgifte de herdenkingsdatum is de 50ste verjaardag van de inwerkingtreding van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS),

Besluit :

Artikel 1. De uitgifteprijs van de herdenkingsmunt van 100 EURO proof - kwaliteit, is vastgesteld op 300 EURO per stuk.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 november 2002.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

F. 2002 — 4448

[C - 2002/03511]

14 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel fixant le prix d'émission des pièces commémoratives de 100 EURO en or à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institutionnalisation de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 2, modifié par la loi du 10 décembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2002 relatif à la frappe de pièces commémoratives de 100 EURO en or à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institutionnalisation de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA);

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 4 octobre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les pièces doivent encore être émises en décembre 2002.

Considérant le thème de l'émission et la date du 50^e anniversaire de la création de la Communauté européenne de Charbon et de l'Acier (CECA),

Arrête :

Article 1^{er}. Le prix d'émission de la pièce commémorative de 100 EURO en qualité « Belle épreuve » est fixé à 300 EURO par pièce.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 2002.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2002 — 4449

[C — 2002/22940]

22 OKTOBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 1964 tot vaststelling van de voorwaarden voor de machtiging van de apothekers die bevoegd zijn om verstrekkingen te verrichten, die tot de klinische biologie behoren

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid op artikel 5, § 2, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1997 en artikel 46, § 1, vervangen bij de wet van 19 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 17 maart 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1964 tot vaststelling van de voorwaarden voor de machtiging van de apothekers die bevoegd zijn om verstrekkingen te verrichten, die tot de klinische biologie behoren, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 mei 1965;

Gelet op het eensluidend advies van de Academiën voor geneeskunde, gegeven op 27 april 2002 en op 22 augustus 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 6 mei 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderende Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 5 november 1964 tot vaststelling van de voorwaarden voor de machtiging van de apothekers die bevoegd zijn om verstrekkingen te verrichten, die tot de klinische biologie behoren, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 mei 1965, wordt de tweede volzin vervangen als volgt :

«Door elke van de Universiteiten te Brussel, Gent, Antwerpen en Leuven worden voor de Nederlandstalige kamer vier namen voorgedragen en door elk van de Universiteiten te Brussel, Leuven en Luik vier namen voor de Franstalige kamer; »

Art. 2. Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

J. TAVERNIER

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2002 — 4449

[C — 2002/22940]

22 OCTOBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 novembre 1964 déterminant les conditions d'habilitation des pharmaciens appelés à effectuer des prestations de biologie clinique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de santé, notamment l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 17 mars 1997 et l'article 46, § 1^{er}, remplacé par la loi du 19 décembre 1990 et modifié par la loi du 17 mars 1997;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1964 déterminant les conditions d'habilitation des pharmaciens appelés à effectuer des prestations de biologie clinique, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1°, remplacé par l'arrêté royal du 18 mai 1965;

Vu l'avis conforme des Académies de médecine, donné le 27 avril 2002 et le 22 août 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 5 novembre 1964 déterminant les conditions d'habilitation des pharmaciens habilités à effectuer des prestations de biologie clinique, remplacé par l'arrêté royal du 18 mai 1965, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« Les Universités de Bruxelles, de Gand, d'Anvers et de Louvain présentent chacune quatre noms pour la Chambre d'expression néerlandaise, celles de Bruxelles, de Liège et de Louvain chacune quatre noms pour la chambre d'expression française; »

Art. 2. Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2002 — 4450

[C - 2002/00729]

14 OKTOBER 2002. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 5 september 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 5 september 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 5 september 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2002 — 4450

[C - 2002/00729]

14 OCTOBRE 2002. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2002 portant création du Service public fédéral Intérieur

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2002 portant création du Service public fédéral Intérieur, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2002 portant création du Service public fédéral Intérieur.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage — Annexe

MINISTERIUM DES INNERN

5. SEPTEMBER 2002 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2002 zur Schaffung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Artikels 37 der Verfassung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2002 zur Schaffung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres;

Aufgrund der mit Gründen versehenen Stellungnahme des Hohen Konzertierungsausschusses des Sektors I vom 17. Juli 2002;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 4. Juni 2002;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 10. Juli 2002;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes vom 31. Mai 2002;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2002 zur Schaffung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres wird wie folgt ersetzt:

«Das Organigramm des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres umfasst:

1. den Präsidenten des Direktionsausschusses,
2. sechs Managementfunktionen -1.»

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Gegeben zu Brüssel, den 5. September 2002

ALBERT

Von Königs wegen:
Der Minister des Innern
A. DUQUESNE
Der Minister des Haushalts
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 oktober 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 octobre 2002.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

N. 2002 — 4451

[C - [2002/00772]

17 OKTOBER 2002. — Koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister aan de Katholieke Universiteit Leuven (K.U.L.) te verlenen in het kader van een onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten.

De rechtsgrond van het ontwerp van besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, *b*), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten kadert in een meerjarig onderzoeksprogramma over actuele problemen met betrekking tot de Sociale Cohesie (onderzoeksovereenkomst nr. SO/01/002) dat gebeurt in opdracht van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden.

Het wordt uitgevoerd door de onderzoeksgroep van het Hoger Instituut voor de Arbeid, in samenwerking met en inhoudelijk methodologisch ondersteund door de afdeling dataverzameling en analyse van het departement Sociologie en de onderzoeksgroep voor stress, gezondheid en welzijn van het departement Psychologie van de Katholieke Universiteit Leuven.

Het doel van het onderzoek is een beeld te schetsen van de gehele bevolking, zowel wat betreft de beeldvorming ten aanzien van de groep nieuwe migranten als ten aanzien van het gevoerde beleid. De finaliteit van de aangemaakte gegevensbestanden is de aanmaak van een gegevensbestand ten behoeve van wetenschappelijk onderzoek.

Sinds 1989 is in België permanent onderzoek verricht naar de houding van de Belgische bevolking tegenover etnische minderheden. Dit gebeurde vooral in het kader van het Centrum voor Dataverzameling en Analyse/ISPO en dit resulteerde in tientallen nationale en internationale publicaties. De onderzoeksgroepen die het huidige gezamenlijk voorstel indienen, werken in het kader van een wetenschappelijke onderzoeksgemeenschap (FWO) reeds geruime tijd samen rond dit thema. Dit onderzoek sluit aan bij het onderzoek in het buitenland, met onder meer de onderzoeksgroep van P. Scheepers (K.U.Nijmegen), bij de talrijke Europese onderzoeksgroepen die betrokken zijn bij het vergelijkend onderzoek naar politieke opvattingen en waarden. De onderzoekers hebben momenteel een goed zicht op de spreiding van, de evolutie in, en de verklaring van de houding tegenover de zogenaamde immigranten die zich als gastarbeiders enkele decennia geleden gevestigd hebben (vooral Marokkanen en Turken). Tal van aspecten werden reeds onderzocht, waaronder de relatie met extreem rechts als gegevens echter over de zogenaamde nieuwe migranten (asielzoekers, illegalen, ...) ontbreken vrijwel volledig. Toch komen deze steeds meer in de publieke belangstelling, al blijft

F. 2002 — 4451

[C - 2002/00772]

17 OCTOBRE 2002. — Arrêté royal autorisant la "Katholieke Universiteit Leuven" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la "Katholieke Universiteit Leuven" (K.U.L.) à recevoir communication de certaines informations du Registre national dans le cadre d'une enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard.

Le fondement légal du projet d'arrêté est constitué par l'article 5, alinéa 2, *b*), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'enquête sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel de recherche concernant des problèmes actuels relatifs à la Cohésion sociale (convention de recherche n° SO/01/002) réalisé à la demande des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Elle est effectuée par le groupe de recherche du "Hoger Instituut voor de arbeid" (Institut supérieur du Travail), avec la collaboration et l'appui méthodologique de l'unité de collecte et d'analyse des données du département de Sociologie et du groupe de recherche sur le stress, la santé et le bien-être du département de Psychologie de la "Katholieke Universiteit Leuven".

L'enquête a pour objet de recueillir les impressions de l'ensemble de la population, tant en ce qui concerne l'image qu'elle se fait du groupe des nouveaux immigrés qu'en ce qui concerne l'image qu'elle se fait de la politique menée. La finalité des banques de données constituées est l'élaboration d'un fichier à des fins de recherche scientifique.

Depuis 1989, la Belgique a effectué en permanence des enquêtes sur l'attitude de la population belge à l'égard des minorités ethniques, ce principalement dans le cadre du "Centrum voor Dataverzameling en Analyse/ISPO" (Centre de collecte et d'analyse des données/ISPO). Ces travaux ont abouti à des dizaines de publications nationales et internationales. Les groupes de recherche qui introduisent la présente proposition commune collaborent depuis un certain temps déjà sur ce thème dans le cadre d'une communauté de recherche scientifique (FWO). Cette enquête se situe dans le prolongement de l'enquête effectuée à l'étranger, notamment par le groupe de recherche de P. Scheepers (K.U.Nijmegen) et des études réalisées par les nombreux groupes de travail européens associés à la recherche comparée sur les opinions et valeurs politiques. Les chercheurs ont actuellement une vision précise des différentes attitudes à l'égard des immigrés qui se sont installés chez nous il y a quelques dizaines d'années comme travailleurs immigrés (surtout des Marocains et des Turcs), de l'évolution de ces attitudes et de la manière dont celles-ci s'expliquent. De nombreux aspects ont déjà été examinés, parmi lesquels la relation avec

hun totale aantal eerder bescheiden vergeleken met de totale migratie. Maar zelfs al betreft het geen erg grote aantallen, zij kunnen gepercipieerd worden als een omvangrijke groep, zeker in gebieden waar zij geconcentreerd leven. Het aantal personen dat via de asielpprocedure een wettige verblijfstitel probeert te bekomen in een van de Europese mogendheden neemt toe, maar ook het aantal clandestiene migranten. Door het stijgend aantal asielsezoekers, hun opname in open en gesloten centra op initiatief van de overheid, de toenemende toevloed van illegale migranten en de grote mediabelangstelling hiervoor, de regularisaties en de geplande uitwijzingen zijn de zogenaamde nieuwe migranten vrijwel niet uit het nieuws en uit de belangstelling weg te branden. Dit lijkt gepaard te gaan met een vrij uitgesproken beeldvorming. Men zou er kunnen van uitgaan dat xenofobie algemeen (diffuus) is, en dat de spreiding en verklaring voor de houding tegenover deze nieuwe migranten niet verschilt van wat we weten uit vroeger onderzoek. Zeker is dat echter niet. Er stellen zich waarschijnlijk bijzondere problemen bijvoorbeeld naar aanleiding van het (tijdelijk) opvangen van grote groepen van deze mensen in centra voor asielsezoekers, of omwille van de verschillende etnische afkomst, leeftijdsstructuur en gezinssituatie. Met uitzondering van summiere informatie in de Eurobarometer van 1997 ontbreekt zulke informatie volledig wat België aangaat. Bijgevolg is het nodig om met het oog op het te voeren beleid een goed zicht te krijgen op de specificiteit in de beeldvorming van de Belgische bevolking.

In het kader van dit onderzoek wordt een toevalssteekproef getrokken van 6 000 Belgen die zullen ondervraagd worden over hun houding tegenover asielsezoekers. In de bevraging wordt gepeild naar zowel persoonsvariabelen (kennis van de problematiek, wijze kennisverwerving, betrokkenheid, sociale positie en andere profielkenmerken) als naar contextvariabelen (welk type gemeente, aanwezigheid asielse centra, aanwezigheid asielsezoekers) en intermediaire variabelen (wijze waarop het beleid in de gemeente vorm gekregen heeft). Er dient onderzocht te worden welke beelden leven in de bevolking en met welke sociale kenmerken en contextkenmerken deze beelden samenhangen.

De onderzoeksvragen die zullen worden gesteld zijn de volgende :

- in hoeverre worden diverse types van migranten gepercipieerd en in hoeverre zijn deze beelden specifiek of diffuus ?
- welke problemen worden geassocieerd met deze nieuwe migranten ?
- wat is het effect van een langdurige aanwezigheid van opvangcentra op de beelden en houdingen bij de lokale bevolking ?
- zit er een evolutie in die houding ?
- welke rol spelen de media in de beeldvorming ?
- welke is het effect van de beleidsmaatregelen die werden genomen in gemeenten waar centra werden ingepland ?

De opdracht van het onderzoek omvat de bevraging van 3 000 respondenten, waarvoor er 6 000 vragenlijsten verspreid dienen te worden. Daartoe is het nodig om een steekproef te trekken van een 6 000 eenheden (reserves inbegrepen) met het oog op het bereiken van een representativiteit als gevolg van de weigeringen. Een bevraging die niet volgens de voorgestelde methode verloopt, heeft tot 20 procentpunten meer non-respons, en dit leidt tot meer onbetrouwbare resultaten. Door een minimale informatie uit het Rijksregister kan een doorgedreven analyse van de non-respons uitgevoerd worden en kunnen de mogelijke effecten ervan ingeschat worden (zie diverse internationale publicaties van Loosvelt en Carton die tot het Centrum voor Dataverzameling en Analyse behoren).

Om de steekproef op een wetenschappelijk verantwoorde wijze te kunnen samenstellen vraagt de onderzoeksgroep de mededeling van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° (beperkt tot de geboortedatum), 3° en 5°, van de organieke wet van 8 augustus 1983 op het Rijksregister.

De mededeling van die informatiegegevens is verantwoord omwille van de volgende redenen :

- de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 1° (naam en voornamen) en 5° (hoofdverblijfplaats) is uiteraard noodzakelijk opdat de personen die deel uitmaken van de steekproef ondervraagd zouden kunnen worden;

l'extrême-droite. Les informations sur les nouveaux immigrés (demandeurs d'asile, illégaux, ...) sont cependant quasi inexistantes. L'opinion publique s'intéresse toutefois de plus en plus à cette dernière catégorie d'immigrés, même si leur nombre reste faible par rapport à celui de l'ensemble des immigrés. Mais même s'il ne s'agit pas d'un nombre très élevé de personnes, ces immigrés peuvent être perçus comme un groupe important, et ce certainement dans les zones où ils sont concentrés. Le nombre de personnes qui tentent d'obtenir par la procédure d'asile un titre de séjour valable dans un des Etats européens ne cesse de croître, de même que le nombre d'immigrés clandestins. Le nombre croissant de demandeurs d'asile, leur hébergement dans des centres ouverts et fermés à l'initiative des autorités publiques, l'afflux croissant d'immigrés illégaux et l'intérêt que les médias consacrent à cette question, les régularisations et les éloignements envisagés font que les nouveaux immigrés sont au cœur de l'actualité. Cet intérêt s'accompagne d'une image bien précise. On pourrait considérer que la xénophobie est générale (diffuse) et que les diverses attitudes envers ces nouveaux immigrés, de même que l'explication qui en est donnée, ne diffèrent pas de ce que nous savons de précédentes enquêtes. Ce n'est toutefois pas certain. Des problèmes spécifiques se posent probablement, par exemple suite à l'accueil (temporaire) de groupes importants de personnes appartenant à cette catégorie dans des centres pour demandeurs d'asile ou en raison de leur origine ethnique, structure d'âge et situation familiale différentes. A l'exception d'informations sommaires dans l'Eurobaromètre de 1997, de telles informations font totalement défaut pour la Belgique. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir une vision précise de la spécificité de l'image que se fait la population belge en vue de la politique à mener.

Dans le cadre de cette enquête, on constituera un échantillon aléatoire de 6 000 Belges qui seront interrogés sur leur attitude à l'égard des demandeurs d'asile. L'enquête étudiera tant les variables personnelles (connaissance de la problématique, mécanismes cognitifs, implication, position sociale et autres caractéristiques de profil) que les variables contextuelles (quel type de commune, présence de centres d'asile, présence de demandeurs d'asile) et les variables intermédiaires (manière dont la politique communale a pris forme). Il convient d'examiner l'image que la population se fait de ces personnes et d'étudier les caractéristiques sociales et contextuelles liées à cette image.

Les questions qui seront posées dans le cadre de l'enquête sont les suivantes :

- dans quelle mesure divers types d'immigrés sont-ils perçus et dans quelle mesure ces images sont-elles spécifiques ou diffusées ?
- quels sont les problèmes associés à ces nouveaux immigrés ?
- quel est l'effet d'une présence de longue durée de centres d'accueil sur la perception et les attitudes de la population locale ?
- cette attitude évolue-t-elle ?
- quel est le rôle joué par les médias dans l'image que se font les citoyens ?
- quel est l'effet des mesures politiques prises dans les communes où des centres ont été implantés ?

Dans le cadre de l'enquête, on procédera à l'interrogation de 3 000 personnes, pour lesquelles il faut envoyer 6 000 questionnaires. A cette fin, il est nécessaire de constituer un échantillon de 6 000 unités (réserves comprises) afin de garantir la représentativité de l'enquête compte tenu des refus de coopérer. Une interrogation qui ne se déroule pas selon la méthode prévue entraîne 20 % de refus de répondre supplémentaires et donc des résultats moins fiables. Une information minimale du Registre national permet d'effectuer une analyse poussée des refus de répondre et d'évaluer leurs éventuels effets (voir diverses publications internationales de Loosvelt et Carton qui font partie du "Centrum voor Dataverzameling en Analyse").

Pour pouvoir constituer l'échantillon de manière scientifiquement justifiée, le groupe de recherche sollicite la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° (limité à la date de naissance), 3° et 5°, de la loi organique du 8 août 1983 sur le Registre national.

La communication de ces informations se justifie comme suit :

- la connaissance des informations visées aux 1° (nom et prénoms) et 5° (résidence principale) est en tout état de cause nécessaire pour que les personnes composant l'échantillon puissent être interrogées;

- de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 2° (beperkt tot de geboortedatum) en 3° (geslacht) is noodzakelijk om de steekproef te kunnen samenstellen uit een representatief staal van de bevolking;

Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn, preciseert artikel 4, eerste lid, van het ontworpen besluit, dat de informatiegegevens uit het Rijksregister moeten worden vernietigd binnen drie maanden na de afsluiting van de datainvoer en uiterlijk één jaar na de steekproeftrekking.

De Regering heeft nagegaan of de nodige voorzorgen genomen werden om de bescherming van het privé-leven van de personen waarop de informatiegegevens die verkregen werden door mededeling uit het Rijksregister betrekking hebben, te waarborgen :

1° het blijkt dat de aanvraag om mededeling van informatiegegevens op alle punten voldoet aan de voorwaarden gesteld door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995 :

- De drie onderzoeksgroepen, namelijk het Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA), de afdeling dataverzameling en analyse van het Centrum voor Dataverzameling en Analyse en de onderzoeksgroep voor stress, gezondheid en welzijn, van het departement Psychologie, maken integraal deel uit van de rechtspersoonlijkheid van de Katholieke Universiteit Leuven.

Meer in het bijzonder is het Hoger Instituut voor de Arbeid een instelling van de K.U.Leuven, dat in zijn huidige vorm werd opgericht in 1974, op initiatief van de K.U.Leuven en de Christelijke Arbeidersbeweging. De prioritaire doelstellingen van het HIVA zijn :

* het verwerven van wetenschappelijke inzichten over maatschappelijke problemen van de werknemers en van kansarme groepen in de samenleving, om aldus een bijdrage te leveren tot een oplossing van deze problemen;

* het stimuleren van de dialoog en samenwerking tussen wetenschap en praktijk, tussen universiteit en werknemersbeweging.

De Katholieke Universiteit Leuven zelf, waarvan de voormelde onderzoeksgroepen deel uitmaken, beschikt over rechtspersoonlijkheid (1).

- de drie onderzoeksgroepen beschikken over het nodige personeel en over de nodige technische middelen (artikel 1, eerste lid, 2°).

Het Centrum voor Dataverzameling en Analyse is gespecialiseerd in methodologie en survey onderzoek via interviews. Het is één van de best bekende instellingen voor opinieonderzoek in België. Het centrum beschikt over een staf van wetenschappelijke medewerkers die gespecialiseerd zijn in verschillende domeinen van de statistische analyse en dataverwerking. Momenteel gebeurt de analyse van de gegevens en de bewaring van de gegevens nog uitsluitend via PC's die met een netwerk verbonden zijn, dat aangesloten is op KULNET en draait onder Banyan Vines + TCP/IP. De externe beveiliging gebeurt door KULNET. Het is absoluut uitgesloten dat via het net bestanden op harde schijven gelezen worden door onbevoegden. De groep beschikt over 10 PC's, twee printers en over de meest geavanceerde software voor statistische analyses waaronder SAS, Lisrel, Mln, Bmdp, SPSS en LEM.

Het Hoger Instituut voor de Arbeid is één van de best bekende instellingen voor sociaal-economisch onderzoek in België. Het Instituut beschikt eveneens over een staf van wetenschappelijke medewerkers die gespecialiseerd zijn in verschillende domeinen van de statistische analyse en dataverwerking. Momenteel gebeurt de analyse van de gegevens en de bewaring van de gegevens nog uitsluitend via PC's die met een netwerk verbonden zijn, dat aangesloten is op KULNET en draait onder Win NT server 4.0 + TCP/IP. De externe beveiliging gebeurt door KULNET. Bovendien is het HIVA netwerk ook intern beveiligd tegen externe inmenging. Het is absoluut uitgesloten dat via het net bestanden op harde schijven gelezen worden door onbevoegden. Het Instituut beschikt over 100 PC's, 8 printers en over software voor statistische analyses waaronder SAS, Lisrel en SPSS. In het kader van informatieverwerking van het HIVA, beschikt het Instituut over een surveyteam van 4 voltijdse medewerkers - met 10 jaar ervaring met dataverwerking - dat ondersteund wordt door een ploeg van 3 informatici. Deze dienst onderhoudt een permanent netwerk met een vaste pool van een 25-tal getrainde en ervaren interviewers en een team voor data-entry tot 12 personen;

- la connaissance des informations visées aux 2° (limité à la date de naissance) et 3° (sexe) s'avère indispensable pour que l'échantillon puisse être constitué d'une composante représentative de la population.

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté en projet précise, en ce qui concerne la conservation des informations du Registre national, que celles-ci doivent être détruites dans les trois mois qui suivent l'introduction des données et au plus tard un an après le tirage de l'échantillon.

Le Gouvernement s'est assuré que les précautions nécessaires ont été prises afin de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations qui auront été obtenues en communication du Registre national se rapportent :

1° il apparaît que la demande de communication de ces informations satisfait en tous points aux conditions fixées par l'arrêté royal précité du 3 avril 1995 :

- les trois groupes de recherche, à savoir le "Hoger Instituut voor de Arbeid", en abrégé HIVA, l'unité de collecte et d'analyse des données du "Centrum voor Dataverzameling en Analyse" et le groupe de recherche sur le stress, la santé et le bien-être du département de Psychologie

font partie intégrante de la personne morale qu'est la "Katholieke Universiteit Leuven".
Le "Hoger Instituut voor de Arbeid" est plus particulièrement une institution relevant de la K.U. Leuven qui a été créée sous sa forme actuelle en 1974 à l'initiative de la K.U.Leuven et du Mouvement ouvrier chrétien. Les objectifs prioritaires du HIVA sont :

* acquérir une vision scientifique des problèmes sociaux des travailleurs et des groupes sociaux défavorisés, pour ainsi contribuer à résoudre ces problèmes;

* promouvoir le dialogue et la collaboration entre la science et la pratique, entre universités et travailleurs.

La "Katholieke Universiteit Leuven" même, dont les groupes de recherche précités font partie, est dotée de la personnalité juridique (1).

- les trois groupes d'enquête disposent du personnel et des moyens techniques nécessaires (article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°).

Le "Centrum voor Dataverzameling en Analyse" est spécialisé dans la méthodologie et les enquêtes réalisées au moyen d'interviews. C'est un des instituts de sondage d'opinion les plus réputés en Belgique. Le centre dispose d'une équipe de collaborateurs scientifiques spécialisés dans différents domaines de l'analyse statistique et du traitement des données. Actuellement, l'analyse et la conservation des données ne se font plus que par PC reliés à un réseau qui est raccordé à KULNET et qui fonctionne sous Banyan Vines + TCP/IP. La sécurité externe est assurée par KULNET. Il est totalement exclu que des fichiers sur disques durs soient lus au moyen du réseau par des personnes non autorisées. Le groupe dispose de 10 PC, de deux imprimantes et du logiciel le plus sophistiqué pour des analyses statistiques parmi lesquelles SAS, Lisrel, Mln, Bmdp, SPSS et LEM.

Le "Hoger Instituut voor de Arbeid" est un des instituts de recherche socio-économique les plus réputés en Belgique. L'Institut dispose également d'une équipe de collaborateurs scientifiques spécialisés dans différents domaines de l'analyse statistique et du traitement des données. Actuellement, l'analyse et la conservation des données ne se font plus que par PC, reliés à un réseau qui est raccordé à KULNET et qui fonctionne sous Win NT server 4.0 + TCP/IP. La sécurité externe est assurée par KULNET. En outre, le réseau HIVA est également protégé au niveau interne contre des ingérences extérieures. Il est totalement exclu que des fichiers sur disques durs soient lus au moyen du réseau par des personnes non autorisées. L'Institut dispose de 100 PC, de 8 imprimantes et de logiciels pour des analyses statistiques parmi lesquelles SAS, Lisrel et SPSS. Dans le cadre du traitement de l'information du HIVA, l'Institut dispose d'une équipe de recherche composée de 4 collaborateurs à temps plein - ayant dix ans d'expérience dans le domaine du traitement des données - et soutenue par une équipe de 3 informaticiens. Ce service entretient un réseau permanent comprenant une équipe permanente de 25 interviewers formés et expérimentés et une équipe d'encodage regroupant jusqu'à 12 personnes.

- artikel 1, eerste lid, 3°, van het voornoemde koninklijk besluit van 3 april 1995 bepaalt dat de betrokken personeelsleden zich dienen te houden aan de beroepsethiek, meer bepaald wat het vertrouwelijke karakter van de door het Rijksregister meegedeelde informatie betreft. De wetenschappelijke medewerkers die deel uitmaken van de onderzoeksgroepen dienen een verklaring te ondertekenen waarin zij zich verplichten om de beroepsethiek, meer bepaald het vertrouwelijke karakter van de door het Rijksregister meegedeelde informatie in acht te nemen. Deze verklaring wordt als bijakte bij de arbeidsovereenkomst gevoegd. Ook de interviewers dienen een verklaring te ondertekenen waarbij zij zich ertoe verbinden het beroepsgeheim alsmede de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens, die zij ontvangen of ingezameld hebben, te bewaren;

- de onderzoeksgroepen zullen zelf, zonder onderaanneming, alle activiteiten uitvoeren (artikel 1, eerste lid, 4°);

- de betrokken onderzoekseenheid heeft de verbintenis aangegaan zich te onderwerpen aan de controle die zowel door de Minister van Binnenlandse Zaken als door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal worden georganiseerd (artikel 1, eerste lid, 5°);

- twee aparte bestanden zullen worden gehouden, te weten, één met de informatiegegevens verkregen uit het Rijksregister en een ander met de specifieke onderzoeksgegevens. Beide bestanden zullen strikt gescheiden worden. Alleen de wetenschappelijke medewerkers van de onderzoeksgroepen, die de bovenvermelde verklaring ondertekend hebben zullen beschikken over de sleutel om ze met elkaar in verband te brengen. Na de uitvoering van de survey zal deze sleutel vernietigd worden, zodat het onmogelijk zal zijn een verband te leggen tussen het anonieme nummer en de identiteit van de respondent (artikel 1, eerste lid, 6°);

- de onderzoekseenheid verplicht er zich toe om de resultaten van het onderzoek slechts te publiceren of te verstrekken aan derden in de vorm van anonieme en niet-identificeerbare informatie (artikel 1, eerste lid, 7°).

In wetenschappelijke publicaties zullen enkel geaggregeerde gegevens worden opgenomen. In het databestand staat enkel een anoniem respondentnummer. Op het ogenblik dat dit databestand ter beschikking zal worden gesteld, zal de sleutel die toegang geeft tot het respondentenbestand reeds vernietigd zijn.

2° de aanhef van het ontworpen besluit verwijst uitdrukkelijk naar de volgende wettelijke en reglementaire bepalingen :

- de artikelen 4, § 1, 3°, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, vervangen door de wet van 11 december 1998;

- de artikelen 2, 14 en 70 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Elk van deze bepalingen strekt ertoe de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen waarop de verzamelde informatiegegevens betrekking hebben te waarborgen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bracht haar advies uit op 14 januari 2002. Het besluit houdt rekening met de in dit advies geformuleerde opmerkingen.

- l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995 dispose que les agents concernés doivent respecter les règles de déontologie, particulièrement en ce qui concerne le caractère confidentiel des informations obtenues en communication du Registre national. Les collaborateurs scientifiques qui font partie des groupes de recherche doivent souscrire une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter les règles de déontologie, plus spécialement la confidentialité des informations communiquées par le Registre national. Cette déclaration est jointe sous forme d'avenant au contrat de travail. Les interviewers doivent également souscrire une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter le secret professionnel ainsi que le caractère confidentiel des informations reçues ou collectées;

- les groupes de recherche effectueront eux-mêmes l'ensemble des activités sans faire appel à la sous-traitance (article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°);

- l'unité de recherche concernée a pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé tant par le Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée (article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°);

- deux fichiers distincts seront tenus: le premier contenant les données obtenues du Registre national et le second, celles qui sont spécifiques à l'enquête. Ces fichiers seront strictement séparés. Seuls les collaborateurs scientifiques des groupes de recherche qui auront souscrit la déclaration susvisée disposeront de la clef permettant de les mettre en relation. Après accomplissement de l'enquête, cette clef sera détruite, de sorte qu'il ne sera plus possible d'établir un lien entre le numéro anonyme et l'identité de la personne interrogée (article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°);

- l'unité de recherche s'est engagée à ne publier ou à ne diffuser les résultats de l'enquête à des tiers que sous la forme d'informations anonymes et non identifiables (article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°).

Les publications scientifiques ne reprendront que des informations agréées. Le fichier mentionnera uniquement un numéro anonyme correspondant à la personne interrogée. Au moment où ce fichier sera mis à disposition, la clef qui donne accès au fichier des personnes interrogées aura déjà été détruite.

2° le préambule du projet d'arrêté réfère expressément aux dispositions légales et réglementaires énumérées ci-après :

- l'article 4, § 1^{er}, 3°, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, remplacé par la loi du 11 décembre 1998;

- les articles 2, 14 et 70 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Chacune de ces dispositions vise à garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations collectées se rapportent.

La Commission de la protection de la vie privée a émis son avis le 14 janvier 2002. L'arrêté tient compte des observations formulées dans cet avis.

De Raad van State was van oordeel in het advies nr. 27.010/2 van 6 juli 1998 over een ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Universiteit Gent en aan de « Université libre de Bruxelles » mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de opvolging van de vitale status van personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken over het verband tussen fysieke fitheid, risicofactoren en cardiovasculaire aandoeningen, dat de koninklijke besluiten die geen bindende, onpersoonlijke en algemene strekking hebben, niet van verordenende aard zijn zoals bedoeld door artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en niet voor advies moeten worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving. Derhalve kan men stellen dat het huidige koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven voor de tijd nodig voor het uitvoeren van een wetenschappelijke onderzoeksactiviteit mededeling van bepaalde informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend, niet van verordenende aard is en niet aan het advies van de Raad van State dient te worden voorgelegd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN
De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

Nota

(1) Artikel 1, § 2, 1, van de wet van 12 augustus 1911 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de « Katholieke Universiteit Leuven - Université Catholique de Louvain », aan de « Vrije Universiteit Brussel », aan de « Université libre de Bruxelles », en waarbij aan de « Katholieke Universiteit te Leuven - Université Catholique de Louvain » machtiging wordt verleend een Franstalige en een Nederlandstalige universiteit op te richten, zoals zij werd gewijzigd (B.S. 21/22-8-1911).

**ADVIES NR. 01/2002 VAN 14 JANUARI 2002
VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid het artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5, tweede lid, *b*, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op de adviesaanvraag vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken, d.d. 27 december 2001;

Gelet op het verslag van de heer Erik Van Hove;

Brengt op 14 januari 2002 het volgend advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit betreft een aanvraag van de Katholieke Universiteit Leuven om, in het kader van een onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de belgen tegenover nieuwe migranten, de mededeling te ontvangen van bepaalde gegevens van het Rijksregister onder de vorm van een aselechte steekproef van 6 000 personen uit de volwassen bevolking.

Le Conseil d'Etat a estimé, dans son avis n° 27.010/2 du 6 juillet 1998 sur un projet d'arrêté royal autorisant l'Université libre de Bruxelles et l' "Université Gent" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre la forme physique, les facteurs de risque et les affections cardio-vasculaires, que les arrêtés royaux qui n'ont pas de portée obligatoire, impersonnelle et générale ne revêtent pas un caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ne doivent pas être soumis à l'avis de la section de législation. On peut dès lors considérer que le présent arrêté royal autorisant la "Katholieke Universiteit Leuven" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pendant le temps nécessaire à l'accomplissement d'une activité de recherche scientifique, ne revêt pas un caractère réglementaire et ne doit pas être soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN
Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Nota

(1) Article 1^{er}, § 2, 1^{er}, de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université Catholique de Louvain - Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université Catholique de Louvain - Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise, telle qu'elle a été modifiée (M.B. du 21/22-8-1911).

**AVIS N° 01/2002 DU 14 JANVIER 2001
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE**

Projet d'arrêté royal autorisant la Katholieke Universiteit Leuven à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 29;

Vu la loi du 8 décembre 1983 instaurant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, *b*, modifié par les lois des 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 27 décembre 2001;

Vu le rapport de M. Erik Van Hove;

Emet, le 14 janvier 2002, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis

Le projet d'arrêté royal soumis à la Commission concerne la demande de la Katholieke Universiteit Leuven à être autorisée à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard, sur la base d'un échantillon aléatoire de 6 000 personnes adultes.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie voor advies wordt voorgelegd werd opgesteld bij toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, *b*, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register zijn opgenomen. Dit laatste besluit heeft specifiek betrekking op de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden.

II. Wettelijk en reglementair kader

A) Wet van 8 augustus 1983

Bij toepassing van art. 5, tweede lid, *b*, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen kan de Koning, na advies van de Commissie, bij in Ministerraad overlegd besluit aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die Hij nominatief aanwijst, de mededeling verlenen van de nodige informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, uitsluitend voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, binnen de perken van de informatiegegevens die hen ter beschikking moeten worden gesteld uitsluitend voor de uitvoering van die werkzaamheden; de instellingen mogen slechts over de bedoelde informatiegegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werken en enkel tot dat doel; de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen.

B) Koninklijk besluit van 3 april 1995

In uitvoering van deze laatste bepaling werd het koninklijk besluit van 3 april 1995 uitgevaardigd. Het stelt de volgende voorwaarden vast :

a) Wat de aanvragende instelling betreft (art. 1) :

1. rechtspersoonlijkheid bezitten;
2. passend uitgerust zijn wat betreft personeel en infrastructuur voor wetenschappelijk onderzoek;
3. het betrokken personeel schriftelijk verbinden het vertrouwelijk karakter van de gegevens uit het Rijksregister te eerbiedigen;
4. zeer restrictief van onderaanneming gebruik maken;
5. zich onderwerpen aan controle;
6. de nominatieve gegevens uit het Rijksregister afzonderlijk opslaan en met naam de personen aanwijzen die toegang tot deze gegevens hebben;
7. in de rapportering aan derden enkel anonieme gegevens verstrekken.

b) Wat het onderzoek betreft (art. 2) :

8. erkend worden door de Minister van Wetenschapsbeleid als van wetenschappelijk belang (art. 2).
9. beperkt zijn tot de informatiegegevens van het Rijksregister die nodig zijn (art. 3).

De aanvraag moet gericht worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken en vergezeld zijn van alle stukken waaruit blijkt dat aan de voorgaande voorwaarden is voldaan. Daarenboven moet de aanvraag vergezeld zijn van de statuten van de instelling.

Het koninklijk besluit dat de machtiging verleent moet vermelden :

1. de nummers van de gegevens uit het Rijksregister die medege-deeld mogen worden;
2. het doel van de mededeling;
3. de toegestane termijn van bewaring;
4. de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de bewerkers;
5. de datum waarop de Commissie haar advies heeft uitgebracht.

De Commissie stelt vast, op grond van het dossier dat haar overgemaakt werd, dat de aanvragende instelling aan de voormelde vereisten voldoet.

De Katholieke Universiteit Leuven is een instelling van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervult.

De mededeling wordt gevraagd van de gegevens 1° en 5° vermeld in artikel 3 van de Wet van 8 augustus 1983, dit om de geselecteerde personen te kunnen aanschrijven, en van de gegevens 2° (geboortedatum) en 3° (geslacht), dit om de representativiteit van de respons te kunnen nagaan. Deze gegevens zijn ter zake en niet overmatig.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission a été rédigé en application de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, *b*, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre. Ce dernier arrêté porte spécifiquement sur l'exécution d'activités de recherche et d'enquêtes scientifiques.

II. Cadre légal et réglementaire

A) Loi du 8 août 1983

Conformément à l'article 5, alinéa 2, *b*, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi, après avis de la Commission, peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser la communication, à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, des informations nécessaires mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2, exclusivement pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, dans les limites des informations qui doivent être mises à leur disposition uniquement pour l'exécution de ces activités; les organismes ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et uniquement dans ce but; le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir la transmission de ces informations.

B) Arrêté royal du 3 avril 1995

L'arrêté royal du 3 avril 1995 a été promulgué en exécution de cette dernière disposition. Il fixe les conditions suivantes :

a) En ce qui concerne l'organisme demandeur (article 1^{er}) :

1. être doté de la personnalité juridique;
2. être équipé de manière adéquate en termes de personnel et d'infrastructure pour une étude scientifique;
3. engager par écrit le personnel concerné à respecter le caractère confidentiel des informations provenant du Registre national;
4. faire un usage très restrictif de la sous-traitance;
5. se soumettre à un contrôle;
6. enregistrer les informations nominatives provenant du Registre national de manière séparée et indiquer nommément les personnes qui ont accès à ces informations;
7. ne fournir que des informations anonymes dans les rapports à des tiers.

b) En ce qui concerne l'enquête (article 2) :

8. être reconnue comme étant d'intérêt scientifique par le Ministre ayant la Politique scientifique dans ses attributions (article 2)
9. peuvent uniquement être communiquées les informations du Registre national qui sont nécessaires (article 3).

La demande doit être adressée au Ministre de l'Intérieur, accompagnée de tous les documents établissant que les conditions précitées sont remplies. Les statuts de l'organisme doivent également être joints à la demande.

L'arrêté royal portant autorisation doit mentionner :

1. les numéros des informations du Registre national qui peuvent être communiquées;
2. la finalité de la communication;
3. le délai de conservation autorisé;
4. les conditions de sous-traitance et l'identité des sous-traitants;
5. la date à laquelle la Commission a émis son avis.

La Commission constate, sur la base du dossier qui lui a été transmis, que l'organisme demandeur satisfait aux exigences susmentionnées.

- La « Katholieke Universiteit Leuven » est un organisme de droit belge qui remplit des missions d'intérêt général;

- La demande de communication porte sur les informations visées à l'article 3, 1° et 5°, de la loi du 8 août 1983, afin de pouvoir écrire aux personnes sélectionnées, et sur les informations visées à l'article 3, 2° (date de naissance) et 3° (sexe), ce afin de pouvoir vérifier la représentativité des personnes interrogées. Ces informations sont pertinentes et non excessives.

Uit het ingediende dossier blijkt dat de passende veiligheidsmaatregelen worden voorzien en dat de betrokken onderzoekers alle maatregelen nemen om de persoonlijke levenssfeer van de betrokkenen te beschermen.

De statuten van de Katholieke Universiteit Leuven werden niet aan de aanvraag toegevoegd maar werden reeds bij een vorige gelegenheid overgemaakt.

De erkenning door de Minister van Wetenschapsbeleid van het onderzoek als zijnde van wetenschappelijk belang werd verleend op 8 juni 2001.

Voor het overige wordt in het Verslag aan de Koning omstandig ingegaan op de wijze waarop de aanvragers aan de gestelde voorwaarden voldoen.

III. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Het artikel stelt dat de de machtiging wordt verleend « om mededeling te ontvangen van de informatiegegevens... voor het trekken van een toevalsteekproef... ». Dit wekt de indruk dat de ontvangende instelling de beschikking zou krijgen over alle informatie uit het Rijksregister om zelf dan de steekproef te trekken. Dit kan niet de bedoeling zijn: het is het Rijksregister dat de steekproef trekt zodat de mededeling beperkt blijft tot de informatie van de geselecteerde personen. De woorden voor 'het trekken' worden dan ook best geschrapt.

Artikel 2.

De Commissie wenst het belang te onderstrepen van een oprechte en volledige kennisgeving aan de aangezochte respondenten. Zij stelt met genoegen vast dat het ontwerp daartoe de nodige onderrichtingen bevat. De laatste paragraaf van het artikel legt aan de ontvangers op om de introductiebrief en de vragenlijst aan de Commissie voor te leggen. Het volstaat dat deze ter beschikking van de Commissie worden gehouden.

Om deze redenen verleent de Commissie een gunstig advies, onder voorbehoud van de gemaakte bemerkingen.

De secretaris,
(get.) B. Havelange.

De voorzitter,
(get.) P. Thomas.

17 OKTOBER 2002. — Koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, *b*), gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, *b*), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn;

Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid het artikel 4, § 1, 3°, vervangen door de wet van 11 december 1998, van toepassing is;

Gelet op de beslissing van 8 juni 2001 waarbij Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek het wetenschappelijk belang van de door de Katholieke Universiteit Leuven geplande onderzoeksactiviteit, waarvoor mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister gevraagd wordt, erkent;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd werd door de Katholieke Universiteit Leuven blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteit op alle gebied voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het advies nr. 01/2002 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 14 januari 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 maart 2002;

- Il ressort du dossier introduit que les mesures de sécurité adéquates seront prévues et que les chercheurs concernés prendront toutes les mesures pour protéger la vie privée des intéressés.

- Les statuts de la « Katholieke Universiteit Leuven » n'ont pas été joints à la demande mais avaient déjà été transmis dans le cadre d'un dossier précédent.

- Le Ministre ayant la Politique scientifique dans ses attributions a reconnu l'étude comme étant d'un intérêt scientifique le 8 juin 2001.

Pour le reste, le rapport au Roi a été examiné en profondeur quant à la manière dont les demandeurs satisfont aux conditions posées.

III. Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} prévoit que l'organisme demandeur est autorisé « à recevoir communication des informations (...) pour la prise d'un échantillon aléatoire (...) ». Cette disposition donne l'impression que l'organisme receveur se verrait mettre à disposition toutes les informations du Registre national pour constituer ensuite lui-même l'échantillon. Cela ne peut être l'objectif: c'est le Registre national qui constitue l'échantillon de sorte que la communication reste limitée aux informations relatives aux personnes sélectionnées. Les mots "pour la prise" doivent donc être supprimés.

Article 2

La Commission tient à souligner l'importance d'une communication sincère et complète aux personnes interrogées. Elle constate avec satisfaction que le projet contient les instructions requises à cette fin. Le dernier paragraphe de l'article oblige l'organisme receveur de soumettre à la Commission la lettre d'information et le questionnaire. Il suffit de les mettre à la disposition de la Commission.

Par ces motifs, la Commission émet un avis favorable sous réserve des observations formulées.

Pour le secrétaire, Légitimement empêché,
D. Gheude conseiller.

Le président,
P. Thomas.

17 OCTOBRE 2002. — Arrêté royal autorisant la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrants et sur leur attitude à leur égard

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, *b*), modifié par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, *b*), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 4, § 1^{er}, 3°, remplacé par la loi du 11 décembre 1998, trouve à s'appliquer;

Vu la décision du 8 juin 2001 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique l'activité de recherche envisagée par la "Katholieke Universiteit Leuven", pour laquelle la communication d'informations du Registre national est sollicitée;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par la "Katholieke Universiteit Leuven", il ressort que l'activité de recherche envisagée répond en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 01/2002 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 14 janvier 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mars 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Justitie, en van Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van het onderzoek naar de beeldvorming en de houding van de Belgen tegenover nieuwe migranten, wordt aan de Katholieke Universiteit Leuven machtiging verleend om mededeling te ontvangen van de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° (beperkt tot de geboortedatum), 3° en 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, van een toevalssteekproef van 6 000 Belgen die zullen worden ondervraagd over hun houding tegenover asielzoekers.

Art. 2. De personen die deel uitmaken van de steekproef, bedoeld in artikel 1, zullen vóór de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte gebracht worden van de precieze aard daarvan, van de juiste benaming van de onderzoeksinstelling waarvoor de onderzoeksactiviteit wordt verricht, van de doelstellingen die het nastreeft en van de modaliteiten volgens welke de ingewonnen informatiegegevens zullen worden verwerkt.

Zij zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn mede te werken aan het onderzoek, en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wettiging te moeten geven.

Zij zullen bovendien ingelicht worden over de termijn van bewaring van de gegevens, waarin wordt voorzien in artikel 4, eerste lid, en over het feit dat de hen betreffende gegevens anoniem gemaakt zullen worden.

Een exemplaar van de brief bedoeld in het eerste lid, alsmede van de vragenlijst die aan de personen die uitgenodigd worden aan het onderzoek mee te werken zal voorgelegd worden, zal ter beschikking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer worden gehouden.

Art. 3. De mededeling van de in artikel 1 bedoelde informatiegegevens uit het Rijksregister geschiedt aan de rector van de Katholieke Universiteit Leuven.

De persoon bedoeld in het eerste lid duidt de leden van het Hoger Instituut voor de Arbeid, de afdeling dataverzameling en analyse van het departement Sociologie en van de onderzoeksgroep voor stress, gezondheid en welzijn van het departement Psychologie van de Katholieke Universiteit Leuven aan, die gebruik mogen maken van de informatiegegevens in het kader van de geplande onderzoeksactie, en dit enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1.

De lijst van de leden van het Hoger Instituut voor de Arbeid, de afdeling dataverzameling en analyse en de onderzoeksgroep voor stress, gezondheid en welzijn van de Katholieke Universiteit Leuven bedoeld in het voorgaande lid, met aanduiding van hun functie, wordt opgesteld in de maand die volgt op de inwerkingtreding van het onderhavige besluit. Hij wordt permanent ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 4. De met toepassing van artikel 1 uit het Rijksregister verstrekte informatiegegevens moeten worden gewist of vernietigd binnen drie maanden na de afsluiting van de data-invoer en uiterlijk één jaar na de steekproeftrekking.

Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Voor de toepassing van het voorgaande lid worden niet als derden beschouwd de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Ch. PICQUE

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'enquête portant sur l'image que les Belges se font des nouveaux immigrés et sur leur attitude à leur égard, la "Katholieke Universiteit Leuven" est autorisée à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° (limité à la date de naissance), 3° et 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, d'un échantillon aléatoire de 6 000 Belges qui seront interrogés sur leur attitude à l'égard des demandeurs d'asile.

Art. 2. Les personnes composant l'échantillon visé à l'article 1^{er} seront informées par écrit, avant le début de l'enquête, de la nature précise de celle-ci, de la dénomination exacte de l'organisme de recherche pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des objectifs que celle-ci poursuit et des modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées.

Elles seront informées qu'elles n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'elles peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Elles seront en outre informées du délai de conservation des données, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Un exemplaire de la lettre d'information visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi que du questionnaire qui sera soumis aux personnes invitées à coopérer à l'enquête, sera tenu à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er} est faite au recteur de la "Katholieke Universiteit Leuven".

La personne visée à l'alinéa 1^{er} désigne les membres du personnel du "Hoger Instituut voor de Arbeid" (Institut supérieur du Travail), de l'unité de collecte et d'analyse des données du département de Sociologie et du groupe de recherche sur le stress, la santé et le bien-être du département de Psychologie de la "Katholieke Universiteit Leuven", qu'elle autorise à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins visées à l'article 1^{er}.

La liste des membres du personnel du "Hoger Instituut voor de Arbeid", de l'unité chargée de la collecte et de l'analyse des données et du groupe de recherche sur le stress, la santé et le bien-être de la "Katholieke Universiteit Leuven" visés à l'alinéa précédent, avec indication de leur fonction, est dressée dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elle est tenue en permanence à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Les informations obtenues en communication du Registre national en application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites dans les trois mois qui suivent la clôture de l'introduction des données et au plus tard un an après le tirage de l'échantillon.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérées comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,

Ch. PICQUE

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 4452

[C — 2002/21473]

Arrest nr. 150/2002 van 15 oktober 2002

Rolnummer 2286

In zake : het beroep tot vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001, ingesteld door de v.z.w. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG ».

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 november 2001 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 november 2001, heeft de v.z.w. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG », met zetel te 4700 Eupen, Stendrich 131, beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 2001, eerste uitgave).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 12 november 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 28 november 2001 heeft het Hof beslist dat het onderzoek in het Nederlands wordt gevoerd.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 14 december 2001 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking van 28 november 2001.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2001.

Bij beschikking van 30 april 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 9 november 2002.

Bij beschikking van 8 mei 2002 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 29 mei 2002.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de verzoekende partij bij op 8 mei 2002 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 29 mei 2002 :

- is verschenen : R. Pankert, voor de verzoekende partij v.z.w. V.E.G.;
- hebben de rechters-verslaggevers E. Derycke en J.-P. Moerman verslag uitgebracht;
- is de voornoemde partij gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

A.1. De verzoekende partij, de v.z.w. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG », verantwoordt allereerst haar belang om in rechte te treden. Zij is een vereniging van bijzondere aard die zich inzet voor de belangen en de gelijke behandeling van het Duitse taalgebied in België. Krachtens haar statuten kan zij op ontvankelijke wijze in rechte treden. Haar raad van bestuur heeft met eenparigheid van stemmen besloten het beroep tot vernietiging in te stellen. Het maatschappelijk doel van de vereniging zonder winstoogmerk beperkt zich niet tot de individuele belangen van de leden van de vereniging en is onderscheiden van het algemeen belang : het bestreden decreet behartigt immers het algemeen Frans-Waals-Belgisch belang, terwijl de vereniging het Duits-Waals-Belgisch belang nastreeft. Vermits het bestreden decreet haaks staat op de doelstelling van de vereniging, waaronder de gelijke behandeling op financieel vlak van de beide gemeenschappen in het Waalse Gewest, wordt zij door de bestreden norm rechtstreeks in haar maatschappelijk doel geraakt. De vereniging doet voldoende blijken van een concrete en duurzame werking.

Ten gronde

A.2.1. De verzoekende partij voert allereerst de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aan om reden dat het bestreden decreet van het Waalse Gewest van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 niet op dezelfde wijze rekening houdt met de Duitstalige Gemeenschap als met de Franse Gemeenschap. Krachtens artikel 21 van het bestreden decreet verkrijgt de Duitstalige Gemeenschap slechts een toelage van 44 miljoen uit het programma 10.02 « Diensten van het Voorzitterschap, Secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij ». Uit artikel 7 van het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie blijkt volgens de verzoekende partij dat het Waalse Gewest enkel de Franse Gemeenschap steunt en niet de Duitstalige Gemeenschap. Volgens de verzoekende partij maakt de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 aan het Waalse Gewest 12,132 miljard frank over. Voor de uitoefening van die bevoegdheden zou door het Waalse Gewest daarenboven nog eens « 20,8178 miljard frank » ter beschikking worden gesteld. Rekening houdend met het gegeven dat de Duitstalige Gemeenschap demografisch 2,15 pct. van de bevolking van het Waalse Gewest vertegenwoordigt, zou de Duitstalige Gemeenschap aldus recht hebben op 447,5 miljoen frank in plaats van 44 miljoen frank.

A.2.2. De verzoekende partij voert vervolgens de schending van de bevoegdheidverdelende regels aan om reden dat de begroting van het Waalse Gewest niet strikt is opgesplitst volgens gewestmateries en persoonsgebonden materies : de leden van de Waalse Gewestraad die hun eed in de eerste plaats in het Duits hebben afgelegd, hebben aldus aan de stemming over de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest in haar totaliteit deelgenomen, terwijl zij overeenkomstig artikel 50 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zouden moeten

kunnen stemmen over het louter gewestelijk deel van de begroting van het Waalse Gewest en dus ook over de uitgaven van het Waalse Gewest voor de van de Franse Gemeenschap overgenomen bevoegdheden. Volgens de verzoekende partij moeten zij echter worden uitgesloten van de stemming over de aanwending van de middelen voor de overgedragen persoonsgebonden materies. De verzoekende partij wijst erop dat artikel 50 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en artikel 8 van het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie niet met elkaar bestaanbaar zijn, vermits luidens de laatste bepaling de financiële middelen van de Gemeenschap op ongedifferentieerde wijze in de begroting van het Waalse Gewest terecht komen. Parlementsleden die de eed eerst in het Duits hebben afgelegd, kunnen bijgevolg hun democratische opdracht om de begroting van hun Gewest goed te keuren, niet uitoefenen.

De verzoekende partij stelt dat er geen decretale of conventionele grondslag bestaat voor de toekenning van een bedrag van 44 miljoen frank aan de Duitstalige Gemeenschap, zodat « de toekenning ervan een schending in[houdt] van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten ».

- B -

B.1. De verzoekende partij, de v.z.w. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG » vordert de vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 wegens schending van de bevoegdheidverdelende regels en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het aangevochten decreet zou de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen schenden, vermits het zowel gewest- als gemeenschapsmateries die de Franse Gemeenschap heeft overgedragen aan het Waalse Gewest regelt en de leden van de Waalse Gewestraad die de eed uitsluitend of in de eerste plaats in het Duits hebben afgelegd in de Waalse Gewestraad aldus hebben deelgenomen aan de stemmingen over de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren, hetgeen in strijd is met artikel 50, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De verzoekende partij is verder van oordeel dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn geschonden aangezien luidens artikel 21 van het voormelde decreet de Duitstalige Gemeenschap niet op dezelfde wijze als de Franse Gemeenschap door het Waalse Gewest wordt gesteund. Krachtens die bepaling krijgt de Duitstalige Gemeenschap uit het programma 10.02 (Diensten van het Voorzitterschap, Secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij) slechts een toelage van 44 miljoen frank terwijl zij volgens de verzoekende partij recht zou hebben op 447,5 miljoen frank, zodat « met de Duitstalige Gemeenschap niet op dezelfde wijze rekening wordt gehouden als met de Franse Gemeenschap ».

B.2.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en derhalve onderscheiden van het algemeen belang, dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt en dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt.

B.2.2. Naar luid van artikel 3 van haar statuten bestaat het maatschappelijk doel van de v.z.w. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG » in « de gelijkberechtiging van het Duitse taalgebied van België als gewest en gemeenschap, als gemeenschapsgewest [...]. Dit houdt eveneens in dat zij zich kant tegen tendensen die voor het Duitse taalgebied van België het statuut van een tweetalig Duits-Frans taalgebied willen verkrijgen ». « Om dat doel te bereiken analyseert de vereniging wetten, decreten, besluiten, verordeningen, bestuurshandelingen, die op onrechtstreekse of rechtstreekse wijze respectievelijk vanwege niet-inachtneming het Duitse taalgebied en zijn bevolking betreffen, en onderzoekt zij of deze, respectievelijk de niet-toepassing ervan, ongunstige gevolgen op institutioneel, financieel of cultureel vlak hebben of kunnen hebben voor de doelstellingen van de vereniging. Indien zulks het geval is, wordt de raad van bestuur ermee belast desbetreffende procedures te voeren voor het Arbitragehof, de Raad van State, andere rechtscolleges en instanties. »

B.2.3. Door op die wijze haar maatschappelijk doel te omschrijven, beoogt de verzoekende partij zo nodig zich in de plaats te stellen van de Duitstalige Gemeenschap. Een vereniging kan, om een beroep tot vernietiging in te stellen, haar beoordeling van de belangen van de gemeenschap niet in de plaats stellen van de beoordeling door de democratisch samengestelde officiële organen ervan, waaraan, met toepassing van artikel 142 van de Grondwet, artikel 2, 1° en 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de zorg heeft toevertrouwd de belangen eigen aan hun collectiviteit voor het Hof te verdedigen.

In die omstandigheden kan de verzoekende partij niet doen blijken van het door de bijzondere wet vereiste belang om beroep in te stellen tegen het betrokken decreet.

B.3. Uit wat voorafgaat volgt dat het beroep niet ontvankelijk is.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 oktober 2002, door de voormelde zetel, waarin rechter J.-P. Moerman voor de uitspraak is vervangen door rechter J.-P. Snappe, overeenkomstig artikel 110 van dezelfde wet.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

A. Arts

COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 4452

[C - 2002/21473]

Arrêt n° 150/2002 du 15 octobre 2002

Numéro du rôle : 2286

En cause : le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001, introduit par l'a.s.b.l. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG ».

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 novembre 2001 et parvenue au greffe le 12 novembre 2001, l'a.s.b.l. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG », dont le siège est établi à 4700 Eupen, Stendrich 131, a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001 (publié au *Moniteur belge* du 22 juin 2001, première édition).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 12 novembre 2001, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 28 novembre 2001, la Cour a décidé que l'instruction aurait lieu en néerlandais.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 14 décembre 2001; l'ordonnance du 28 novembre 2001 a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 28 décembre 2001.

Par ordonnance du 30 avril 2002, la Cour a prorogé jusqu'au 9 novembre 2002 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 8 mai 2002, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 29 mai 2002.

Cette ordonnance a été notifiée à la partie requérante, par lettre recommandée à la poste le 8 mai 2002.

A l'audience publique du 29 mai 2002 :

- a comparu R. Pankert, pour la partie requérante a.s.b.l. V.E.G.;
- les juges-rapporteurs E. Derycke et J.-P. Moerman ont fait rapport;
- la partie précitée a été entendue;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à la recevabilité

A.1. La partie requérante, l'a.s.b.l. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG », justifie en premier lieu son intérêt à agir. Elle est une association à caractère particulier qui défend les intérêts et le traitement égal de la région de langue allemande en Belgique. En vertu de ses statuts, elle est recevable à agir en justice. Son conseil d'administration a décidé à l'unanimité des voix d'introduire le recours en annulation. L'objet social de l'association sans but lucratif ne se limite pas aux intérêts individuels des membres de l'association et se distingue de l'intérêt général : en effet, le décret entrepris défend l'intérêt général français-wallon-belge, alors que l'association poursuit l'intérêt allemand-wallon-belge. Du fait que le décret entrepris est contraire à l'objet de l'association, qui est notamment le traitement égal au niveau financier des deux communautés en Région wallonne, l'association est affectée directement dans son objet social par la norme entreprise. L'association justifie à suffisance d'un fonctionnement concret et durable.

Quant au fond

A.2.1. La partie requérante soutient en premier lieu que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés au motif que le décret entrepris de la Région wallonne du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001 prend en compte de manière différente la Communauté germanophone et la Communauté française. En vertu de l'article 21 du décret entrepris, la Communauté germanophone n'obtient qu'une subvention de 44 millions dans le programme 10.02 « Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie ». Selon la partie requérante, il ressort de l'article 7 du décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française que la Région wallonne ne soutient que la Communauté française et non la Communauté germanophone. Selon la partie requérante, la Communauté française, pour l'année budgétaire 2001, transfère à la Région wallonne 12,132 milliards de francs. Pour l'exercice de ces compétences, la Région wallonne mettrait en sus « 20,8178 milliards de francs » à disposition. Compte tenu de la circonstance que la Communauté germanophone représente, du point de vue démographique, 2,15 p.c. de la population de la Région wallonne, la Communauté germanophone aurait donc droit à 447,5 millions de francs au lieu de 44 millions de francs.

A.2.2. La partie requérante dénonce ensuite la violation des règles répartitrices de compétences au motif que le budget de la Région wallonne n'est pas strictement scindé en matières régionales et en matières personnalisables : les membres du Conseil régional wallon qui ont d'abord prêté serment en langue allemande ont donc participé au vote concernant le budget des dépenses de la Région wallonne dans sa totalité, alors que, conformément à l'article 50 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ceux-ci devraient pouvoir voter la partie purement régionale du budget de la Région wallonne et donc également les dépenses de la Région wallonne pour les compétences qu'elle a reprises de la Communauté française. Selon la partie requérante, ces membres doivent cependant être exclus du vote

de l'affectation des moyens pour les matières personnalisables transférées. La partie requérante souligne que l'article 50 de la loi spéciale du 8 août 1980 et l'article 8 du décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ne sont pas compatibles entre eux, étant donné qu'aux termes de cette dernière disposition, les moyens financiers de la Communauté aboutissent indistinctement dans le budget de la Région wallonne. Les parlementaires qui ont prêté serment d'abord en langue allemande ne peuvent dès lors exercer leur mission démocratique pour approuver le budget de leur région.

La partie requérante soutient qu'il n'existe aucune base décrétale ou conventionnelle pour octroyer un montant de 44 millions de francs à la Communauté germanophone, en sorte que « l'octroi de ce montant est contraire aux règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions ».

- B -

B.1. La partie requérante, l'a.s.b.l. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG » demande l'annulation du décret de la Région wallonne du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001, pour cause de violation des règles répartitrices de compétences et des articles 10 et 11 de la Constitution.

Le décret entrepris violerait la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles au motif qu'il règle tant des matières régionales que des matières communautaires que la Communauté française a transférées à la Région wallonne et que les membres du Conseil régional wallon qui ont exclusivement ou en premier lieu prêté serment en langue allemande au Conseil régional wallon ont ainsi participé aux votes sur les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française, ce qui est contraire à l'article 50, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La partie requérante estime ensuite que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés du fait qu'en vertu de l'article 21 du décret précité, la Région wallonne n'aide pas la Communauté germanophone de la même manière que la Communauté française. En application de cette disposition, la Communauté germanophone ne reçoit, en vertu du programme 10.02 (Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie), qu'une subvention de 44 millions de francs, alors qu'elle aurait droit, selon la partie requérante, à 447,5 millions de francs, en sorte que « la Communauté germanophone n'est pas prise en compte de la même manière que la Communauté française ».

B.2.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social.

B.2.2. Aux termes de l'article 3 de ses statuts, l'objet social de l'a.s.b.l. « Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG » consiste dans « l'égalité de traitement de la région de langue allemande de Belgique en tant que région et communauté, en qualité de communauté-région. Cela implique également qu'elle s'oppose aux tendances visant à obtenir le statut de région bilingue allemand-français pour la région de langue allemande de Belgique ». « Pour atteindre cet objectif, l'association analyse les lois, décrets, arrêtés, règlements, actes administratifs qui concernent indirectement ou directement, ou en raison de leur méconnaissance, la région de langue allemande et sa population et examine si soit l'application des lois, décrets, arrêtés, règlements et actes administratifs susdits soit leur inapplication a ou peut avoir des conséquences défavorables sur les objectifs de l'association d'un point de vue institutionnel, financier ou culturel. Si tel est le cas, le conseil d'administration est chargé d'intenter la procédure qui convient devant la Cour d'arbitrage, le Conseil d'Etat, ou d'autres juridictions et instances. »

B.2.3. En définissant de la sorte son objet social, la partie requérante entend se substituer, au besoin, à la Communauté germanophone. Une association ne peut, pour introduire un recours en annulation, substituer son appréciation des intérêts de la communauté à l'appréciation des organes officiels de celle-ci, organes démocratiquement constitués auxquels, en application de l'article 142 de la Constitution, l'article 2, 1° et 3°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage a confié le soin de défendre devant la Cour les intérêts propres à leur collectivité.

Dans ces conditions, la partie requérante ne saurait justifier de l'intérêt requis par la loi spéciale pour introduire un recours contre le décret en cause.

B.3. Il résulte de ce qui précède que le recours est irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 octobre 2002, par le siège précité, dans lequel le juge J.-P. Moerman est remplacé pour le prononcé par le juge J.-P. Snappe conformément à l'article 110 de la loi précitée.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

A. Arts

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 4452

[C – 2002/21473]

Urteil Nr. 150/2002 vom 15. Oktober 2002

Geschäftsverzeichnisnummer 2286

In Sachen: Klage auf Nichtigkeitklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001, erhoben von der VoG «Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG».

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden A. Arts,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. November 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. November 2001 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG», mit Sitz in 4700 Eupen, Stendrich 131, Klage auf Nichtigkeitklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. Juni 2001, erste Ausgabe).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 12. November 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 28. November 2001 hat der Hof beschlossen, daß die Untersuchung in niederländischer Sprache erfolgt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 14. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Anordnung vom 28. November 2001 wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Dezember 2001.

Durch Anordnung vom 30. April 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 9. November 2002 verlängert.

Durch Anordnung vom 8. Mai 2002 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 29. Mai 2002 anberaumt.

Diese Anordnung wurde der klagenden Partei mit am 8. Mai 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 29. Mai 2002

— erschien R. Pankert, für die klagende partei VoG VEG;

— haben die referierenden Richter E. Derycke und J.-P. Moerman Bericht erstattet,

— wurde die vorgenannte Partei angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.1. Die klagende Partei, die VoG «Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG», begründet an erster Stelle ihr Interesse an der Klageerhebung. Sie sei eine Vereinigung besonderer Art, die sich für die Belange und die Gleichbehandlung des deutschen Sprachgebietes Belgiens einsetze. Aufgrund ihrer Satzung sei sie klageberechtigt. Ihr Verwaltungsrat habe einstimmig beschlossen, die Nichtigkeitsklage zu erheben. Der Zweck der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht beschränke sich nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder der Vereinigung und unterscheide sich vom allgemeinen Interesse; beim beanstandeten Dekret handle es sich um das allgemeine französisch-wallonisch-belgische Interesse, während die Vereinigung das deutsch-wallonisch-belgische Interesse verfolge. Da das angefochtene Dekret in krassem Widerspruch zu den Zielen der Vereinigung, zu denen die finanzielle Gleichbehandlung beider Gemeinschaften der Wallonischen Region gehöre, stehe, werde ihr Vereinigungszweck durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar beeinträchtigt. Die Vereinigung stelle ihre konkrete und dauerhafte Tätigkeit ausreichend unter Beweis.

Zur Hauptsache

A.2.1. Die klagende Partei macht an erster Stelle einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung geltend, weil das angefochtene Dekret der Wallonischen Region vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001 die Deutschsprachige Gemeinschaft nicht im gleichen Maße wie die Französische Gemeinschaft berücksichtige. Kraft Artikel 21 des angefochtenen Dekrets erhalte die Deutschsprachige Gemeinschaft lediglich einen Zuschuß in Höhe von 44 Millionen aus dem Programm 10.02 «Präsidentenschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei». Aus Artikel 7 des Dekrets II der Wallonischen Region vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission ergebe sich - so die klagende Partei -, daß die Wallonische Region nur die Französische Gemeinschaft unterstütze, nicht aber die Deutschsprachige Gemeinschaft. Die klagende Partei bringt vor, daß die Französische Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2001 an die Wallonische Region 12,132 Milliarden Franken überweise. Für die Ausübung dieser

Zuständigkeiten stelle die Wallonische Region weitere «20,8178 Milliarden» Franken zur Verfügung. Unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Deutschsprachige Gemeinschaft demographisch 2,15 Prozent der Bevölkerung der Wallonischen Region ausmache, könnte die Deutschsprachige Gemeinschaft somit 447,5 Millionen Franken statt 44 Millionen Franken beanspruchen.

A.2.2. Die klagende Partei macht anschließend einen Verstoß gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften geltend, weil der Haushalt der Wallonischen Region nicht streng gegliedert sei nach regionalen und personenbezogenen Angelegenheiten; die Mitglieder des Wallonischen Regionalrates, die ihren Eid zuerst in deutscher Sprache abgelegt hätten, hätten somit an der Abstimmung über den Ausgabenhaushalt der Wallonischen Region in seiner Gesamtheit teilgenommen, während sie gemäß Artikel 50 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen nur über den rein regionalen Teil des Haushalts der Wallonischen Region müßten abstimmen können, d.h. auch über die Ausgaben der Wallonischen Region für die von der Französischen Gemeinschaft übernommenen Zuständigkeiten. Die klagende Partei meint, sie müßten jedoch von der Abstimmung über die Verwendung der Gelder für die übertragenen personenbezogenen Angelegenheiten ausgeschlossen werden. Die klagende Partei weist darauf hin, daß Artikel 50 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und Artikel 8 des Dekrets II der Wallonischen Region vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission nicht miteinander vereinbar seien, da kraft der letztgenannten Bestimmung Gemeinschaftsgelder undifferenziert in den Haushalt der Wallonischen Region übergangen. Abgeordnete, die ihren Eid zuerst in deutscher Sprache abgelegt hätten, könnten ihrem demokratischen Auftrag, den Haushalt ihrer Region zu verabschieden, nicht nachkommen.

Die klagende Partei bringt vor, es gebe keine dekretale oder vertragliche Grundlage für die Zuwendung in Höhe von 44 Millionen Franken zugunsten der Deutschsprachigen Gemeinschaft; somit stelle «diese Zuwendung einen Verstoß gegen die Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung festgelegt worden sind zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen, dar».

- B -

B.1. Die klagende Partei, die VoG «Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG» beantragt die Nichtigkeitsklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001, wegen Verletzung der Zuständigkeitsverteilungsvorschriften sowie der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Das angefochtene Dekret verstoße gegen das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, da es sowohl Regional- als auch Gemeinschaftsangelegenheiten, die die Französische Gemeinschaft an die Wallonische Region übertragen habe, regule und jene Mitglieder des Wallonischen Regionalrates, die den Eid ausschließlich oder zuerst in deutscher Sprache geleistet hätten, im Wallonischen Regionalrat somit an den Abstimmungen über die zum Kompetenzbereich der Französischen Gemeinschaft gehörenden Angelegenheiten teilgenommen hätten, was im Widerspruch zu Artikel 50 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 stehe.

Die klagende Partei ist ferner der Ansicht, daß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen werde, da gemäß Artikel 21 des obengenannten Dekrets die Deutschsprachige Gemeinschaft nicht im gleichen Maße wie die Französische Gemeinschaft durch die Wallonische Region unterstützt werde. Kraft dieser Bestimmung erhalte die Deutschsprachige Gemeinschaft aus dem Programm 10.02 (Präsidenschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei) lediglich einen Zuschuß in Höhe von 44 Millionen Franken, während sie - so die klagende Partei - ein Anrecht auf 447,5 Millionen Franken habe, so daß «die Deutschsprachige Gemeinschaft nicht im gleichen Maße wie die Französische Gemeinschaft berücksichtigt wird».

B.2.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt und daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann.

B.2.2. Laut Artikel 3 ihrer Satzung setzt sich die VoG «Vereinigung zur Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region & Gemeinschaft, VEG» «die Erlangung der Gleichberechtigung des deutschen Sprachgebietes Belgiens als Region und Gemeinschaft, als Gemeinschafts-Region zum Ziel. Dies bedeutet auch, den Tendenzen entgegen zu wirken, die für das deutsche Sprachgebiet Belgiens den offiziellen Status eines zweisprachig deutschfranzösischen Sprachgebietes anstreben.» «Um dieses Ziel zu erreichen, analysiert die Vereinigung Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen, Verwaltungsakten, die mittelbar, unmittelbar beziehungsweise wegen Nichtberücksichtigung das deutsche Sprachgebiet und deren Bevölkerung betreffen und prüft, ob diese beziehungsweise deren Nichtanwendung sich institutionell, finanziell oder kulturell ungünstig auf die Zielsetzungen der Vereinigung auswirken, bzw. auswirken können. Wenn dies der Fall ist, ist der Verwaltungsrat damit beauftragt, vor dem Schiedshof, vor dem Staatsrat, sonstigen Gerichten und Instanzen entsprechende Verfahren zu führen.»

B.2.3. Indem die klagende Partei ihren Vereinigungszweck auf diese Weise definiert, zielt sie darauf ab, nötigenfalls an die Stelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu treten. Eine Vereinigung kann zur Erhebung einer Nichtigkeitsklage nicht ihre Beurteilung der Interessen der Gemeinschaft an die Stelle der Beurteilung durch die demokratisch zusammengesetzten, offiziellen Organe dieser Gemeinschaft setzen, die in Anwendung von Artikel 142 der Verfassung durch Artikel 2 Nrn. 1 und 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof damit betraut wurden, die ihrer Gemeinschaft eigenen Interessen vor dem Hof zu vertreten.

Unter diesen Umständen kann die klagende Partei nicht das durch das Sondergesetz vorgeschriebene Interesse an der Klageerhebung gegen das betreffende Dekret aufweisen.

B.3. Aus den obigen Erwägungen geht hervor, daß die Klage unzulässig ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. Oktober 2002, durch die vorgenannte Besetzung, in der der Richter J.-P. Moerman bei der Urteilsverkündung gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes durch den Richter J.-P. Snappe vertreten wird.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
A. Arts

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4453

[C — 2002/36555]

28 NOVEMBER 2002. — Ministerieel besluit
tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 december 2001
houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op verordening (EG) nr. 2555/2001 van de Raad van 18 december 2001 tot vaststelling voor 2002, van de vangstmogelijkheden voor sommige visbestanden en groepen visbestanden die in de wateren van de Gemeenschap en, voor vaartuigen van de Gemeenschap, in andere wateren met vangstbeperkingen van toepassing zijn, en tot vaststelling van de bij de visserij in acht te nemen voorschriften, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1811/2002 van de Raad van 24 september 2002;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning wordt gemachtigd maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971, 18 juli 1973, 22 april 1999 en 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983, 29 december 1990 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 2001 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 december 2001 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 7 februari 2002, 21 maart 2002, 28 maart 2002, 26 april 2002, 29 mei 2002, 28 juni 2002, 26 juli 2002, 28 augustus 2002, 30 september 2002 en 4 november 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat met het oog op het goede beheer van het quotum van tong in de Noordzee het noodzakelijk is de beschikbare hoeveelheden kabeljauw te herverdelen vanaf 1 december 2002;

Overwegende dat voor het jaar 2002 vangstbeperkingen moeten worden vastgesteld om de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder uitstel behoudsmaatregelen te nemen om de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat aan de gewesten met ingang van 1 januari 2002 bevoegdheden op het gebied van zeevisserij zijn toegewezen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van de opdrachten als overheidsdienst te verzekeren met inachtneming van de verplichtingen die door de Europese en internationale regelgeving op het gebied van de zeevisserij werden opgelegd;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van tong, schol en kabeljauw kan worden bewerkstelligd door het instellen van maximale vangsten per kalenderdag, per vaartdag of per uur in bepaalde i.c.e.s.-gebieden en door het instellen van een maximumaantal vaartdagen per jaar voor de vissersvaartuigen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het ministerieel besluit van 21 december 2001 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 juni 2002, 30 september 2002 en 4 november 2002 wordt aangevuld met volgend lid :

« Vanaf 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 is het verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 3 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig uitgedrukt in kW. »

Art. 2. Het artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 7 februari 2002, 21 maart 2002, 28 maart 2002, 29 mei 2002, 26 juli 2002 en 28 augustus 2002 wordt aangevuld met het volgend lid :

« In afwijking met vorige bepalingen mogen de tongvangsten van vissersvaartuigen per zeereis in de periode van 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 in het i.c.e.s.-gebied VIId de volgende hoeveelheid niet overschrijden :

— 10 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIId ingeval het motorvermogen 221 kW of minder bedraagt;

— 20 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIId ingeval het motorvermogen meer dan 221 kW bedraagt. »

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde ministerieel besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 7 februari 2002, 28 maart 2002, 26 juli 2002 en 28 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1 wordt aangevuld met het volgend lid :

« In afwijking met vorige leden is het gedurende de periode van 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 inbegrepen verboden dat de totale scholvangst in de i.c.e.s.-gebieden VIId,e per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden. »;

2° de § 2 wordt aangevuld met het volgend lid :

« In afwijking met vorige leden is het gedurende de periode van 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 inbegrepen verboden dat de totale scholvangst in de i.c.e.s.-gebieden VIId,e per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 400 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden. »

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde ministerieel besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 maart 2002, 26 april 2002 en 28 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 wordt de maand « december » vervangen door de maand « november » en wordt het percentage « 85 » vervangen door « 95 »;

2° de § 1 wordt aangevuld met het volgend lid :

« Gedurende de periode van 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 inbegrepen is het verboden dat de totale scholvangst in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 500 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden en dit zolang geen 95 % van het scholquotum II, IV werd benut »;

3° de § 2 wordt aangevuld met het volgend lid :

« Gedurende de periode van 1 december 2002 tot en met 31 december 2002 inbegrepen is het verboden dat de totale scholvangst in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 1 000 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden en dit zolang geen 95 % van het scholquotum II, IV werd benut. »

Art. 5. In het artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 maart 2002, 26 april 2002, 26 juli 2002, 28 augustus 2002, 30 september 2002 en 4 november 2002 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking met vorige leden is het verboden dat de kabeljauwaanvoer van een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, 2 800 kg per week bedraagt en dit vanaf maandag 2 december 2002 tot en met 29 december 2002. Een week begint op maandag 00.00 uur en eindigt op zondag 24.00 uur. »;

2° in § 1 lid 3 wordt het getal « 600 » vervangen door het getal « 400 »;

3° in § 2 lid 3 wordt het getal « 1 200 » vervangen door het getal « 800 »;

4° in § 3 lid 3 wordt het getal « 1 400 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2002 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002.

Brussel, 28 november 2002.

V. DUA

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2002 — 4453

[C — 2002/ 36555]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu le règlement (CE) n° 2555/2001 du Conseil du 18 décembre 2001 établissant pour 2002 les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture, modifié par le règlement (CE) n° 1811/2002 du Conseil du 24 septembre 2002;

Vu la loi spécifique du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, remplacée par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971, 18 juillet 1973, 22 avril 1999 et 3 mai 1999;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 7 février 2002, 21 mars 2002, 28 mars 2002, 26 avril 2002, 29 mai 2002, 28 juin 2002, 26 juillet 2002, 28 août 2002, 30 septembre 2002 et 4 novembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue de la bonne gestion du quota de sole Mer du Nord il est nécessaire de réallouer les quantités de sole disponible à partir du 1^{er} décembre 2002;

Considérant que pour l'année 2002 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de la pêche maritime à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions de service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne et internationale dans le domaine de la pêche maritime;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles, de plies et de cabillauds peut être réalisé en instituant des maxima de captures par jour civil, par jour de navigation ou par heure dans certaines zones-c.i.e.m. et en instituant un nombre maximum de jours de navigation par an pour les bateaux de pêche,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 28 juin 2002, 30 septembre 2002 et 4 novembre 2002 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1^{er} décembre 2002 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 3 kg multiplié par la puissance motrice du bateau de pêche exprimée en kW. »

Art. 2. L'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 7 février 2002, 21 mars 2002, 28 mars 2002, 29 mai 2002, 26 juillet 2002 et 28 août 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux dispositions précédentes, dans la zone-c.i.e.m. VIId, les captures de soles des bateaux de pêche par voyage en mer ne peuvent dépasser pendant la période du 1^{er} décembre 2002 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus les quantités suivantes :

- 10 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIId en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW;
- 20 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIId en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW. »

Art. 3. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 7 février 2002, 28 mars 2002, 26 juillet 2002 et 28 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux alinéas précédents, il est interdit pendant la période du 1^{er} décembre 2002 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus que dans la zone-c.i.e.m. VIId,e les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 200 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux alinéas précédents, il est interdit pendant la période du 1^{er} décembre 2002 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus que dans la zone-c.i.e.m. VIId,e les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 400 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 28 mars 2002, 26 avril 2002 et 28 août 2002 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les §§ 1^{er} et 2 le mois « décembre » est remplacé par le mois « novembre » et le pourcentage « 85 » est remplacé par le pourcentage « 95 »;

2° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Pendant la période du 1^{er} décembre 2002 et ce jusqu'au 31 décembre 2002 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 500 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question et ce jusqu'au moment que le quota de plie II, IV est épuisé pour 95 % »;

3° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Pendant la période du 1^{er} décembre 2002 et ce jusqu'au 31 décembre 2002 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice supérieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 1 000 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question et ce jusqu'au moment que le quota de plie II, IV est épuisé pour 95 % ».

Art. 5. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 28 mars 2002, 26 avril 2002, 26 juillet 2002, 28 août 2002, 30 septembre 2002 et 4 novembre 2002 sont apportées les modifications suivantes :

1° § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux alinéas précédents, il est interdit et ce depuis lundi le 2 décembre 2002 jusqu'au 29 décembre 2002 inclus, que les débarquements de cabillauds d'un bateau de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 221 kW, dépassent une quantité égale à 2 800 kg par semaine. Une semaine est la période comprise entre le lundi 00.00 heure et le dimanche 24.00 heures. »;

2° dans le § 1^{er} alinéa 3 le nombre « 600 » est remplacé par le nombre « 400 »;

3° dans le § 2, alinéa 3, le nombre « 1 200 » est remplacé par le nombre « 800 »;

4° dans le § 3, alinéa 3, le nombre « 1 400 » est complété par le nombre « 1 000 ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2002 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2002. Bruxelles, le 28 novembre 2002.

V. DUA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4454

[C - 2002/28179]

7 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles d'évaluation et d'affectation du résultat applicables à l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 55;

Vu les avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donnés les 18 décembre 1997 et 28 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 18 février 2001 et 19 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2002;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Les règles d'évaluation sont énumérées dans l'ordre de présentation du bilan, en commençant par les rubriques de l'actif, pour terminer par celles du passif.

Art. 3. Les règles d'évaluation doivent être identiques, d'un exercice à l'autre, sans modification, sauf si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de leur utilisation; dans ce cas, une mention spéciale est faite si le changement a des conséquences significatives.

Art. 4. § 1^{er}. Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées au prix d'acquisition, à savoir le prix d'achat et les frais accessoires, tels que les impôts non récupérables, les frais de transport et d'installation.

Les immobilisations évaluées à leur prix d'acquisition sont portées au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et réductions de valeur y afférents.

Tous les amortissements sont calculés de manière linéaire et sans valeur résiduaire.

La première année d'amortissement est calculée sur douze mois.

Elles font l'objet d'amortissement selon les taux repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Taux	Mode
Frais de software	33,33%	Linéaire
Frais d'acquisition d'immeubles	100 %	Linéaire
Immeubles	3 %	Linéaire
Aménagement d'immeubles	10 %	Linéaire
Installations, machines et outillage	20 %	Linéaire
Mobilier	10 %	Linéaire
Matériel	10 %	Linéaire
Matériel informatique	33,33%	Linéaire
Matériel roulant	25%	Linéaire

Les frais d'aménagement d'immeubles sont amortis selon un taux de 10% ou selon la durée du bail, si celle-ci est inférieure à dix ans.

§ 2. Les frais de software informatique sont portés à l'actif à partir de 200 000 francs hors T.V.A. par unité.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est porté à 5.000 euros à partir du 1^{er} janvier 2002.

§ 3. Les immobilisations corporelles doivent être portées à l'actif sur base individuelle à partir de 10 .000 francs hors T.V.A. minimum.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est porté à 250 euros à partir du 1^{er} janvier 2002.

Les amortissements pour l'actif en location-financement sont échelonnés sur la même durée que celle appliquée pour une immobilisation corporelle correspondante en pleine propriété.

Les immobilisations corporelles peuvent être réévaluées lorsqu'il s'avère que la valeur de marché dépasse de manière durable la valeur d'inscription. Cette correction est portée au passif du bilan en regard de la rubrique plus-value de réévaluation.

Les plus-values de réévaluation sont amorties sur la durée de vie restante de l'élément de l'actif, directement en regard de la plus-value initialement inscrite au bilan.

En cas de réduction de valeur ultérieure, la plus-value de réévaluation peut être passée aux pertes jusqu'à concurrence de la partie non encore amortie de la plus-value.

Les plus-values de réévaluation ne peuvent pas être intégrées dans le capital ou les réserves.

Art. 5. Les réserves indisponibles se composent du fonds de l'immobilisé qui est augmenté chaque année de 10 % du résultat annuel en cas de boni. Les réserves indisponibles sont plafonnées à un montant de 12.500.000 euros (504 248 750 francs).

Art. 6. Les bénéfices ou pertes reportées sont constitués des résultats annuels non affectés aux réserves.

Art. 7. Les provisions pour risques et charges permettent de prévoir de grosses réparations en ce qui concerne les bâtiments et le matériel, le contentieux juridique et les charges générées par les pensions et obligations similaires.

Elles sont constituées en vue de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais dont le montant ne peut être qu'estimé.

Dans le cas où ces provisions excéderaient, en fin d'exercice, l'appréciation actuelle des montants à couvrir, la partie excédentaire serait reprise au crédit du compte de résultats.

Les dépenses en liaison avec ces provisions sont couvertes par priorité par prélèvement sur celles-ci.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997, à l'exception des articles 5 et 6, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 9. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 4454

[C - 2002/28179]

7 NOVEMBER 2002. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de regels voor de schatting en de bestemming van het resultaat die toepasselijk zijn op het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op de adviezen van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées », gegeven op 18 december 1997 en 28 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 februari 2001 en 19 juli 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 november 2002;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De schattingsregels worden opgesomd met inachtneming van de orde van voorstelling van de balans, te beginnen met de rubrieken van de activa om te eindigen met die van de passiva.

Art. 3. De schattingsregels zijn identiek voor elk boekjaar en worden niet gewijzigd, behalve wegens omstandigheden die de verdere toepassing ervan niet meer toelaat; in dat geval wordt voorzien in een speciale melding als de wijziging noemenswaardig gevolgen heeft.

Art. 4. § 1. De materiële en immateriële activa worden geregistreerd volgens hun koopprijs, meer bepaald de aankoopprijs en de bijkomende kosten, zoals niet-invorderbare belastingen, vervoers- en installatiekosten.

De volgens hun koopprijs geschatte activa worden tot beloop van dezelfde waarde geboekt, na aftrek van de desbetreffende afschrijvingen en waardeverminderingen.

Alle afschrijvingen worden op lineaire wijze en zonder residuele waarde berekend.

Het eerste afschrijvingsjaar wordt over twaalf maanden berekend.

Zij worden afgeschreven op grond van de coëfficiënten vermeld in onderstaande tabel :

Opschrift	Coëfficiënt	Wijze
Softwarekosten	33,33 %	Lineair
Kosten voor de aankoop van onroerende goederen	100 %	Lineair
Onroerende goederen	3 %	Lineair
Inrichting van onroerende goederen	10 %	Lineair
Installaties, machines en werktuigen	20 %	Lineair
Meubilair	10 %	Lineair
Materieel	10 %	Lineair
Informaticabehoeften	33,33 %	Lineair
Rollend materieel	25 %	Lineair

De kosten voor de inrichting van onroerende goederen worden afgeschreven op grond van een coëfficiënt van 10 % of van de duur van de huurovereenkomst als die korter is dan tien jaar.

§ 2. De softwarekosten worden geactiveerd vanaf 200 000 BEF per eenheid, exclusief BTW.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd tot 5.000 euro vanaf 1 januari 2002.

§ 3. De vaste activa worden op individuele basis geactiveerd vanaf minimum 10 000 BEF, exclusief BTW.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd tot 250 euro vanaf 1 januari 2002.

De activa in leasing worden afgeschreven over dezelfde periode als de overeenstemmende vaste activa in volle eigendom.

De vaste activa kunnen het voorwerp uitmaken van een nieuwe schatting als blijkt dat de marktwaarde constant hoger ligt dan de boekwaarde. De rechtzetting wordt geboekt op de passiefzijde in de rubriek herwaarderingsmeerwaarden.

De herwaarderingsmeerwaarden worden afgeschreven over de resterende levensduur van het actief bestanddeel, rechtstreeks tegenover de aanvankelijk geboekte meerwaarde.

Bij een latere waardevermindering mag de herwaarderingsmeerwaarde afgeboekt worden tot beloop van het nog niet afgeschreven gedeelte van de meerwaarde.

De herwaarderingsmeerwaarden kunnen niet in het kapitaal geïncorporeerd worden, noch in de reserves.

Art. 5. De onbeschikbare reserves bestaan uit het fonds van de vastgelegde activa, jaarlijks vermeerderd met 10 % van het jaarresultaat in geval van bonus. De onbeschikbare reserves worden beperkt tot een bedrag van 12.500.000 euro (504 248 750 BEF).

Art. 6. De overgedragen winsten of verliezen bestaan uit de jaarresultaten die niet bij de reserves gevoegd worden.

Art. 7. De provisies voor risico's en lasten dienen voor de dekking van belangrijke herstellingen van gebouwen en materieel, alsook van juridische geschillen en lasten i.v.m. pensioenen en gelijkaardige verplichtingen.

Zij worden aangelegd om de verliezen of lasten te dekken waarvan de aard duidelijk vastligt maar die op de afsluitingsdatum van het boekjaar, waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag slechts geschat kan worden.

Indien die provisies aan het einde van het boekjaar hoger zijn dan de geschatte bedragen die gedekt moeten worden, wordt het overschot als krediet op de resultatenrekening geboekt.

De uitgaven inherent aan die provisies worden bij voorrang door opnemingen op bedoelde provisies gedekt.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997, met uitzondering van de artikelen 5 en 6, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2001.

Art. 9. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[2002/11498]

Wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet Intrekking van een erkenning

Bij ministerieel besluit van 2 december 2002, genomen in toepassing van artikel 106 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt de erkenning nr. 200.273 toegekend aan de S.A. Belgian Euro-Finance, Houba de Strooperlaan 790, te 1020 Brussel, ingetrokken voor een duur van twee weken.

Dit besluit treedt in werking de tiende dag volgend op zijn bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[2002/11498]

Loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation Retrait d'un agrément

Par arrêté ministériel du 2 décembre 2002 pris en application de l'article 106 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, l'agrément n° 200.273 accordé à la S.A. Belgian Euro-Finance, avenue Houba de Strooper 790, à 1020 Bruxelles, est retiré pour une durée de deux semaines.

Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[2002/16237]

Personeel. — Benoeming in vast verband

Bij koninklijk besluit van 13 november 2002 wordt Mevr. Weverbergh, Nadine, met ingang van 16 juli 2002 in vast verband benoemd tot adjunct-adviseur in het Frans taalkader bij de centrale diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[2002/16237]

Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 13 novembre 2002, Mme Weverbergh, Nadine, est nommée à titre définitif aux services centraux du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, en qualité de conseiller adjoint, à partir du 16 juillet 2002, dans le cadre linguistique français.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[C - 2002/15127]

12 JULI 2002. — Koninklijk besluit houdende afzetting van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer van de naamloze vennootschap van publiek recht « Belgische Technische Coöperatie » (BTC)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie », inzonderheid op artikel 24, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 2001 houdende benoeming van de heer A. Dalcq tot verantwoordelijke voor het dagelijks beheer van de BTC;

Gelet op het gemotiveerd advies van de raad van bestuur van de BTC van 1 juli 2002;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers, die de redenen van het hoger vermelde advies van de raad van bestuur bijtreden,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer A. Dalcq wordt door Ons afgezet als verantwoordelijke van het dagelijks beheer van de naamloze vennootschap van publiek recht « Belgische Technische Cooperatie » (BTC) bedoeld in artikel 24 van de wet van 21 december 1998, houdende oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie ».

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

[C - 2002/15127]

12 JUILLET 2002. — Arrêté royal portant révocation du délégué à la gestion journalière de la société anonyme de droit public « Coopération technique belge » (CTB)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge », notamment l'article 24, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 2001 portant nomination de M. A. Dalcq comme délégué à la gestion journalière de la CTB;

Vu l'avis motivé du conseil d'administration de la CTB du 1^{er} juillet 2002;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil et qui se rallient aux motifs de l'avis du conseil d'administration précité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. A. Dalcq est révoqué par Nous en tant que délégué à la gestion journalière de la société anonyme de droit public « Coopération technique belge » (CTB) visé à l'article 24 de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op heden.

Art. 3. Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
E. BOUTMANS

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

Art. 3. Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
E. BOUTMANS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2002/13370]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 november 2002 is de heer Taymans, Jacques, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-bediende bij de arbeidsrechtbank van Nijvel ter vervanging van de heer Meunier, Gérard, wiens mandaat hij zal voleindigen.

[2002/13371]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 november 2002 is de heer Smets, Georges, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-bediende bij de arbeidsrechtbank van Brussel ter vervanging van de heer De Boone, Georges, wiens mandaat hij zal voleindigen.

[2002/13373]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 18 november 2002 is aan de heer Delbrouck, Ulric, op zijn verzoek, ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank van Luik.

[2002/13372]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 18 november 2002 is aan de heer Hermans, Paul, die de leeftijdsgrens heeft bereikt op 23 november 2002, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever, bij het arbeidshof van Luik.

[2002/13423]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 november 2002 is aan de heer Fourez, Willy, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank van Doornik.

[2002/13419]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 november 2002 is aan de heer Magnette, Yves, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank van Brussel.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2002/13370]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 18 novembre 2002, M. Taymans, Jacques, est nommé juge social effectif au titre de travailleur, employé au tribunal du travail de Nivelles en remplacement de M. Meunier, Gérard, dont il achèvera le mandat.

[2002/13371]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 18 novembre 2002, M. Smets, Georges, est nommé juge social effectif au titre de travailleur-employé au tribunal du travail de Bruxelles en remplacement de M. De Boone, Georges, dont il achèvera le mandat.

[2002/13373]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 18 novembre 2002, démission de ses fonctions de juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Liège est accordée, à sa demande, à M. Delbrouck, Ulric.

[2002/13372]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 18 novembre 2002, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Liège est accordée à M. Hermans, Paul, qui atteindra la limite d'âge le 23 novembre 2002.

[2002/13423]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 21 novembre 2002, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur, ouvrier au tribunal du travail de Tournai est accordée, à sa demande, à M. Fourez, Willy.

[2002/13419]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 21 novembre 2002, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif, au titre d'employeur au tribunal du travail de Bruxelles, est accordée à sa demande, à M. Magnette, Yves.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2002/36515]

**Kabinet van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting,
Innovatie, Media en Ruimtelijke Ordening. — Ontslag en benoeming**

Bij besluit van de Vlaamse regering van 29 november 2002 wordt aan de heren Willy Borre en Dirk Brusselsaers met ingang van 1 december 2002 eervol ontslag verleend als raadgevers met de functie van adjunct-kabinetschef van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Innovatie, Media en Ruimtelijke Ordening.

Bij besluit van de Vlaamse regering van 29 november 2002 wordt de heer Dirk Brusselsaers, ingenieur bij het departement Leefmilieu en Infrastructuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, met ingang van 1 december 2002 benoemd tot raadgever met de functie van adjunct-kabinetschef van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Innovatie, Media en Ruimtelijke Ordening.

[C – 2002/36545]

Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen

**Wijziging van de samenstelling van de sectoriële commissies
welzijns- en gezondheidszorg en metaal- en technologische industrie**

Bij besluiten van de Vlaamse minister van Economie, Buitenlands Beleid, Buitenlandse Handel en Huisvesting van 22 november 2002 wordt :

— aan Mevr. Veerle Vermeulen, eervol ontslag verleend als effectief lid van de sectoriële commissie welzijns- en gezondheidszorg van de Serv;

— Mevr. Sonja Teughels, benoemd als effectief lid van deze commissie voor de resterende termijn van het mandaat van Mevr. Veerle Vermeulen, die zij vervangt;

— aan de heer Pol Fransen, eervol ontslag gegeven als effectief lid van de sectoriële commissie metaal- en technologische industrie van de Serv;

— de heer Eddy De Decker, benoemd als effectief lid van deze commissie voor de resterende termijn van het mandaat van de heer Pol Fransen, die hij vervangt;

— aan de heer Rudi Derycke, eervol ontslag gegeven als plaatsvervangend lid van deze commissie;

— de heer Wim Sebrechts, benoemd als plaatsvervangend lid van deze commissie voor de resterende termijn van het mandaat van de heer Rudi Derycke, die hij vervangt.

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C – 2002/36498]

26 JULI 2001. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het bijdragesysteem voor de gebruiker van gezinszorg

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Gelet op het decreet van 14 juli 1998 houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg, gewijzigd bij decreet van 18 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 18 december 1998 houdende erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 30 maart 1999, 8 juni 1999, 17 december 1999, 5 mei 2000, 30 maart 2001 en 10 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 1999 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 15 oktober 1999, 14 april 2000, 26 mei 2000, 10 mei 2001, 11 mei 2001, 18 mei 2001 en 13 juli 2001,

Besluit :

Artikel 1. De bijdrage die door de diensten voor gezinszorg per gepresteerd uur moet worden gevorderd van de gebruiker, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, A, 5°, van bijlage I bij het besluit van de Vlaamse regering van 18 december 1998 houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg, wordt vastgesteld overeenkomstig de schalen, gevoegd als bijlage I bij dit besluit.

Art. 2. De wijze waarop de diensten voor gezinszorg de schalen, vervat in bijlage I, moeten hanteren en de wijze waarop de bijdrage moet worden vastgesteld en geïnd, wordt bepaald in de handleiding, gevoegd als bijlage II bij dit besluit.

De handleiding, vervat in bijlage II, beschrijft eveneens hoe de middelen, de code en de eventuele lasten van de gebruiker worden bepaald, welke kortingen moeten worden toegepast en welke bewijsstukken ter staving van de bijdragebepaling aanwezig moeten zijn op de dienst voor gezinszorg.

Art. 3. De diensten voor gezinszorg bezorgen, jaarlijks vóór 1 juni, een volledig ingevuld en ondertekend registratieformulier inzake de gebruikersbijdrage in het voorafgaande jaar. Het hiertoe te gebruiken registratieformulier F99 is als bijlage III bij dit besluit gevoegd.

Art. 4. Vanaf 1 januari 2002 wordt bij iedere nieuwe gebruiker het gebruikersbijdragesysteem toegepast, dat in dit besluit bepaald is.

Tegen 1 juli 2002 wordt bij iedere gebruiker het gebruikersbijdragesysteem toegepast, dat in dit besluit bepaald is.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 5 mei 1999 tot vaststelling van de bijdragesysteem voor de gebruiker van gezinszorg wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Brussel, 26 juli 2001.

Mevr. M. VOGELS

Betreft : Bijlage I bij het ministerieel besluit van 26 juli 2001
tot vaststelling van het bijdragesysteem voor de gebruiker van een dienst voor gezinszorg

Deze bijlage stelt de bijdrageschaal vast die door de diensten voor gezinszorg aangewend wordt voor de berekening van de individuele gebruikersbijdrage.

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3
Code	Bijdrage per uur	Tot/van	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		248	273	323	372	410	445	475	506	537	560	589	615	641	663	673	699	725	751	776
2		323	348	397	447	484	519	550	581	611	634	664	690	715	738	749	768	790	812	830
3		372	397	447	496	533	579	612	645	678	703	732	754	774	794	809	828	848	868	888
4		459	484	533	583	620	662	695	728	761	785	812	833	853	873	888	908	928	947	967
5		533	558	608	657	695	736	769	802	835	860	887	908	928	947	962	982	1.002	1.022	1.042
6		608	633	682	732	769	810	843	876	909	934	961	982	1.002	1.022	1.037	1.057	1.076	1.096	1.116
7		682	707	757	806	843	885	918	951	984	1.009	1.035	1.057	1.076	1.096	1.111	1.131	1.151	1.171	1.190
8		757	781	831	881	918	959	992	1.025	1.058	1.083	1.110	1.131	1.151	1.171	1.185	1.205	1.225	1.245	1.265
9		831	856	905	955	992	1.033	1.066	1.099	1.133	1.157	1.184	1.205	1.225	1.245	1.260	1.280	1.299	1.319	1.339
10		905	930	980	1.029	1.066	1.108	1.141	1.174	1.207	1.232	1.259	1.280	1.299	1.319	1.334	1.354	1.374	1.394	1.413
11		980	1.004	1.054	1.104	1.141	1.182	1.215	1.248	1.281	1.306	1.333	1.354	1.374	1.394	1.409	1.428	1.448	1.468	1.488
12		1.054	1.079	1.128	1.178	1.215	1.256	1.290	1.323	1.356	1.380	1.407	1.428	1.448	1.468	1.483	1.503	1.523	1.542	1.562
13		1.128	1.153	1.203	1.252	1.290	1.331	1.364	1.397	1.430	1.455	1.482	1.503	1.523	1.542	1.557	1.577	1.597	1.617	1.637
14		1.203	1.228	1.277	1.327	1.364	1.405	1.438	1.471	1.504	1.529	1.556	1.577	1.597	1.617	1.632	1.651	1.671	1.691	1.711

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		2,4	2,5	2,6	2,7	2,8	2,9	3,0	3,1	3,2	3,3	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	3,9	4,0	4,1	4,2
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		794	811	828	846	863	880	893	911	928	945	963	976	993	1.011	1.028	1.045	1.058	1.076	1.093
2		843	861	878	896	913	931	944	961	979	996	1.014	1.027	1.044	1.062	1.079	1.096	1.110	1.127	1.144
3		903	923	942	959	975	992	1.003	1.017	1.031	1.045	1.059	1.070	1.084	1.101	1.122	1.147	1.166	1.190	1.215
4		982	1.002	1.021	1.037	1.054	1.070	1.081	1.095	1.109	1.123	1.137	1.148	1.162	1.180	1.203	1.228	1.246	1.271	1.296
5		1.057	1.076	1.095	1.112	1.128	1.144	1.155	1.169	1.183	1.197	1.212	1.222	1.236	1.255	1.277	1.302	1.321	1.345	1.370
6		1.131	1.151	1.170	1.186	1.203	1.219	1.229	1.244	1.258	1.272	1.286	1.297	1.311	1.329	1.352	1.376	1.395	1.420	1.444
7		1.205	1.225	1.244	1.261	1.277	1.293	1.304	1.318	1.332	1.346	1.360	1.371	1.385	1.404	1.426	1.451	1.469	1.494	1.519
8		1.280	1.299	1.318	1.335	1.351	1.367	1.378	1.392	1.406	1.421	1.435	1.445	1.460	1.478	1.500	1.525	1.544	1.568	1.593
9		1.354	1.374	1.393	1.409	1.426	1.442	1.452	1.467	1.481	1.495	1.509	1.520	1.534	1.552	1.575	1.599	1.618	1.643	1.668
10		1.428	1.448	1.467	1.484	1.500	1.516	1.527	1.541	1.555	1.569	1.583	1.594	1.608	1.627	1.649	1.674	1.692	1.717	1.742
11		1.503	1.523	1.542	1.558	1.575	1.591	1.601	1.615	1.630	1.644	1.658	1.668	1.683	1.701	1.723	1.748	1.767	1.792	1.816
12		1.577	1.597	1.616	1.632	1.649	1.665	1.676	1.690	1.704	1.718	1.732	1.743	1.757	1.775	1.798	1.823	1.841	1.866	1.891
13		1.651	1.671	1.690	1.707	1.723	1.739	1.750	1.764	1.778	1.792	1.807	1.817	1.831	1.850	1.872	1.897	1.915	1.940	1.965
14		1.726	1.746	1.765	1.781	1.798	1.814	1.824	1.838	1.853	1.867	1.881	1.892	1.906	1.924	1.946	1.971	1.990	2.015	2.039

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,8	4,9	5,0	5,1	5,2	5,3	5,4	5,5	5,6	5,7	5,8	5,9	6,0	6,1
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		1.110	1.128	1.141	1.158	1.175	1.193	1.210	1.227	1.240	1.258	1.275	1.293	1.310	1.323	1.340	1.358	1.375	1.392	1.405
2		1.162	1.179	1.192	1.210	1.227	1.245	1.262	1.280	1.293	1.310	1.328	1.345	1.363	1.376	1.393	1.411	1.428	1.445	1.459
3		1.240	1.265	1.283	1.308	1.333	1.358	1.383	1.407	1.426	1.451	1.475	1.500	1.525	1.544	1.568	1.593	1.618	1.643	1.661
4		1.321	1.345	1.364	1.389	1.413	1.438	1.463	1.488	1.506	1.531	1.556	1.581	1.606	1.624	1.649	1.674	1.699	1.723	1.742
5		1.395	1.420	1.438	1.463	1.488	1.513	1.537	1.562	1.581	1.606	1.630	1.655	1.680	1.699	1.723	1.748	1.773	1.798	1.816
6		1.469	1.494	1.513	1.537	1.562	1.587	1.612	1.637	1.655	1.680	1.705	1.730	1.754	1.773	1.798	1.823	1.847	1.872	1.891
7		1.544	1.568	1.587	1.612	1.637	1.661	1.686	1.711	1.730	1.754	1.779	1.804	1.829	1.847	1.872	1.897	1.922	1.946	1.965
8		1.618	1.643	1.661	1.686	1.711	1.736	1.761	1.785	1.804	1.829	1.854	1.878	1.903	1.922	1.946	1.971	1.996	2.021	2.039
9		1.692	1.717	1.736	1.761	1.785	1.810	1.835	1.860	1.878	1.903	1.928	1.953	1.977	1.996	2.021	2.046	2.070	2.095	2.114
10		1.767	1.792	1.810	1.835	1.860	1.884	1.909	1.934	1.953	1.977	2.002	2.027	2.052	2.070	2.095	2.120	2.145	2.170	2.188
11		1.841	1.866	1.884	1.909	1.934	1.959	1.984	2.008	2.027	2.052	2.077	2.101	2.126	2.145	2.170	2.194	2.219	2.244	2.263
12		1.915	1.940	1.959	1.984	2.008	2.033	2.058	2.083	2.101	2.126	2.151	2.176	2.201	2.194	2.219	2.244	2.269	2.318	2.337
13		1.990	2.015	2.033	2.058	2.083	2.108	2.132	2.157	2.176	2.201	2.225	2.250	2.275	2.294	2.318	2.343	2.368	2.393	2.411
14		2.064	2.089	2.108	2.132	2.157	2.182	2.207	2.232	2.250	2.275	2.300	2.325	2.349	2.368	2.393	2.417	2.442	2.467	2.486

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		6,2	6,3	6,4	6,5	6,6	6,7	6,8	6,9	7,0	7,1	7,2	7,3	7,4	7,5	7,6	7,7
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		1.423	1.440	1.457	1.475	1.492	1.505	1.522	1.540	1.557	1.574	1.592	1.609	1.627	1.644	1.661	1.679
2		1.476	1.493	1.511	1.528	1.546	1.559	1.576	1.594	1.611	1.629	1.646	1.664	1.681	1.699	1.716	1.733
3		1.686	1.711	1.736	1.761	1.785	1.804	1.829	1.854	1.878	1.903	1.928	1.953	1.977	2.002	2.027	2.052
4		1.767	1.792	1.816	1.841	1.866	1.884	1.909	1.934	1.959	1.984	2.008	2.033	2.058	2.083	2.108	2.132
5		1.841	1.866	1.891	1.915	1.940	1.959	1.984	2.008	2.033	2.058	2.083	2.108	2.132	2.157	2.182	2.207
6		1.915	1.940	1.965	1.990	2.015	2.033	2.058	2.083	2.108	2.132	2.157	2.182	2.207	2.232	2.256	2.281
7		1.990	2.015	2.039	2.064	2.089	2.108	2.132	2.157	2.182	2.207	2.232	2.256	2.281	2.306	2.331	2.355
8		2.064	2.089	2.114	2.139	2.163	2.182	2.207	2.232	2.256	2.281	2.306	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430
9		2.139	2.163	2.188	2.213	2.238	2.256	2.281	2.306	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504
10		2.213	2.238	2.263	2.287	2.312	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579
11		2.287	2.312	2.337	2.362	2.386	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653
12		2.362	2.386	2.411	2.436	2.461	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727
13		2.436	2.461	2.486	2.510	2.535	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802
14		2.510	2.535	2.560	2.585	2.610	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		7,8	7,9	8,0	8,1	8,2	8,3	8,4	8,5	8,6	8,7	8,8	8,9	9,0	9,1	9,2	9,3
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		1.696	1.713	1.731	1.748	1.765	1.783	1.800	1.817	1.835	1.852	1.869	1.887	1.904	1.922	1.939	1.956
2		1.751	1.768	1.786	1.803	1.821	1.838	1.856	1.873	1.890	1.908	1.925	1.943	1.960	1.978	1.995	2.013
3		2.077	2.101	2.126	2.151	2.176	2.201	2.225	2.250	2.275	2.300	2.325	2.349	2.374	2.399	2.424	2.448
4		2.157	2.182	2.207	2.232	2.256	2.281	2.306	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529
5		2.232	2.256	2.281	2.306	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603
6		2.306	2.331	2.355	2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678
7		2.380	2.405	2.430	2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752
8		2.455	2.479	2.504	2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826
9		2.529	2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901
10		2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975
11		2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050
12		2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124
13		2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198
14		2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		9,4	9,5	9,6	9,7	9,8	9,9	10,0	10,1	10,2	10,3	10,4	10,5	10,6	10,7	10,8	10,9
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		1.974	1.991	2.008	2.026	2.043	2.060	2.078	2.095	2.112	2.130	2.147	2.164	2.182	2.199	2.217	2.234
2		2.030	2.048	2.065	2.082	2.100	2.117	2.135	2.152	2.170	2.187	2.205	2.222	2.240	2.257	2.274	2.292
3		2.473	2.498	2.523	2.548	2.572	2.597	2.622	2.647	2.672	2.696	2.721	2.746	2.771	2.795	2.820	2.845
4		2.554	2.579	2.603	2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926
5		2.628	2.653	2.678	2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000
6		2.703	2.727	2.752	2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074
7		2.777	2.802	2.826	2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149
8		2.851	2.876	2.901	2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223
9		2.926	2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297
10		3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372
11		3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446
12		3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521
13		3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595
14		3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		11,0	11,1	11,2	11,3	11,4	11,5	11,6	11,7	11,8	11,9	12,0	12,1	12,2	12,3	12,4	12,5
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		2.251	2.269	2.286	2.303	2.321	2.338	2.355	2.373	2.390	2.407	2.425	2.442	2.459	2.477	2.494	2.512
2		2.309	2.327	2.344	2.362	2.379	2.397	2.414	2.431	2.449	2.466	2.484	2.501	2.519	2.536	2.554	2.571
3		2.870	2.895	2.919	2.944	2.969	2.994	3.019	3.043	3.068	3.093	3.118	3.143	3.167	3.192	3.217	3.242
4		2.950	2.975	3.000	3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322
5		3.025	3.050	3.074	3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397
6		3.099	3.124	3.149	3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471
7		3.174	3.198	3.223	3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545
8		3.248	3.273	3.297	3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620
9		3.322	3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694
10		3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768
11		3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843
12		3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917
13		3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992
14		3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992	4.016	4.041	4.066

BIJDRAGENSCHAAL GEZINSZORG
Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 juni 2001

		12,6	12,7	12,8	12,9	13,0	13,1	13,2	13,3	13,4	13,5	13,6	13,7	13,8	13,9	14,0
Code	Bijdrage per uur	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf	Vanaf
1		2.529	2.546	2.564	2.581	2.598	2.616	2.633	2.650	2.668	2.685	2.702	2.720	2.737	2.754	2.772
2		2.589	2.606	2.623	2.641	2.658	2.676	2.693	2.711	2.728	2.746	2.763	2.781	2.798	2.815	2.833
3		3.266	3.291	3.316	3.341	3.366	3.390	3.415	3.440	3.465	3.490	3.514	3.539	3.564	3.589	3.614
4		3.347	3.372	3.397	3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694
5		3.421	3.446	3.471	3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768
6		3.496	3.521	3.545	3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843
7		3.570	3.595	3.620	3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917
8		3.645	3.669	3.694	3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992
9		3.719	3.744	3.768	3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992	4.016	4.041	4.066
10		3.793	3.818	3.843	3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992	4.016	4.041	4.066	4.091	4.116	4.140
11		3.868	3.892	3.917	3.942	3.967	3.992	4.016	4.041	4.066	4.091	4.116	4.140	4.165	4.190	4.215
12		3.942	3.967	3.992	4.016	4.041	4.066	4.091	4.116	4.140	4.165	4.190	4.215	4.239	4.264	4.289
13		4.016	4.041	4.066	4.091	4.116	4.140	4.165	4.190	4.215	4.239	4.264	4.289	4.314	4.339	4.363
14		4.091	4.116	4.140	4.165	4.190	4.215	4.239	4.264	4.289	4.314	4.339	4.363	4.388	4.413	4.438

Betreft : Bijlage II bij het ministerieel besluit van 26 juli 2001
tot vaststelling van het bijdragesysteem voor de gebruiker van een dienst voor gezinszorg

Deze handleiding legt de modaliteiten vast met betrekking tot het vaststellen van de middelen en de lasten, het netto inkomen van de gebruiker van gezinszorg, het toekennen en toepassen van de gebruikerscodes, de bijdrageschaal, de verplichte kortingen, de facultatieve toeslagen, afwijkingen, het bepalen en innen van die bijdrage en de bewijsvoering hierover aan de administratie.

I. De bijdrage

Aan de gebruiker van gezinszorg wordt een bijdrage gevraagd die overeenstemt met de middelen, de lasten en de zorgbehoefte van de gebruiker volgens de schalen zoals bepaald in bijlage I.

Bij het vaststellen van de bijdrage worden vijf parameters gehanteerd :

- 1. de middelen en de lasten van de gebruiker** die toelaten om het maandelijkse netto-inkomen te bepalen;
- 2. de gezinssamenstelling** die resulteert in de bepaling van een code;

Nadat deze twee parameters zijn vastgesteld kan, gebruik makend van de schalen, de basisbijdrage worden bepaald.

3. de BEL-score van de gebruiker van de gezinszorg. Indien de BEL-score gelijk is aan of hoger dan 35 moet een korting van 0,65 euro per uur worden toegepast en dit vanaf het eerste uur van de hulp- en dienstverlening;

4. de duur van de hulp- en dienstverlening. Vanaf één jaar ononderbroken hulpverlening moet een korting van 0,25 euro per uur worden toegepast. De termijn van één jaar start bij de vaststelling van een Bel-profiel van gelijk of hoger dan 35. Indien de hulpverlening minder dan 13 weken wordt onderbroken, loopt de termijn van één jaar door. Indien de hulpverlening 13 weken of meer wordt onderbroken, start een nieuwe termijn van één jaar.

5. de intensiteit van de hulp- en dienstverlening. Indien het aantal effectief gepresteerde uren gezinszorg 60 uur of meer per maand bedraagt moet een korting van 0,35 euro per uur worden toegepast.

De kortingen omwille van de duur (I.4) en intensiteit (I.5) kunnen enkel worden toegepast, en in voorkomend geval worden gecumuleerd, indien de BEL-score gelijk is aan of hoger dan 35 (I.3). Gebruikers met een BEL-score lager dan 35 kunnen dus niet genieten van de verplichte kortingen.

Van de bijdrageschalen kan enkel afgeweken worden op basis van een gemotiveerd verslag, opgesteld door het begeleidend personeelslid en goedgekeurd door het leidinggevend personeelslid van de dienst voor gezinszorg.

Deze verslagen zijn onderworpen aan de controle van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn. Voor deze controle moeten de nodige stukken, ter staving van de berekening, in de zetel van de dienst of afdeling van de dienst voor gezinszorg beschikbaar zijn voor de inspectie.

II. Middelen van de gebruiker :

Men moet rekening houden met alle inkomsten :

- van de alleenstaande en alleenwonende persoon;
- van twee of meer personen van dezelfde generatie die een huishouden vormen.

Wanneer personen van verschillende generaties in dezelfde woning verblijven en er gemeenschappelijk leven, moeten enkel de inkomsten in aanmerking genomen worden van de generatie waartoe de persoon waarvoor de gezinszorg wordt ingeroepen behoort, met andere woorden de persoon met de hoogste BEL-profiel van de inkomsten van de andere generaties moet geen rekening gehouden worden.

Onder inkomsten dienen te worden verstaan :

a. Beroepsinkomsten :
voor loontrekkenden :

1. het gemiddelde netto maandinkomen over de laatste drie maanden, vermeerderd of verminderd met de terug- of bijbetalingen van de personenbelasting. Hiervan moet het laatst gekende bedrag, gedeeld door twaalf, in aanmerking worden genomen en bij het gemiddeld maandinkomen worden gevoegd of ervan worden afgetrokken.

OF :

2. het belastbaar inkomen vermeld op de laatste belastingbrief, verminderd met de onroerende voorheffing en bedrijfsvoorheffing en vermeerderd of verminderd met de terug- of bijbetaling van de personenbelasting, gedeeld door 12.

voor zelfstandigen :

het netto inkomen, bekomen door het bruto belastbaar inkomen vermeld op het aanslagbiljet van de personenbelasting, te verminderen met de onroerende voorheffing, bedrijfsvoorheffing, voorafbetalingen en bijbetalingen, en te vermeerderen met de terugbetalingen. Dit eindbedrag wordt vermeerderd met 25 % en gedeeld door twaalf.

Indien de financiële situatie van de gebruiker een sterke wijziging ondergaat (werkloosheid, faillissement, scheiding...) moet de bijdrage aangepast worden aan de veranderde situatie. In dergelijke gevallen kan men zich baseren op het inkomen van de laatste maand.

In geval van gecombineerde inkomstenbronnen (vb. bediende met bijberoep als zelfstandige) dient ook een gecombineerde berekeningswijze te worden uitgevoerd.

b. Roerende inkomsten :

Intresten van belegde kapitalen, aandelen, obligaties en dergelijke, over een heel jaar geteld en gedeeld door 12.

c. De inkomsten uit onroerende goederen :

Deze inkomsten zijn opgenomen in de berekening van de personenbelasting.

Indien de berekening gebeurt op basis van het netto maandinkomen, geldt volgende regeling :

Het totale geïndexeerde kadastraal inkomen van alle onroerende goederen, uitgezonderd dat van de eigen woning, wordt gedeeld door 12 en gevoegd bij het inkomen bepaald onder II, a.

Uitzonderingen :

- het kadastraal inkomen van de eigen woning moet wel in aanmerking genomen worden bij gedeeltelijke verhuring van die eigen woning. In dit geval houdt men rekening met bijvoorbeeld 1/2, 1/3 of een andere verdeling van het kadastraal inkomen, volgens het verhuurde gedeelte;

— indien de eigen woning verhuurd wordt, en men huurt een andere woning, houdt men rekening met het verschil van het kadastraal inkomen tussen beide woningen, in zoverre dit van de eigen woning hoger is.

d. Sociale uitkeringen :

Alle vervangingsinkomens en sociale tegemoetkomingen dienen in rekening te worden gebracht, zonder enige uitzondering. (vb. : ziekte-, werkloosheids- en invaliditeitsvergoedingen, ouderdoms- of overlevingspensioenen en renten, gewaarborgd inkomen, bestaansminimum, tegemoetkomingen voor mindervaliden, oorlogspensioenen en inkomsten van frontstrepes, tegemoetkomingen voor hulp aan bejaarden, integratietegemoetkoming, tegemoetkoming voor hulp aan derden plus alle andere mogelijke bestaande en toekomstige uitkeringen). Ook hier wordt het gemiddelde genomen van de laatste drie maanden.

In geval van ziekte- of werkloosheidsuitkeringen, wordt het dagbedrag vermenigvuldigd met 26.

e. Andere inkomens :

Bijvoorbeeld : ongevallenvergoeding, renten van levensverzekeringen, lijfrenten e.d. (niet limitatieve lijst) : al deze inkomsten moeten worden meegerekend.

Onderhoudsgelden moeten voor de ontvangende partij opgeteld worden bij het inkomen. Voor de betalende partij wordt het niet als inkomen beschouwd en moet het afgetrokken worden van het netto maandinkomen.

f. Komen niet in aanmerking als inkomen :

- ° de wettelijke gezinsbijslagen;
- ° de studiebeurzen;
- ° de toelagen voor het bijhouden van pleegkinderen;
- ° mantelzorg - en thuiszorgpremies en/of -toelagen, toegekend door lokale en/of provinciale overheden, ziekenfondsen en de Vlaamse gemeenschapscommissie

III. Lasten van de gebruiker

Voor het bepalen van de bijdrage via de gebruikersbijdrageschaal kunnen facultatief bepaalde lasten in mindering van het inkomen worden gebracht. Deze facultatieve lasten worden beperkt tot uitzonderlijke medische en farmaceutische onkosten die gedurende de periode dat gezinszorg wordt verleend, op een abnormale wijze het gezinsbudget belasten. Het gaat hier m.a.w. over hospitalisatie-, dokters- en apothekersonkosten en onkosten voor speciale toestellen en uitrustingen voor mindervaliden, voorzover deze niet terugbetaald worden door het ziekenfonds, een verzekeringsmaatschappij of het Vlaams fonds voor de Integratie van de personen met een handicap.

Het uitzonderlijke karakter van al deze lasten wordt beoordeeld door het begeleidend personeel in functie van de specifieke omstandigheden en van hun betrekkelijke belangrijkheid ten opzichte van de inkomsten en de samenstelling van het gezin. Deze gedocumenteerde beoordeling berust in het gebruikersdossier.

Enmalige grote kosten (bv. hospitalisatiekosten) moeten gespreid over één jaar ingebracht worden.

Er mag geen rekening worden gehouden met het aankopen van kleine hoeveelheden geneesmiddelen of farmaceutische producten die in ieder gezin steeds voorhanden zijn, noch met occasionele doktersbezoeken.

Geen enkele andere kost of last mag worden beschouwd als aftrekbaar in de zin zoals hier wordt bedoeld. Dergelijke situaties kunnen als uitzonderingen worden behandeld via een afwijking op de bijdrage (zie V. Bepaling van de bijdrage – stap 5).

IV. Codebepaling

Voor het toekennen van een gezinscode op de codeschaal wordt uitgegaan van de feitelijke toestand op het moment van de aanvraag. Deze gezinscode wordt bekomen door het optellen van een aantal scores bij een basiscode :

0 basiscode = 1

Enkel voor iemand die alleenstaande is en alleen woont.

1 basiscode = 2

Alle andere gevallen.

2 bijkomende codepunten :

Bij de basiscode vermeld onder a. en b. wordt per persoon en per omschrijving waaraan wordt beantwoord een punt bijgeteld, uitgezonderd in het geval van bejaarde(n) die samen wonen met een andere generatie en waar, voor de bijdrageberekening, het inkomen van deze bejaarde(n) in rekening wordt genomen. In dit geval zijn bijkomende codepunten enkel mogelijk wanneer de bejaarde(n) een invaliditeitspercentage heeft (hebben) van minstens 65 % :

° personen (kinderen en volwassenen) die in dezelfde woning verblijven en er gemeenschappelijk leven en die over geen eigen inkomsten beschikken, uitgezonderd de partner van de persoon voor wie de hulp wordt ingeroepen;

° kinderen, geplaatst in een instelling of op internaat, indien de ouders instaan voor de financiële vergoeding van dat verblijf;

° het nog ongeboort kind of ongeboort kinderen vanaf de zesde maand zwangerschap;

° de personen met een invaliditeitspercentage of een arbeidsongeschiktheid van minstens 65 %.

Uitgezonderd : in het geval van bejaarde(n) die samen wonen met een andere generatie en waar, voor de bijdrageberekening, het inkomen van deze bejaarde(n) in rekening wordt genomen. In dit geval zijn bijkomende codepunten enkel mogelijk wanneer de bejaarde(n) een invaliditeitspercentage heeft (hebben) van minstens 65 %.

V. Bepaling en herziening van de bijdrage

1. Bepaling :

De berekeningswijze wordt stapsgewijs vastgesteld :

STAP 1 :

De middelen worden vastgesteld, zoals toegelicht in hoofdstuk II. Hiervan worden facultatief de vastgestelde lasten afgetrokken (zie hoofdstuk III). Men bekomt aldus het netto inkomen waarop de bijdrage zal worden berekend.

STAP 2 :

Uitgaande van de gezinssamenstelling wordt de code bepaald.

(hoofdstuk IV)

Op de bijdrageschaal (zie bijlage I bij het ministerieel besluit) wordt naast deze code het netto inkomen opgezocht. De basisbijdrage kan dan boven aan de schaal worden afgelezen.

Indien de basisbijdrage niet rechtstreeks van de schaal kan worden afgelezen omdat het inkomen te hoog is, moet men de schaal extrapoleren. De opbouw van de schaal wordt dan verder doorgetrokken tot maximaal de kostprijs van een uur gezinszorg.

STAP 3 :

Uit de stappen 1 en 2 resulteert de basisbijdrage per uur. Deze basisbijdrage moet als zodanig bij de gebruiker bekend zijn en op de factuur vermeld staan.

Op het resultaat van stap 1 tot en met 2 kan door de dienst voor gezinszorg facultatief een toeslag van 5 % worden toegepast indien de dienst in functie van de zorg op maat wijkwerking organiseert. De facultatieve wijkwerkingstoelage komt bovenop de basisbijdrage zoals vastgesteld in stap 1 en 2 en wordt ook op de factuur van de gebruiker vermeld. Deze toeslag wordt toegepast op elk gepresteerd uur.

De diensten voor gezinszorg die de toeslag voor wijkwerking toepassen, passen deze toe voor alle gebruikers die woonachtig zijn in de regio's waar de dienst voor gezinszorg wijkwerking organiseert. De dienst voor gezinszorg kan niet per individuele gebruiker beslissen of de toeslag al dan niet aangerekend wordt.

In het kader van de toepassing van deze wijkwerkingstoelage beschikt elke dienst voor gezinszorg over een formele beslissing van het leidinggevend personeel, waarin wordt bepaald dat de toeslag al dan niet wordt aangerekend. Deze beslissing omvat een opsomming van de gemeenten waarvoor ze geldt.

STAP 4 :

Uit de stappen 1, 2 en 3 resulteert een bijdrage waarop de diensten voor gezinszorg facultatief, individueel en omstandig gemotiveerd afwijkingen van de bijdrageschaal mogen toepassen. Dit kunnen zowel verhogingen als verlagingen zijn. De beslissing hieromtrent behoort tot de verantwoordelijkheid van de dienst.

Het begeleidend personeelslid beoordeelt, in functie van de globale sociale en financiële situatie van het gezin, of een afwijking opportuun is en rechtvaardigt deze in een gemotiveerd verslag. Afwijking van de bijdrageschaal is slechts mogelijk na formele goedkeuring door het leidinggevend personeelslid van de dienst voor gezinszorg van het door het begeleidend personeelslid opgemaakte voorstel.

De motivatie voor en de goedkeuring van de afwijking, evenals alle bewijsstukken ter staving, worden door de dienst in het persoonlijk dossier van de gebruiker bewaard.

Afwijkingen zijn slechts geldig voor de duur van één jaar, en moeten jaarlijks herzien, gemotiveerd en goedgekeurd worden.

Het totaal aantal toegekende afwijkingen is begrensd tot 20 % van het totaal aantal geholpen gebruikers van een dienst op een bepaald moment, m.a.w. voor maximaal 20 gebruikers op 100 kan een afwijking worden toegestaan, zonder voorafgaand akkoord van de bevoegde minister.

Het totaal aantal afwijkingen (max. 20 % van de geholpen gebruikers) omvat zowel de bestaande (en jaarlijks te herziene) afwijkingen als de nieuwe aanvragen.

Indien blijkt dat deze 20 %-norm onvoldoende is, moet aan de bevoegde minister toelating worden gevraagd om deze te overschrijden. Dit gebeurt door middel van een schriftelijke vraag waarin de motivatie tot overschrijding wordt geformuleerd.

Het al dan niet toestaan van een afwijking op de norm van 20 % door de bevoegde minister zal gebaseerd zijn op de beoordelingen van de inspectie.

Uitzondering :

De diensten voor gezinszorg mogen echter geen afwijkingen toepassen die een verhoging van de basisbijdrage per uur tot gevolg hebben bij die gebruikers die recht hebben op één of meerdere verplichte kortingen (zie stap 6)

STAP 5 :

Op de vastgestelde bijdrage (stap 1 tot en met 4) kunnen door de diensten voor gezinszorg facultatieve toeslagen worden toegepast in het kader van het verlenen van hulp- en dienstverlening op onregelmatige uren.

Het betreft 30% (voor prestaties verleend op zaterdag en prestaties tussen 20 uur en 7 uur) of 60 % (voor prestaties verleend op zon- en feestdagen); deze percentages kunnen niet worden gecumuleerd.

De diensten voor gezinszorg die de toeslag voor onregelmatige prestaties toepassen, passen deze toe voor alle gebruikers. De dienst voor gezinszorg kan niet per individuele gebruiker beslissen of de toeslag al dan niet aangerekend wordt.

In het kader van de toepassing van deze toeslag voor onregelmatige prestaties beschikt elke dienst voor gezinszorg over een formele beslissing van het leidinggevend personeel, waarin wordt bepaald dat de toeslag al dan niet wordt aangerekend.

STAP 6 :

Op de aldus bekomen bijdrage worden de verplichte kortingen toegepast.

Deze kortingen bedragen :

- 0,65 euro per uur indien de cliënt een Bel-profielscore heeft die gelijk is of meer dan 35, en dit vanaf het eerste uur van de hulp- en dienstverlening;

- 0,25 euro per uur indien de hulpverlening langer dan één jaar duurt (te berekenen vanaf dag 366) (zie ook bepalingen in dit verband op pagina 2);

- 0,35 euro per uur indien 60 uur en meer hulp per maand effectief wordt verleend.

De Bel-score fungeert als instap voor de beide andere kortingen. Met andere woorden : pas vanaf een Bel-score gelijk of meer dan 35 wordt korting toegestaan, minimaal 0,65 euro, eventueel gecombineerd met één van de andere kortingen of beide.

Volgende kortingen zijn dus mogelijk :

- 0,65 euro per uur (Bel-profiel = 35);
- 0,90 euro per uur (Bel-profiel = 35 + langer dan één jaar hulp);
- 1,00 euro per uur (Bel-profiel = 35 + 60 uur en meer hulp);
- 1,25 euro per uur (Bel-profiel = 35 + 60 uur hulp en meer + langer dan één jaar).

De kortingen worden in mindering gebracht van de volgens stap 1 tot en met 5 vastgestelde bijdrage (basisbijdrage + eventuele toeslag voor wijkwerking en eventuele afwijkingen en eventuele toeslag voor onregelmatige prestaties).

Het resultaat hiervan kan echter nooit minder bedragen dan 0,5 euro per uur, de minimumbijdrage.

2 Herziening :

Voor elk dossier dient jaarlijks minimaal één herziening te gebeuren van de gebruikersbijdrage, en desgevallend van de afwijking.

3 Overgangsmaatregelen :

Voor alle nieuwe hulpaanvragen moet vanaf 1 januari 2002 het nieuwe gebruikersbijdragesysteem onmiddellijk worden toegepast.

Voor de bestaande hulpverleningssituaties geldt een overgangsperiode tot 1 juli 2002, waarbij de bestaande bijdragen kunnen omgerekend worden naar euro. Tegen 1 juli 2002 moet iedere bijdragebepaling conform het nieuwe systeem geschieden.

VI. Het innen van de bijdrage

De gebruikersbijdragen kunnen enkel door de diensten voor gezinszorg bij de gebruikers worden geïnd. In geen enkel geval mag het verzorgend personeel, noch enige derde, vreemd aan de dienst als tussenpersoon optreden inzake financiële regelingen tussen de diensten en het betrokken gezin. Uitzonderingen zijn mogelijk in het kader van budgetbegeleiding of budgettaire problemen van de gebruiker. Deze uitzonderingen kunnen enkel worden toegestaan indien hiertoe in het gebruikersdossier een gemotiveerde beslissing van het leidinggevend personeel te vinden is.

De geldende reglementering voorziet enkel de betaling van de tussenkomst volgens de opgelegde schaal, toegepast conform deze handleiding.

Het vorderen van een bijkomende tussenkomst is strijdig met de reglementering. Het is dus uitdrukkelijk verboden bovenop de gebruikersbijdrage nog administratiekosten of dossierkosten te factureren. Bij het overtreden van deze bepalingen stelt de dienst zich bloot aan sancties.

Wel kunnen in het kader van de hulpverlening gemaakte kosten (vb. verplaatsingskosten van de verzorgende bij boodschappen) worden aangerekend als onkostenvergoeding. Ook hier geldt het verbod van financiële regelingen tussen gebruiker en verzorgende.

Voor de vaststelling van de verjaringstermijn betreffende de inning van de gebruikersbijdrage gelden de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek, nl. de vijfjarige termijn.

Bij niet betaling van de factuur binnen de 30 kalenderdagen kan de dienst voor gezinszorg verwijlrenten aanrekenen.

VII. Nodige bewijsstukken

Heel het bijdragesysteem is gebaseerd op twee belangrijke pijlers : de gezinssamenstelling en de gezinsinkomsten.

Ter staving moeten de hierna genoemde bewijsstukken in het dossier berusten in de zetel of de afdeling van de dienst.

a. de gezinssamenstelling

Er wordt uitgegaan van de feitelijke situatie op het moment van de aanvraag. De beschrijving van deze feitelijke situatie moet in het gebruikersdossier worden bijgehouden. Dit kan bij middel van formele stukken, zoals een uittreksel uit het bevolkingsregister en/of een bewijs van woonst of bij middel van een door beide partijen ondertekende verklaring in dit verband.

b. de middelen

Alle stukken ter staving van de inkomstenberekening, bijvoorbeeld een pensioenstrookje, een uittreksel uit de individuele rekening, het aanslagbiljet van de belastingen

Indien de gebruiker deze bewijsstukken niet uit handen wil geven, volstaat het een kopie te nemen van deze stukken.

Indien de gebruiker weigert de inkomsten kenbaar te maken, dan mag de maximale bijdrage gevorderd worden.

Als er in het dossier geen bewijsstukken zitten omtrent de inkomsten, moet er in elk geval een verklaring zijn van het begeleidend personeelslid, goedgekeurd door het leidinggevend personeel, die verduidelijkt waarop men zich gebaseerd heeft om het inkomen te bepalen.

Een bijdragebepaling zonder bewijsstukken wordt als afwijking beschouwd en speelt dan ook mee voor het al dan niet overschrijden van de 20 %-norm.

c. de lasten

De afgetrokken medische en farmaceutische kosten moeten gedetailleerd worden gerechtvaardigd door facturen, attesten, enz., die in het dossier berusten. In het gebruikersdossier dient het abnormale karakter van deze kosten bevestigd te zijn bij middel van een aantoonbare gemotiveerde beslissing van het leidinggevend personeel.

d. personen met een invaliditeit of arbeidsongeschiktheid van ten minste 65 %

Om de codevermeerdering voor deze personen te rechtvaardigen, dient in het dossier een officieel attest aanwezig te zijn.

Het bewijs van de handicap is slechts geldig voor de periode die op het attest is vermeld. Indien in het dossier een kopie van het aanslagbiljet berust, waarop de personen vermeld staan voor wie deze belastingaftrek toegestaan wordt, dan wordt dit ook aanvaard als verantwoording van een codevermeerdering.

Voor een blijvende handicap, moet in beginsel slechts éénmaal een attest worden voorgelegd. Zolang de invaliditeitsgraad niet is vastgesteld, kan de betreffende persoon niet in aanmerking genomen worden voor een codevermeerdering.

e. de zorgbehoefendheid :

Elk gebruikersdossier bevat een ingevulde Bel-profielscore.

VIII. Documenten en formulieren

Volgende documenten dienen in het kader van de controle op de toepassing van gebruikersbijdrageschaal, in de dienst ter beschikking te zijn van de inspectie :

1. het verslag van het sociaal onderzoek (F 51);
2. de bewijsstukken bedoeld onder VII;
3. de verslagen betreffende de afwijkingen, zoals bedoeld onder V, a, stap 5;
4. de beslissingen van het leidinggevend personeel met betrekking tot het al dan niet toepassen van de facultatieve toeslagen voor wijkwerking en voor onregelmatige prestaties.
5. de aanvraag tot overschrijding van de 20 % limiet, alsmede de motivatie en de registratie hieromtrent. Bij elke inspectie moet het mogelijk zijn dit percentage onmiddellijk ter beschikking te krijgen;
6. registratieformulieren F99 van het voorgaande jaar.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 26 juli 2001 inzake de vaststelling van de gebruikersbijlagen in de gezinszorg.

Brussel, de 26 juli 2001.

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. M. VOGELS

Bijlage III. bij het ministerieel besluit
van 26 juli 2001 tot vaststelling van het bijdragesysteem voor de gebruiker van een dienst voor gezinszorg

Deze bijlage stelt het registratiedocument vast dat door de diensten voor gezinszorg moet worden gebruikt, ingevuld en ingediend.

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Afdeling Welzijnszorg
Markiesstraat 1, te 1000 Brussel
Tel: 02/553 33 22
Fax: 02/553 33 66

F99

REGISTRATIEFORMULIER GEBRUIKERSBIJDRAGE – FORMULIER F99

Identificatiegegevens van de dienst :	Erkenningsnummer :
---------------------------------------	--------------------

De hieronder vermelde gegevens hebben betrekking op het werk-jaar

1. de gemiddelde bijdrage per uur

Naast « gebruikersbijdrage » wordt in de eerste kolom het totaal aan de in het betrokken werkjaar door de dienst geïnde gebruikersbijdragen vermeld. In de twee volgende kolommen wordt dit opgesplitst naar gezinnen en bejaarden. Het gaat hier om het totaal van de gebruikersbijdragen die effectief door de gebruikers betaald werden, dus nadat alle mogelijke kortingen en vermeerderingen door de dienst toegepast werden.

Naast « gepresteerde uren » wordt in de eerste kolom het totaal aantal gepresteerde uren gezinszorg in het betrokken werkjaar weergegeven om daarna terug op te splitsen over gezinnen en bejaarden in de twee volgende kolommen.

Deling van « gebruikersbijdrage » door « gepresteerde uren » moet toelaten, per kolom, de gemiddelde bijdrage per uur te berekenen.

	totaal	gezinnen	bejaarden (65 +)
gebruikersbijdrage			
gepresteerde uren			
bijdrage per uur			

2. de verplichte kortingen

Bedoeling van deze tabel is zicht te krijgen op de invloed van de opgelegde kortingen en dus ook op de door de diensten gederfde inkomsten ten gevolge van de opgelegde kortingen.

Hiervoor zal het nodig zijn van iedere individuele gebruiker te registreren welke kortingen hij geniet en hoeveel uren er per gebruiker in het betrokken werkingsjaar werden gepresteerd met toepassing van deze kortingen. Het totaal aantal uren per mogelijke verplichte korting of combinaties van kortingen voor alle gebruikers wordt gevraagd. Door vermenigvuldiging van deze score met de overeenstemmende verplichte korting per uur verkrijgt men de kost voor de dienst. Ook hier wordt zowel het totaal van de dienst gevraagd als de opsplitsing over gezinnen en bejaarden.

Elk uur mag slechts onder één rubriek (0,65-0,90-1,00-1,25) vermeld worden.

	totaal gebruikers		gezinnen		bejaarden (65 +)	
	aantal uren	bedrag	aantal uren	bedrag	aantal uren	bedrag
BEL 0,65 euro						
BEL+LAN 0,90 euro						
BEL+INT 1,00 euro						
BEL +INT+LAN 1,25 euro						
totaal						

BEL: BEL-profielscore is 35 of meer

LAN : langdurigheid : hulp duurt langer dan een jaar

INT : intensiteit is 60 uur of meer

aantal uren : het totaal van het aantal uren, tijdens dewelke de dienst de overeenstemmende korting aan zijn gebruikers toegestaan heeft

bedrag (in frank) : dit bekomt men door het aantal uren te vermenigvuldigen met de verplichte korting per uur

totaal: men moet steeds de SOM nemen van de uren of de bedragen in de overeenstemmende kolom.

3. de afwijkingen

	totaal	gezinnen	bejaarden (65 +)
Aantal geholpen gebruikers			
Aantal afwijkingen			
Aantal verhogingen			
Aantal verlagingen			
percentage			

percentage : $\frac{\text{aantal afwijkingen}}{\text{aantal geholpen gebruikers}} \times 100$

Opgemaakt te.....

Datum,

naam + handtekening

[C - 2002/36548]

Preventieve en Sociale Gezondheidszorg. — Erkenningen als mammografische eenheid

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid, Gelijke Kansen en Ontwikkelingssamenwerking van 12 augustus 2002 houdende erkenning als mammografische eenheid, wordt aan zaal 1 van de dienst Radiologie - Medische Beeldvorming van het UZ Gent, gevestigd De Pintelaan 185, te 9000 Gent, een erkenning verleend als mammografische eenheid.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid, Gelijke Kansen en Ontwikkelingssamenwerking van 30 augustus 2002 houdende erkenning als mammografische eenheid, wordt aan de dienst Medische Beeldvorming van de Sint-Jozefskliniek, gevestigd Kasteelstraat 23, te 2880 Bornem, een erkenning verleend als mammografische eenheid.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid, Gelijke Kansen en Ontwikkelingssamenwerking van 19 november 2002 houdende erkenning als mammografische eenheid, wordt aan de dienst Radiologie van het Algemeen Ziekenhuis Onze-Lieve-Vrouw van Groeninge, Campus Onze-Lieve-Vrouw, gevestigd Reepkaai 4, te 8500 Kortrijk, een erkenning verleend als mammografische eenheid.

[C - 2002/36550]

Erkenning van een team voor thuisverpleging

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid, Gelijke Kansen en Ontwikkelingssamenwerking, d.d. 2 december 2002, wordt het team Thuisverpleging Hilde Vandepierre erkend als team voor thuisverpleging. De erkenning geldt vanaf 1 september 2002 tot en met 31 december 2006.

[C – 2002/36544]

Adviescommissie voor het Vlaamse jeugdbeleid. — Vaststelling van het huishoudelijk reglement

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Cultuur, Jeugd en Ambtenarenzaken van 19 november 2002 wordt door de Vlaamse minister bevoegd voor de Cultuur het voorstel van huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor het Vlaamse jeugdbeleid vastgesteld.

[C – 2002/36531]

Welzijnszorg

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, van 6 september 2002 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 6 juni 2000 wordt aangepast als volgt : Aan de V.Z.W. Juniperus, Witte Nonnenstaat 20, te 3500 Hasselt, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een bestaand gebouw, Witte Nonnenstraat 10/20, te 3500 Hasselt, als serviceflatgebouw met uitbreiding door nieuwbouw tot 39 wooneenheden.

De voorafgaande vergunning geldt d.d. 6 juni 2000 geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan overeenkomstig de overgangsbepalingen vervat in het besluit van de Vlaamse regering van 17 maart 1998, voornoemd, eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opname-mogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, van 6 september 2002 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1491 van het rusthuis De Visserij, Visserijstraat 10, te 3590 Diepenbeek, beheerd door het O.C.M.W. van Diepenbeek, wordt verlengd met ingang van 1 april 2002 tot 1 april 2007 voor maximaal 71 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, van 10 september 2002 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 2131 van het serviceflatgebouw Residentie De Laek, Laekstraat 19, te 3582 Beringen (Koersel), beheerd door de N.V. Residentie De Laek, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2002 tot 1 januari 2005 voor maximaal 8 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, van 10 september 2002 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1584 van het rusthuis Residentie Amaryllis, Ridderstraat 36, te 3800 Sint-Truiden, beheerd door de B.V.B.A. Residentie Amaryllis, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2002 tot 1 januari 2007 voor maximaal 9 wooneenheden.

Een afwijking op de erkenningsnorm 5.1. (bewonersraad, wordt toegestaan voor de duur van de erkenningsperiode vermeld in artikel 1.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C - 2002/36532]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 augustus 2002 wordt bepaald :

Het lokaal dienstencentrum De Kassei, Vlierkensstraat 83A, te 1800 Vilvoorde, beheerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Vilvoorde, wordt erkend onder nummer LDC CE 2297. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002 en geldt voor onbepaalde duur.

De erkenning van het lokaal dienstencentrum Far-West, Duchéhof 104a te 1800 Vilvoorde, beheerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Vilvoorde, onder nummer LDC CE 2297, wordt stopgezet met ingang van 1 januari 2002.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 augustus 2002 wordt bepaald :

Het lokaal dienstencentrum De Circel, Diestsesteenweg 18te 3540 Herk-de-Stad, beheerd door het gemeentebestuur van Herk-de-Stad, Pikkeleerstraat 14, te 3540 Herk-de-Stad, wordt erkend onder nummer LDC CE 2304. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 21 december 2001 en geldt voor onbepaalde duur.

Het ministerieel besluit van 18 oktober 1999 houdende de erkenning van het lokaal dienstencentrum Oase, Hasseltestraat 11, te 3540 Herk-de-Stad, beheerd door de V.Z.W. Oase, Tichelstraat 92, te 3540 Herk-de-Stad, onder nummer LDC PE 2204, met ingang van 15 juni 1999 voor onbepaalde duur, wordt opgeheven met ingang van 1 juni 2001.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 augustus 2002 wordt bepaald :

Het centrum voor kortverblijf verbonden aan het rusthuis Ter Leenen, Graaf van Hoornestraat 26, te 9850 Nevele, en uitgebaat door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Nevele, wordt erkend voor 3 woongelegenheden onder nummer KCE 250. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 3 juli 2002 en geldt voor onbepaalde duur.

Binnen een termijn van maximum één jaar na datum van dit besluit moet het centrum voor kortverblijf voldoen aan :

1° de algemene erkenningsvoorwaarden, bepaald in artikelen 3, 18, 19, § 2 en § 3, 20 tot en met 23, 24, § 1, en 25 van het decreet van 14 juli 1998 houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg;

2° de bepalingen van het decreet van 29 april 1997 inzake de kwaliteitszorg in de welzijnsvoorzieningen;

3° de specifieke erkenningsvoorwaarden bepaald in de bijlage V van besluit van de Vlaamse regering van 18 december 1998 houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, van 29 augustus 2002 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. Sint-Lambertus Buren, Schemeringsweg 12, te 1933 Sterrebeek, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor de capaciteitsuitbreiding met 24 woongelegenheden van het bestaande rusthuis Residentie Sint-Lambertus Buren, Dorpstraat 70, te 3545 Halen (Zelem). De maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis zal 114 woongelegenheden bedragen.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 2002/36523]

Wegen van het Vlaamse Gewest. — Indeling bij de gemeentewegen

TURNHOUT. — Bij besluit van 12 november 2002 van de Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, wordt de gewestweg N124-0 Turnhout-Hoogstraten (gedeelte binnen de ring van Turnhout) tussen kmp 0.000 en 1.274, gelegen op het grondgebied van de stad Turnhout, aan zijn bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2002/28170]

Emploi

Par arrêté ministériel du 18 mai 2000, M. Mathieu Julemont est nommé, à la date du 3 mars 2000, membre de la Commission Emploi-Formation-Enseignement du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Verviers, au titre de représentant d'une organisation représentative des employeurs, en remplacement de M. Paul Gasia, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Par arrêté ministériel du 18 mai 2000, démission honorable à sa demande est accordée, à la date du 3 mars 2000, à M. Paul Gasia, en tant que membre de la Commission Emploi-Formation-Enseignement du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Verviers, au titre de représentant d'une organisation représentative des employeurs.

Par arrêté ministériel du 22 août 2002, il est accordé un agrément à la S.M.S. Interim s.a. conformément à l'article 3 du décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire.

Cet agrément porte le numéro W.2002.109 et est valable à partir du 22 août 2002 pour une période de deux ans.

Par arrêté ministériel du 25 octobre 2002, M. Adrien Dawans, est nommé, à la date du 10 octobre 2002, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Huy-Waremme, au titre de représentant d'une organisation représentative des employeurs, en remplacement de M. André Dethier, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Par arrêté ministériel du 25 octobre 2002, démission honorable à sa demande est accordée, à la date du 9 octobre 2002, à M. André Dethier, en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Huy-Waremme, en qualité de représentant d'une organisation représentative des employeurs.

[C - 2002/28171]

Action sociale

En application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que complété par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale, un arrêté ministériel du 7 novembre 2002 agréé le centre public d'aide sociale de Rendeux sous le numéro de matricule RW/SMD/146 en qualité d'institution pratiquant la médiation de dettes pour une nouvelle période de six ans à dater du 8 juillet 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2002/28170]

Tewerkstelling

Bij ministerieel besluit van 18 mei 2000 wordt de heer Mathieu Julemont, op 3 maart 2000, benoemd tot lid van de Commissie Tewerkstelling-Vorming-Onderwijs van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Verviers, ter vertegenwoordiging van een representatieve werkgeversorganisatie en ter vervanging van de heer Paul Gasia, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

Bij ministerieel besluit van 18 mei 2000 wordt de heer Paul Gasia, op 3 maart 2000, op eigen verzoek eervol ontslagen als lid van de Commissie Tewerkstelling-Vorming-Onderwijs van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Verviers, waar hij een representatieve werkgeversorganisatie vertegenwoordigde.

Bij ministerieel besluit van 22 augustus 2002 wordt de S.M.S. Interim s.a. erkend overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus.

Deze erkenning heeft het nummer W.2002.109 en geldt voor een periode van twee jaar vanaf 22 augustus 2002.

Bij ministerieel besluit van 25 oktober 2002 wordt de heer Adrien Dawans, op 10 oktober 2002, benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Hoei-Borgworm, ter vertegenwoordiging van een representatieve werkgeversorganisatie en ter vervanging van de heer André Dethier, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

Bij ministerieel besluit van 25 oktober 2002 wordt de heer André Dethier, op 9 oktober 2002, op eigen verzoek eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Hoei-Borgworm, waar hij een werkgeversorganisatie vertegenwoordigde.

VERTALING

[C - 2002/28171]

Sociale actie

Bij ministerieel besluit van 7 november 2002 wordt het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Rendeux vanaf 8 juli 2002 voor een nieuwe periode van zes jaar als instelling voor schuldbemiddeling erkend, overeenkomstig het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, zoals aangevuld bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie. De erkenning heeft het nummer RW/SMD/146.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C – 2002/28172]

5 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Dottignies (Mouscron)

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Considérant qu'il est d'utilité publique de construire un carrefour giratoire et ses accès en vue d'améliorer la sécurité des usagers;

Considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2002 relatif à l'expropriation de biens immeubles sur le territoire de la commune de Dottignies,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la construction d'un carrefour giratoire le long de la route N512 sur le territoire de la commune de Dottignies figurés par une teinte jaune au plan n^o HN512.B2-18² ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, rectificatif et complémentaire au plan HN512.B2-18¹ annexé à l'arrêté ministériel du 26 février 2002.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962.

Namur, le 5 novembre 2002.

M. DAERDEN

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

[C – 2002/28172]

5 NOVEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot onteigening van onroerende goederen te Dottenijs (Moeskroen)

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 1°;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 6 mei 1988 betreffende de onteigeningen wegens openbaar nut, voortgezet of toegelaten door de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van haar werking, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, inzonderheid op artikel 5;

Overwegende dat de aanleg van een rotonde en haar aanvoerwegen van algemeen nut is om de veiligheid van de weggebruikers te verhogen;

Overwegende dat de inbezitneming onmiddellijk moet gebeuren,

Gelet op het ministerieel besluit van 26 februari 2002 tot onteigening van onroerende goederen op het grondgebied van de gemeente Dottenijs,

Besluit :

Enig artikel. Het algemeen nut vordert de onmiddellijke inbezitneming van de onroerende goederen, vereist voor de aanleg van een rotonde langs de weg nr. N512 op het grondgebied van de gemeente Dottenijs, in het geel voorgesteld op bijgaand en door de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken voor gezien getekend plan nr. HN512.B2-18² dat het bij het ministerieel besluit van 26 februari 2002 gevoegde plan nr. HN512.B2-18¹ corrigeert en aanvult.

Bijgevolg wordt de onteigeningsprocedure van bovenvermelde goederen voortgezet overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962.

Namen, 5 november 2002.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

TABEL VAN GRONDINNEMINGEN

N° DU PLAN	CADASTRE		LIEU-DIT VELDNAAM	NOMS-PRENOMS-ADRESSE DES PROPRIETAIRES NAAM-VOORNAAM ADRES VAN DE EIGENAARS	NATURE DE LA PARCELLE VAN HET PERCEEL	CONTENANCE TOTALE			REVENU CADASTRAL KADAS- TRAAAL INKOMEN	SUPERFICIE BATIE A ACQUERIR			OBSERVA- TIONS OPMERK.
	PLAN Nr.	S ^{on} S ^{ie}				N° Nr.	Ha	A		Ca	Ha	A	
5	P/3	535	Rouge Croix	DECONNINCK Brigitte Rue de France 67 7711 MOUSCRON Frankrijkstraat 67 7711 MOESKROEN SOENEN Christophe Rue de Francs 67 7711 MOUSCRON Frankrijkstraat 67 7711 MOESKROEN SOENEN Stéphane Rue de France 67 7711 MOUSCRON Frankrijkstraat 67 7711 MOESKROEN	Pâture Weide	00				00	00	41	
6		540	Bld d'Herseaux 6/2	LEROO-BEAGHE Alain Bld d'Herseaux 6A 7711 MOUSCRON Herseauxlaan 6A 7711 MOESKROEN	Maison Huis	00	66	16	106800	00	00	48	
7	R/6	1863a	Belle Vue	IDEM 5	Terre Grond	00				00	02	00	
									TOTAL TOTAAL	00	02	89	

Le plan n° HN512.B2-18/2 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D141 - Rue du Joncquois 118 - 7000 Mons

Het plan nr HN512.B2-18/2 ligt ter inzage bij de "Direction des Routes de Mons" - D141 - rue du Joncquois 118 - 7000 Bergen.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C - 2002/02316]

Mededeling

Er werd beslist om de inschrijvingsdatum van volgende selecties te verlengen :

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Personeel en Organisatie van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en voor de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister)

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina 55626.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Personeel en Organisatie van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu, de FOD Sociale Zekerheid, de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Mobiliteit en Vervoer en de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina's 55626 - 55627.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Financiën

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina 55627.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister)

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina 55628.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu; de FOD Sociale Zekerheid, de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Mobiliteit en Vervoer en de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina's 55628 - 55629.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Financiën

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina 55629.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en voor de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister)

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina's 55629 - 55630.

— Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu, de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Mobiliteit en Vervoer, de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de FOD Sociale Zekerheid

gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, respectievelijk pagina 55630.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C - 2002/02316]

Communication

Il a été décidé de prolonger le date d'inscription pour les sélections suivantes :

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Personnel et Organisation du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre)

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement à la page 55626.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Personnel et Organisation du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, du SPF Sécurité sociale, du SPF Intérieur, du SPF Mobilité et Transports et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement aux pages 55626 - 55627.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Finances

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement à la page 55627.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre)

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement à la page 55628.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, du SPF Sécurité Sociale, du SPF Intérieur, du SPF Mobilité et Transports et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement aux pages 55628 - 55629.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Finances

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement à la page 55629

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre)

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement aux pages 55629 - 55630.

— Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, du SPF Intérieur, du SPF Mobilité et Transports, du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et du SPF Sécurité sociale

publié au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002, respectivement à la page 55630.

De kandidaturen voor de vermelde selecties kunnen worden ingediend tot en met 26 december 2002.

Aan alle toelaatbaarheidsvereisten dient eveneens voldaan te zijn op deze datum.

[C – 2002/02313]

Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister). — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, blz. 55628 moet in de Nederlandse tekst de titel :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) »

gelezen worden als :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) ».

[C – 2002/02314]

Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en voor de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister). — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, blz. 55629-55630 moet in de Nederlandse tekst de titel :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en voor de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) »

gelezen worden als :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) ».

[C – 2002/02315]

Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister). — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 389, Ed. 2, van 10 december 2002, blz. 55629 - 55630 moet in de Nederlandse tekst de titel :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) »

gelezen worden als :

« Selectie van een Directeur (m/v) van de stafdienst Budget- en Beheerscontrole van de FOD Justitie, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en van de shared service van de vier horizontale FOD's (B&B, P&O, ICT en Kanselarij van de Eerste Minister) ».

Les candidatures pour les sélections précitées peuvent être introduites jusqu'au 26 décembre 2002 inclus.

Les conditions d'admissibilité doivent également être remplies à la même date.

[C – 2002/02313]

Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre). — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002 à la page 55628 dans le texte francophone, le titre :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) »

doit se lire comme suit :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) ».

[C – 2002/02314]

Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre). — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002 aux pages 55629-55630 dans le texte francophone, le titre :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) »

doit se lire comme suit :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E.; Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) ».

[C – 2002/02315]

Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre). — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 389, Ed. 2, du 10 décembre 2002 aux pages 55629 - 55630 dans le texte francophone, le titre :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) »

doit se lire comme suit :

« Sélection de Directeur (m/f) du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du SPF Justice, du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et pour le shared service des quatre SPF Horizontaux (B&CG, P&O, TIC et Chancellerie du Premier Ministre) ».

**PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST TELECOMMUNICATIE**

[C – 2002/14315]

**Betrekking van ombudsman
voor De Post van de Nederlandse taalrol
Oproep tot kandidaten**

Met toepassing van de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is een betrekking van de Nederlandse taalrol bij de ombudsdienst voor De Post te begeven voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar met ingang van 1 januari 2003.

I. Functiebeschrijving.

De dienst "ombudsman voor De Post" heeft tot opdracht (artikel 43, § 3, van de wet van 21 maart 1991) :

- 1° alle klachten van de gebruikers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van het overheidsbedrijf;
2. te bemiddelen tussen de gebruikers en het overheidsbedrijf met het oog op een minnelijke schikking van de geschillen;

3. een advies te verlenen aan het overheidsbedrijf ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een kopie van het advies wordt verstuurd naar de klager;

4. uitspraak te doen als scheidsrechter in elk geschil dat het overheidsbedrijf en de gebruiker aan dergelijke arbitrage onderwerpen bij overeenkomst gesloten nadat het geschil is gerezen.

II. Toekenningsvoorwaarden.

De Koning benoemt de leden van de dienst "ombudsman" bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Om tot lid van de dienst "ombudsman voor De Post" te worden benoemd, moet de kandidaat (artikel 44, § 2, van de wet van 21 maart 1991, gewijzigd door de wet van 19 december 1997, en artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1992) :

- 1° de nationaliteit bezitten van één van de lidstaten van de Europese Unie;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat bij de Rijksbesturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1,
- 4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie hebben bekleed in een onderneming bedoeld onder punt I, 1° of een ermee verbonden onderneming.

Het lidmaatschap van de dienst "ombudsman" is onverenigbaar met (artikel 44, § 3, van de wet van 21 maart 1991 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1992) :

- 1° een bezoldigd openbaar mandaat;
- 2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;
- 3° het beroep van advocaat;
- 4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;
- 5° een mandaat of functie in een onderneming bedoeld in punt I, 1° of een ermee verbonden onderneming;
- 6° het lidmaatschap van het Raadgevend Comité van één van de autonome overheidsbedrijven;
- 7° de uitvoering van welke functie dan ook in een private of openbare instelling die, hetzij producten of diensten aanbiedt die in concurrentie staan met het autonoom overheidsbedrijf, hetzij producten of diensten aan dat bedrijf levert.

III. Toelage.

Aan de leden van de dienst "ombudsman van De Post" wordt een als wedde geldende toelage toegekend, vastgesteld in de hierna vermelde schaal :

37.184 euro – 49.579 euro 15/1 x 826 euro

Voor de toekenning van deze toelage wordt rekening gehouden met de duur van de beroepservaring die bij de werving in aanmerking genomen wordt.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel der ministeries, geldt eveneens voor deze toelage. Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

IV. Kandidaturen.

De belangstellenden worden verzocht hun kandidatuur bij aangetekend schrijven, te sturen naar de heer Rik Daems, Minister van Overheidsbedrijven (ref. HM/OMB/2003), Guldenvlieslaan 87, 1060 Brussel, binnen een termijn van 10 kalenderdagen die ingaat op de eerste dag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION TELECOMMUNICATIONS**

[C – 2002/14315]

**Emploi de médiateur
pour La Poste du rôle linguistique francophone
Appel aux candidats**

En application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, un emploi du rôle linguistique francophone est à pourvoir auprès du Service de Médiation pour La Poste pour un terme renouvelable de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2003.

I. Description de la fonction.

Le service « médiateur pour La Poste » a les missions suivantes (article 43, § 3, de la loi du 21 mars 1991) :

- 1° examiner toutes les plaintes des usagers ayant trait aux activités de l'entreprise publique;
- 2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre les entreprises publiques et les usagers Ainsi modifié par Errata (*Moniteur belge* 23 avril 1998)
- 3° émettre un avis à l'entreprise publique au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de l'avis est adressée au plaignant;

4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend que entreprises publiques et l'utilisateur soumettent à un tel arbitrage par convention conclue après la naissance du différend.

II. Modalités d'attribution.

Les membres du service de médiation de La Poste sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Pour pouvoir être nommé membre du service de médiation de La Poste, le candidat doit (article 44, § 2, de la loi du 21 mars 1991, modifiée par la loi du 19 décembre 1997 et article 3 de l'arrêté royal du 9 octobre 1992) :

- 1° posséder la nationalité d'un état membre de l'Union européenne;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;
- 4° ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction auprès de l'une des entreprises visées au point I, 1° ou d'une entreprise liée à celles-ci pendant une période de trois ans avant la nomination.

La fonction de membre du service de médiation est incompatible avec (article 44, § 3, de la loi du 21 mars 1991 et article 4 de l'arrêté royal du 9 octobre 1992) :

- 1° un mandat public rémunéré;
- 2° un mandat public conféré par des élections;
- 3° la profession d'avocat;
- 4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;
- 5° un mandat ou une fonction auprès de l'une des entreprises visées au point I, 1° ou d'une entreprise liée à celles-ci;
- 6° la qualité de membre du Comité Consultatif d'une des entreprises publiques autonomes;
- 7° l'exercice d'une fonction quelconque dans un établissement privé ou public qui, soit offre des services ou des produits qui sont en concurrence avec ceux offerts par l'entreprise publique autonome, soit fournit des biens ou des services à cette entreprise.

III. Allocation

Il est alloué aux membres du service de médiation de La Poste, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans l'échelle ci-après :

37.184 euro – 49.579 euro 15/1 x 826 euro

Pour l'attribution de cette allocation, il est tenu compte de la durée de l'expérience professionnelle qui a été prise en compte pour le recrutement.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères, s'applique également à cette allocation. Elle est liée à l'indice pivot 138,01.

IV. Candidatures

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, adressée à M. Rik Daems, Ministre des Entreprises publics (réf. HM/OMB/2003), avenue de la Toison d'Or 87, 1060 Bruxelles, dans un délai de 10 jours calendriers à dater du premier jour qui suit la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

De sollicitatiebrief moet een opsomming bevatten van de verdiensten die de kandidaat meent te kunnen laten gelden.

De kandidaten laten geworden :

- 1° een uittreksel van de geboorteakte;
- 2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, bestemd voor een openbaar bestuur en minder dan één maand oud;
- 3° een voor eensluidend verklaard afschrift van het in punt II, A, 3°, genoemde diploma;
- 4° een bewijs dat voldaan is aan punt II, A, 4°;
- 5° een verklaring op eer betreffende de voorwaarden die gesteld zijn in punt II,
- 6° een gedetailleerd curriculum vitae.

V. Examen (organisatie : Selor)

Het examen bestaat uit :

- een assessment proef;
- een gesprek met een vakjury over de motivering, de kennis van het ombudsmaninstituut alsook de politieke organisatie van België.

Het gedetailleerde examenprogramma is ter beschikking bij Selor.

[C – 2002/14316]

Betrekking van ombudsman voor telecommunicatie van de Franse taalrol Oproep tot kandidaten

Met toepassing van de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is een betrekking van de Franse taalrol bij de ombudsdienst voor telecommunicatie te begeven voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar, met ingang van 1 januari 2003.

I. Functiebeschrijving.

De dienst "ombudsman voor telecommunicatie" heeft tot opdracht (artikel 43bis, § 3, van de wet van 21 maart 1991) :

1° alle klachten van de eindgebruikers onderzoeken die verband houden met de activiteiten van :

alle leveranciers van telecommunicatiediensten die hun activiteiten uitoefenen met individuele vergunning van de Minister bevoegd voor Telecommunicatie;

alle leveranciers van aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten die krachtens de wet van 21 maart 1991 verplicht zijn een aangifte in te dienen voor de door de Koning aan te wijzen diensten;

alle andere leveranciers van telecommunicatiediensten die zich vrijwillig aan de bevoegdheid van de ombudsdienst onderwerpen;

de uitgevers van gidsen;

2° bemiddelen om een minnelijke schikking te vergemakkelijken voor geschillen tussen de onder 1° bedoelde ondernemingen en de eindgebruikers;

3° een aanbeveling richten tot de onder 1° bedoelde ondernemingen indien geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een afschrift van de aanbeveling wordt aan de klager toegezonden;

4° zich als scheidsrechter uitspreken in alle geschillen tussen de onder 1° bedoelde ondernemingen en de eindgebruikers op grond van een arbitrageovereenkomst die gesloten is tussen de ombudsdienst en de betrokken ondernemingen, voor zover de eindgebruiker aanvaardt een beroep te doen op arbitrage na het ontstaan van het geschil;

5° de eindgebruikers die zich schriftelijk of mondeling tot de dienst richten zo goed mogelijk voorlichten over hun belangen;

6° op verzoek van de Minister die bevoegd is voor de Telecommunicatie of van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of van het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie, adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten;

7° van elke persoon die beweert het slachtoffer te zijn van kwaadwillige oproepen het verzoek onderzoeken om inlichtingen te krijgen over de identiteit en het adres van de betreffende oproepers.

II. Toekenningsvoorwaarden.

De Koning benoemt de leden van de dienst "ombudsman telecommunicatie" bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Om tot lid van de dienst "ombudsman voor telecommunicatie" te worden benoemd, moet de kandidaat (artikel 44, § 2, van de wet van 21 maart 1991, gewijzigd door de wet van 19 december 1997, en artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1992) :

1° de nationaliteit bezitten van één van de lidstaten van de Europese Unie;

La lettre de candidature comprendra un exposé des mérites que le candidat estime pouvoir faire valoir.

Les candidats font parvenir :

- 1° un extrait d'acte de naissance;
- 2° un certificat de bonnes vie et mœurs, destiné à une administration publique et datant de moins d'un mois;
- 3° une copie certifiée conforme du diplôme visé au point II, A, 3°;

4. la preuve qu'il est satisfait au point II, A, 4°;

5. une déclaration sur l'honneur relative aux conditions visées au point II, B;

6. un curriculum vitae détaillé.

V. Examen (organisation : Selor)

L'examen consiste en :

- une épreuve d'évaluation;
- un entretien avec un jury d'experts sur la motivation, la connaissance de l'institut des médiateurs ainsi que l'organisation politique de la Belgique.

Le programme détaillé de l'examen est à votre disposition chez Selor.

[C – 2002/14316]

Emploi de médiateur pour les télécommunications du rôle linguistique francophone Appel aux candidats

En application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, un emploi du rôle linguistique francophone est à pourvoir auprès du Service de Médiation pour les Télécommunications pour un terme renouvelable de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2003.

I. Description de la fonction.

Le service « médiateur pour les télécommunications » a les missions suivantes (article 43, § 3, de la loi du 21 mars 1991) :

1° examiner toutes les plaintes des utilisateurs finals ayant trait aux activités de :

tout prestataire de services de télécommunications exerçant ses activités avec autorisation individuelle du Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions;

tout prestataire de services de télécommunications offerts au public tenu en vertu de la loi du 21 mars 1991 de faire une déclaration pour les services à désigner par le Roi;

tout autre prestataire de services de télécommunications qui accepte de se soumettre volontairement à cette médiation;

tout éditeur d'annuaires;

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre les entreprises visées au § 1^{er} du présent article et les utilisateurs finals;

3° adresser une recommandation aux entreprises visées au 1° au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de la recommandation est adressée au plaignant;

4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend entre les entreprises visées au 1° et les utilisateurs finals sur base d'une convention d'arbitrage conclue entre le service de médiation et les entreprises concernées, pour autant que l'utilisateur final accepte de recourir à l'arbitrage après la naissance du différend.

5° orienter au mieux de leur intérêt les utilisateurs finals qui s'adressent à lui par écrit ou oralement;

6. émettre, à la demande du Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions ou de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ou du Comité Consultatif pour les télécommunications, des avis dans le cadre de ses missions;

7° examiner la demande de toute personne se prétendant victime d'appels malveillants visant à obtenir communication de l'identité et de l'adresse des titulaires des numéros l'ayant appelée.

II. Modalités d'attribution.

Les membres du service de médiation de télécommunications sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Pour pouvoir être nommé membre du service de médiation des télécommunications, le candidat doit (article 44, § 2, de la loi du 21 mars 1991, modifiée par la loi du 19 décembre 1997 et article 3 de l'arrêté royal du 9 octobre 1992) :

1° posséder la nationalité d'un état membre de l'Union européenne;

2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een diploma dat bij de Rijksbesturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1;

4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie hebben bekleed in een onderneming bedoeld onder punt I, 1° of een ermee verbonden onderneming.

Het lidmaatschap van de dienst "ombudsman" is onverenigbaar met (artikel 44, § 3, van de wet van 21 maart 1991 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1992) :

1° een bezoldigd openbaar mandaat;

2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;

3° het beroep van advocaat;

4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;

5° een mandaat of functie in een onderneming bedoeld in punt I, 1° of een ermee verbonden onderneming;

6° het lidmaatschap van het Raadgevend Comité van één van de autonome overheidsbedrijven;

7° de uitvoering van welke functie dan ook in een private of openbare instelling die, hetzij producten of diensten aanbiedt die in concurrentie staan met het autonoom overheidsbedrijf, hetzij producten of diensten aan dat bedrijf levert.

III. Toelage.

Aan de leden van de dienst "ombudsman voor telecommunicatie" wordt een als wedde geldende toelage toegekend, vastgesteld in de hierna vermelde schaal :

37.184 euro – 49.579 euro 15/1 x 826 euro

Voor de toekenning van deze toelage wordt rekening gehouden met de duur van de beroepservaring die bij de werving in aanmerking genomen wordt.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel der ministeries, geldt eveneens voor deze toelage. Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

IV. Kandidaturen.

De belangstellenden worden verzocht hun kandidatuur bij aangetekend schrijven, te sturen naar de heer Rik Daems, Minister van Telecommunicatie (ref. HM/OMB/2003), Guldenvlietlaan 87, 1060 Brussel, binnen een termijn van 10 kalenderdagen die ingaat op de eerste dag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

De sollicitatiebrief moet een opsomming bevatten van de verdiensten die de kandidaat meent te kunnen laten gelden.

De kandidaten laten geworden :

1° een uittreksel van de geboorteakte;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, bestemd voor een openbaar bestuur en minder dan één maand oud;

3° een voor eensluidend verklaard afschrift van het in punt II, A, 3°, genoemde diploma;

4° een bewijs dat voldaan is aan punt II, A, 4°;

5° een verklaring op eer betreffende de voorwaarden die gesteld zijn in punt II, B;

6° een gedetailleerd curriculum vitae.

V. Examen (organisatie : Selor)

Het examen bestaat uit :

een assessment proef;

een gesprek met een vakjury over de motivering, de kennis van het ombudsmaninstituut alsook de politieke organisatie van België.

Het gedetailleerde examenprogramma is ter beschikking bij Selor.

2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;

3° détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;

4° ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction auprès de l'une des entreprises visées au point I, 1° ou d'une entreprise liée à celles-ci pendant une période de trois ans avant la nomination.

La fonction de membre du service de médiation est incompatible avec (article 44, § 3, de la loi du 21 mars 1991 et article 4 de l'arrêté royal du 9 octobre 1992) :

1° un mandat public rémunéré;

2° un mandat public conféré par des élections;

3° la profession d'avocat;

4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;

5° un mandat ou une fonction auprès de l'une des entreprises visées au point I, 1° ou d'une entreprise liée à celles-ci;

6° la qualité de membre du Comité Consultatif d'une des entreprises publiques autonomes;

7° l'exercice d'une fonction quelconque dans un établissement privé ou public qui, soit offre des services ou des produits qui sont en concurrence avec ceux offerts par l'entreprise publique autonome, soit fourni des biens ou des services à cette entreprise.

III. Allocation

Il est alloué aux membres du service de médiation pour les télécommunications, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans l'échelle ci-après :

37.184 euro – 49.579 euro 15/1 x 826 euro

Pour l'attribution de cette allocation, il est tenu compte de la durée de l'expérience professionnelle qui a été prise en compte pour le recrutement.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères, s'applique également à cette allocation. Elle est liée à l'indice pivot 138,01.

IV. Candidatures

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, adressée à M. Rik Daems, Ministre des Télécommunications (réf. HM/OMB/2003), avenue de la Toison d'Or 87, 1060 Bruxelles, dans un délai de 10 jours calendrier à dater du premier jour qui suit la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

La lettre de candidature comprendra un exposé des mérites que le candidat estime pouvoir faire valoir.

Les candidats font parvenir :

1° un extrait d'acte de naissance;

2° un certificat de bonnes vie et mœurs, destiné à une administration publique et datant de moins d'un mois;

3° une copie certifiée conforme du diplôme visé au point II, A, 3°;

4. la preuve qu'il est satisfait au point II, A, 4°;

5. une déclaration sur l'honneur relative aux conditions visées au point II, B;

6. un curriculum vitae détaillé.

V. Examen (organisation : Selor)

L'examen consiste en :

Une épreuve d'évaluation;

un entretien avec un jury d'experts sur la motivation, la connaissance de l'institut des médiateurs ainsi que l'organisation politique de la Belgique.

Le programme détaillé de l'examen est à votre disposition chez Selor.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2002/10081]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 5 november 2002 is machtiging verleend aan Mej. Simon, Appoline Frédérique Claudia, geboren te Helmond (Nederland) op 2 juli 1997, wonende te Ieper om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Dewulf » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 5 november 2002 is machtiging verleend aan Mej. Khaldi, Niccola Paul Natascha, geboren te Antwerpen op 8 september 1988, wonende te Brasschaat om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Van den Heuvel » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 5 november 2002 is machtiging verleend aan Mej. Meganck, Elke, geboren te Gent op 19 september 1980, wonende te Wachtebeke om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Van Acker » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 5 november 2002 is machtiging verleend aan Mej. Heyrman, Tessa Yvonne Gernold, geboren te Antwerpen op 9 augustus 1983, wonende te Antwerpen, district Hoboken, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Op de Weerd » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 5 november 2002 is machtiging verleend aan Mej. Fernandez Alcaraz, Ebony Willow, geboren te Oostende op 24 augustus 2001, er wonende om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Fernandez » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2002/10135]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen. — Erratum

De bekendmaking van de openstaande plaats van toegevoegd substituut-procureur des Konings in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 30 november 2002, dient als nietig beschouwd te worden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2002/10081]

Loi du 15 mai 1987
relative aux noms et prénoms. — Publications

Par arrêté royal du 5 novembre 2002, Mlle Simon, Appoline Frédérique Claudia, née à Helmond (Pays-Bas) le 2 juillet 1997, demeurant à Ypres a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Dewulf » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 5 novembre 2002, Mlle Khaldi, Niccola Paul Natascha, née à Anvers le 8 septembre 1988, demeurant à Brasschaat a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Van den Heuvel » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 5 novembre 2002, Mlle Meganck, Elke, née à Gand le 19 septembre 1980, demeurant à Wachtebeke a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Van Acker » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 5 novembre 2002, Mlle Heyrman, Tessa Yvonne Gernold, née à Anvers, district Hoboken, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Op de Weerd » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 5 novembre 2002, Mlle Fernandez Alcaraz, Ebony Willow, née à Ostende le 24 août 2001, y demeurant a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Fernandez » après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

[2002/10135]

Ordre judiciaire. — Places vacantes. — Erratum

La publication de la vacance de la place de substitut du procureur du Roi de complément dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, parue au *Moniteur belge* du 30 novembre 2002, doit être considérée comme nulle et non avenue.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[S - C - 2002/03294]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de Administratie van fiscale zaken van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën bij de Administratie van fiscale zaken van het Ministerie van Financiën is te geven.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te geven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 van de instellingen van openbaar nut bekleden waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 maart 2002.

Beschrijving van de functie :

1. Bevoegdheid van de Administratie van fiscale zaken.

De Administratie van fiscale zaken vervult de volgende opdrachten :

- 1) prospectieve studies van de fiscaliteit in het raam van de richtlijnen van de Minister van Financiën;
- 2) samen met de Studie- en documentatiedienst van het Algemeen Secretariaat, de studie van de invloed van de fiscaliteit op de algemene economie en in sommige bepaalde economische sectoren;
- 3) de studie van de sociale aspecten van de fiscaliteit;
- 4) de harmonisering van de fiscale stelsels op nationaal en internationaal vlak;
- 5) de coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake fiscaliteit en van de algemene toepassingsmaatregelen;
- 6) het bijstaan van de Minister en van de fiscale administraties in de contacten naar buiten uit op het fiscaal vlak, onder meer in het raam van de parlementaire werkzaamheden, de betrekkingen met de sociale partners en de beroepsorganisaties en, meer algemeen, in alle publieke relaties.

Een protocol m.b.t. de centralisatie van het fiscaal wetgevend werk bij de Administratie van fiscale zaken en tot vastlegging van de regels voor de samenwerking tussen de Administratie van fiscale zaken en de fiscale uitvoeringsadministraties is in voege getreden op 1 november 1998.

In overeenstemming met haar basisopdracht oefent de Administratie van fiscale zaken haar wetgevende taak uit en doet zulks in nauw overleg met de fiscale uitvoeringsadministraties.

Tot de bevoegdheden en de verantwoordelijkheid van de Administratie van fiscale zaken behoren inzonderheid de inhoudelijke aspecten en de vorm van voorontwerpen van de wet, wetsontwerpen en wetsvoorstellen, het opvolgen van de parlementaire werkzaamheden, de onderhandelingen van overeenkomsten, verdragen en akkoorden, de voorstellen van richtlijn, de werkzaamheden met betrekking tot de fiscale wetgevingen en de niet-fiscale wetgevingen met fiscale gevolgen.

2. Bevoegdheid van de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen.

Behalve zijn functies van bestuur van de Administratie van fiscale zaken, wordt de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen door het organiek reglement belast met de coördinatie van de strijd tegen de fiscale fraude. In het kader van deze opdracht :

- zit hij het Vast Comité voor de Strijd tegen de Fiscale Fraude voor;
- coördineert hij de werkmethode, de strategieën en de acties van de fiscale administraties;
- coördineert hij de vestiging en de invordering van de belastingen op het vlak van de internationale samenwerking;
- hoort en raadpleegt hij het personeel en de representatieve vakorganisaties van bedoeld personeel indien hij zulks nodig acht;
- is hij belast met de interne en de externe communicatie.

Hij beschikt verder over een Task Force met als opdracht de voorbereiding en coördinatie van gerichte acties op het vlak van de strijd tegen de fiscale fraude.

3. Bevoegdheid van de te benoemen auditeur-generaal van financiën.

De auditeur-generaal van financiën, te benoemen in de vacante betrekking, zal worden belast met de leiding van de dienst 3/1 Internationaal inkomstenbelastingen.

MINISTERE DES FINANCES

[S - C - 2002/03294]

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) à l'Administration des affaires fiscales du Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances à l'Administration des affaires fiscales du Ministère des Finances, est à conférer.

Peuvent être nommés à ce grade :

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} mars 2002.

Description de la fonction :

1. Compétence de l'Administration des affaires fiscales.

Les missions suivantes sont dévolues à l'Administration des affaires fiscales :

- 1) les études prospectives de la fiscalité dans le cadre des directives du Ministre des Finances;
- 2) conjointement avec le Service d'études et de documentation du Secrétariat général, l'étude de l'influence de la fiscalité sur l'économie générale et dans certains secteurs économiques déterminés;
- 3) l'étude des aspects sociaux de la fiscalité;
- 4) l'harmonisation des systèmes fiscaux sur les plans national et international;
- 5) la coordination des dispositions légales et réglementaires en matière fiscale et des mesures générales d'application;
- 6) l'assistance au Ministre et aux administrations fiscales dans les contacts extérieurs sur le plan fiscal, entre autres dans le cadre des travaux parlementaires, des relations avec les partenaires sociaux et les organisations professionnelles et, plus généralement, dans toutes les relations publiques.

Un protocole concernant la concentration du travail fiscal au sein de l'Administration des affaires fiscales et fixant les règles de collaboration entre l'Administration des affaires fiscales et les Administrations de gestion de l'impôt est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998.

Conformément à sa mission de base, l'Administration des affaires fiscales exerce la fonction de législation tout en ayant l'obligation de travailler en concertation étroite avec les Administrations de gestion de l'impôt.

Relèvent des compétences et de la responsabilité de l'Administration des affaires fiscales notamment les tâches de fond et de forme relatives aux avant-projets de loi, projets de loi, propositions de loi, suivi des travaux parlementaires, négociations des conventions, traités et accords, propositions de directive, travaux relatifs aux législations fiscales et aux législations non fiscales d'intérêt fiscal.

2. Compétences de l'administrateur général adjoint des impôts.

En sus de ses fonctions de dirigeant de l'Administration des affaires fiscales, l'administrateur général adjoint des impôts est chargé par le règlement organique de la coordination de la lutte contre la fraude fiscale. Dans le cadre de cette mission :

- il préside le Comité permanent de Lutte contre la Fraude fiscale,
- il coordonne les méthodes de travail, les stratégies et les actions des administrations fiscales;
- il coordonne l'établissement et le recouvrement des impôts sur le plan de la coopération internationale,
- il procède à toutes les auditions et consultations du personnel et des organisations syndicales représentatives de celui-ci, qu'il juge nécessaires;
- il est chargé de la communication interne et externe.

Il dispose d'une Task Force dont la tâche principale consiste en la préparation et la coordination d'actions spécifiques en matière de lutte contre la fraude fiscale.

3. Compétences de l'auditeur général des finances à nommer.

L'auditeur général des finances dont l'emploi est vacant, sera chargé de diriger le Service 3/1 International impôts sur les revenus.

4. Beschrijving van de functie en gewenste eigenschappen van de kandidaten.

4.1. De auditeur-generaal van financiën staat de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen bij in de strijd tegen de fiscale fraude en in de coördinatie van de werkmethoden, de strategieën en de acties van de fiscale administraties. Hij volgt tevens de niet-fiscale wetgevingen van zeer nabij teneinde tijdig met de weerslag ervan op de inkomstenbelastingen rekening te kunnen houden.

4.2. De kandidaten moeten :

— voldoende vertrouwd zijn met het wetgevend werk in al zijn facetten, met de werking en de doelstellingen van het Vast Comité voor de Strijd tegen de Fiscale Fraude en met de samenwerking met ambtenaren van andere administraties en departementen;

— een globaal inzicht hebben in de fiscaliteit in het algemeen en ruime belangstelling voor informatisering en moderne beheersmethoden;

— degelijk inzicht hebben in de grote ontwikkelingen waarmee de belastingadministraties worden geconfronteerd en in de krachtlijnen van de herstructurering van de fiscale administraties in het bijzonder;

— degelijke kennis hebben van de structuur, de organisatie en de werking van de fiscale administraties en inzonderheid een uitgebreide kennis inzake de materies en procedures eigen aan de administraties die tussenkomen in of instaan voor de vestiging van de inkomstenbelastingen.

4.3. Bovendien moeten de kandidaten getuigen van :

— verantwoordelijkheidszin en zin voor initiatief, aangescherpt met een kritische geest;

— positieve ingesteldheid tegenover veranderingen in het algemeen en tegenover wijzigingen binnen de werkomgeving (andere werkmethodes, interne en externe audit) in het bijzonder;

— zin voor overleg en communicatie, zowel met de onmiddellijke medewerkers als met andere administraties en departementen, om goede en kwaliteitsvolle contacten te kunnen onderhouden;

— een werkelijke beschikbaarheid, gezien de aard van het werk, vergaderingen, seminars, enz.;

— aanleg voor management (over gezag en overtuigingskracht beschikken, leiding kunnen geven, beslissingen kunnen nemen, beoordelingsvermogen bezitten) en voor beheer (te bereiken doelstellingen en resultaten bepalen, prioriteiten vastleggen en gedragslijn uittekenen, resultaten beoordelen), organisatie- en coördinatievermogen (duidelijke richtlijnen kunnen uitvaardigen en impulsen kunnen geven);

— een goede motivatie om :

* als leidinggevend ambtenaar nieuwe werkmethodes te ontwikkelen die vooral gericht zijn op kwaliteitsverbetering;*

* werkgroepen te animeren op een dynamische manier;*

* permanente bijscholing te ontwikkelen op diverse gebieden;

— intern en extern communicatietalent en organisatietalent om * conceptueel en strategisch te kunnen denken;

* de genomen beslissingen efficiënt te kunnen implementeren;

* een groepsgeest te ontwikkelen;*

* als vertegenwoordiger van de administratie in diverse fora te beschikken over een constructieve en creatieve geest.

4.4. Onder het gezag van de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen oefent de Dienst 3/1 Internationaal IB zijn functies uit op verschillende niveaus :

— op intern niveau : de Dienst Internationaal IB werkt mee aan de studie en de redactie van de bepalingen van intern recht die aan de internationale fiscaliteit raken; hij neemt inzonderheid actief deel aan de implementatie van de Europese richtlijnen in de nationale wetgeving;

— op bilateraal niveau : in samenwerking met het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, bereidt de Dienst Internationaal IB de onderhandelingen voor met het oog op het afsluiten van verdragen ter voorkoming van dubbele belasting, zowel in België als in het buitenland, en voert deze onderhandelingen. Daartoe leidt hij de voorafgaande studies, legt de nodige contacten en evalueert de economische en sociale aspecten van deze verdragen. De parlementaire documenten met het oog op de goedkeuring van deze verdragen door het Belgisch parlement, worden door de dienst voorbereid en opgesteld. De dienst waakt erover de goede relaties met de lidstaten te onderhouden. Hij moet talrijke nota's, brieven en memoranda opstellen ter attentie van de Minister van Financiën en buitenlandse overheden. Hij verzekert ook de opvolging van deze verdragen en gaat na of het gepast is om de bestaande verdragen te wijzigen of om er nieuwe te sluiten; in die zin doet hij voorstellen aan de Minister van Financiën;

4. Description de la fonction et des qualités souhaitées des candidats.

4.1. L'auditeur général des finances assiste l'administrateur général adjoint des impôts dans la lutte contre la fraude fiscale et la coordination des méthodes de travail, des stratégies et des actions des administrations fiscales. Il suit également de très près les législations non fiscales afin de pouvoir tenir compte à temps des répercussions de celles-ci sur les impôts sur les revenus.

4.2. Les candidats doivent :

— suffisamment connaître le travail légistique dans tous ses aspects, le fonctionnement et les objectifs du Comité permanent de la Lutte contre la Fraude fiscale et la collaboration avec des agents d'autres administrations ou départements;

— avoir une vision globale de la fiscalité et un grand intérêt pour l'informatisation et les méthodes modernes de gestion;

— avoir une bonne intelligence des grands développements auxquels les administrations fiscales sont confrontées et des lignes de force de la restructuration des Administrations fiscales en particulier;

— avoir une bonne connaissance de la structure, de l'organisation et du fonctionnement des administrations fiscales et notamment une connaissance étendue des matières et procédures propres aux administrations qui interviennent ou assurent l'établissement des impôts sur les revenus.

4.3. En plus, les candidats doivent avoir :

— un sens des responsabilités et de l'initiative, aiguisé par un esprit critique;

— une attitude positive à l'égard des changements en général et des modifications dans l'entourage du travail (méthodes de travail adaptées, audit externe ou interne) en particulier;

— un sens du dialogue et de la communication tant envers les collaborateurs directs qu'avec les autres administrations et départements en vue de maintenir des relations de qualité;

— une disponibilité réelle en raison de la nature du travail, de réunions, séminaires, etc.;

— une aptitude au management (autorité et persuasion, capacité de diriger, prise de décision, faculté de jugement) et à la gestion (détermination des objectifs et des résultats à obtenir, fixation de priorités, élaboration d'une ligne de conduite, évaluation des résultats), des capacités d'organisation et de coordination (aptitude à donner des instructions claires et à donner des impulsions);

— une bonne motivation en vue :

* d'élaborer en tant que fonctionnaire dirigeant de nouvelles méthodes de travail misant davantage sur la qualité;

* de faire preuve de dynamisme au sein de groupes de travail;

* de développer la formation permanente dans différents domaines;

— une assiduité en matière de communication interne et externe, et un bon sens de l'organisation; à cette fin;

* avoir un mode de pensée conceptuel et stratégique;

* pouvoir mettre en oeuvre efficacement les décisions prises;

* développer un esprit d'équipe;

* en qualité de représentant de l'administration dans différents forums, avoir un esprit constructif et créatif.

4.4. Sous l'autorité de l'administrateur général adjoint des impôts, le Service 3/1 International ISR exerce ses activités à différents niveaux :

— au niveau interne : le Service International ISR collabore à l'étude et à la rédaction de dispositions du droit interne qui touchent à la fiscalité internationale : il est notamment appelé à participer activement à la transposition en droit interne des directives européennes;

— au niveau bilatéral : en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le Service international ISR prépare et conduit les négociations visant à conclure des conventions préventives de la double imposition, en Belgique et à l'étranger. A cet effet, il mène les études préalables, prend les contacts nécessaires et évalue les aspects économiques et sociaux de ces conventions. Il prépare et rédige les documents parlementaires en vue de l'approbation de ces conventions par le Parlement belge et veille à entretenir de bonnes relations avec les Etats partenaires. Il est amené à rédiger de nombreuses notes, lettres, et mémorandums à l'intention du Ministre des Finances et des autorités étrangères. Il assure également le suivi de ces conventions, évalue l'opportunité de modifier les conventions existantes et d'en conclure de nouvelles, et fait des propositions en ce sens au Ministère des Finances;

— op multilateraal niveau : de Dienst Internationaal IB werkt actief mee aan de werkzaamheden van de Europese Unie en de OESO, alsmede van andere internationale organisaties (UNO, Raad van Europa, enz.). Hij is belast, in samenwerking met de Permanente Vertegenwoordiging en het Kabinet van Financiën, met het bepalen, uitleggen en verdedigen van het standpunt van België bij de verschillende comités en werkgroepen van die organisaties. Hij coördineert de deelneming van België aan de werkzaamheden van die organisaties en staat de Minister van Financiën, zijn persoonlijke vertegenwoordiger en de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen bij tijdens vergaderingen op hoog niveau, georganiseerd door de internationale organisaties.

4.5. Gewenste eigenschappen.

Van een auditeur-generaal van financiën, leidinggevend ambtenaar van de dienst 3/1 Internationaal IB bij de Administratie van fiscale zaken, wordt verwacht :

— een algemene kennis, zowel van de institutionele structuur van de Belgische federale staat als van de verscheidene internationale organisaties aan wier werkzaamheden België deelneemt op fiscaal vlak;

— een degelijke kennis zowel van de algemene economische tendens als van de economische en sociale problemen die met de fiscaliteit verband houden;

— een algemene kennis van de budgettaire en financiële probleemstelling;

— een zowel algemene als grondige kennis van de nationale en internationale directe fiscaliteit;

— een degelijke kennis van de ter zake uit de Europese en internationale harmonisatie voortvloeiende evolutie van de directe fiscaliteit;

— een uitstekende ondervinding met betrekking tot de conceptie en redactie van de wettelijke, reglementaire en conventionele of ermee gelijkgestelde bepalingen op vlak van directe belastingen, evenals van de commentaar terzake;

— de bekwaamheid om de werkzaamheden van de medewerkers van de Dienst 3/1 Internationaal IB te leiden, te stimuleren en te coördineren;

— het vermogen om onderhandelingen te leiden zowel op bilateraal als op multilateraal niveau en om een actieve rol te spelen in die domeinen, evenals het vermogen om harmonieuze contacten te leggen, te ontwikkelen en te stimuleren met de andere federale departementen, met de Belgische en buitenlandse fiscale administraties en met de internationale organisaties;

— een wezenlijk en langdurig inzettings- en integratievermogen in een multidisciplinaire ploeg van medewerkers die afkomstig zijn uit verscheidene fiscale administraties;

— zin voor initiatief, de wilskracht en het vermogen om diverse fiscale aspecten van eenzelfde probleemstelling te coördineren, ten einde tot een geschikte oplossing te komen;

— rekening te houden met de aard van het werk : een grote flexibiliteit ten aanzien van de werktijd; buitenlandse opdrachten, deelneming aan internationale vergaderingen en bilaterale onderhandelingen.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat-generaal van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten worden vermeld : de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het Ministerie of de Instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

— au niveau multilatéral : le Service international ISR collabore activement aux travaux de l'Union européenne et de l'OCDE, ainsi que d'autres organisations internationales (ONU, Conseil de l'Europe, etc.). Il est chargé, en collaboration avec les Représentations permanentes et le Cabinet des Finances, de définir, d'exposer et de défendre la position de la Belgique au sein de différents comités et groupes de travail de ces organisations. Il coordonne la participation de la Belgique aux travaux de ces organisations et assiste le Ministre des Finances, le représentant personnel de celui-ci et l'administrateur général adjoint des impôts lors des réunions de haut niveau organisées par des organisations internationales.

4.5. Qualités souhaitées.

On attend de l'auditeur général dirigeant du Service 3/1 international ISR à l'Administration des affaires fiscales :

— une connaissance générale tant de la structure institutionnelle de la Belgique fédérale que des différentes organisations internationales aux travaux desquelles la Belgique participe en matière de fiscalité directe;

— une bonne connaissance tant du mouvement général de l'économie que des problèmes économiques et sociaux liés à la fiscalité internationale;

— une connaissance générale des problématiques budgétaire et financière;

— une connaissance tant générale qu'approfondie de la fiscalité directe nationale et internationale;

— une bonne connaissance de l'évolution de la fiscalité directe induite tant par l'harmonisation européenne qu'internationale;

— une expérience de qualité dans la conception et la rédaction de dispositions conventionnelles ou assimilées, légales et réglementaires en matière d'impôts directs ainsi que d'un commentaire à leur propos;

— l'aptitude à diriger, stimuler les activités des collaborateurs du Service 3/1 international ISR;

— la capacité de diriger des négociations aussi bien au niveau bilatéral, qu'au niveau multilatéral, à jouer un rôle actif dans ces domaines ainsi que la capacité à nouer, développer et stimuler des contacts harmonieux avec les autres départements fédéraux, les administrations fiscales belges et étrangères et les organisations internationales;

— un investissement réel et prolongé ainsi qu'une intégration dans une équipe pluridisciplinaire de collaborateurs provenant de plusieurs administrations fiscales;

— un esprit d'initiative, la volonté et la capacité de coordonner les différents aspects fiscaux d'une même problématique pour y apporter la solution appropriée;

— en raison de la nature du travail : une grande flexibilité quant à l'horaire des activités; missions à l'étranger, participations aux réunions internationales et aux négociations bilatérales.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution de ce présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner : la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le Ministère ou l'Organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

[2002/03295]

Vacante betrekkingen van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de centrale diensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Drie betrekkingen van auditeur-generaal van financiën bij de centrale diensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit van het Ministerie van Financiën zijn te begeven.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

— de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
— de ambtenaren van het ministerie waar de betrekkingen te begeven zijn, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 van de instellingen van openbaar nut bekleeden waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekkingen.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 maart 2002.

Beschrijving van de functies :

Overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel, staan de auditeurs-generaal van financiën de administratiechefs bij in hun hoge-administratieopdracht.

Bovendien worden zij bij de fiscale besturen in het bijzonder belast met het toezicht op het hoogste vlak over de buitendiensten. Zij hebben eveneens als opdracht de samenwerking met het personeel van die diensten en met dit van de andere administraties te bevorderen.

Hiertoe kunnen de auditeurs-generaal van financiën van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit één of meer van de hierna volgende bevoegdheden worden toegekend die onder het gezag van de algemene directie en het beheerscomité van die administratie worden uitgeoefend :

a) hoog toezicht over de buitendiensten; deze opdracht brengt veelvuldige verplaatsingen en regelmatige contacten met de plaatselijke leidinggevende ambtenaren met zich mee, onder meer om te kunnen vaststellen of de nagestreefde doelstellingen worden verwezenlijkt en de richtlijnen behoorlijk worden toegepast, om de algemene directie op de hoogte te houden van de toestand in de verscheidene diensten en haar indien nodig structurele of functionele wijzigingen voor te stellen om, in samenwerking met de plaatselijke ambtenaren, de prioriteiten vast te leggen en een gedragslijn uit te werken;

b) hoge leiding van één of meer technische diensten van het hoofdbestuur die belast zijn met de uitwerking en de toepassing van de fiscale normen op het vlak van taxatie;

c) hoge leiding van de logistieke diensten van het hoofdbestuur.

Gewenste eigenschappen :

Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan de volgende eigenschappen :

* een uitgebreide kennis inzake de materies en procedures eigen aan de Administratie der directe belastingen (sector taxatie) of aan de Administratie van de BTW, registratie en domeinen (sector BTW);

* degelijke kennis van de structuur, de organisatie en de werking van de fiscale administraties;

* degelijke kennis van de herstructurering die momenteel in het departement wordt doorgevoerd en van de doelstellingen ervan;

* geschiktheid om in een team te werken;

* permanente bezorgdheid voor een vlotte samenwerking tussen de verschillende diensten die onder het gezag vallen van de directeur-generaal en het beheerscomité;

* openheid van geest omtrent verandering en vernieuwing;

* aanleg voor management (over gezag en overtuigingskracht beschikken, leiding kunnen geven, beslissingen kunnen nemen, beoordelingsvermogen bezitten) en voor beheer (te bereiken doelstellingen en resultaten bepalen, prioriteiten vastleggen, een gedragslijn uittekenen, resultaten beoordelen), over organisatie- en coördinatievermogen beschikken (duidelijke richtlijnen kunnen uitvaardigen en impulsen kunnen geven);

* een verzorgd voorkomen en een groot weerstandsvermogen, zowel fysiek als psychisch;

* belangstelling voor informatisering en moderne beheersmethoden;

[2002/03295]

Emplois vacants d'auditeur général des finances (rang 15) aux services centraux de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus du Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Trois emplois d'auditeur général des finances aux services centraux de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus du Ministère des Finances, sont à conférer.

Peuvent être nommés à ce grade :

— les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
— les agents du ministère où les emplois sont à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés aux emplois vacants.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} mars 2002.

Description des fonctions :

Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, les auditeurs généraux des finances assistent les chefs d'administration dans leur mission de haute administration.

En outre, dans les administrations fiscales, ils sont spécialement chargés de la surveillance au niveau supérieur des services extérieurs. Ils ont également pour mission de promouvoir la collaboration avec le personnel de ces services et avec celui des autres administrations.

A cet effet, les auditeurs généraux des finances de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus peuvent se voir attribuer une ou plusieurs des compétences suivantes à exercer sous l'autorité de la direction générale et du comité de gestion de cette administration :

a) haute surveillance des services extérieurs; cette mission implique de fréquents déplacements et des contacts réguliers avec les autorités hiérarchiques locales afin, entre autres, de déterminer si les objectifs poursuivis sont réalisés et si les directives sont correctement appliquées, d'informer la direction générale de la situation des différents services et de lui proposer, au besoin, des modifications structurelles ou fonctionnelles, de déterminer, en collaboration avec les fonctionnaires locaux, les priorités et d'élaborer une ligne de conduite;

b) haute direction d'un ou de plusieurs services techniques de l'administration centrale chargés de l'élaboration et de l'application des normes fiscales dans le domaine de la taxation;

c) haute direction des services logistiques de l'administration centrale.

Qualités souhaitées :

Les qualités suivantes seront particulièrement prises en considération :

* une connaissance étendue des matières et procédures propres à l'Administration des contributions directes (secteur taxation) ou à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines (secteur T.V.A.);

* une bonne connaissance de la structure, de l'organisation et du fonctionnement des administrations fiscales;

* une bonne connaissance de la restructuration actuellement en cours au sein du département et de ses objectifs;

* une aptitude au travail en équipe;

* le souci permanent d'une collaboration franche et aisée entre les différents services placés sous l'autorité du directeur général et du comité de gestion;

* une ouverture d'esprit au changement et à l'innovation;

* une aptitude au management (autorité et persuasion, capacité de diriger, prise de décision, faculté de jugement) et à la gestion (détermination des objectifs et des résultats à obtenir, fixation de priorités, élaboration d'une ligne de conduite, évaluation des résultats), des capacités d'organisation et de coordination (aptitude à donner des instructions claires et à donner des impulsions);

* une présentation soignée ainsi qu'une grande résistance tant physique que psychique;

* un intérêt pour l'information et les méthodes modernes de gestion;

* zin voor diplomatie, voor communicatie en voor human resources (motiveren en stimuleren van het personeel, dialoog met de ambtenaren die veldwerk verrichten, de prestaties kunnen evalueren en beoordelen);

* een grote beschikbaarheid, een grote werkkraft en een groot aanpassingsvermogen.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten worden vermeld: de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het Ministerie of de Instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

[2002/03296]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij het kabinet van de administrateur-generaal van de belastingen bij het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën bij het kabinet van de administrateur-generaal van de belastingen bij het Ministerie van Financiën is te begeven.

Kunnen benoemd worden tot die graad:

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 van de instellingen van openbaar nut bekleden waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 maart 2002.

Beschrijving van de functie en de gewenste eigenschappen:

De auditeur-generaal van financiën bij het kabinet van de administrateur-generaal van de belastingen moet de administrateur-generaal dagelijks bijstaan en hem kunnen vervangen of vertegenwoordigen, zowel binnen als buiten het departement.

Gelet op wat voorafgaat, vereist de functie:

* openheid voor verandering en inzicht in de grote ontwikkelingen waarmee de belastingbesturen worden geconfronteerd;

* een zeer breed interesseveld: een overzicht van de volledige fiscaliteit, met daarenboven kennis op het vlak personeelsbeleid, informatisering, datawarehousing en de leiding over het beheer van een website;

* capaciteiten om de coördinatie en de samenwerking onder de belastingbesturen te bevorderen;

* zin voor teamwork;

* uitstekende kwaliteiten op het vlak van leiding geven en organisatie;

* een uitstekend communicatievermogen, zowel schriftelijk als mondeling;

* een grote beschikbaarheid en een groot aanpassingsvermogen.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten worden vermeld: de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het Ministerie of de Instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

* un sens de la diplomatie, de la communication et des ressources humaines (motivation et stimulation du personnel, dialogue avec les fonctionnaires du terrain, aptitude à évaluer et à estimer des prestations);

* une grande disponibilité, une importante capacité de travail et une grande faculté d'adaptation.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution de ce présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner: la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le Ministère ou l'Organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

[2002/03296]

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) au cabinet de l'administrateur général des impôts au Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances au cabinet de l'administrateur général des impôts au Ministère des Finances est à conférer.

Peuvent être nommés à ce grade:

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} mars 2002.

Description de la fonction et des qualités souhaitées:

L'auditeur général des finances au cabinet de l'administrateur général des impôts doit assister journalièrement l'administrateur général et doit pouvoir le remplacer ou le représenter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du département.

Compte tenu de ce qui précède, cette fonction exige:

* d'être très ouvert aux changements et d'avoir une intelligence des grands développements auxquels sont confrontées les administrations fiscales;

* un domaine d'intérêts très étendu: un aperçu de la fiscalité dans son ensemble avec en outre des connaissances en matière de politique du personnel, d'informatisation, de datawarehousing et de direction de la gestion d'un site web;

* des capacités pour favoriser la coordination et la collaboration des administrations fiscales;

* un esprit d'équipe;

* d'excellentes qualités en matière de direction et d'organisation;

* une excellente capacité de communication, tant écrite qu'orale;

* une grande disponibilité et un grand pouvoir d'adaptation.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution de ce présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner: la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le Ministère ou l'Organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

[2002/03307]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de Administratie van fiscale zaken van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën bij de Administratie van fiscale zaken van het Ministerie van Financiën is te begeven.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 van de instellingen van openbaar nut bekleeden waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 juni 2002.

Beschrijving van de functie :

1. Bevoegdheid van de Administratie van fiscale zaken.

De Administratie van fiscale zaken vervult de volgende opdrachten :

1° prospectieve studies van de fiscaliteit in het raam van de richtlijnen van de Minister van Financiën;

2° samen met de Studie- en documentatiedienst van het Algemeen Secretariaat, de studie van de invloed van de fiscaliteit op de algemene economie en in sommige bepaalde economische sectoren;

3° de studie van de sociale aspecten van de fiscaliteit;

4° de harmonisering van de fiscale stelsels op nationaal en internationaal vlak;

5° de coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake fiscaliteit en van de algemene toepassingsmaatregelen;

6° het bijstaan van de Minister en van de fiscale administraties in de contacten naar buiten uit op het fiscaal vlak, onder meer in het raam van de parlementaire werkzaamheden, de betrekkingen met de sociale partners en de beroepsorganisaties en, meer algemeen, in alle publieke relaties.

Een protocol m.b.t. de centralisatie van het fiscaal wetgevend werk bij de Administratie van fiscale zaken en tot vastlegging van de regels voor de samenwerking tussen de Administratie van fiscale zaken en de fiscale uitvoeringsadministraties is in voege getreden op 1 november 1998.

In overeenstemming met haar basisopdracht oefent de Administratie van fiscale zaken haar wetgevende taak uit en doet zulks in nauw overleg met de fiscale uitvoeringsadministraties.

Tot de bevoegdheden en de verantwoordelijkheid van de Administratie van fiscale zaken behoren inzonderheid de inhoudelijke aspecten en de vorm van voorontwerpen van de wet, wetsontwerpen en wetsvoorstellen, het opvolgen van de parlementaire werkzaamheden, de onderhandelingen van overeenkomsten, verdragen en akkoorden, de voorstellen van richtlijn, de werkzaamheden met betrekking tot de fiscale wetgevingen en de niet-fiscale wetgevingen met fiscale gevolgen.

2. Bevoegdheid van de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen.

Behalve zijn functies van bestuur van de Administratie van fiscale zaken, wordt de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen door het organiek reglement belast met de coördinatie van de strijd tegen de fiscale fraude. In het kader van deze opdracht :

- zit hij het Vast Comité voor de Strijd tegen de Fiscale Fraude voor;
- coördineert hij de werkmethoden, de strategieën en de acties van de fiscale administraties;

[2002/03307]

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) à l'Administration des affaires fiscales du Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances à l'Administration des affaires fiscales du Ministère des Finances, est à conférer.

Peuvent être nommés à ce grade :

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} juin 2002.

Description de la fonction :

1. Compétence de l'Administration des affaires fiscales.

Les missions suivantes sont dévolues à l'Administration des affaires fiscales :

1° les études prospectives de la fiscalité dans le cadre des directives du Ministre des Finances;

2° conjointement avec le Service d'études et de documentation du Secrétariat général, l'étude de l'influence de la fiscalité sur l'économie générale et dans certains secteurs économiques déterminés;

3° l'étude des aspects sociaux de la fiscalité;

4° l'harmonisation des systèmes fiscaux sur les plans national et international;

5° la coordination des dispositions légales et réglementaires en matière fiscale et des mesures générales d'application;

6° l'assistance au Ministre et aux administrations fiscales dans les contacts extérieurs sur le plan fiscal, entre autres dans le cadre des travaux parlementaires, des relations avec les partenaires sociaux et les organisations professionnelles et, plus généralement, dans toutes les relations publiques.

Un protocole concernant la concentration du travail fiscal au sein de l'Administration des affaires fiscales et fixant les règles de collaboration entre l'Administration des affaires fiscales et les administrations de gestion de l'impôt est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998.

Conformément à sa mission de base, l'Administration des affaires fiscales exerce la fonction de législation tout en ayant l'obligation de travailler en concertation étroite avec les administrations de gestion de l'impôt.

Relèvent des compétences et de la responsabilité de l'Administration des affaires fiscales notamment les tâches de fond et de forme relatives aux avant-projets de loi, projets de loi, propositions de loi, suivi des travaux parlementaires, négociations des conventions, traités et accords, propositions de directive, travaux relatifs aux législations fiscales et aux législations non fiscales d'intérêt fiscal.

2. Compétences de l'administrateur général adjoint des impôts.

En sus de ses fonctions de dirigeant de l'Administration des affaires fiscales, l'administrateur général adjoint des impôts est chargé par le règlement organique de la coordination de la lutte contre la fraude fiscale. Dans le cadre de cette mission :

- il préside le Comité permanent de Lutte contre la Fraude fiscale;
- il coordonne les méthodes de travail, les stratégies et les actions des administrations fiscales;

— coördineert hij de vestiging en de invordering van de belastingen op het vlak van de internationale samenwerking;

— hoort en raadpleegt hij het personeel en de representatieve vakorganisaties van bedoeld personeel indien hij zulks nodig acht;

— is hij belast met de interne en de externe communicatie.

Hij beschikt verder over een Task Force met als opdracht de voorbereiding en coördinatie van gerichte acties op het vlak van de strijd tegen de fiscale fraude.

3. Bevoegdheid van de te benoemen auditeur-generaal van financiën.

De auditeur-generaal van financiën, te benoemen in de vacante betrekking, zal worden belast met de leiding binnen de dienst III Directe belastingen, van de Directie 3/3 « Vennootschapsbelasting ».

4. Beschrijving van de functie en gewenste eigenschappen van de kandidaten.

4.1. De auditeur-generaal van financiën staat de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen bij in de strijd tegen de fiscale fraude en in de coördinatie van de werkmethoden, de strategieën en de acties van de fiscale administraties. Hij of zij volgt tevens de niet-fiscale wetgevingen van zeer nabij teneinde tijdig met de weerslag ervan op de inkomstenbelastingen rekening te kunnen houden.

4.2. De kandidaten moeten :

— voldoende vertrouwd zijn met het wetgevend werk in al zijn facetten, met de werking en de doelstellingen van het Vast Comité voor de Strijd tegen de Fiscale Fraude en met de samenwerking met ambtenaren van andere administraties en departementen;

— een globaal inzicht hebben in de fiscaliteit in het algemeen en ruime belangstelling voor informatisering en moderne beheersmethoden;

— degelijk inzicht hebben in de grote ontwikkelingen waarmee de belastingadministraties worden geconfronteerd en in de krachtlijnen van de herstructurering van de fiscale administraties in het bijzonder;

— degelijke kennis hebben van de structuur, de organisatie en de werking van de fiscale administraties en inzonderheid een uitgebreide kennis inzake de materies en procedures eigen aan de administraties die tussenkomen in of instaan voor de vestiging van de inkomstenbelastingen.

4.3. Bovendien moeten de kandidaten getuigen van :

— verantwoordelijkheidszin en zin voor initiatief, aangescherpt met een kritische geest;

— positieve ingesteldheid tegenover veranderingen in het algemeen en tegenover wijzigingen binnen de werkomgeving (andere werkmethodes, interne en externe audit) in het bijzonder;

— zin voor overleg en communicatie, zowel met de onmiddellijke medewerkers als met andere administraties en departementen, om goede en kwaliteitsvolle contacten te kunnen onderhouden;

— een werkelijke beschikbaarheid, gezien de aard van het werk, vergaderingen, seminaries, enz.;

— aanleg voor management (over gezag en overtuigingskracht beschikken, leiding kunnen geven, beslissingen kunnen nemen, beoordelingsvermogen bezitten) en voor beheer (te bereiken doelstellingen en resultaten bepalen, prioriteiten vastleggen en gedragslijn uittekenen, resultaten beoordelen), organisatie- en coördinatievermogen (duidelijke richtlijnen kunnen uitvaardigen en impulsen kunnen geven);

— een goede motivatie om :

* als leidinggevend ambtenaar nieuwe werkmethodes te ontwikkelen die vooral gericht zijn op kwaliteitsverbetering;

* werkgroepen te animeren op een dynamische manier;

* permanente bijscholing te ontwikkelen op diverse gebieden;

— intern en extern communicatietalent en organisatietalent om :

* conceptueel en strategisch te kunnen denken;

* de genomen beslissingen efficiënt te kunnen implementeren;

* een groepsgeest te ontwikkelen;

* als vertegenwoordiger van de administratie in diverse fora te beschikken over een constructieve en creatieve geest.

— il coordonne l'établissement et le recouvrement des impôts sur le plan de la coopération internationale;

— il procède à toutes les auditions et consultations du personnel et des organisations syndicales représentatives de celui-ci, qu'il juge nécessaires;

— il est chargé de la communication interne et externe.

Il dispose d'une Task Force dont la tâche principale consiste en la préparation et la coordination d'actions spécifiques en matière de lutte contre la fraude fiscale.

3. Compétences de l'auditeur général des finances à nommer.

L'auditeur général des finances dont l'emploi est vacant, sera chargé de diriger, au sein du service III Impôts directs, la Direction 3/3 « Impôt des sociétés ».

4. Description de la fonction et des qualités souhaitées des candidats.

4.1. L'auditeur général des finances assiste l'administrateur général adjoint des impôts dans la lutte contre la fraude fiscale et la coordination des méthodes de travail, des stratégies et des actions des administrations fiscales. Il suit également de très près les législations non fiscales afin de pouvoir tenir compte à temps des répercussions de celles-ci sur les impôts sur les revenus.

4.2. Les candidats doivent :

— suffisamment connaître le travail légistique dans tous ses aspects, le fonctionnement et les objectifs du Comité permanent de la Lutte contre la Fraude fiscale et la collaboration avec des agents d'autres administrations ou départements;

— avoir une vision globale de la fiscalité et un grand intérêt pour l'informatisation et les méthodes modernes de gestion;

— avoir une bonne intelligence des grands développements auxquels les administrations fiscales sont confrontées et des lignes de force de la restructuration des administrations fiscales en particulier;

— avoir une bonne connaissance de la structure, de l'organisation et du fonctionnement des administrations fiscales et notamment une connaissance étendue des matières et procédures propres aux administrations qui interviennent ou assurent l'établissement des impôts sur les revenus.

4.3. En plus, les candidats doivent avoir :

— un sens des responsabilités et de l'initiative, aiguisé par un esprit critique;

— une attitude positive à l'égard des changements en général et des modifications dans l'entourage du travail (méthodes de travail adaptées, audit externe ou interne) en particulier;

— un sens du dialogue et de la communication tant envers les collaborateurs directs qu'avec les autres administrations et départements en vue de maintenir des relations de qualité;

— une disponibilité réelle en raison de la nature du travail, de réunions, séminaires, etc.;

— une aptitude au management (autorité et persuasion, capacité de diriger, prise de décision, faculté de jugement) et à la gestion (détermination des objectifs et des résultats à obtenir, fixation de priorités, élaboration d'une ligne de conduite, évaluation des résultats), des capacités d'organisation et de coordination (aptitude à donner des instructions claires et à donner des impulsions);

— une bonne motivation en vue :

* d'élaborer en tant que fonctionnaire dirigeant de nouvelles méthodes de travail misant davantage sur la qualité;

* de faire preuve de dynamisme au sein de groupes de travail;

* de développer la formation permanente dans différents domaines;

— une assiduité en matière de communication interne et externe, et un bon sens de l'organisation; à cette fin :

* avoir un mode de pensée conceptuel et stratégique;

* pouvoir mettre en œuvre efficacement les décisions prises;

* développer un esprit d'équipe;

* en qualité de représentant de l'administration dans différents forums, avoir un esprit constructif et créatif.

4.4. Onder het gezag van de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen oefent de Directie 3/3 — Vennootschapsbelasting inzonderheid de volgende functies uit :

- opstellen van ontwerp teksten en het opvolgen van de diverse projecten inzake de vennootschapsbelasting, de rechtspersonenbelasting, de belasting van niet-inwoners/vennootschappen, de roerende voorheffing alsmede de procedureregels betreffende de vestiging van die belastingen, en zulks zowel t.a.v. de fiscaal-technische aspecten, als de logistieke aspecten;

- adviezen verstrekken aan het kabinet van de Minister van Financiën m.b.t. geschillen over de wetgeving inzake vennootschapsbelasting bij de Raad van State, het Arbitragehof, de Europese Commissie en het Europees Hof van Justitie;

- initiatieven nemen tot het verbeteren van de fiscale wetgeving inzake vennootschapsbelasting en rapportering daarover aan de Minister van Financiën;

- het maken van budgettaire berekeningen m.b.t. wetgevende initiatieven op het vlak van de vennootschapsbelasting;

- deelnemen aan allerlei vergaderingen, seminaries, enz. omtrent vennootschapsbelasting, boekhoudwetgeving, vennootschapswetgeving, financiële wetgeving;

- organiseren van contactvergaderingen tussen de Administratie en de privé-sector voor onderwerpen inzake vennootschapsbelasting waarvoor de inbreng van de privé-sector onontbeerlijk is;

- samenwerken met de uitvoeringsadministraties zowel bij het opstellen van nieuwe wettelijke en reglementaire bepalingen als op het vlak van de toepassing van die bepalingen;

- beantwoorden van vragen vanwege derden (binnen of buiten het departement) omtrent de vennootschapsbelasting;

- beantwoorden van mondelinge en schriftelijke parlementaire vragen in verband met vennootschapsbelasting;

- meewerken aan allerhande publicaties inzake de vennootschapsbelasting, de boekhoudwetgeving en de vennootschapswetgeving ten behoeve van zowel de ambtenaren als het publiek;

- bijstaan van de adjunct-administrateur-generaal in zijn functie als hoofd van de fraudebestrijding en coördinator van de werkmethode, strategieën en acties van de fiscale administraties (voornamelijk ondersteuning op fiscaal-technisch vlak in het kader van bepaalde fraudetechnieken en hoogtechnologische ontwijkingsmanoeuvres);

- bijstaan van de Minister van Financiën tijdens de parlementaire werkzaamheden met betrekking tot wetsontwerpen en wetsvoorstellen aangaande de vennootschapsbelasting;

- vertegenwoordigen van de Minister van Financiën of van de administratie ten overstaan van bepaalde instanties zowel nationaal als internationaal, inzonderheid op het vlak van de transfer-price-problematiek en grensoverschrijdende financiële handelingen (OESO — EU);

- opvolgen van niet-fiscale wetgevingen teneinde tijdig met de weerslag ervan op de inkomstenbelastingen rekening te kunnen houden: boekhoudwetgeving — vennootschapswetgeving — financiële wetgeving;

- voorleggen aan de Koning van diverse fiscale uitvoerings- en erkenningsbesluiten;

- verstrekken van adviezen inzake belangrijke herstructureringen, inzonderheid herstructureringen van belangrijke groepen en/of binnen bepaalde sectoren (financiële sector — energiesector);

- bijstaan en advies geven met betrekking tot principiële kwesties inzake de transfer-price-problematiek;

4.5. Gewenste eigenschappen.

Van de auditeur-generaal van financiën, leidinggevend ambtenaar van de Directie 3/3 — Vennootschapsbelasting bij de Administratie van fiscale zaken, wordt verwacht :

- een algemene kennis, zowel van de institutionele structuur van de Belgische federale staat als van bepaalde internationale organisaties (OESO — EU) aan wiens werkzaamheden de Directie 3/3 deelneemt op fiscaal vlak;

- een degelijke kennis zowel van de algemene economische tendens als van de economische en sociale problemen die met de fiscaliteit verband houden;

- een algemene kennis van de budgettaire en financiële probleemstelling;

4.4. Sous l'autorité de l'administrateur général adjoint des impôts, la Direction 3/3 — Impôt des sociétés exerce en particulier les activités suivantes :

- rédaction de projets de texte et suivi des divers projets en matière d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents/sociétés, de précompte mobilier et des procédures liées à l'établissement de ces impôts, et cela aussi bien en ce qui concerne les aspects technico-fiscaux, que les aspects législatifs;

- fournir des avis au cabinet du Ministre des Finances portant sur le contentieux en matière d'impôt des sociétés avec le Conseil d'Etat, la Cour d'Arbitrage, la Commission européenne et la Cour européenne de Justice;

- prendre des initiatives visant à améliorer la législation en matière d'impôt des sociétés et en informer le Ministre des Finances;

- procéder à des évaluations budgétaires liées à des initiatives législatives en matière d'impôt des sociétés;

- participer à diverses réunions, séminaires, etc. touchant à l'impôt des sociétés, à la législation comptable, à la législation des sociétés, à la législation financière;

- organiser des réunions de contact entre l'Administration et le secteur privé sur des sujets relatifs à l'impôt des sociétés pour lesquels l'apport du secteur privé est indispensable;

- collaborer avec les administrations de gestion aussi bien pour la rédaction de nouvelles dispositions légales et réglementaires que pour l'application de ces dispositions;

- répondre aux questions de tiers (au sein et hors du département) touchant à l'impôt des sociétés;

- répondre à des questions parlementaires orales et écrites en liaison avec l'impôt des sociétés;

- coopérer à diverses publications en matière d'impôt des sociétés, de législation comptable et de législation des sociétés, à l'usage aussi bien des fonctionnaires que du public;

- assister l'administrateur général adjoint des impôts dans sa fonction de dirigeant de la lutte contre la fraude fiscale et de coordinateur des méthodes de travail, stratégies et actions des administrations fiscales (principalement appui au plan technico-fiscal dans le cadre de techniques déterminées de fraude et de manœuvres d'évitement très élaborées);

- assister le Ministre des Finances lors des travaux parlementaires relatifs aux projets et propositions de loi touchant l'impôt des sociétés;

- représenter le Ministre des Finances ou l'administration devant diverses instances aussi bien nationales qu'internationales, en particulier sur le plan de la problématique des prix de transfert et des négociations financières transfrontalières (OCDE — UE);

- suivre les législations non fiscales dans le but d'être à même de tenir compte à temps de leur impact sur l'impôt des sociétés: législation comptable — législation des sociétés — législation financière;

- soumettre au Roi les divers arrêtés d'exécution et d'agrément en matière fiscale;

- fournir des avis en matière de restructurations importantes, en particulier des restructurations de groupes importants et/ou au sein de secteurs importants (secteur financier — secteur de l'énergie);

- assister et donner un avis en ce qui concerne les questions de principe liées à la problématique des prix de transfert.

4.5. Qualités souhaitées.

On attend de l'auditeur général des finances dirigeant de la Direction 3/3 — Impôt des sociétés à l'Administration des affaires fiscales :

- une connaissance générale tant de la structure institutionnelle de la Belgique fédérale que de certaines organisations internationales (OCDE — UE) aux travaux desquelles la Direction 3/3 participe en matière de fiscalité directe;

- une bonne connaissance tant du mouvement général de l'économie que des problèmes économiques et sociaux liés à la fiscalité internationale;

- une connaissance générale des problématiques budgétaire et financière;

— een zowel algemene als grondige kennis van de nationale directe fiscaliteit; inzonderheid een zeer uitgebreide kennis van de vennootschapsbelasting, de rechtspersonenbelasting, de belasting van niet-inwoners/vennootschappen, de roerende voorheffing en de boekhoudwetgeving; tevens is een gedegen kennis nodig van de vennootschapswetgeving, de financiële wetgeving en de OESO-reglementering: immers gelet op de hoge graad van complexiteit van de te behandelen dossiers (herstructurering van groepen — beurssector — banksector — energiesector — internationale fiscaliteit — OESO-reglementering — boekhoudwetgeving — vennootschapswetgeving) is een uitstekende ervaring binnen het werkdomein onontbeerlijk, temeer daar dikwijls de tijd ontbreekt om de problematiek tijdig voor te bereiden en in te studeren (o.m. discussie in parlement, in interkabinettenwerkgroep en in kabinetvergaderingen, werkgroepen met vertegenwoordigers van belangrijke sectoren, mondelinge parlementaire vragen);

— een uitstekende ondervinding met betrekking tot de conceptie en redactie van de wettelijke en reglementaire bepalingen op vlak van directe belastingen, evenals van de commentaar terzake;

— de bekwaamheid om de werkzaamheden van de medewerkers van de Directie 3/3 — Vennootschapsbelasting te leiden, te stimuleren en te coördineren;

— het vermogen om onderhandelingen te leiden, evenals het vermogen om harmonieuze contacten te leggen, te ontwikkelen en te stimuleren met andere federale departementen, met de Belgische fiscale administraties en met bepaalde internationale organisaties (OESO — EU);

— zin voor initiatief, de wilskracht en het vermogen om diverse fiscale aspecten van eenzelfde probleemstelling te coördineren, teneinde tot een geschikte oplossing te komen;

— rekening te houden met de aard van het werk: een grote flexibiliteit ten aanzien van de werktijd; deelneming aan internationale vergaderingen.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten worden vermeld: de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het Ministerie of de Instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

[2002/03513]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën is te begeven bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën.

Kunnen benoemd worden tot die graad:

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 bekleden bij een instelling van openbaar nut waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 juli 2002.

Beschrijving van de functie:

In het algemeen:

Luidens artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, staan de auditoren-generaal van financiën de administratiechef bij in zijn hoge-administratieopdracht.

In de fiscale administraties worden zij in het bijzonder belast met het toezicht op het hoogste vlak over de buitendiensten. Zij hebben eveneens als opdracht de samenwerking met het personeel van die diensten en met dit van de andere administraties te bevorderen.

— une connaissance tant générale qu'approfondie de la fiscalité directe nationale; en particulier une connaissance étendue de l'impôt des sociétés, l'impôt des personnes morales, l'impôt des non-résidents/sociétés, le précompte mobilier et la législation comptable. La connaissance approfondie de la législation des sociétés, de la législation financière et de la réglementation OCDE est aussi nécessaire: le haut degré de complexité des dossiers à traiter (restructuration de groupes — secteur boursier — secteur bancaire — secteur de l'énergie — fiscalité internationale — réglementation OCDE — législation comptable — législation des sociétés), et ce, d'autant que les délais impartis pour préparer et étudier une problématique sont souvent très courts, rend indispensable une expérience de qualité dans le domaine de travail (entre autres: discussions au Parlement, au sein du groupe de travail intercabinets et en réunions de cabinet, groupes de travail comprenant des représentants des secteurs importants, questions parlementaires orales);

— une expérience de qualité dans la conception et la rédaction de dispositions légales et réglementaires en matière d'impôts directs ainsi que d'un commentaire à leur propos;

— l'aptitude à diriger, stimuler et coordonner les activités des collaborateurs de la Direction 3/3 — Impôt des sociétés;

— la capacité de diriger des négociations ainsi que la capacité à nouer, développer et stimuler des contacts harmonieux avec les autres départements fédéraux, les administrations fiscales belges et certaines organisations internationales (OCDE — UE);

— un esprit d'initiative, la volonté et la capacité de coordonner les différents aspects fiscaux d'une même problématique pour y apporter la solution appropriée;

— en raison de la nature du travail: une grande flexibilité quant à l'horaire des activités; participations aux réunions internationales.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution de ce présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner: la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le Ministère ou l'Organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

[2002/03513]

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances est à conférer aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances.

Peuvent être nommés à ce grade:

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} juillet 2002.

Description de la fonction:

En général:

Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, les auditeurs généraux des finances assistent le chef d'administration dans sa mission de haute administration.

Dans les administrations fiscales, ils sont spécialement chargés de la surveillance au niveau supérieur des services extérieurs. Ils ont également pour mission de promouvoir la collaboration avec le personnel de ces services et avec celui des autres administrations.

In het bijzonder :

De auditeur-generaal van financiën heeft de leiding over één der algemene diensten van de centrale administratie der douane en accijnzen waarvoor hij door de administratiechef, naar gelang van de organisatorische noodwendigheden, wordt aangewezen.

Aldus kan de auditeur-generaal van financiën belast worden met :

1. de studie van de ontwikkelingen in de regelgeving die ressorteert onder de bevoegdheid van de Administratie der douane en accijnzen;
2. de behandeling van aangelegenheden inzake totstandkoming of wijziging van de regelgeving op douane- en accijnsgebied;
3. de interpretatie van die regelgeving;
4. de voorbereiding van de standpunten in te nemen door de directeur-generaal bij zijn contacten met de internationale organisaties, het Parlement, de Minister, de deelparlementen en de andere fiscale administraties inzake beleidsvoorbereiding;
5. het beleidsmatig overleg met andere fiscale besturen, departementen, bestuurslagen, maatschappelijke groeperingen en dergelijke over de totstandkoming of de wijziging van de regelgeving en over de toepassing ervan;
6. het beleidsmatig overleg met de andere diensten van de centrale administratie, onder meer over het maken van een uniform begrippenkader en over de opstelling van de regelgeving met het oog op innings-, controle- en opsporingsdoeleinden of met het oog op invorderings- en geschilzaken inzake douane en accijnzen;
7. de studie van de ontwikkelingen in de werkmethoden op het gebied van inning, toezicht, controle, opsporing, invordering van de eigen middelen van de Europese Gemeenschappen en van de nationale belastingen, vervolging en beroepsrecht;
8. het beleidsmatig overleg over de invulling, met middelen en personeel, van de opleidingsbehoeften en van de organisatiestructuren.

Gewenste eigenschappen :

- zin hebben voor het geven van leiding en het motiverend en inspirerend omgaan met medewerkers;
- beschikken over inlevingsvermogen, luisterbereidheid en zin voor dialoog, overleg en onderhandeling;
- blijk geven van verantwoordelijkheidszin;
- beschikken over doorzettingsvermogen en grote werkkraft;
- zin hebben voor methodische aanpak en planmatige activiteit;
- beschikken over het vermogen tot probleemoplossend werken;
- beschikken over organisatietalent, analyse- en synthesevermogen;
- openstaan voor vernieuwingen;
- een goede kennis bezitten van de materie en van de procedures eigen aan de Administratie der douane en accijnzen (in het bijzonder de organisatie ervan) en van de context waarin zij evolueert;
- beschikken over een goede kennis inzake logistieke functies (diensteconoomaat en gebouweconoomaat) in het kader van de FOD Financiën;
- een goede kennis hebben van de reglementering inzake de openbare aanbestedingen en patrimoniumboekhouding;
- kennis hebben van de werking en de reglementering van het kledingsfonds van de douane;
- geïnteresseerd zijn in en beschikken over goede noties inzake moderne communicatie- en informatietechnieken;
- flexibel ingesteld zijn en bereid zijn tot permanente vervolmaking.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van Financiën, Wetsstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten minstens worden vermeld : de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het ministerie of de instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

En particulier :

L'auditeur général des finances dirige un des services généraux de l'administration centrale des douanes et accises, pour lequel il est désigné par le chef d'administration, compte tenu des nécessités en matière d'organisation.

Ainsi l'auditeur général des finances peut être chargé :

1. de l'étude des développements dans la réglementation de l'Administration des douanes et accises;
2. du traitement des problèmes relatifs tant à la confection qu'à la modification de la réglementation en matière douanière et accisienne;
3. de l'interprétation de ces réglementations;
4. des préparations des points de vue à adopter par le directeur général lors de ses contacts avec les organisations internationales, le Parlement, le Ministre, les assemblées régionales et les autres administrations fiscales en matière de préparation de la politique;
5. de la concertation, conforme à la politique fixée, avec d'autres administrations fiscales, départements, niveaux de décision, groupements sociaux et similaires au sujet tant de la confection que de la modification de la réglementation et de son application;
6. de la concertation, conforme à la politique fixée, avec les autres services de l'administration centrale, entre autres pour la réalisation d'un cadre conceptuel uniforme, et l'élaboration de la réglementation tant en vue d'objectifs de perception, contrôle et recherches qu'en vue d'affaires de recouvrement et de contentieux en matière de douane et accises;
7. de l'étude des développements des méthodes de travail en matière de perception, surveillance, contrôle, recherches, recouvrement des ressources propres des communautés européennes et des impôts nationaux, poursuites et droit de recours;
8. de la concertation, conforme à la politique fixée, visant à remédier en moyens et en personnel, aux besoins de la formation et des structures de l'organisation.

Qualités souhaitées :

- aptitude à diriger, à motiver et à inspirer les collaborateurs;
- faculté d'adaptation, capacité d'écoute et sens du dialogue, de la concertation et de la négociation;
- sens des responsabilités;
- persévérance et force de travail;
- aptitude à l'organisation méthodique et au respect des échéances;
- capacité de gestion des problèmes;
- aptitude à l'organisation, esprit d'analyse et de synthèse;
- intérêt pour les innovations;
- une bonne connaissance des matières et procédures propres à l'Administration des douanes et accises et plus particulièrement de son organisation et du contexte dans lequel elle évolue;
- disposer d'une bonne connaissance des fonctions logistiques (économat de service et économat de bâtiments) au sein du S.P.F. Finances;
- avoir une bonne connaissance de la réglementation sur les marchés publics et la comptabilité patrimoniale;
- connaître le fonctionnement et la réglementation de la masse d'habillement de la douane;
- être intéressé et posséder de bonnes notions sur les techniques modernes de communication et d'information;
- flexibilité et intérêt soutenu pour une formation permanente.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée à la poste, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner au minimum : la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le ministère ou l'organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

[2002/03515]

[2002/03515]

Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën is te begeben bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

— de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;

— de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeben is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 bekleden bij een instelling van openbaar nut waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 december 2002.

Beschrijving van de functie :

In het algemeen :

Luidens artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, staan de auditeurs-generaal van financiën de administratiechef bij in zijn hoge-administratieopdracht.

In de fiscale administraties worden zij in het bijzonder belast met het toezicht op het hoogste vlak over de buitendiensten. Zij hebben eveneens als opdracht de samenwerking met het personeel van die diensten en met dit van de andere administraties te bevorderen.

In het bijzonder :

De auditeur-generaal van financiën heeft de leiding over één der algemene diensten van de centrale administratie der douane en accijnzen waarvoor hij door de administratiechef, naargelang van de organisatorische noodwendingen, wordt aangewezen.

Aldus kan de auditeur-generaal van financiën belast worden met :

1. de studie van de ontwikkelingen in de regelgeving die ressorteert onder de bevoegdheid van de Administratie der douane en accijnzen;

2. de behandeling van aangelegenheden inzake totstandkoming of wijziging van de regelgeving op douane- en accijnsgebied;

3. de interpretatie van die regelgeving;

4. de voorbereiding van de standpunten in te nemen door de directeur-generaal bij zijn contacten met de internationale organisaties, het Parlement, de Minister, de deelparlementen en de andere fiscale administraties inzake beleidsvoorbereiding;

5. het beleidsmatig overleg met andere fiscale besturen, departementen, bestuurslagen, maatschappelijke groeperingen en dergelijke over de totstandkoming of de wijziging van de regelgeving en over de toepassing ervan;

6. het beleidsmatig overleg met de andere diensten van de centrale administratie, onder meer over het maken van een uniform begrippenkader en over de opstelling van de regelgeving met het oog op innings-, controle- en opsporingsdoeleinden of met het oog op invorderings- en geschilzaken inzake douane en accijnzen;

Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances. — Appel aux candidats

Un emploi d'auditeur général des finances est à conférer aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances.

Peuvent être nommés à ce grade :

— les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;

— les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1^{er} décembre 2002.

Description de la fonction :

En général :

Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, les auditeurs généraux des finances assistent le chef d'administration dans sa mission de haute administration.

Dans les administrations fiscales, ils sont spécialement chargés de la surveillance au niveau supérieur des services extérieurs. Ils ont également pour mission de promouvoir la collaboration avec le personnel de ces services et avec celui des autres administrations.

En particulier :

L'auditeur général des finances dirige un des services généraux de l'administration centrale des douanes et accises, pour lequel il est désigné par le chef d'administration, compte tenu des nécessités en matière d'organisation.

Ainsi l'auditeur général des finances peut être chargé :

1. de l'étude des développements dans la réglementation de l'Administration des douanes et accises;

2. du traitement des problèmes relatifs tant à la confection qu' à la modification de la réglementation en matière douanière et accisienne;

3. de l'interprétation de ces réglementations;

4. des préparations des points de vue à adopter par le directeur général lors de ses contacts avec les organisations internationales, le Parlement, le Ministre, les assemblées régionales et les autres administrations fiscales en matière de préparation de la politique;

5. de la concertation, conforme à la politique fixée, avec d'autres administrations fiscales, départements, niveaux de décision, groupements sociaux et similaires au sujet tant de la confection que de la modification de la réglementation et de son application;

6. de la concertation, conforme à la politique fixée, avec les autres services de l'administration centrale, entre autres pour la réalisation d'un cadre conceptuel uniforme, et l'élaboration de la réglementation tant en vue d'objectifs de perception, contrôle et recherches qu'en vue d'affaires de recouvrement et de contentieux en matière de douane et accises;

7. de studie van de ontwikkelingen in de werkmethode op het gebied van inning, toezicht, controle, opsporing, invordering van de eigen middelen van de Europese Gemeenschappen en van de nationale belastingen, vervolging en beroepsrecht;

8. het beleidsmatig overleg over de invulling, met middelen en personeel, van de opleidingsbehoeften en van de organisatiestructuren.

Gewenste eigenschappen :

- zin hebben voor het geven van leiding en het motiverend en inspirerend omgaan met medewerkers;
- beschikken over inlevingsvermogen, luisterbereidheid en zin voor dialoog, overleg en onderhandeling;
- blijk geven van verantwoordelijkheidszin;
- beschikken over doorzettingsvermogen en grote werkkraft;
- zin hebben voor methodische aanpak en planmatige activiteit;
- beschikken over het vermogen tot probleemoplossend werken;
- beschikken over organisatietalent, analyse- en synthesevermogen;
- openstaan voor vernieuwingen;
- een goede kennis bezitten van de materie en van de procedures eigen aan de Administratie der douane en accijnzen (in het bijzonder de organisatie ervan) en van de context waarin zij evolueert;
- een grondige kennis bezitten van de douanewetgeving en van de daarop toe te passen procedures;
- een uitgebreide kennis bezitten van de internationale douaneconventies en van de internationale conventies die een douaneluik bevatten;
- vertrouwd zijn met de procedures, in het bijzonder de Europese, met betrekking tot het op punt stellen, het moderniseren, het aanpassen van de wetgeving en van de douaneprocedures;
- geïnteresseerd zijn in en beschikken over goede noties inzake moderne communicatie- en informatietechnieken;
- flexibel ingesteld zijn en bereid zijn tot permanente vervolmaking.

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14, te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten minstens worden vermeld : de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het ministerie of de instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,

D. REYNDEERS

7. de l'étude des développements des méthodes de travail en matière de perception, surveillance, contrôle, recherches, recouvrement des ressources propres des communautés européennes et des impôts nationaux, poursuites et droit de recours;

8. de la concertation, conforme à la politique fixée, visant à remédier en moyens et en personnel, aux besoins de la formation et des structures de l'organisation.

Qualités souhaitées :

- aptitude de à diriger, à motiver et à inspirer les collaborateurs;
- faculté d'adaptation, capacité d'écoute et sens du dialogue, de la concertation et de la négociation;
- sens des responsabilités;
- persévérance et force de travail;
- aptitude à l'organisation méthodique et au respect des échéances;
- capacité de gestion des problèmes;
- aptitude à l'organisation, esprit d'analyse et de synthèse;
- intérêt pour les innovations;
- une bonne connaissance des matières et procédures propres à l'Administration des douanes et accises et plus particulièrement de son organisation et du contexte dans lequel elle évolue;
- avoir une connaissance approfondie de la législation douanière et des procédures qui s'y rapportent;
- avoir une connaissance étendue des conventions douanières internationales et des conventions internationales comportant un volet douanier;
- être familiarisé avec les procédures, notamment européennes, relatives à la mise au point, la modernisation, l'adaptation de la législation et des procédures douanières;
- être intéressé et posséder de bonnes notions sur les techniques modernes de communication et d'information;
- flexibilité et intérêt soutenu pour une formation permanente.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée à la poste, au Secrétariat général du Ministère des Finances, rue de la Loi 14, à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner au minimum : la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat, et le ministère ou l'organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,

D. REYNDEERS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2002/13402]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de Arbeidsrechtbank van Doornik ter vervanging van de heer Willy Fourez

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2002/13402]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur-ouvrier au tribunal du travail de Tournai en remplacement de M. Willy Fourez

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

JOBPUNT VLAANDEREN

[C – 2002/05071]

**Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving van een directeur Cultuurcentrum Belgica,
een diensthoofd burgerzaken en een beleidsmedewerker stadspromotie en toerisme voor de stad Dendermonde**

DENDERMONDE STAD IN BEWEGING. — Dendermonde verleent niet alleen onderdak aan 43 000 inwoners maar is ook een belangrijke handels- en industriestad. Het rijke historische verleden van Dendermonde geeft de stad een culturele uitstraling in de wijde omgeving. Voor de uitbreiding en vernieuwing van onze dienstverlening zijn wij dringend op zoek naar een (m/v) :

Directeur Cultuurcentrum Belgica
(universitair niveau – rang A4)

Als directeur ben u de draaischijf van het Cultuurcentrum « Belgica ». Samen met een team van 15 werknemers staat u in voor de organisatie van alle activiteiten, de public relations en het beheer van de infrastructuur. Uw creativiteit en visie zijn een bron van inspiratie voor het stadsbestuur. Bovendien heeft u oog voor personeelsorganisatie en -ontwikkeling en getuigt het strategisch beleidsplan dat u opmaakt van realiteitszin en economisch inzicht.

Uw universitaire opleiding heeft uw analytische geest aangescherpt en uw horizon verbreed.

U heeft een zeer ruime culturele belangstelling en background. Communicatie is voor u een sleutelwoord ! U begrijpt hoe een stadsbestuur werkt en u bent uiterst gemotiveerd om « CC Belgica » als culturele trekpleister verder uit te bouwen. U kan werken met de standaardsoftwarepakketten.

Diensthofd burgerzaken
(universitair niveau – rang A1)

U geeft leiding aan de 18 medewerkers van de diensten burgerlijke stand en bevolking zorgt er voor dat de dienstverlening m.b.t. de bevolkingsadministratie, burgerlijke stand, vreemdelingenzaken, militie en verkiezingen op een correcte en klantvriendelijke manier verloopt. U verricht beleidsvoorbereidend werk en stelt concrete jaardoelstellingen voor. U bent contactpersoon m.b.t. de bevoegdheden eigen aan de dienst.

U combineert een universitair diploma in rechten, bestuurswetenschappen, politieke of sociale wetenschappen met een goede kennis van de gemeentewet, burgerlijk recht, administratief recht, kieswetgeving, wetgeving burgerlijke stand, nationaliteitswetgeving. U communiceert duidelijk en bent een goed onderhandelaar. U kan werken met de standaardsoftwarepakketten. Door uw gedreven persoonlijkheid stimuleert en motiveert u mensen om resultaten te boeken.

Beleidsmedewerker stadspromotie en toerisme
(graduaat – rang B1)

Als beleidsmedewerker stadspromotie en toerisme ontwikkelt u initiatieven voor de promotie van de stad en de regio Dendermonde. U rapporteert aan het diensthoofd. Uw creativiteit en visie zijn een bron om bestaande toeristische initiatieven en feestelijkheden zoals Reuzenommegang, Ros Beiaardommegang, nationale feestdag, feest Vlaamse Gemeenschap,... verder uit te bouwen. Het meerjarenbeleidsplan dat u in overleg met de lokale actoren opmaakt, combineert bovendien creativiteit met realiteitszin en enig economisch inzicht.

Uw diploma graduaat marketing of toerisme of graduaatdiploma met 3 jaar ervaring in de toeristische dienst heeft uw analytische geest aangescherpt en uw horizon verbreed. Communicatie is voor u een sleutelwoord ! Bovendien begrijpt u hoe een stadsbestuur werkt en bent u uiterst gemotiveerd om van Dendermonde een bruisende stad te maken. U kan werken met de standaardsoftwarepakketten.

Wij bieden :

- een boeiende job in een dynamische omgeving;
- een aanstelling in vast dienstverband;
- een interessant salaris (een directeur Cultuurcentrum Belgica heeft bij aanvang een geïndexeerd bruto-maandsalaris van € 2.835. Voor het diensthoofd burgerzaken is dit € 2.355, voor de beleidsmedewerker stadspromotie en toerisme € 1.885.);
- maaltijdcheques, hospitalisatieverzekering;
- een excellente verlofregeling, veel mogelijkheden voor persoonlijke ontwikkeling;

— wervingsreserve met geldigheidsduur van 2 jaar.

Interesse ?

Voor meer informatie over de functies kan u bellen naar de personeelsdienst 052-25 10 80. Op onze website www.dendermonde.be vindt u tevens informatie over de stad Dendermonde en een uitgebreide functiebeschrijving met aanwervings- en toelatingsvoorwaarden.

Voelt u zich aangetrokken tot één van deze functies, stuur dan een sollicitatiebrief met uitgebreid c.v., een recente pasfoto en een afschrift van uw diploma, uiterlijk voor 21 december 2002 naar het college van burgemeester en schepenen, Administratief Centrum, Fr. Courtenstraat 11, 9200 Dendermonde. De examens voor deze functies vinden plaats vanaf januari.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2002/33031]

Anpassung der Beträge der monatlichen Mindestzulage für Lehrlinge im Mittelstand an den Preisindex

Auf Grundlage von Artikel 13, Absatz 13, des Ministerialerlasses vom 27. Oktober 1978 über die Festlegung der Genehmigungsbedingungen der Lehrverträge und Lehrabkommen in der Ständigen Weiterbildung des Mittelstandes, zuletzt abgeändert durch den Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. Dezember 1995, sowie des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Sicherung der Konkurrenzfähigkeit des Landes, sind die Beträge der monatlichen Mindestzulage, die der Lehrmeister dem unter Vertrag stehenden Lehrling zahlen muss, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ab dem 1. Januar 2002 wie folgt festgelegt :

		EUR
a)	im ersten Lehrjahr	142,74
b)	im zweiten Lehrjahr	227,81
c)	im dritten Lehrjahr	329,38
d)	im Falle einer verkürzten einjährigen Lehre	409,00

[2002/33032]

Anpassung der Beträge der monatlichen Mindestzulage für Lehrlinge im Mittelstand, die einer Ausbildung zum Bankkaufmann folgen, an den Preisindex

Auf Grundlage von Artikel 3bis, § 2, des Regierungserlasses vom 10. Oktober 1995 zur Festlegung von Sonderbedingungen, unter denen Lehrverträge und kontrollierte Lehrabkommen in bestimmten Berufen der mittelständischen Ausbildung genehmigt werden, eingefügt durch den Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 25. Mai 2000, sowie des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Sicherung der Konkurrenzfähigkeit des Landes, sind die Beträge der monatlichen Mindestzulage, die der Lehrmeister dem unter Vertrag stehenden Lehrling, der einer Ausbildung zum Bankkaufmann folgt, zahlen muss, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ab dem 1. Januar 2002 wie folgt festgelegt:

		EUR
a)	im ersten Lehrjahr	312,38
b)	im zweiten Lehrjahr	351,42
c)	im dritten Lehrjahr	390,46

[C – 2002/33063]

Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflegerin): 1. Jahr — Sitzungen 2002 — Aufruf an die Kandidaten

I. PRÜFUNGSDATEN:

Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

— die zweite ab dem 03. September 2002.

II. PRÜFUNGEN:

Die Prüfungen umfassen:

1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.

2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen im Bereich der allgemeinen Pflege und/oder der Krankenpflege in bezug auf Altenpflege.

3. die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50% der Punkte erzielt haben.

5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60% der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50% der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt haben.

6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50% der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. EINSCHREIBUNG:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Abteilung "Unterrichtswesen"

Gospert 1-5

4700 EUPEN

Tel.: 087-59 63 00.

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:

— für die zweite Sitzung vom 29. Juli 2002 bis zum 9. August 2002.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Einschreibegebühr beträgt 37,18 €. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 EUPEN" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 1. Jahr".

Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

5. Die Einschreibegebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.

6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibegebühr beizulegen.

7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. EINSCHREIBEBEDINGUNGEN:

Um zu den Prüfungen des 1. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;

2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;

3. einen der nachstehenden Studiennachweise oder eine der nachstehenden Bescheinigungen:

a. Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

b. Studienzeugnis des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitsekundarunterrichts;

c. Bescheinigung über das Bestehen der vor dem Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgelegten Vorbereitungsprüfung;

d. Bescheinigung über das Bestehen der Vorbereitungsprüfung, die in Kapitel II des Königlichen Erlasses vom 17. August 1957 zur Festlegung der Bedingungen für die Verleihung des Diploms eines Geburtshelfers oder eines Krankenpflegers vorgesehen ist;

e. Bescheinigung über die Gleichstellung mit einem der vorerwähnten Studiennachweise bzw. mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen;

f. gegebenenfalls das vor dem 30. Juni 1987 erworbene Brevet in Kinderpflege oder eine vor dem 30. Juni 1985 erworbene Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitsekundarunterrichts.

4. Die in Punkt 3. angeführten Zeugnisse, Bescheinigungen und Diplome, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, müssen spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;

5. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im ersten Studienjahr vorgesehenen 640 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.

6. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;

Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei;

7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.

8. Der Beginn und das Ende des Praktikumstages darf nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.

**Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verleihung des Brevets eines (einer)
Krankenpflegers (-pflegerin): 2. Jahr — Sitzungen 2002 — Aufruf an die Kandidaten**

I. PRÜFUNGSDATEN:

Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

— die zweite ab dem 03. September 2002.

II. PRÜFUNGEN:

Die Prüfungen umfassen:

1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.

2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen, zum einen über die Krankenpflege in bezug auf Medizin und zum anderen über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie.

3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50% der Punkte erzielt haben.

5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60% der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50% der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.

6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50% der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. EINSCHREIBUNG:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Abteilung "Unterrichtswesen"

Gospert 1-5

4700 EUPEN

Tel.: 087-59 63 00.

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:

— für die zweite Sitzung vom 29. Juli 2002 bis zum 9. August 2002.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Einschreibengebühr beträgt 37,18 €. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1- 5, 4700 EUPEN" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 2. Jahr". Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

5. Die Einschreibengebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.

6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibengebühr beizulegen.

7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. EINSCHREIBEBEDINGUNGEN:

Um zu den Prüfungen des 2. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;

2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;
3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluss:
 - a. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;
 - b. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - c. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;
 - d. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;
 - e. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegeassistenten - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - f. die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.
4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muss spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;
5. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im zweiten Studienjahr vorgesehenen 760 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.
6. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;
Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei.
7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.
An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.
8. Der Beginn und das Ende des Praktikumstages darf nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.

**Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verleihung des Brevets eines (einer)
Krankenpflegers (-pflegerin): 3. Jahr — Sitzungen 2002 — Aufruf an die Kandidaten**

I. PRÜFUNGSDATEN:

Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

— die zweite ab dem 03. September 2002.

II. PRÜFUNGEN:

Die Prüfungen umfassen:

1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.

2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: drei Prüfungen: erstens über die Krankenpflege in bezug auf Medizin, zweitens über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie sowie drittens über die allgemeine Krankenpflege oder die Krankenpflege in bezug auf Altenpflege.

3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50% der Punkte erzielt haben.

5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60% der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50% der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.

6. Die Abschlussprüfungen sind bestanden, wenn mindestens 60% der Gesamtzahl der bei den Abschlussprüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50% der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. EINSCHREIBUNG:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Abteilung "Unterrichtswesen"

Gospert 1-5

4700 EUPEN

Tel.: 087-59 63 00.

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:

— für die zweite Sitzung vom 29. Juli 2002 bis zum 9. August 2002.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Einschreibegebühr beträgt 37,18 €. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1- 5, 4700 EUPEN" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 3. Jahr". Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

5. Die Einschreibegebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.

6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibegebühr beizulegen.

7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. EINSCHREIBEBEDINGUNGEN:

Um zu den Prüfungen des 3. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;

2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;

3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluss:

a. des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;

b. des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers - Geistesgesundheit und Psychiatrie;

c. des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;

d. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;

e. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten - Geistesgesundheit und Psychiatrie;

f. die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.

4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muss spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;

5. zwei Passfotos;

6. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im dritten Studienjahr vorgesehenen 840 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.

7. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;

Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei;

8. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien organisiert.

An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.

9. Mindestens 50% der Praktika werden entsprechend der in der betreffenden Abteilung oder Einrichtung geltenden Arbeitszeit organisiert;

10. Es muss mindestens viermal und darf höchstens achtmal Nachtdienst organisiert werden.

Die Dauer der Nachtdienste beträgt mindestens acht Stunden.

11. Während des Nachtdienstes ist der Kandidat unter die effektive Aufsicht eines diensttuenden Krankenpflegers gestellt.

AGENDA'S — ORDRES DU JOUR

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[C – 2002/20299]

Plenaire vergadering

Agenda

Vrijdag 13 december 2002, om 9 u. 30 m. en om 14 u. 30 m.

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Inoverwegingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot vermindering van de tarieven van de successierechten met 50 % voor de nalatenschappen van tijdens de uitoefening van hun ambt overleden brandweermannen, politieagenten en militairen.

Voorstel van ordonnantie (van Mevr. Geneviève Meunier en de heer Alain Daems) betreffende het statuut van de overheidsbestuurders en de regeringscommissarissen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) ertoe strekkende de belastingschalen van de successierechten onmiddellijk te indexeren.

2. Ontwerpen van ordonnantie.

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2002/20299]

Séance plénière

Ordre du jour

Vendredi 13 décembre 2002, à 9 h 30 m et à 14 h 30 m

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Prises en considération.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à réduire de 50 % les taux des droits perçus sur les successions recueillies par les héritiers de pompiers, policiers et militaires décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

Proposition d'ordonnance (de Mme Geneviève Meunier et M. Alain Daems) relative au statut des administrateurs publics et des commissaires du Gouvernement.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à indexer immédiatement les barèmes successoraux.

2. Projets d'ordonnance.

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de meergemeentelijke politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Rapporteur: de heer Jean-Jacques Boelpaep

Bespreking.

Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations.

Rapporteur: Mevr. Marion Lemesre.

Bespreking.

3. Interpellatie.

Interpellatie van de heer Yaron Pesztat tot de heer François-Xavier de Donnée, Minister-President van de Regering, betreffende "het gewestelijk ontwikkelingsplan".

4. Mondelinge vragen.

Mondelinge vraag van de heer Michel Van Roye aan de heren François-Xavier de Donnée, Minister-President van de Regering, en Willem Draps, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen, betreffende "het probleem van het gebrek aan controle op de opening van nachtwinkels".

Mondelinge vraag van de heer Alain Daems aan de heer Eric Tomas, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewelkstelling, Economie, Energie en Huisvesting, betreffende "de sociale bepalingen in de overheidsopdrachten".

Mondelinge vraag van Mevr. Marie-Rose Geuten aan de heer Eric Tomas, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewelkstelling, Economie, Energie en Huisvesting, betreffende "de strijd tegen zwartwerk en de werking van de gewestelijke dienst van de sociale inspectie".

Mondelinge vraag van de heer Joseph Parmentier aan de heer Guy Vanhengel, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, betreffende "de inlichtingen over de nieuwe autonome gewestbelasting die verstrekt worden aan de Brusselse belastingplichtigen die telefonisch contact opnemen met de administratie".

(*) Mondelinge vraag van Mevr. Béatrice Fraiteur aan de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel, betreffende "de openbare vuilnisbakken".

(*) Mondelinge vraag van Mevr. Béatrice Fraiteur aan de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel, betreffende "de gewestelijke zelfklever tegen huis-aan-huisreclame- en andere bladen".

5. Dringende vragen (**)

6. Geheime stemming (***)

met het oog op de aanwijzing van een nieuw lid van het Rechtscollege van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

7. Naamstemming (***)

Over de afgehandelde ontwerpen van ordonnantie.

Nota

(*) Schriftelijke vragen waarop niet werd geantwoordt.

(**) Om 14 u. 30 m.

(***) Vanaf 15 u. 30 m.

Woensdag 18 en donderdag 19 december 2002, om 14 uur

(De vergaderingen zullen verlengd worden)
en van vrijdag 20 december 2002, om 17 uur

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Inoverwegingneming.

Voorstel van resolutie (van de heren Alain Daems en Yaron Pesztat) betreffende een sociaal huisvestingsbeleid.

2. Ontwerpen van ordonnantie en van verordening, voorstellen van ordonnantie, en aan de begrotingen toegevoegde interpellaties.

Ontwerp van ordonnantie houdende de aanpassing van de Algemene Middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002.

Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluri-communales de la Région de Bruxelles-Capitale.

Rapporteur : M. Jean-Jacques Boelpaep.

Discussion.

Projet d'ordonnance portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-services.

Rapporteur : Mme Marion Lemesre.

Discussion.

3. Interpellation.

Interpellation de M. Yaron Pesztat à M. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « le plan régional de développement ».

4. Questions orales.

Question orale de M. Michel Van Roye à MM. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, et Willem Draps, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et du Transport rémunéré des Personnes, concernant « la problématique de l'ouverture incontrôlée de night-shops ».

Question orale de M. Alain Daems à M. Eric Tomas, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement, concernant « les clauses sociales dans les marchés publics ».

Question orale de Mme Marie-Rose Geuten à M. Eric Tomas, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement, concernant « la lutte contre le travail au noir et le fonctionnement du service de l'inspection sociale régionale ».

Question orale de M. Joseph Parmentier à M. Guy Vanhengel, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant « les renseignements relatifs à la nouvelle taxe régionale autonome dispensés aux contribuables bruxellois qui contactent l'administration par téléphone ».

(*) Question orale de Mme Béatrice Fraiteur à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur, concernant « les poubelles publiques ».

(*) Question orale de Mme Béatrice Fraiteur à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur, concernant « l'autocollant régional contre les publicités et journaux toutes boîtes ».

5. Questions d'actualité (**).

6. Scrutin secret (***)

En vue de la désignation d'un nouveau membre du Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale.

7. Votes nominatifs (***)

Sur les projets d'ordonnance terminés.

Note

(*) Questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu.

(**) A 14 h 30 m.

(***) A partir de 15 h 30 m.

Mercredi 18 et jeudi 19 décembre 2002, à 14 heures

(les séances seront prolongées)
et du vendredi 20 décembre 2002, à 17 heures

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Prise en considération.

Proposition de résolution (de MM. Alain Daems et Yaron Pesztat) relative à la mise en œuvre d'une politique sociale du logement.

2. Projets d'ordonnance et de règlement, propositions d'ordonnance, et interpellations jointes aux budgets.

Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget général des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002.

Ontwerp van ordonnantie houdende de aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002.

Ontwerp van ordonnantie houdende de Algemene Middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2003.

Ontwerp van ordonnantie houdende de Algemene Uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2003.

Ontwerp van verordening houdende de Middelenbegroting van de Agglomeratie Brussel voor het begrotingsjaar 2003.

Ontwerp van verordening houdende de Algemene Uitgavenbegroting van de Agglomeratie Brussel voor het begrotingsjaar 2003.

Rapporteurs : Mevr. Anne-Sylvie Mouzon en de heer Alain Adriaens. Samengevoegde bespreking (pro memorie).

Aan de begrotingen toegevoegde interpellaties.

Interpellatie van de heer Jos Van Assche tot de heer François-Xavier de Donnée, Minister-President van de Regering, betreffende "het onrustwekkende relatieve aandeel van de bestaansminimumtrekkers t.o.v. het totale bevolkingsaantal in het Gewest".

Interpellatie van de heer Joseph Parmentier tot de heer Guy Vanhengel, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, betreffende "het risico dat er ontvangsten verloren gaan voor de begroting als het eurovignet wordt afgeschaft".

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de belasting op de casinospelen betreft.

Rapporteur: de heer Michel Van Roye.

Bespreking.

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van het Wetboek der successierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) tot wijziging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de tarieven op sommige successierechten of vermogensovergangsrechten bij overlijden.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) houdende vrijstelling van successierechten en vermogensovergangsrechten bij overlijden voor de aan sommige organen en instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermaakte legaten.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot aanpassing van het tarief van de rechten van successie en van overgang bij overlijden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot aanpassing van de tarieven van de rechten die geheven worden op de nalatenschappen die bejaarde en hoogbejaarde personen verkrijgen aan hun situatie.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) ertoe strekkende, inzake successierechten, nieuwe categorieën van erfgerechtigden in te voeren voor de stiefouders, stiefkinderen, schoonbroers, schoonzusters.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot aanmoediging van de aanleg en de instandhouding van bossen door middel van een aangepast beleid inzake successierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot afschaffing van de bestaande discriminatie van adoptiefouders en adoptiefkinderen ten opzichte van ouders en kinderen op het vlak van de successierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot aanpassing van de tarieven van de successierechten die geheven worden op de nalatenschappen van commorientes aan hun situatie.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot beperking van het maximumtarief van de successierechten tot 50 %.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) ertoe strekkende de tarieven van de successierechten die van toepassing zijn tussen echtgenoten uit te breiden tot de ex-echtgenoten en de personen die één of meer kinderen hebben gehad met de erfflater.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot verlaging van de tarieven van successierechten tussen peters en meters en hun petekinderen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) strekkende tot een billijke berekening van de rechten van successie en van overgang bij overlijden op alle ter beurze genoteerde effecten.

Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002.

Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2003.

Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2003.

Projet de règlement contenant le Budget des Voies et Moyens de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2003.

Projet de règlement contenant le Budget général des Dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2003.

Rapporteurs : Mme Anne-Sylvie Mouzon et M. Alain Adriaens

Discussion conjointe (pour mémoire).

Interpellations jointes aux budgets.

Interpellation de M. Jos Van Assche à M. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « la proportion inquiétante du nombre de bénéficiaires du revenu d'insertion par rapport au chiffre total de population dans la Région ».

Interpellation de M. Joseph Parmentier à M. Guy Vanhengel, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant « le risque de perte budgétaire en cas de disparition de l'eurovignette ».

Projet d'ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne la taxe sur les jeux de casino.

Rapporteur : M. Michel Van Roye.

Discussion.

Projet d'ordonnance modifiant le Code des droits de succession.

Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) modifiant, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, les tarifs de certains droits de succession ou de mutation par décès.

Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) exemptant des droits de succession ou de mutation par décès, les legs faits à certains organismes et institutions de la Région de Bruxelles-Capitale.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à actualiser les taux des droits de succession et de mutation par décès en Région de Bruxelles-Capitale.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à adapter à leur situation les taux des droits perçus sur les successions recueillies par des personnes âgées et très âgées.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant, en matière de droits de succession, à créer de nouvelles catégories successorales pour les beaux-parents, beaux-enfants, beaux-frères, belles-sœurs.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant, par une politique fiscale successorale adaptée, à encourager la plantation et la conservation des bois et forêts.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à supprimer les discriminations existantes entre parents et enfants, d'une part, et entre adoptants et adoptés, d'autre part, en matière de droit de succession.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à adapter à la situation des comourants les droits de succession qui leur sont appliqués.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à limiter les droits perçus sur les successions à un maximum absolu de 50 %.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à étendre le bénéfice des taux des droits de succession applicables aux conjoints, aux ex-conjoints et aux personnes avec qui le défunt a eu un ou plusieurs enfants.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à réduire les droits de succession entre les parrains et marraines et leurs filleuls.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à permettre un calcul équitable des droits de succession et de mutation par décès sur toutes les valeurs mobilières cotées.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Stéphane de Lobkowicz) tot afschaffing van de ongelijke behandeling van samenwonenden inzake successierechten door de gewestelijke wetgever.

Rapporteurs : de heren Olivier de Clippele en Serge de Patoul
Samengevoegde bespreking (pro memorie).

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heren Denis Grimberghs en Michel Lemaire) houdende een bijzondere maatregel om kortingen toe te staan op de registratierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Denis Grimberghs) tot wijziging van artikel 212 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Voorstel van ordonnantie (van de heren Yaron Pesztat en Christos Doulerkidis) tot verlaging van de registratierechten voor bepaalde aankopen van gebouwen.

Rapporteurs : Mevr. Anne-Sylvie Mouzon en de heer Joseph Parmentier

Samengevoegde bespreking (pro memorie).

3. Dringende vragen (*).

4. Naamstemmingen (**).

Over de afgehandelde ontwerpen van ordonnantie en van verordening.

Nota

(*) Op donderdag 19 december 2002, om 14 uur.

(**) Op vrijdag 20 december 2002, om 17 uur.

Proposition d'ordonnance (de M. Stéphane de Lobkowicz) visant à supprimer les discriminations créées entre cohabitants, par le législateur régional, en matière de droits de succession.

Rapporteurs : MM. Olivier de Clippele et Serge de Patoul
Discussion conjointe (pour mémoire).

Projet d'ordonnance modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Proposition d'ordonnance (de MM. Denis Grimberghs et Michel Lemaire) portant une mesure spécifique de remise des droits d'enregistrement.

Proposition d'ordonnance (de M. Denis Grimberghs) modifiant l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Proposition d'ordonnance (de MM. Yaron Pesztat et Christos Doulerkidis) instaurant un droit d'enregistrement réduit pour certaines acquisitions d'immeubles.

Rapporteurs : Mme Anne-Sylvie Mouzon et M. Joseph Parmentier

Discussion conjointe (pour mémoire).

3. Questions d'actualité (*).

4. Votes nominatifs (**).

Sur les projets d'ordonnance et de règlement terminés.

Note

(*) Le jeudi 19 décembre 2002, à 14 heures.

(**) Le vendredi 20 décembre 2002, à 17 heures.

**VERENIGDE VERGADERING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFD-
STEDELIJK GEWEST**

[C - 2002/20300]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Donderdag 19 en vrijdag 20 december 2002

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Ontwerpen van ordonnantie.

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van hoofdstuk XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Rapporteur : Mevr. Anne-Sylvie Mouzon.

Bespreking (pro memorie).

Ontwerp van ordonnantie houdende aanpassing van de Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2002.

Ontwerp van ordonnantie houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2002.

Ontwerp van ordonnantie houdende de Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2003.

Ontwerp van ordonnantie houdende de Algemene Uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2003.

Rapporteurs : de heren Michel Mook en Denis Grimberghs.

Samengevoegde bespreking (pro memorie).

2. Dringende vragen (*).

3. Stemmingen (**).

Over de afgehandelde ontwerpen van ordonnantie.

Nota

(*) Op donderdag 19 december 2002, om 14 uur.

(**) Op vrijdag 20 december 2002, vanaf 17 uur.

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 2002/20300]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 19 et vendredi 20 décembre 2002

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Projets d'ordonnance.

Projet d'ordonnance modifiant le chapitre XIIbis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Rapporteur : Mme Anne-Sylvie Mouzon.

Discussion (pour mémoire).

Projet d'ordonnance ajustant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2002.

Projet d'ordonnance ajustant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2002.

Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2003.

Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2003.

Rapporteurs : MM. Michel Mook et Denis Grimberghs.

Discussion conjointe (pour mémoire).

2. Questions d'actualité (*).

3. Votes nominatifs (**).

Sur les projets d'ordonnance terminés.

Note

(*) Le jeudi 19 décembre 2002, à 14 heures.

(**) Le vendredi 20 décembre 2002, à partir de 17 heures.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit der rechtsgeleerdheid

De heer S. Baete zal op donderdag 19 december 2002, te 15 uur, in collegezaal E.0.12, in het openbaar zijn doctoraal proefschrift verdedigen voor het behalen van de graad van doctor in de rechten.

Het proefschrift draagt de titel: « Grondslagenonderzoek naar het optreden van de overheid als onderneming: een herijkte rol van de openbare dienst » (Promotor: prof. K. Leus; co-promotor: prof. Ph. Colle). (19988)

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

Ville de Bruxelles

Avis d'enquête publique

Le collège des bourgmestre et échevins fait connaître qu'est soumis à enquête publique, du 15 décembre 2002 au 31 janvier 2003, le projet de Plan communal de Développement, adopté provisoirement par le conseil communal en séance du 18 novembre 2002.

Les documents peuvent être consultés au Centre administratif, boulevard Anspach 6, à 1000 Bruxelles, du lundi au vendredi, de 8 h 30 m à 15 heures, 11^e étage, et le jeudi, de 16 à 20 heures, au 10^e étage.

Les renseignements ou explications techniques peuvent être obtenus les mardi et jeudi, de 9 à 12 heures.

Le projet de Plan communal de Développement est présenté, à titre informel, sur le site Internet de la ville, à l'adresse suivante: www.bruxelles.be

Les observations et réclamations sont à adresser par écrit au collège échevinal, Département Urbanisme - Cellule Plan, boulevard Anspach 6, 11^e étage, à 1000 Bruxelles, ou par courrier électronique à l'adresse pcd.gemop@brucity.be, au plus tard le 31 janvier 2003.

Au besoin, ces observations ou réclamations peuvent être formulées oralement, avant cette date, auprès de l'agent ou de la personne désigné(e) à cet effet au lieu de consultation, les mardi et jeudi, de 9 à 12 heures, au 11^e étage.

Bruxelles, le 2 décembre 2002. (34131)

Stad Brussel

Bericht van openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat aan een openbaar onderzoek, vanaf 15 december 2002 tot 31 januari 2003, wordt onderworpen, het ontwerp van Gemeentelijk Ontwikkelingsplan, door de gemeenteraad in zitting van 18 november 2002 voorlopig aangenomen.

De documenten liggen ter inzage op het Administratief Centrum, Anspachlaan 6, te 1000 Brussel, van maandag tot vrijdag, van 8 u. 30 m. tot 15 uur, op de 11^e verdieping, en donderdag, van 16 tot 20 uur, op de 10^e verdieping.

Inlichtingen of technische uitleg kunnen verkregen worden op dinsdag en donderdag van 9 tot 12 uur.

Het ontwerp van Gemeentelijk Ontwikkelingsplan wordt informeel voorgelegd op de Internet-site van de stad Brussel, volgend adres: www.brussel.be

De opmerkingen en bezwaren dienen schriftelijk te worden verzonden naar het college van burgemeester en schepenen - Departement Stedenbouw, Cel Plan, Anspachlaan 6, 11^e verdieping, te 1000 Brussel, ofwel via e-mail naar het adres pcd.gemop@brucity.be, en dit ten laatste op 31 januari 2003.

Deze opmerkingen en bezwaren kunnen, desnoods vóór deze datum, bij de daartoe aangewezen beambte of persoon mondeling gemaakt worden op bovenvermelde plaats, op dinsdag en donderdag, van 9 tot 12 uur, op de 11^e verdieping, en op donderdag, van 16 tot 20 uur, op de 10^e verdieping.

Brussel, 2 december 2002.

(34131)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

« Etablissements Ed. Block »,
in het kort: « Ed. Block », naamloze vennootschap,
Industriepark 2 J, Immo Granit Building, 9031 Gent (Dronen)

Jaarvergadering d.d. 21 december 2002, om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. (34132)

F.R.O.P. N.V., naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 29, 8980 Geluveld

H.R. Ieper 38644

Aangezien een eerste vergadering, bijeengeroepen voor 27 november 2002 niet geldig kon besluiten bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders en de bestuurders van de naamloze vennootschap « F.R.O.P. », uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders die zal doorgaan op vrijdag 20 december 2002, om 16 uur, op het kantoor van notaris Stefaan Laga, Gentseheerweg 44, te Izegem, die geldig zal kunnen besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, met volgende agenda: 1. Na kennisname van het verslag van de raad van bestuur met staat van actief en passief en van het verslag van de bedrijfsrevisor over voornoemde staat, voorstel tot vervroegde ontbinding en in vereffeningstelling van de vennootschap, met ingang vanaf heden. 2. Benoeming van vereffenaar(s). 3. Vaststellingen en verklaringen door de vereffenaar(s). 4. Vaststelling dat de vereffening zonder voorwerp is. Besluit tot de onmiddellijke afsluiting van de vereffening. 5. Besluit inzake vervulling van de laatste fiscale en andere verplichtingen en bewaring van de boeken en documenten van de vennootschap gedurende de wettelijke termijn.

(34133)

De raad van bestuur.

**Midiva, naamloze vennootschap,
Volksv. Tahonstraat 6, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 118958 — BTW 437.877.596

De jaarvergadering zal gehouden worden op 21 december 2002, te 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekening. 3. Aanwendig van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Varia. (34134)

**Rova, naamloze vennootschap,
Meersbloem 25, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 28212 — BTW 419.951.305

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21 december 2002, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (34135)

**Tenco, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 50, bus 1, 9800 Deinze**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 156691
BTW 439.330.222

Jaarvergadering d.d. 21 december 2002, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezing en goedkeuring van de jaarrekening. Toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan raad van bestuur. 5. Varia. De aandeelhouders dienen zich te houden aan de statuten inzake de stemming. (34136)

**Satibo, naamloze vennootschap,
Karelmeers 21, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 129979 — BTW 450.445.729

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21 december 2002, om 10 uur. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening per 30 juni 2002. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Bezoldigingen. 7. Allerlei. (34137)

**All-Goods, naamloze vennootschap,
Moerbosstraat 17, 8793 Waregem (Sint-Eloois-Vijve)**

H.R. Kortrijk 125028 — BTW 445.329.770

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21 december 2002, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (34138)

**Gefima, naamloze vennootschap,
Hammestraat 38, 9850 Nevele**

H.R. Gent 194314 — BTW 465.798.255

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21 december 2002, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (34139)

**« Software and Service Team »,
afgekort : « S.S.T. », naamloze vennootschap,
Koningin Astridlaan 29, 2870 Breendonk**

H.R. Mechelen 66792 — BTW 437.853.644

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 20 december 2002, te 10 uur, te 1780 Wommel, Romeinsesteenweg 1022.

Agenda :

1. Datum van de gewone algemene vergadering.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Toepassing artikel 60 van de samengeschatte wetten op de handelsvennootschappen.
4. Goedkeuring jaarrekeningen per 30 juni 1997, per 30 juni 1998, per 30 juni 1999, per 30 juni 2000, per 30 juni 2001 en per 30 juni 2002.
5. Bijzonder verslag artikel 633 en 634 Wetboek van vennootschappen.
6. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voor de uitoefening van hun mandaat.
7. Benoeming bestuurders.
8. Benoeming commissaris.
9. Varia. (34140)

**Professional Media Regie, naamloze vennootschap,
Hogebrugstraat 15, 8647 Lo-Reninge**

H.R. Veurne 37482 — BTW 456.390.839

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de algemene vergadering die doorgaat op 20 december 2002, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezing en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (34141)

**Cittie, naamloze vennootschap,
Hof ter Lo 9, bus 9, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 272811 — BTW 438.466.724

De aandeelhouders worden uitgenodigd deel te nemen aan de gewone algemene vergadering, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 20 december 2002, te 16 u. 30 m. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de datum. 2. Jaarverslag van de kwijting aan de bestuurders. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2002. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omzetting van het kapitaal in euro. 6. Artikel 633 Wetboek vennootschap. 7. Benoemingen. 8. Allerlei.

Om toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te richten naar de statuten van de vennootschap.

(34142)

De raad van bestuur.

**Ateliers Delzandre Industries, société anonyme,
Chaussée de Liège 135, 6900 Marche-en-Famenne**

R.C. Marche-en-Famenne 16758 — T.V.A. 444.769.150

Assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2002.

Messieurs les actionnaires sont priés de se présenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se réunira le vendredi 20 décembre 2002, à 11 heures, en l'étude de Me Jean-Paul Ledoux, notaire à Durbuy, rue Comte d'Ursel 40.

Ordre du jour :

1° Modification de l'objet social :

A) Rapport établi par le conseil d'administration en application de l'article 559 du Code des sociétés avec en annexe, un état comptable ne remontant pas à plus de trois mois;

B) Proposition de modification de l'objet social pour remplacer ledit objet par le suivant :

"La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

la fabrication, la vente et la pose de volets et menuiseries métalliques, de charpentes, châssis, portes, hall et étables métalliques;

l'entreprise de démolition de bâtiments, de travaux de terrassement et de génie civil;

la réparation de matériel d'entrepreneur et de matériel agricole;

la fabrication et la vente de réservoirs à mazout;

la fabrication, la vente et le placement de clôtures;

les travaux de soudure;

le commerce de détail des produits de la tréfilerie;

la fabrication, la vente et le montage d'articles et tôles à destination industrielle, professionnelle et privée;

la fabrication et la vente de tous produits de chaudronnerie et articles en fer forgé;

l'entreprise d'isolation thermique et acoustique;

la fabrication, la vente et le placement de pavillons démontables et baraquements sur armatures métalliques;

l'entreprise de couverture et de bardage de constructions en tôles métalliques, asbeste-ciment et en béton.

La société pourra notamment réaliser tout type de construction, tant à usage professionnel et industriel que privé, mettant en œuvre et en valeur tout type de produits et matériaux dont, notamment ceux cités ci-avant, tels que tôles et produits annexes métalliques, asbeste-ciment et béton.

Rentrent encore dans son objet :

la prestation de services, le courtage, la gestion, la réalisation d'études industrielles, la supervision en matière de secrétariat et de bureaux;

la prestation de conseils et le contrôle de toutes sociétés associés ou filiales;

la fourniture de biens et la prestation de service se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut garantir l'engagement de tiers et notamment ceux de ses associés et dirigeants. Elle peut affecter ses biens en hypothèque.

La société peut acheter, prendre ou donner à bail, construire, vendre ou échanger tous biens meubles et immeubles, matériel et installations et les gérer pour son comptes propre.

La société pourra accomplir tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation et s'intéresser par voie de souscription, d'apport de prise de participation ou de toute autre manière, dans toute société ou entreprise. »

et modification en conséquence de l'article 3 des statuts.

2° Pouvoirs au conseil d'administration aux fins de faire opérer toutes modifications de l'inscription au registre du commerce.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont invités à se conformer aux statuts.

Le conseil d'administration.(34143)

Ligavet, société anonyme,
avenue de la Gare 79, 6840 Neufchâteau

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 20 décembre 2002, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels clôtures au 31 décembre 2001. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (34144)

Société Coopérative Royal Dolhain Football Club,
Place Léon d'Andrimont 18, 4830 Limbourg

H.R. Verviers 11035 — BTW 402.272.856

Une assemblée générale extraordinaire se réunira le jeudi 19 décembre 2002 à 10 heures au siège social.

Ordre du jour :

1. Modification aux statuts - refonte intégrale - nominations. (34145)

Intervest Retail, société anonyme,
Sicaf immobilière de droit belge
Uitbreidingstraat 18, 2600 Berchem

R.C. Anvers 341493 — T.V.A. 431.391.860 (partiellement assujettie)

Les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu au siège social à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, le lundi 30 décembre 2002, à 9 h 30 m, avec à l'ordre du jour (traduction) :

1. Sous la condition suspensive de l'approbation de la fusion sous-nommée: approbation des comptes annuels des sociétés absorbées. Ces comptes annuels ont trait pour toutes les sociétés absorbées à la période qui commence le premier janvier deux mille deux et qui prend fin le trente juin deux mille deux, à l'exception de la société anonyme Winvest, dont le (premier) exercice social s'étend du vingt-six novembre deux mille un et prend fin le trente juin deux mille deux, et de la société anonyme Immo GL, dont l'exercice social précédent s'étendait du premier janvier deux mille deux et a été clôturé de manière anticipée le trente-et-un octobre dernier.

Prise de connaissance et approbation des rapports annuels des conseils d'administration de toutes les sociétés absorbées relatifs à l'exercice social susnommé. Prise de connaissance et approbation du rapport du commissaire relatif à l'exercice social susnommé pour toutes les sociétés absorbées, à l'exception de la société anonyme Immo GL pour laquelle il n'a pas été nommé de commissaire.

Décharge aux administrateurs de toutes les sociétés absorbées pour l'exercice de leur mandat relatif à l'exercice social susnommé, ainsi qu'une décharge spéciale aux administrateurs de la société absorbée Immo GL pour le fait que les comptes annuels de cette société seront approuvés le trente décembre prochain, au lieu du vingt décembre prochain, ainsi qu'il avait été prévu en premier.

Proposition de Résolution :

Sous la condition suspensive de l'approbation de la fusion nommée sous le deuxième point à l'ordre du jour, l'assemblée approuve les comptes annuels des sociétés absorbées. Ces comptes annuels ont trait pour toutes les sociétés absorbées à la période qui commence le premier janvier deux mille deux et qui prend fin le trente juin deux mille deux, à l'exception de la société anonyme Winvest, dont le (premier) exercice social s'étend du vingt-six novembre deux mille un et prend fin le trente juin deux mille deux, et de la société anonyme Imrno GL, dont l'exercice social précédent s'étendait du premier janvier deux mille deux et a été clôturé de manière anticipée le trente-et-un octobre dernier. Après avoir pris connaissance, l'assemblée décide également d'approuver les rapports annuels des Conseils d'administration et le rapport du commissaire relatifs à l'exercice social susnommé pour toutes les sociétés absorbées, à l'exception de la société anonyme Immo GL pour laquelle il n'a pas été nommé de commissaire.

L'assemblée donne en outre décharge aux administrateurs de toutes les sociétés absorbées pour l'exercice de leur mandat relatif à l'exercice social susnommé, et donne décharge spéciale aux administrateurs de la société absorbée Immo GL pour le fait que les comptes annuels de cette société sont approuvés le trente décembre prochain, au lieu du vingt décembre prochain, ainsi qu'il avait été prévu en premier.

2. Approbation de la fusion par absorption par la société anonyme Intervest Retail des sociétés anonymes GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen et Immo GL.

a) Documents

Prise de connaissance et discussion des documents mentionnés ci-après, et dont les actionnaires ont pu obtenir gratuitement une copie conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir:

i) Projet de fusion en date du vingt-sept septembre deux mille deux, qui a été élaboré communément par les Conseils d'administration de la société anonyme Intervest Retail d'une part (ci-après également "société absorbante"), et d'autre part la société anonyme GL Properties à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Retail Development à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Winvest, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Immo 2000 M, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Avamij à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Goorinvest, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Tafar, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Lemi, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Framonia, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, la société anonyme Micol, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, et la société anonyme Immo Shopping Tienen, à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18 (ci-après également "sociétés absorbées"), et le projet de fusion en date du quatorze novembre deux mille deux, qui a été élaboré communément par les conseils d'administration de la société anonyme Intervest Retail d'une part (ci-après également "société absorbante"), et d'autre part la société anonyme GL Immo à 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, d'autre part.

ii) Rapports des Conseils d'administration de toutes les sociétés concernées par la fusion.

iii) Rapport du commissaire de la société absorbante, à savoir Monsieur Ludo De Keulenaer, associé auprès de Deloitte & Partners Réviseurs d'Entreprises, relatif au projet de fusion en ce qui concerne la société absorbante concernant la fusion relative à la société Immo GL, et rapport particulier concernant la fusion relative à toutes les autres sociétés absorbées.

b) Actualisation de l'information financière

Le cas échéant, prise de connaissance des modifications importantes qui se sont produites dans l'actif et le passif du patrimoine des sociétés concernées par la fusion depuis la date à laquelle le projet de fusion a été établi.

c) Fusion par absorption

I. Fusion par absorption par la société anonyme Intervest Retail, société absorbante, des sociétés anonymes GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, et Immo GL, sociétés absorbées.

Proposition de résolution:

i) L'assemblée approuve le projet concernant la fusion par absorption par la société anonyme Intervest Retail des sociétés anonymes GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, et Immo GL.

ii) L'assemblée fixe le rapport d'échange entre les actions de la société absorbante et des sociétés absorbées comme suit :

- une action de la société anonyme GL Properties est échangée contre sept virgule quatre sept sept zéro (7,4770) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Retail Development est échangée contre dix virgule zéro huit un huit (10,0818) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Winvest est échangée contre cinq virgule neuf quatre zéro zéro (5,9400) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Immo 2000 M est échangée contre cent quarante sept virgule deux un deux six (147,2126) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Avamij est échangée contre quarante-six virgule zéro cinq zéro neuf (46,0509) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Goorinvest est échangée contre quarante-et-un virgule deux un six deux (41,2162) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Tafar est échangée contre quarante-huit virgule cinq neuf quatre quatre (48,5944) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Lemi est échangée contre soixante-trois virgule sept neuf cinq neuf (63,7959) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Framonia est échangée contre huit virgule huit neuf quatre zéro (8,8940) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Micol est échangée contre trois virgule sept deux sept huit (3,7278) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme Immo Shopping Tienen est échangée contre trois virgule un huit six cinq (3,1865) actions de la société anonyme Intervest Retail.

- une action de la société anonyme GL Immo est échangée contre neuf cent soixante sept virgule quatre cent nonante-neuf (967,499) actions de la société anonyme Intervest Retail.

iii) En contrepartie de la transition de l'entièrement de l'actif et du passif du patrimoine des sociétés absorbées à la société absorbante, trente-deux mille cinq cent et six (32.506) actions nouvelles de la société absorbante, entièrement libérées et sans mention de valeur nominale, sont émises au total, en tenant compte de ce qui est mentionné ci-après concernant la société : Micol. A cela il est tenu compte du fait qu'Intervest Retail, société absorbante, est actionnaire majoritaire dans toutes les sociétés absorbées, et détient à chaque fois environ nonante pour cent de leurs actions, à l'exception de la société Immo GL, où elle détient nonante-sept virgule soixante pour cent des actions. Sur base de l'article 703, 2, 1° du Code des sociétés, il ne peut y avoir d'échange entre les actions de la société absorbante et les actions des sociétés absorbées qui sont détenues par la société absorbante elle-même.

Les actions de la société absorbée Micol ne sont pas entièrement libérées, étant donné que le capital social de cette société est fixé à deux cent quarante-sept mille huit cent nonante trois virgule cinquante-deux euro et n'est seulement libéré qu'à concurrence de septante-neuf mille trois cent vingt-cinq virgule nonante-deux euro (soit trente-deux pour cent). La société Compagnie Financière du Benelux (Belgique) ne détient que dix pour cent de ces actions, soit mille (1.000) actions, lesquelles n'ont été libérées qu'à concurrence de sept mille neuf cent trente-deux virgule cinquante-neuf euro (7.932,59 EUR) (ce qui correspond à septante-neuf euro trente-trois eurocent (79,33 EUR) par action). Les trois mille sept cent vingt-huit (3.728) nouvelles actions Intervest Retail à émettre en contrepartie des mille (1,000) actions Micol détenues par la société Compagnie Financière du Benelux (Belgique) seront de ce fait incomplètement libérées, de sorte que la partie libérée du capital de la société après la fusion s'élève à seize mille huit cent cinquante-six euro septante-six eurocent (16.856,76 EUR) de moins que le capital social souscrit.

Toutes les nouvelles actions à émettre bénéficient des mêmes droits et avantages que les actions existantes et ils partagent dans le bénéfice de l'entreprise à partir du premier janvier deux mille trois. Une soulte en argent ne sera pas allouée.

iv) Les nouvelles actions de la société absorbante à émettre seront distribuées à l'actionnaire des sociétés absorbées, autre que la société absorbante elle-même, à savoir la société anonyme Compagnie Financière du Benelux (Belgique), dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 126, tel que prévu dans le projet de fusion.

Les nouvelles actions seront à la demande de la société anonyme Compagnie Financière du Benelux (Belgique) des actions nominatives.

Les nouvelles actions seront émises directement après les présentes assemblées générales extraordinaires qui ont mené à la fusion.

Monsieur Gert Cowé est chargé de prendre les mesures nécessaires afin de remettre les trente-deux mille cinq cent et six (32.506) nouvelles actions d'Intervest Retail NV à la Compagnie Financière du Benelux (Belgique) N.V., à ce jour hormis Intervest Retail N.V. le seul actionnaire

dans les sociétés absorbées. Cinq mille huit cent et cinq (5.805) nouvelles actions seront remises en contrepartie de la fusion avec la société susnommée Immo GL, et vingt-six mille sept cent et une (26.701) actions en contrepartie de la fusion avec les autres sociétés absorbées susnommées.

v) L'assemblée n'accorde à la Compagnie Financière du Benelux (Belgique), ainsi que mentionné, après Intervest Retail le deuxième actionnaire des sociétés absorbées, pas de droits particuliers à l'exception de ceux mentionnés ci-dessus.

vi) Les actes accomplis par les sociétés absorbées sont considérés, d'un point de vue comptable, être fait pour le compte de la société absorbante à partir du premier juillet deux mille deux, à l'exception des actes accomplis par la société absorbée Immo GL, lesquelles sont considérés, d'un point de vue comptable, être fait pour le compte de la société absorbante à partir du premier novembre deux mille deux.

vii) Aucun avantage particulier n'est accordé aux administrateurs de la société absorbante et des sociétés absorbées.

II. Constatation du transfert de propriété du patrimoine des sociétés absorbées vers la société absorbante.

Proposition de résolution:

L'assemblée constate que le patrimoine des sociétés absorbées a été transféré à la société absorbante, à titre d'universalité, et qu'il comporte les éléments du patrimoine mentionnés ci-après, dont la description et la valorisation sont également décrits ci-après, ensemble avec l'identification et l'origine de la propriété du bien immobilier.

III. Traitement du transfert du patrimoine dans la comptabilité de la société absorbante Proposition de résolution

L'assemblée constate que, suite à la fusion par absorption, le capital de la société absorbante est augmenté à concurrence d'un montant de deux cent vingt-sept mille nonante-quatre euro quarante-sept eurocent (227.094,47 EUR), afin de le porter de nonante-sept million deux mille neuf cent nonante-cinq euro soixante-et-un eurocent (97.002.995,61 EUR) à nonante sept million deux cent trente mille nonante euro et huit eurocent (97.230.090,08 EUR).

IV. Proposition de modifier l'article 6 des statuts de la société absorbante pour le mettre en accord avec l'augmentation du capital et le nombre d'actions suite à la fusion par absorption. Proposition de résolution

L'assemblée décide de remplacer l'article 6 des statuts par le texte suivant :

"Le capital est fixé à nonante-sept million deux cent trente mille nonante euro et huit eurocent (97.230.090,08 EUR). Il est représenté par cinq millions septante-huit mille cinq cent vingt-cinq (5.078.525) actions sans mention de valeur nominale".

V. Constatation de la disparition des sociétés absorbées.

Proposition de résolution:

L'assemblée invite le notaire à constater que, puisque les assemblées générales des sociétés anonymes GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, et Immo GL, tous établis à Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 18, sociétés absorbées, tenues à ce jour et précédant immédiatement à cette assemblée, ensemble avec l'assemblée générale de cette société, dont les minutes sont repris dans l'acte présent, ont approuvé la fusion, les sociétés absorbées GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, et Immo GL cessent d'exister à partir de ce jour.

3. Prise de connaissance et discussion du rapport spécial du Conseil d'administration concernant la prolongation et l'augmentation du capital autorisé et des objectifs poursuivis à cet égard.

4. Prolongation et augmentation du capital autorisé.

Proposition de résolution:

L'assemblée autorise le Conseil d'administration à augmenter le capital de la société à une ou plusieurs reprises à concurrence d'un montant maximal de nonante-sept million deux cent trente mille nonante euro et huit eurocent (97.230.090, 08 EUR). Ce pouvoir est valable durant un délai de cinq ans à partir de la publication de cette décision dans les Annexes au Moniteur belge.

5. Adaptation des statuts aux décisions susmentionnées et aux dispositions de la Loi du deux août deux mille deux (publiée au Moniteur belge le vingt-deux août suivant)

Proposition de résolution

L'assemblée décide d'adapter les statuts aux décisions susmentionnées et aux dispositions de la Loi du deux août deux mille deux (publiée au Moniteur belge le vingt-deux août suivant). L'assemblée décide d'ajouter à la fin de l'article 6bis des statuts le texte suivant:

"Les actionnaires ont décidé à l'assemblée générale extraordinaire du trente décembre deux mille deux d'approuver la fusion avec les sociétés anonymes GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, et Immo GL et d'augmenter le capital, en contrepartie du transfert du patrimoine des sociétés absorbées, à concurrence de deux cent vingt-sept mille nonante-quatre euro et quarante-sept eurocent (227.094,47 EUR), afin de le porter de nonante-sept million deux mille neuf cent nonante-cinq euro soixante-et-un eurocent (97.002.995,61 EUR) à nonante-sept million deux cent trente mille nonante euro et huit eurocent (97.230.090,08 EUR), avec émission de trente-deux mille cinq cent et six (32.506) nouvelles actions."

L'assemblée décide de réécrire les deux premières phrases de l'article 7 des statuts comme suit :

"Le Conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital de la société à une ou plusieurs reprises à concurrence d'un montant maximal de nonante-sept million deux cent trente mille nonante euro et huit eurocent (97.230.090,08 EUR), par apport en espèces ou en nature, le cas échéant, par incorporation de réserves ou de primes d'émission, et dans le respect des prescriptions du Code des sociétés, de ces statuts et de l'article 11 de l'arrêté royal du dix avril dix-neuf cent nonante-cinq relatif aux sicaf immobilières.

Ce pouvoir est valable durant un délai de cinq ans à partir de la publication aux Annexes dit Moniteur Belge du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du trente décembre deux mille deux."

L'assemblée décide de remplacer le troisième alinéa de l'article 12 des statuts ("Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur..." par le texte suivant:

"Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur ou membre du comité de direction, cette personne morale désignera parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission en nom et pour le compte de la personne morale concernée.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur."

L'assemblée décide d'ajouter le texte suivant à l'article 13 (en tant que nouvel et dernier alinéa)

Le conseil d'administration peut créer en son sein et sous sa responsabilité un ou plusieurs comités consultatifs. Il définit leur composition et leur mission."

L'assemblée décide qu'il convient de remplacer le premier alinéa de l'article 14 des statuts par le texte suivant:

"La société est valablement représentée en justice et à l'égard des tiers, en ce compris les actes pour lesquels un officier public ou un notaire est requis, soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit par deux membres du comité de direction agissant conjointement, soit par un administrateur-délégué, agissant séparément, dans les limites de la gestion journalière. Dans tout acte de disposition portant sur un immeuble, conformément à l'article 18 de l'arrêté royal du dix avril dix-neuf cent nonante-cinq relatif aux sicaf immobilières, la société doit toujours être représentée par deux administrateurs agissant conjointement."

L'assemblée décide de remplacer entièrement l'article 15 des statuts par le texte suivant:

"Le conseil d'administration est autorisé, en application de l'article 524bis du Code des sociétés, à former un comité de direction dont les membres sont choisis parmi ou en dehors du conseil. Les pouvoirs à déléguer au comité de direction comprennent tous les pouvoirs de gestion à l'exception des pouvoirs de gestion qui peuvent porter sur la politique générale de la société, sur des actes qui en vertu de dispositions légales sont réservés au conseil d'administration, ou sur des actes et opérations qui pourraient donner lieu à l'application de l'article 524 du Code des sociétés. Lorsqu'un comité de direction est institué, le conseil d'administration est chargé de surveiller ce comité.

Le conseil d'administration détermine les conditions de désignation des membres du comité de direction, leur révocation, leur rémunération, leur éventuel prime de licenciement, la durée de leur mission et le mode de fonctionnement.

Lorsqu'un comité de direction a été institué, seul celui-ci peut déléguer la gestion journalière de la société à au moins deux personnes qui doivent être administrateur.

Lorsqu'un comité de direction n'a pas été institué, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à au moins deux personnes qui doivent être administrateur.

Le conseil, le comité de direction ainsi que les administrateurs-délégués chargés de la gestion journalière dans le cadre de cette gestion journalière, peuvent également conférer des pouvoirs spécifiques à une ou plusieurs personnes de leur choix, dans les limites de leurs pouvoirs respectifs.

Le conseil peut déterminer la rémunération de chaque mandataire à qui des pouvoirs spéciaux ont été conférés, tout ceci conformément à la Loi du quatre décembre dix-neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, et ses arrêtés d'exécution."

L'assemblée décide d'ajouter le texte suivant à l'article 21:

"c) Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être établies par un acte authentique. Les porteurs d'obligations, détenteurs d'un droit de souscription ou de certificats visés à l'article 537 du Code des sociétés, peuvent prendre connaissance de ces décisions."

L'assemblée décide de modifier l'article 21 b) des statuts, remplaçant ainsi à deux reprises dans le texte de l'article les mots "au moins huit jours avant l'assemblée" par les mots "au moins quinze jours précédant l'assemblée".

6. Pouvoirs et procurations.

Attribution de pouvoirs au conseil d'administration de la société absorbante et aux mandataires spéciaux afin d'exécuter les décisions relatives à la fusion par absorption Proposition de résolution:

L'assemblée autorise le conseil d'administration à exécuter les décisions prises. Des pouvoirs spéciaux sont attribués à:

a) M. Gert Cowé, résidant à 2980 Zoersel, Antwerpsedreef 177, avec faculté de substitution, afin de prendre au nom des conseils d'administration des sociétés absorbées toutes les mesures nécessaires ou utiles afin de procéder à l'annotation dans le registre des actions de la société absorbante des nouvelles actions émises de la société absorbante au nom de la Compagnie Financière du Benelux (Belgique) N.V.

b) M. Dirk Caestecker, ou tout autre avocat de l'association d'avocats "DLA Caestecker" établi à 1000 Bruxelles, rue des Colonies 11, 1050 Bruxelles, avenue Louise 106, et 2600 Anvers-Berchem, Uitbreidingstraat 2, chacun pouvant agir séparément et avec faculté de substitution, afin d'effectuer toutes les adaptations à l'inscription tant de la société absorbante que des sociétés absorbées auprès du Registre de Commerce d'Anvers suite aux décisions mentionnées dans l'acte présent, le cas échéant après toutes corrections et adaptations et radiations nécessaires;

c) M. Gert Cowé, avec faculté de substitution, aux fins de représenter la société absorbante et les sociétés absorbées dans tous les actes rectificatifs ou complémentaires à établir en cas d'erreur ou d'omission lors de la description du patrimoine des sociétés absorbées.

d) le notaire aux fins d'établir le texte coordonné des statuts et de le déposer dans le dossier de la société.

7. Démission d'un administrateur - nomination d'un administrateur non-indépendant. Proposition de résolution :

L'assemblée accepte la démission de M. Kornelis Streeferk en tant qu'administrateur de la société.

L'assemblée décide de nommer M. Reinier Annes Van Gerrevink, résidant à 2585 EL 's Gravenhage (Pays-Bas), Bankastraet 123, et Monsieur Hubert Karel Marie Roovers, résidant à 4835 AB Breda (Pays-Bas), Franklin Rooseveltlaan 38, en tant qu'administrateurs non indépendants. Leur mandat a une durée de six (6) ans et est rémunéré. La société doit être représentée, soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit par deux membres du comité de direction, agissant conjointement, soit par un administrateur-délégué, agissant séparément, dans les limites de la gestion journalière.

Pour être admis aux assemblées, conformément à l'article 22 des statuts et à l'article 536 du Code des sociétés, les propriétaires de titres au porteur et les détenteurs de titres dématérialisés doivent déposer, au plus tard le vendredi 27 décembre 2002, leurs titres ou l'attestation établie par le teneur de comptes agréé constatant l'indisponibilité de ces titres, jusqu'à la date de l'assemblée générale, au siège de la société ou auprès de la Banque Dépositaire de la société, soit Bank Degroof S.A., laquelle doit délivrer à la société une attestation confirmant ce dépôt dans le même délai.

Les détenteurs d'actions nominatives doivent faire connaître leur intention de participer à l'assemblée générale par lettre recommandée adressée au siège social de la société au plus tard le vendredi 27 décembre 2002.

Les rapports et documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés au siège de la société par les actionnaires sur présentation de la preuve de leur titre. Les actionnaires peuvent également obtenir gratuitement une copie de ces rapports et documents.
(34146) Le conseil d'administration.

**Intervest Retail, naamloze vennootschap,
Vastgoedbevak naar Belgisch recht,
Uitbreidingstraat 18, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 341493 — BTW 431.391.860
(gedeeltelijk onderworpen)

De aandeelhouders worden uitgenodigd deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel te 2600 Antwerpen-Berchem, Uitbreidingstraat 18, op maandag 30 december 2002, om 9 u. 30 m., met de volgende agenda :

1. Onder opschortende voorwaarde van de goedkeuring van nagegelde fusie : goedkeuring van de jaarrekeningen van de over te nemen vennootschappen. Deze jaarrekeningen betreffen voor alle overgenomen vennootschappen de periode die begint op één januari tweeduizend en twee en eindigt op dertig juni tweeduizend en twee, behoudens voor de naamloze vennootschap Winvest, waarvan het (eerste) boekjaar loopt van zesentwintig november tweeduizend en een en afsluit op dertig juni tweeduizend en twee, en voor de naamloze vennootschap Immo GL, waarvan het vorige boekjaar liep van één januari tweeduizend en twee, en vervroegd werd afgesloten op eenendertig oktober laatst.

Kennisname en goedkeuring van de jaarverslagen van de raden van bestuur van alle overgenomen vennootschappen met betrekking tot voormeld boekjaar. Kennisname en goedkeuring van het verslag van de commissaris over voormeld boekjaar met betrekking tot alle overgenomen vennootschappen, met uitzondering van de naamloze vennootschap Immo GL, waar geen commissaris benoemd werd.

Kwijting aan de bestuurders van alle overgenomen vennootschappen voor de uitoefening van hun mandaat met betrekking tot voormeld boekjaar, evenals bijzondere kwijting aan de bestuurders van de overgenomen vennootschap Immo GL omdat de jaarrekening van deze vennootschap wordt goedgekeurd op dertig december eerstkomende, in plaats van op twintig december eerstkomende, zoals eerst was voorzien,

Voorstel van Besluit :

Onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van de fusie vermeld onder het tweede agendapunt, keurt de vergadering de jaarrekeningen goed van de over te nemen vennootschappen. Deze jaarrekeningen betreffen voor alle overgenomen vennootschappen de periode die begint op één januari tweeduizend en twee en eindigt op dertig juni tweeduizend en twee, behoudens voor de overgenomen vennootschap Winvest, waarvan het (eerste) boekjaar loopt van zesentwintig november tweeduizend en een en afsluit op dertig juni tweeduizend en twee, en voor de overgenomen vennootschap Immo GL waarvan het boekjaar liep van één januari tweeduizend en twee tot eenendertig oktober tweeduizend en twee. Na kennisname besluit de vergadering tevens tot goedkeuring van de jaarverslagen van de raden van bestuur en van het verslag van de commissaris over voormeld boekjaar van alle overgenomen vennootschappen, met uitzondering van de naamloze vennootschap Immo GL, waar geen commissaris benoemd werd.

De vergadering verleent bovendien kwijting aan de bestuurders van alle overgenomen vennootschappen voor de uitoefening van hun mandaat met betrekking tot voormeld boekjaar, en verleent een bijzondere kwijting aan de bestuurders van de overgenomen vennootschap Immo GL omdat de jaarrekening van deze vennootschap wordt goedgekeurd op dertig december eerstkomende, in plaats van op twintig december eerstkomende, zoals eerst was voorzien.

2. Goedkeuring van de fusie door overname door de naamloze vennootschap Intervest Retail van de naamloze vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen en Immo GL.

a) Documenten

Kennisneming en bespreking van de hierna vermelde documenten, waarvan de aandeelhouders kosteloos een kopie hebben kunnen bekomen overeenkomstig artikel 697 van het Wetboek van vennootschappen, te weten :

i) Fusievoorstel de dato zeventwintig september tweeduizend en twee dat gemeenschappelijk werd opgesteld door de raden van bestuur van, enerzijds, de naamloze vennootschap Intervest Retail (hierna ook "overnemende vennootschap") en, anderzijds, de naamloze vennootschap GL Properties, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Retail Development, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Winvest, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Immo 2000 M, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Avamij, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Goorinvest, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, naamloze vennootschap Tafar, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Lemi, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Framonia, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, de naamloze vennootschap Micol te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18, en de naamloze vennootschap Immo Shopping Tienen, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18 (hierna ook "over te nemen vennootschappen"), en van het fusievoorstel de dato veertien november tweeduizend en twee dat gemeenschappelijk werd opgesteld door de raden van bestuur van, enerzijds, de naamloze vennootschap Intervest Retail (hierna ook "overnemende vennootschap") en, anderzijds, de naamloze vennootschap GL Immo, te 2600 Antwerpen (Berchem), Uitbreidingstraat 18.

ii) Verslagen van de raden van bestuur van alle bij de fusie betrokken vennootschappen.

iii) Verslag van de commissaris van de overnemende vennootschap, zijnde de heer Ludo De Keulenaer, vennoot bij Deloitte & Partners Bedrijfsrevisoren, met betrekking tot het fusievoorstel voor wat de overnemende vennootschap betreft inzake de fusie met betrekking tot de vennootschap Immo GL, en afzonderlijk verslag inzake de fusie met betrekking tot alle andere overgenomen vennootschappen.

b) Actualisering financiële informatie

In voorkomend geval, kennisneming van de belangrijke wijzigingen die zich in de activa en passiva van het vermogen van de bij de fusie betrokken vennootschappen hebben voorgedaan sinds de datum van opstelling van het fusievoorstel.

c) Fusie door overneming

I. Fusie door overneming door de naamloze vennootschap Intervest Retail, overnemende vennootschap, van de naamloze vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, en Immo GL, overgenomen vennootschappen.

Voorstel van besluit :

i) De vergadering keurt het voorstel goed houdende de fusie door overneming door de naamloze vennootschap Intervest Retail van de naamloze vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, en Immo GL.

ii) De vergadering stelt de ruilverhouding tussen de aandelen van de overnemende en de over te nemen vennootschappen vast als volgt :

- één aandeel van de naamloze vennootschap GL Properties wordt omgeruild voor zeven komma vier zeven nul (7,47710) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Retail Development wordt omgeruild voor tien komma nul acht een acht (10,0818) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Winvest wordt omgeruild voor vijf komma negen vier nul nul (5,9400) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Immo 2000 M wordt omgeruild voor honderd zevenveertig komma twee een twee zes (147,2126) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Avamij wordt omgeruild voor zesentwintig komma nul vijf nul negen (46,0509) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Goorinvest wordt omgeruild voor eenenveertig komma twee een zes twee (41,2162) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Tafar wordt omgeruild voor achtenveertig komma vijf negen vier vier (48,5944) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Lemi wordt omgeruild voor drieëntwintig komma zeven negen vijf negen (63,7959) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Framonia wordt omgeruild voor acht komma acht negen vier nul (8,8940) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Micol wordt omgeruild voor drie komma zeven twee zeven acht (3,7278) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap Immo Shopping Tienen wordt omgeruild voor drie komma een acht zes vijf (3,1865) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

- één aandeel van de naamloze vennootschap GL Immo wordt omgeruild voor negenhonderd zevenentwintig komma vierhonderd negennegentig (967,499) aandelen van de naamloze vennootschap Intervest Retail.

iii) Als vergoeding voor de overgang van het volledige actieve en passieve vermogen van de over te nemen vennootschappen op de overnemende vennootschap worden in totaal tweeëndertigduizend vijfhonderd en zes (32 506) nieuwe, volledig volgestorte aandelen zonder nominale waarde van de overnemende vennootschap uitgegeeft, rekening houdend met wat hierna wordt vermeld omtrent de vennootschap Micol. Hierbij wordt er rekening mee gehouden dat Intervest Retail, overnemende vennootschap, hoofdaandeelhouder is van ieder van de over te nemen vennootschappen, en telkens ongeveer negentig procent van hun aandelen bezit, behoudens in de vennootschap Immo GL, waar ze zevenennegentig komma zestig procent van de aandelen van bezit. Op basis van artikel 703, § 2, 1°, van het Wetboek van vennootschappen vindt er geen omwisseling plaats van de aandelen van de overnemende vennootschap tegen aandelen van de overgenomen vennootschappen die worden aangehouden door de overnemende vennootschap zelf.

De aandelen van de overgenomen vennootschap Micol zijn niet volledig volstort, aangezien het maatschappelijk kapitaal van deze vennootschap tweehonderdzevenenveertigduizend achthonderd drieënnegentig komma tweeënvijftig euro bedraagt en slechts ten belope van negenenzeventigduizend driehonderd vijfentwintig komma tweeënnegentig euro (zijnde tweeëndertig procent) is volstort. De vennootschap Compagnie financière du Benelux (Belgique) bezit slechts tien procent van deze aandelen, zijnde duizend (1 000) aandelen, dewelke slechts ten belope van zeventienduizend negenhonderd tweeëndertig komma negenenvijftig euro (7.932,59 EUR) werden volstort (dit is negenenzeventig euro en drieëndertig eurocent (79,33 EUR) per aandeel). Hierdoor zullen de drieduizend zeventiendertig achttentwintig (3 728) nieuw uitgegeven aandelen Intervest Retail in ruil voor de duizend (1 000) aandelen Micol die eigendom zijn van de vennootschap Compagnie financière du Benelux (Belgique) onvolledig volstort zijn, zodat het volstort gedeelte van het kapitaal van de vennootschap na de fusie zestienduizend achthonderd zesenvijftig euro zesenzeventig eurocent (16.856,76 EUR) minder bedraagt dan het onderschreven maatschappelijk kapitaal.

Alle nieuw uit te geven aandelen genieten dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen en zij delen in het bedrijfsresultaat vanaf één januari tweeduizend en drie. Er wordt geen opleg in geld uitgekeerd.

iv) De nieuw uit te geven aandelen van de overnemende vennootschap worden uitgereikt aan de aandeelhouder van de over te nemen vennootschappen, andere dan de overnemende vennootschap zelf, met name de naamloze vennootschap Compagnie financière du Benelux (Belgique), met zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 126, zoals bepaald in het fusievoorstel.

De nieuwe aandelen zullen op verzoek van de naamloze vennootschap Compagnie financière du Benelux (Belgique) aandelen op naam zijn.

De nieuwe aandelen zullen worden uitgegeven onmiddellijk na onderhavige buitengewone algemene vergaderingen die tot de fusie hebben beslist.

De heer Gert Cowé wordt belast om de nodige stappen te ondernemen teneinde de tweeëndertigduizend vijfhonderd en zes (32 506) nieuwe aandelen van Intervest Retail N.V. te overhandigen aan Compagnie financière du Benelux (Belgique) N.V., thans naast Intervest Retail N.V. enig aandeelhouder in de over te nemen vennootschappen. Hierbij zullen vijfduizend achthonderd en vijf (5 805) nieuwe aandelen worden overhandigd ter vergoeding van de fusie met de voornoemde vennootschap Immo GL, en zesentwintigduizend zeventiendertig en een (26 701) aandelen voor de fusie met de overige genoemde overgenomen vennootschappen.

v) De vergadering kent aan Compagnie financière du Benelux (Belgique), zoals gesteld naast Intervest Retail de tweede aandeelhouder van de overgenomen vennootschappen, geen bijzondere rechten toe, behoudens de hiervoor gemelde.

vi) De verrichtingen gesteld door de overgenomen vennootschappen worden boekhoudkundig geacht te zijn gevoerd voor rekening van de overnemende vennootschap vanaf één juli tweeduizend en twee, met uitzondering van de verrichtingen gesteld door de overgenomen vennootschap Immo GL, die boekhoudkundig geacht worden te zijn gevoerd voor rekening van de overnemende vennootschap vanaf één november tweeduizend en twee.

vii) Aan de bestuurders van de overnemende en overgenomen vennootschappen worden geen bijzondere voordelen toegekend.

II. Vaststelling van de eigendomsovergang van het vermogen van de overgenomen vennootschappen op de overnemende vennootschap.

Voorstel van besluit :

De vergadering stelt vast dat het vermogen van de overgenomen vennootschappen bij wijze van algemeenheid is overgegaan op de overnemende vennootschap en dat het de hierna gemelde vermogensbestanddelen omvat waarvan de omschrijving en waardering hierna wordt weergegeven, samen met de identificatie en de eigendoms-oorsprong van het onroerend goed.

III. Verwerking van de vermogensovergang in de boekhouding van de overnemende vennootschap.

Voorstel van besluit :

De vergadering stelt vast dat als gevolg van de fusie door overneming, het kapitaal van de overnemende vennootschap verhoogd wordt met een bedrag gelijk aan tweehonderdzeventwintigduizend vierennegentig euro zevenenveertig eurocent (227.094,47 EUR), om het te brengen van zevenennegentig miljoen tweeduizend negenhonderd vijfennegentig euro en eenenzestig cent (97.002.995,61 EUR) op zevenennegentig miljoen tweehonderddertigduizend negentig euro en acht eurocent (97.230.090,08 EUR).

IV. Voorstel om artikel 6 van de statuten van de overnemende vennootschap te wijzigen om het in overeenstemming te brengen met de verhoging van het kapitaal en het aantal aandelen als gevolg van de fusie door overneming.

Voorstel van besluit :

De vergadering besluit artikel 6 van de statuten te vervangen door volgende tekst :

“Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op zevenennegentig miljoen tweehonderddertigduizend negentig euro acht eurocent (97.230.090,08 EUR). Het is gesplitst in vijf miljoen achtenzeventigduizend vijfhonderd vijfentwintig (5 078 525) aandelen zonder vermelding van nominale waarde”.

V. Vaststelling van de verdwijning van de overgenomen vennootschappen.

Voorstel van besluit :

De vergadering verzoekt de notaris vast te stellen dat vermits de algemene vergaderingen van de naamloze vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, en Immo GL, allen gevestigd te Antwerpen-Berchem, Uitbreidingstraat 18, overgenomen vennootschappen, gehouden op heden en onmiddellijk voorafgaand aan deze vergadering, samen met de algemene vergadering van deze vennootschap, waarvan de notulen vervat zijn in deze akte, het fusievoorstel hebben goedgekeurd, de overgenomen vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, en Immo GL vanaf heden ophouden te bestaan.

3. Kennisneming en bespreking van het bijzonder verslag van de raad van bestuur betreffende de verlenging en verhoging van het toegestaan kapitaal en de daarbij nagestreefde doeleinden.

4. Verlenging en verhoging van het toegestaan kapitaal.

Voorstel tot besluit :

De vergadering machtigt de raad van bestuur om het kapitaal van de vennootschap in één of meerdere keren te verhogen met een maximumbedrag van zevenennegentig miljoen tweehonderddertigduizend negentig euro en acht eurocent (97.230.090,08 EUR). Deze machtiging geldt voor een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van dit besluit in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

5. Aanpassing der statuten aan de hoger vermelde beslissingen en aan de bepalingen van de wet van twee augustus tweeduizend en twee (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van tweeëntwintig augustus daarna)

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit tot aanpassing van de statuten aan hoger vermelde beslissingen en aan de bepalingen van de wet van twee augustus tweeduizend en twee (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van tweeëntwintig augustus daarna).

De vergadering besluit op het einde van artikel 6bis van de statuten volgende tekst toe te voegen :

“De aandeelhouders hebben in de buitengewone algemene vergadering van dertig december tweeduizend en twee beslist de fusie goed te keuren met de naamloze vennootschappen GL Properties, Retail Development, Winvest, Immo 2000 M, Avamij, Goorinvest, Tafar, Lemi, Framonia, Micol, Immo Shopping Tienen, en Inuno GL era als vertegenwoordiging van de overgang van het verhogen van de overgenomen vennootschappen het kapitaal te verhogen met tweehonderdzeventwintigduizend vierennegentig euro zevenenveertig eurocent (227.094,47 EUR), om het te brengen van zevenennegentig miljoen

tweeduizend negenhonderd vijftien negentig euro en eenenzestig cent (97.002.995,61 EUR) op zevenennegentig miljoen tweehonderddertigduizend negentig euro en acht eurocent 197.230.090,08 EUR), met uitgifte van tweeëndertigduizend vijfhonderd en zes (32 506) nieuwe aandelen."

De vergadering besluit de eerste twee zinnen van artikel 7 van de statuten te herschrijven als volgt :

"Het is de raad van bestuur toegestaan het maatschappelijk kapitaal te verhogen in één of meerdere keren met een bedrag van zevenennegentig miljoen tweehonderddertigduizend negentig euro en acht eurocent (97, 230.090, 08 EUR), door inbreng in geld of in natura, desgevallend, door incorporatie van reserves of uitgiftepremies, en met naleving van de voorschriften van het Wetboek van vennootschappen, van deze statuten en van artikel 11 van het koninklijk besluit van tien april negentienhonderd vijftien negentig betreffende de vastgoedbevaks.

Deze toelating geldt voor een duur van vijf jaar te rekenen vanaf de publicatie in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van het proces-verbaal van de buitengewone algemene vergadering de dato dertig december tweeduizend en twee."

De vergadering besluit tot vervanging van de derde alinea van artikel 12 van de statuten ("Ingeval een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd...") door de volgende tekst : "Wanneer een rechtspersoon wordt verkozen tot bestuurder of lid van het directiecomité, dan zal deze rechtspersoon onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vaste vertegenwoordiger aanduiden die wordt belast met de uitvoering van deze opdracht in naam en voor rekening van de betrokken rechtspersoon.

Deze vertegenwoordiger moet aan dezelfde voorwaarden voldoen en is burgerrechtelijk aansprakelijk en strafrechtelijk verantwoordelijk alsof hij zelf de betrokken opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou volbrengen, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt. Deze laatste mag zijn vertegenwoordiger niet ontslaan zonder tegelijk een opvolger te benoemen."

De vergadering besluit tot toevoeging van de volgende tekst aan artikel 13 (als een nieuwe laatste alinea).

"De raad van bestuur kan in zijn midden en onder zijn aansprakelijkheid één of meer adviserende comités oprichten. Hij omschrijft hun samenstelling en hun opdrachten. "

De vergadering besluit dat de eerste alinea van artikel 14 van de statuten dient te worden vervangen door volgende tekst :

"De vennootschap wordt in en buiten rechte geldig vertegenwoordigd, met inbegrip van de akten voor dewelke de tussenkomst van een openbaar ambtenaar of een notaris vereist is, hetzij door twee bestuurders samen optredend, hetzij door twee leden van het directiecomité, samen optredend, hetzij door een gedelegeerd bestuurder, alleen handelend, binnen het kader van het dagelijks bestuur. Voor elke daad van beschikking op een vastgoed dienen overeenkomstig artikel 18 van het koninklijk besluit van tien april negentienhonderd vijftien negentig op Vastgoedbevaks, steeds twee bestuurders gezamenlijk op te treden."

De vergadering besluit dat artikel 15 van de statuten geheel dient te worden vervangen door volgende tekst :

"De raad van bestuur kan bij toepassing van artikel 524bis van het Wetboek van vennootschappen een directiecomité samenstellen waarvan de leden gekozen worden binnen of buiten de raad. De over te dragen bevoegdheden aan het directiecomité zijn alle bestuursbevoegdheden met uitzondering van de bestuursbevoegdheden die betrekking kunnen hebben op het algemeen beleid van de vennootschap, op handelingen die op grond van wettelijke bepalingen aan de raad van bestuur zijn voorbehouden of op handelingen en verrichtingen die aanleiding zouden kunnen geven tot de toepassing van artikel 524 van het Wetboek van vennootschappen. Wanneer een directiecomité is aangesteld is de raad van bestuur belast niet het toezicht op dit comité.

De raad van bestuur bepaalt de voorwaarden voor de aanstelling van de leden van het directiecomité, hun ontslag, hun bezoldiging, hun eventuele ontslagvergoeding, de duur van hun opdracht en de werkwijze.

Indien een directiecomité werd aangesteld, kan enkel deze aan minstens twee personen, die weliswaar bestuurder dienen te zijn, het dagelijks bestuur van de vennootschap delegeren. Indien geen directiecomité werd aangesteld, kan de raad van bestuur aan minstens twee personen, die weliswaar bestuurder dienen te zijn, het dagelijks bestuur van de vennootschap delegeren.

De raad, het directiecomité evenals de gedelegeerd bestuurders belast met het dagelijks bestuur binnen het kader van dit dagelijks bestuur, mogen eveneens specifieke bevoegdheden aan één of meer personen van hun keuze toekennen, binnen hun respectieve bevoegdheden.

De raad kan de vergoeding vaststellen van elke mandataris aan wie speciale bevoegdheden werden toegekend dit alles conform de wet van vier december negentienhonderd negentig met betrekking tot de Financiële Transacties en Financiële Markten, en haar uitvoeringsbesluiten. "

De vergadering besluit tot toevoeging van de volgende tekst aan artikel 21 :

"c) De aandeelhouders kunnen eenparig en schriftelijk alle besluiten nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren, met uitzondering van die welke bij authentieke akte moeten worden vastgesteld. De houders van obligaties, warrants of certificaten bepaald in artikel 537 van het Wetboek van vennootschappen, kunnen van die besluiten kennis nemen. "

De vergadering besluit tot wijziging van artikel 21, b), van de statuten waarbij de woorden "ten minste acht dagen vóór de vergadering" in de tekst van het artikel tweemaal vervangen worden door de woorden "ten minste vijftien dagen vóór de vergadering".

6. Machtigingen en volmachten.

Machtiging van de raad van bestuur van de overnemende vennootschap en van bijzondere lasthebbers om de besluiten in verband met de fusie door overneming uit te voeren.

Voorstel van besluit :

De vergadering machtigt de raad van bestuur de genomen besluiten uit te voeren.

Bijzondere machten worden verleend aan :

a) de heer Gert Cowé, wonende te 2980 Zoersel, Antwerpsedreef 177, met recht van indeplaatsstelling, om namens de raden van bestuur van de over te nemen vennootschappen alle maatregelen te nemen die nodig of nuttig zijn om de aantekening in het aandelenregister van de overnemende vennootschap te verrichten van de nieuw uitgegeven aandelen van de overnemende vennootschap ten name van Compagnie financière du Benelux (Belgique) N.V.

b) de heer Dirk Caestecker, of enige andere advocaat van de advocatenassociatie "DLA Caestecker" met vestigingen te 1000 Brussel, Koloniënstraat 11; 1050 Brussel, Louizalaan 106, en 2600 Antwerpen-Berchem, Uitbreidingstraat 2, met recht om elk afzonderlijk te handelen en met recht van indeplaatsstelling, om aan de inschrijving van zowel de overnemende als van de overgenomen vennootschappen in het handelsregister te Antwerpen alle aanpassingen ingevolge de besluiten vastgesteld in deze akte door te voeren, desgevallend na het doorvoeren van de nodige verbeteringen en aanvullingen en schrappingen;

c) de heer Gert Cowé, met recht van indeplaatsstelling, om de overnemende en over te nemen vennootschappen te vertegenwoordigen in alle verbeterende of bijkomende akten op te stellen in geval van vergissing of weglating bij de beschrijving van het vermogen van de over te nemen vennootschappen.

d) de notaris om de gecoördineerde tekst van de statuten op te stellen en neer te leggen in het vennootschapsdossier.

7. Ontslag van een bestuurder — benoeming van een niet-onafhankelijk bestuurder.

Voorstel van besluit :

De vergadering aanvaardt het ontslag van de heer Kornelis Streefkerk als bestuurder van de vennootschap.

De vergadering besluit tot de benoeming van de heer Reinier Annes Van Genrevink, wonende te 2585 EL 's Gravenhage (Nederland), Bankstraat 123, en van de heer Hubert Karel Marie Roovers, wonende te 4835 AB Breda (Nederland), Franklin Rooseveltlaan 38, tot niet onafhankelijke bestuurders. Hun mandaat heeft een duur van zes (6) jaar en is bezoldigd. De vennootschap dient te worden vertegenwoordigd, hetzij door twee bestuurders samen optredend, hetzij door twee leden van het directiecomité, samen optredend, hetzij door een gedelegeerd bestuurder, alleen handelend, binnen het kader van het dagelijks bestuur.

Om tot de vergaderingen toegelaten te worden, dienen overeenkomstig artikel 22 van de statuten en artikel 536 van het Wetboek van vennootschappen, de houders van effecten aan toonder en de houders van gedematerialiseerde effecten uiterlijk op vrijdag 27 december 2002 hun effecten of het attest afgeleverd door een erkend rekeninghouder waaruit de onbeschikbaarheid van deze effecten blijkt tot op de dag van de algemene vergadering, neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij de bewaarder van de vennootschap, Bank Degroof N.V., die deze neerlegging binnen dezelfde termijn attesteert aan de vennootschap.

Houders van aandelen op naam dienen hun voornemen om aan de algemene vergadering deel te nemen, kenbaar te maken bij aangetekende brief, te richten aan de zetel van de vennootschap, eveneens uiterlijk op vrijdag 27 december 2002.

De hierboven vermelde verslagen en documenten liggen op de zetel van de vennootschap ter inzage van de aandeelhouders op vertoon van het bewijs van hun titel. De aandeelhouders kunnen tevens kosteloos een kopie van deze verslagen en documenten verkrijgen.

(34146) De raad van bestuur.

**Immobilière Blanp, société civile
sous forme d'une société anonyme,
avenue Louise 137, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 1364 — T.V.A. 438.695.762

L'assemblée tenue le 28 novembre 2002, n'ayant pas réuni le quorum légal, Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra à Schaerbeek, avenue Louis Bertrand 2, en l'étude du notaire Louis Decoster, le 20 décembre 2002, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapports et déclarations préalables :

1.1. Projet de fusion établi le 28 mai 2002, par les conseils d'administration de la S.A. Immo, société absorbante, et de la S.A. Immobilière Blanp, société absorbée, conformément à l'article 693 du Code des sociétés.

1.2. Rapport du conseil d'administration.

1.3. Rapport du réviseur d'entreprises. Possibilité pour les actionnaires d'obtenir une copie des projets de fusion et rapports susvisés sans frais.

1.4. Eventuellement, communication de toute modification importante du patrimoine actif et passif de la S.A. Immo et de la S.A. Immobilière Blanp, intervenue depuis la date de l'établissement du projet de fusion.

2. Fusion. Proposition de dissolution sans liquidation de la société et de fusion avec la S.A. Immo, société absorbante, par voie de transfert à cette dernière de l'intégralité du patrimoine actif et passif de la société Immobilière Blanp et moyennant attribution aux actionnaires de la société absorbée de 2000 actions nouvelles, entièrement libérées, de la S.A. Immo, sans désignation de valeur nominale. Ces actions nouvelles seront du même type et jouiront des mêmes droits et avantages que les actions existantes de la société absorbante, sauf qu'elles ne participeront à la répartition des bénéfices sociaux qu'à partir de la répartition des bénéfices de l'exercice ayant commencé le 1^{er} janvier 2002. Elles seront réparties par le conseil d'administration

de la S.A. Immo, entre les actionnaires de la société absorbée, à raison de l'action nouvelle de la société absorbante pour 4 actions de la société absorbée. Toutes les opérations réalisées par la société absorbée depuis 1^{er} janvier 2002, seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

3. Pouvoirs. Proposition de conférer tous pouvoirs à un administrateur de la S.A. Immo, avec possibilité de subdélégation, aux fins de procéder à l'exécution et à la constatation des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent, ainsi qu'à une seconde augmentation de capital de la S.A. Immo, à concurrence de € 1.685,18 immédiatement après le procédé de fusion pour porter celui-ci de € 648.314,82 à € 650.000, par prélèvement d'une somme à due concurrence sur le compte de réserve disponible sans création d'action nouvelle.

Pour assister à l'assemblée, Mmes et MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 18 des statuts.

(34147)

Le conseil d'administration.

**Immo, société anonyme,
Clé des Champs 30, 1380 Lasne (Ohain)**

R.C. Nivelles 53061 — T.V.A. 427.291.631

L'assemblée tenue le 28 novembre 2002, n'ayant pas réuni le quorum légal, Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra à Schaerbeek, avenue Louis Bertrand 2, en l'étude du notaire Louis Decoster, le 20 décembre 2002, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapports et déclarations préalables.

1.1. Projet de fusion établi le 28 mai 2002, par les conseils d'administration de la S.A. Immo, société absorbante, et de la S.A. Immobilière Blanp, société absorbée, conformément à l'article 693 du Code des sociétés.

1.2. Rapport du conseil d'administration.

1.3. Rapport du réviseur d'entreprises. Possibilité pour les actionnaires d'obtenir une copie des projets de fusion et rapports susvisés sans frais.

1.4. Eventuellement, communication de toute modification importante du patrimoine actif et passif de la S.A. Immo, de la S.A. Immobilière Blanp, intervenue depuis la date de l'établissement du projet de fusion.

2. Fusion.

2.1. Proposition de fusion par absorption par la présente société de la S.A. Immobilière Blanp, société absorbée par voie de transfert par cette dernière, par suite de sa dissolution sans liquidation, de l'intégralité de son patrimoine actif et passif, rien excepté ni réservé, sur base de la situation arrêtée au 31 décembre 2001 et moyennant attribution aux actionnaires de la société absorbée de 2000 actions nouvelles, entièrement libérées, de la S.A. Immo, sans désignation de valeur nominale, à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital ci-après.

2.2. Description du patrimoine transféré et détermination des conditions du transfert.

3. Augmentation de capital. En représentation du transfert du patrimoine de la S.A. Immobilière Blanp, proposition d'augmenter le capital social, à concurrence de € 198.314,82, pour le porter de € 450.000 à € 648.314,82, par la création de 2000 actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale, de même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, et participant à la répartition des bénéfices à partir de l'exercice ayant commencé le 1^{er} janvier 2002. Attribution de ces actions nouvelles, entièrement libérées, aux actionnaires de la société absorbée, à raison de 1 action nouvelle de la société absorbante pour 4 actions de la société absorbée.

4. Seconde augmentation de capital, de € 1.685,18 pour porter ce dernier de € 648.314,82 à € 650.000 par prélèvement d'une somme à due concurrence sur le compte de réserves disponibles, sans création d'actions nouvelles.

5. Objet social. L'objet social de la société anonyme Immo, société absorbante, demeure inchangé.

6. Autres modifications des statuts : Article 5, relatif au capital et article 5bis, relatif à l'historique du capital pour les mettre en concordance avec les dispositions qui précèdent.

7. Constatations : de la réalisation effective de la fusion et de l'augmentation de capital et de la dissolution définitive de la société absorbée.

8. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration.

Pour assister à l'assemblée, Mmes et MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

(34148) Le conseil d'administration.

**All-Elektro, naamloze vennootschap,
Leegstraat 12, 8780 Oostrozebeke**

H.R. Kortrijk 127466 — BTW 448.117.630

Bijzondere algemene vergadering op 26.12.2002 om 14.00 uur, op de zetel. — Dagorde : Ontslag en benoeming bestuurder. Zie statuten. (94560)

**Barvaux, société anonyme,
rue des Vennes 1, 4020 Liège**

R.C. Liège 156798 — T.V.A. 429.664.270

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le samedi 21.12.2002, à 10 heures, en l'étude du notaire Guillaume, quai G. Kurth 10, à 4020 Liège. Au cas où le quorum de présence ne serait pas atteint, une seconde assemblée, qui pourra valablement délibérer, quelle que soit la portion du capital représentée, se tiendra le samedi 28 décembre, à 10 heures, même lieu. L'ordre du jour de l'assemblée sera le suivant :

1. Modification de la durée de l'exercice social.
2. Modification de la date d'assemblée générale statutaire.

3. Modifications corrélative des statuts.
(94561) Le conseil d'administration.

**Bois Heros, société civile
sous la forme d'une société anonyme,
square Ambiorix 23, à 1000 Bruxelles**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 3761

Assemblée générale ordinaire le 24.12.2002, à 18.00 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30.06.2002. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (94562)

**Bron Services & Estates, naamloze vennootschap,
Zwarte Arendlaan 23, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 253487 — BTW 429.540.051

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 24.12.2002, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen i.v.m. art. 523-529 Wb.Venn. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30.06.2002. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Decharge te verlenen aan de bestuurders, alsmede vaststelling bezoldiging. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(94563) De raad van bestuur.

**Check Inn Fashion, naamloze vennootschap,
Sint-Truidersteenweg 402, bus 1, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 85897 — BTW 452.139.764

Jaarvergadering op 30.12.2002, om 20 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.09.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. (94564)

**Immo Appelmans, naamloze vennootschap,
Appelmansstraat 8, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 317670

Jaarvergadering op maatschappelijke zetel, op 23.12.2002, om 9.00 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.2001 en bestemming resultaat. 3. Toepassing art. 523. 4. Kwijting van bestuurders. 5. Varia. (94565)

**Intertrade Company, naamloze vennootschap,
Eedstraat 46, 9052 Zwijnaarde**

H.R. Gent 175720 — BTW 451.653.675

Jaarvergadering op 27.12.2002 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (94566)

**Jory, naamloze vennootschap,
Bossenstraat 26, 2547 Lint**

H.R. Antwerpen 337123 — BTW 428.914.697

Jaarvergadering op 26.12.2002 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Toepassing art. 523 van de Vennootschappenwet. 2. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris. 3. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris. 5. Ontslagen en benoemingen van bestuurders en commissaris. 6. Allerlei. (94567)

**Kogrimic, naamloze vennootschap,
Peperstraat 19 8560 Gullegem**

H.R. Kortrijk 106417 — BTW 426.267.587

Jaarvergadering op 26.12.2002, om 17 uur, op de zetel van de vennootschap. AGENDA : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.11.2002. 2. Kwijting aan de bestuurders. Gelieve zich te schikken naar de statuten. (94568)

**L. De Peuter, naamloze vennootschap,
Hofkwartier 19, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 27719 — BTW 404.153.072

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 26.12.2002 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.06.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar art. 22 van de statuten. (94569)

**Mendes Europe, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 61, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 129285 — BTW 449.850.465

Buitengewone algemene vergadering op zaterdag 28.12.2002 om 11 uur, in Menen, Kerkomtrek 8/0002.

Agenda : 1. Kapitaalsverhoging tot 62.000 euro. 2. Aanstelling nieuwe raad van bestuur. 3. Aanstelling gedelegeerd bestuurder. 4. Statutenwijziging. 5. Omwisseling van de oude aandelen en vervanging door nieuwe. 6. Rondvraag. Om aan de buitengewone algemene vergadering deel te nemen moeten de aandelen minstens vijf dagen voorafgaand aan de vergadering gedeponereerd worden op de plaats waar de vergadering plaats heeft. (94570)

**Stefano Fashion, naamloze vennootschap,
Tillegemstraat 47, 8200 Brugge**

H.R. Brugge 94573 — BTW 424.410.236

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 28.12.2002 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.06.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (94571)

**Veevoeders Vanmengel, naamloze vennootschap,
Haenenstraat 43, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 44659 — BTW 414.108.341

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de buitengewone algemene vergadering dd 02.12.2002 worden de aandeelhouders uitgenodigd op een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 23.12.2002, om 19.30 uur, in het kantoor van notaris Joel Vangronsveld te Eigenbilzen (Bilzen), Dorpsstraat 71, om te besluiten over de volgende agendapunten :

1. Omzetting van het kapitaal in euro.

2. Kapitaalvermindering met tweehonderdzevenenzestigduizend vierhonderd zesenvestig euro achtentwintig cent (EUR 267.446,28) om het kapitaal te brengen van driehonderdneuentwintigduizend negenhonderd zesenvestig euro achtentwintig cent (EUR 329.946,28) op tweeënzestigduizend vijfhonderd euro (EUR 62.500,00) door evenredige terugbetaling van het kapitaal aan de aandeelhouders, en met als doel overbodige financiële middelen vrij te maken.

De terugbetaling mag, volgens artikel 613 van het Wetboek van vennootschappen niet plaatshebben, zo binnen twee maanden na bekendmaking van het besluit tot vermindering van het kapitaal in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*, de schuldeisers een zekerheid hebben geëist voor de schuldvorderingen die op het ogenblik van die bekendmaking nog niet zijn vervallen.

De terugbetaling zal enkel aangerekend worden op werkelijk gestort kapitaal.

3. Ingevolge de gewijzigde vennootschapswetgeving de aanpassing van de tekst van artikel 6, 13, 18 en 21 van de statuten.

4. Ingevolge de codificatie van de vennootschaprechtelijke bepalingen, de schrapping van de verwijzing naar specifieke artikels uit de Vennootschappenwet, en dienovereenkomstig aanpassing van de desbetreffende artikelen van de statuten.

5. Coördinatie van de statuten.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (94572)

**Verzekeringkantoor Luc Veramme, naamloze vennootschap,
Stijn Streuvelsstraat 12, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 113262

Jaarvergadering op 27.12.2002 om 10 uur, op de zetel van de vennootschap. AGENDA : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.06.2002; 2. Kwijting aan de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (94573)

**Vitafin, naamloze vennootschap,
Bakkerstraat 234, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 52029 — BTW 457.017.874

Jaarvergadering op 27.12.2002 om 16 uur, ten zetel. AGENDA : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 30.06.2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (94574)

**Wollux Group, société anonyme,
avenue du Château 184/190, 7700 Mouscron**

Assemblée générale ordinaire le 23.12.2002 à 12.00 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 30.06.2002. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (94575)

**C.V.C., burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 29A, 8500 Kortrijk**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 305
BTW 430.111.559

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 27/12/2002 om 20.00 uur, op de zetel. Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2002. 3. Kwijting bestuurders. Om toegelaten te worden zich schikken naar de statuten. (34149) De raad van bestuur.

**Algemene Bouwonderneming Noel Boey, naamloze vennootschap,
Duinenstraat 108, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 33675 — BTW 417.435.639

Jaarvergadering op 27/12/2002 om 10 u., op de zetel. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (34150)

**Boey Invest, commanditaire vennootschap op aandelen,
Duinestraat 108, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 144 — NN 451.609.630

Jaarvergadering op 27/12/2002 om 14 u., op de zetel. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (34151)

**Tiense Investeringsmaatschappij, naamloze vennootschap,
Leuvenseleaan 701, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 94814 — BTW 458.677.960

Jaarvergadering op 27/12/2002 om 20 u., op de zetel. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (34152)

**"Eaton", naamloze vennootschap,
Kustlaan 377, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 77297 — NN 448.888.680

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 6 december 2002 het bij de wet voorgeschreven aanwezigheidsquorum niet werd behaald, heeft de raad van bestuur de eer de aandeelhouders uit te nodigen de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 24 december 2002 om 12 uur, in het kantoor van notaris Johan KIEBOOMS te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3 : AGENDA : Herformulering van de statuten. Om de statuten aan te passen aan de vigerende wetgeving en de vigerende terminologie, inzonderheid aan de voorschriften van het Wetboek van Vennootschappen dat in voege is getreden op zes februari tweeduizend en één, zoals gewijzigd bij de wet van twee augustus tweeduizend en twee, en dienvolgens de volledige tekst van de statuten te herformuleren, te hernummeren, om te werken, bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen door te voeren, zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen en een volledig nieuwe tekst van de statuten aan te nemen overeenkomstig het ontwerp dat ter inzage ligt op de zetel van de vennootschap en waarvan een exemplaar kosteloos wordt toegezonden aan de aandeelhouders die de formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste 5 dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (34153)

De raad van bestuur.

**"Eaton", naamloze vennootschap,
Kustlaan 377, 8300 Knokke-Heist**

HR BG 77297 — NN 448.888.680

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 6 december 2002 het bij de wet voorgeschreven aanwezigheidsquorum niet werd behaald, heeft de raad van bestuur de eer de aandeelhouders uit te nodigen de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 24 december 2002 om 11 uur, in het kantoor van notaris Johan KIEBOOMS te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3 : AGENDA : 1. FUSIEVOORSTEL : Voorstel tot fusie opgesteld door de raad van bestuur op tweeëntwintig oktober tweeduizend en twee, waarvan de aandeelhouders ten minste één maand vóór de buitengewone algemene vergadering op de zetel van de vennootschap kennis kunnen nemen en waarvan kosteloos een afschrift wordt toegezonden aan de aandeelhouders die de formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten. 2. BESLUIT TOT FUSIE DOOR OVERNEMING VAN DE NAAMLOZE VENNOOTSCHAP "WINSTON" : Besluit tot fusie, overeenkomstig het voormelde fusievoorstel, door overneming door de naamloze vennootschap "EATON", gevestigd te 8300 Knokke-Heist, Kustlaan 377, ingeschreven in het handelsregister te Brugge onder nummer 77.297, niet BTW-plichtige, met nationaal nummer 448.888.680 (overnemende vennootschap), van

het volledig actief en passief vermogen zowel alle rechten als alle verplichtingen, niets voorbehouden noch uitgezonderd, van de naamloze vennootschap "WINSTON", gevestigd te 8300 Knokke-Heist, Kustlaan 377, ingeschreven in het handelsregister te Brugge onder nummer 80493, niet BTW-plichtige, met nationaal nummer 426.361.520 (overgenomen vennootschap), op grond van een balans afgesloten per dertig september tweeduizend en twee. Alle sedert één oktober tweeduizend en twee door de overgenomen naamloze vennootschap "WINSTON" gestelde verrichtingen zullen boekhoudkundig voor rekening zijn van de overnemende naamloze vennootschap "EATON", op last voor deze vennootschap al het passief van de overgenomen vennootschap te dragen, al haar verplichtingen na te komen en de verbintenissen uit te voeren, alle kosten, lasten en belastingen te dragen welke voortvloeien uit de fusie en de bestuurders van de overgenomen vennootschap te vrijwaren tegen elke vordering. Aangezien alle aandelen van de overgenomen naamloze vennootschap "WINSTON" in bezit zijn van de overnemende naamloze vennootschap "EATON" zullen in vergoeding voor de overgang van het volledige vermogen van de overgenomen vennootschap geen nieuwe aandelen van de overnemende vennootschap worden gecreëerd. 3. OVERGANG VAN HET VERMOGEN. De verslagen vermeld in de agenda liggen ter inzage in de zetel van de vennootschap; een exemplaar wordt kosteloos toegezonden aan de aandeelhouders die de formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste 5 dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (34154)

De raad van bestuur.

**"Eaton", naamloze vennootschap,
Kustlaan 377, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 77297 — NN 448.888.680

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 6 december 2002 het bij de wet voorgeschreven aanwezigheidsquorum niet werd behaald, heeft de raad van bestuur de eer de aandeelhouders uit te nodigen de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 24 december 2002 om 11.30 uur, in het kantoor van notaris Johan KIEBOOMS te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3 : AGENDA : 1. Fusievoorstel en verslagen. Neerlegging van : fusievoorstel opgesteld op tweeëntwintig oktober tweeduizend en twee; omstandig schriftelijk verslag opgesteld door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 694 van het Wetboek van vennootschappen; schriftelijk verslag over het fusievoorstel opgesteld overeenkomstig artikel 695 van het Wetboek van vennootschappen door de commissaris van de vennootschap; waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift konden verkrijgen overeenkomstig de voorschriften van artikel 697, § 1, van het Wetboek van vennootschappen. 2. Herindeling van aandelen-Uitdrukking van het kapitaal in euro. Om vast te stellen dat ingevolge het verstrijken van de duur van de fiscale vrijstelling voorzien door het Koninklijk Besluit nummer 15 van negen maart negentienhonderd tweeëntwintig, zoals gewijzigd bij latere wetten en Koninklijke Besluiten, de vijfduizend vijfhonderd (5.500) tijdelijk preferente AFV-aandelen van rechtswege gewone aandelen zijn geworden zodat het kapitaal thans wordt vertegenwoordigd door éénenveertig duizend en tien (41.010) gewone aandelen die alle genieten van dezelfde rechten en voordelen. Om vervolgens het kapitaal uit te drukken in euro, tegen de geldende conversievoet, derwijze dat het kapitaal van vijfenzeventig miljoen frank (F 75.000.000) voortaan één miljoen achthonderd negenenvijftig duizend tweehonderd en één euro vierenvierentig cent (EUR 1.859.201,44) zal bedragen. 3. Besluit tot fusie door overneming van de naamloze vennootschap "KILLARNEY". Besluit tot fusie overeenkomstig het voornoemde fusievoorstel, door overneming van het volledig actief en passief vermogen, niets voorbehouden noch uitgezonderd, van de naamloze vennootschap "KILLARNEY", gevestigd te 2930 Brasschaat, Baillet-Latourlei 24, ingeschreven in het handelsregister te Antwerpen onder nummer 281.222, niet BTW-plichtige met nationaal nummer 440.900.533 (overgenomen vennootschap), door de naamloze vennootschap de naamloze vennootschap "EATON", gevestigd te 8300 Knokke-Heist, Kustlaan 377, ingeschreven in het handelsregister te Brugge onder nummer 77.297, niet BTW-plichtige, met nationaal nummer 448.888.680 (overnemende vennootschap), op grond van een balans afgesloten per dertig september tweeduizend en twee. Alle sedert één oktober tweeduizend en twee door de overgenomen naamloze vennootschap "KILLARNEY" gestelde verrichtingen zullen voor rekening zijn van de overnemende

vennootschap, op last voor deze vennootschap : 1/Aan de aandeelhouders van de overgenomen naamloze vennootschap "KILLARNEY" ten hoogste negenduizend honderd achtenzestig (9.168) nieuwe gewone aandelen zonder vermelding van waarde, aan toonder, van de overnemende naamloze vennootschap "EATON" als volledig volgestorte aandelen toe te kennen, die van dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande aandelen, en die in de winst zullen delen vanaf één oktober tweeduizend en twee. De nieuw uit te geven aandelen zullen worden toegekend aan de andere aandeelhouders van de overgenomen naamloze vennootschap "KILLARNEY" dan de overnemende naamloze vennootschap "EATON" zelf, en dit in de verhouding van achtendertig (38) nieuwe aandelen "EATON" voor vier (4) aandelen "KILLARNEY" die op het ogenblik van de totstandkoming van de fusie eigendom zullen zijn van zulke andere aandeelhouders dan "EATON". 2/Al het passief van de overgenomen vennootschap te dragen, al haar verplichtingen na te komen en de verbintenissen uit te voeren, alle kosten, lasten en belastingen te dragen welke voortvloeien uit de fusie en de bestuurders van de overgenomen vennootschap te vrijwaren tegen elke vordering. 4. Kapitaalverhoging Om het kapitaal van de vennootschap te verhogen met een bedrag van ten hoogste tweehonderd zevenenvertig duizend achthonderd drieënnegentig euro tweeënvijftig cent (EUR 247.893,52) om het van één miljoen achthonder negenenvijftig duizend tweehonderd en één euro vierenveertig cent (EUR 1.859.201,44) te brengen op ten hoogste twee miljoen honderd en zeven duizend vierennegentig euro zesennegentig cent (EUR 2.107.094,96) door uitgifte van ten hoogste negenduizend honderd achtenzestig (9 168) nieuwe aandelen zonder vermelding van nominale waarde, aan toonder : die zullen genieten van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen; die in de winst zullen delen vanaf één oktober tweeduizend en twee; die door de raad van bestuur van de overnemende naamloze vennootschap "EATON" in de hierboven opgenomen verhouding als volledig volgestorte aandelen zullen worden uitgereikt aan de andere aandeelhouders van de overgenomen naamloze vennootschap "KILLARNEY" dan de overnemende naamloze vennootschap "EATON" zelf, als vergoeding voor de overgang van het volledig vermogen van de overgenomen naamloze vennootschap "KILLARNEY" niets uitgezonderd noch voorbehouden. 5. Overgang van het vermogen en verwezenlijking van de kapitaalverhoging 6. Statutenwijzigingen Om Artikel 5 : Maatschappelijk kapitaal aan te passen aan de nieuwe toestand van het kapitaal en van de aandelen. De verslagen vermeld in de agenda liggen ter inzage in de zetel van de vennootschap; een exemplaar wordt kosteloos toegesonden aan de aandeelhouders die de formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste 5 dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap.

(34155)

De raad van bestuur.

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Stad Torhout

Het stadsbestuur van Torhout zal overgaan tot het aanwerven van één redder (niveau D) en het aanleggen van een werfreserve.

Functie : De redder verzekert de veiligheid van de bezoekers en zwemmers in het stedelijk zwembad. Werkt mee aan een attractief zwembad waar zwemmers en bezoekers op een sportieve, ontspannen en veilige manier hun sport kunnen beoefenen.

Profiel : Je bent contactvaardig en klantgericht, kan werken in teamverband en je hebt een grote verantwoordelijkheidszin.

Je bent ook bereid om onregelmatige uren te werken (avond en weekendwerk).

Aanwervingsvoorwaarden :

je bent houder van een diploma lager secundair technisch onderwijs of daarmee gelijkgesteld (niveau 3). De kandidaten dienen ook in het bezit te zijn van het hoger reddersbrevet van het Bloso of van een ander gelijkwaardig getuigschrift goedgekeurd door het Bloso;

je slaagt voor een gewoon aanwervingsexamen.

Basisloon : 1.433,74 euro per maand + wettelijke vergoedingen, maaltijdcheques en een hospitalisatieverzekering.

Er wordt een wervingsreserve aangelegd van twee jaar.

Jouw kandidatuur vergezeld van een curriculum vitae en een kopie van het vereiste diploma dienen uiterlijk 30 december 2002 verstuurd naar het College van burgemeester en schepenen, Markt 1, 8820 Torhout (poststempel geldt als bewijs).

Meer info i.v.m. de aanwervingsvoorwaarden, selectieproeven en de functie-inhoud kan worden verkregen bij de personeelsdienst (05/22.11.22), hiertoe is een informatiebundel beschikbaar die ook kan geconsulteerd worden via de website www.torhout.be (34156)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zandhoven

Het O.C.M.W. Zandhoven werft aan secretaris (m/v).

De secretaris staat in voor de beleidsvoorbereiding en de uitvoering van de genomen beslissingen. Hij leidt de administratie en is hoofd van het personeel.

De bundel met functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en algemene informatie over O.C.M.W. Zandhoven kan u telefonisch of schriftelijk verkrijgen bij de huidige O.C.M.W.-secretaris, Chris De Queker, Schriekweg 3 te 2240 Zandhoven, tel. 03-466 01 04 of fax. 03-464 07 33.

Uw sollicitatie met uitgebreid curriculum vitae en een kopie van uw diploma zendt u aangetekend aan voorzitter Frans Van de Peer, Schriekweg 3 te 2240 Zandhoven.

De uiterste datum voor het indienen van uw kandidatuur is 27 december 2002 vóór 12 uur. (34157)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zoersel

werft aan bij aanwervingsexamen voor haar team Thuiszorg : twee halftijdse poetsvrouwen in vast dienstverband om bij onze klanten thuis onderhoudswerkzaamheden uit te voeren die deze mensen niet meer zelf kunnen doen.

U bent sociaalvoelend en discreet, U werkt graag zelfstandig, maar ook in teamverband.

Dan bent u de persoon die wij zoeken !

Bovenop het loon ontvangt u maaltijdcheques, gratis hospitalisatieverzekering, fietsvergoeding, terugbetaling van de kosten van het openbaar vervoer, en hard/standplaatsvergoeding.

Tot en met vrijdag 24 januari 2003 - 12 uur kan u zich inschrijven voor deelname aan het aanwervingsexamen. De formulieren hiervoor en/of meer informatie zijn te verkrijgen bij het secretariaat, Mevr. Erna Van de Merlen, tel. 03-312 94 20, Oostmallebaan 50 te 2980 Zoersel of per e-mail : ocmw@zoersel.be (34158)

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal**

*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite*

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

De rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende te Turnhout, zetelende in strafzaken, heeft bij vonnis bij verstek, d.d. 23 september 2002, de genaamde :

Bockling, Petrus Hendrikus Franciscus, geboren te Eindhoven (Nederland) op 10 mei 1963, wonende te 6021 KB Budel (Nederland), Weth. van Hunselstraat 4, van Nederlandse nationaliteit, veroordeeld uit hoofde van de vermengde feiten A, B en C.

Als bestuurder, in rechte of in feite, van de handelsvennootschap N.V. Bockling Group, die zich in staat van faillissement bevindt, met maatschappelijke zetel te 2370 Arendonk, Hoge Mauw 31, H.R. Turnhout 82869 :

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden het ganse activa te hebben verduisterd of verborgen;

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden de boeken of bescheiden bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, geheel of gedeeltelijk te hebben doen verdwijnen;

met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, verzuimd te hebben binnen de bij artikel 9 van de faillissementswet gestelde termijn aangifte te doen van het faillissement,

tot een gevangenzitting van acht maanden en tot een geldboete van 300 euro gedeeld door 40,3399;

geldboete verhoogd met 1990 opdecimen en gebracht op 1.487,36 euro en vervangbaar bij gebrek aan betaling binnen de wettelijke termijn door een gevangenzitting van 75 dagen;

tot de kosten van het proces, belopende in het geheel en tot op heden : 8,35 euro;

tot betaling van een vergoeding van 25 euro;

tot betaling van een bedrag van 10 euro verhoogd met 40 opdecimen en gebracht op 50 euro.

Het vonnis werd betekend aan beklaagde per aangetekend schrijven d.d. 29 oktober 2002 op het adres van inschrijving, met name 6021 KB Budel (NI), Weth. van Hunselstraat 4.

Geen enkele akte van hoger beroep, verzet of beroep in cassatie is thans ter griffie gekend.

Turnhout, 27 november 2002.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) I. Van Dyck.

Vooreensluitend uittreksel, afgeleverd aan de heer procureur des konings, teneinde publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel.

Kost : 8.55 euro.

(34159)

De rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende te Turnhout, zetelende in strafzaken, heeft bij vonnis bij verstek, d.d. 8 april 2002, de genaamde :

De Kerf, Roger Joseph Celestin, geboren te Leopoldville op 1 juni 1947, technisch bediende, wonende te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Drevendaal 16, veroordeeld uit hoofde van de vermengde feiten :

als zaakvoerder van de gefailleerde handelsvennootschap B.V.B.A. Bemetal, met maatschappelijke zetel te Herentals, Herent-houtsesteenweg 190, H.R. Turnhout 12620, zich schuldig gemaakt aan :

de boeken of boekingsstukken bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, geheel of gedeeltelijk te hebben doen verdwijnen of de inhoud ervan bedrieglijk weggenomen, uitgewist of veranderd te hebben,

een gedeelte van de activa te hebben verduisterd of verborgen;

als dader of mededader, met het oogmerk om het faillissement uit te stellen, aankopen te hebben gedaan tot wederverkoop beneden de koers en toegestemd te hebben in leningen, effectencirculaties of andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen;

valsheid in geschriften en gebruik ervan,

oplichting en poging oplichting,

misbruik van vertrouwen,

tot een gevangenzitting van 12 maanden en tot een geldboete van 300 euro gedeeld door 40,3399, met gewoon uitstel van drie jaar voor de gehele opgelegde hoofdgevangenisstraf;

boete verhoogd met 1990 opdecimen en aldus gebracht op 1.487,36 euro en vervangbaar bij gebrek aan betaling binnen de wettelijke termijn door drie maanden gevangenzitting;

tot een vergoeding van vijftientig euro;

tot een verplichte bijdrage van vijftig euro;

en tot de helft der kosten van het geding, tot dan toe belopende in het geheel op 5.437,39 euro.

Het vonnis werd betekend aan de veroordeelde, te Sint Katelijne Waver, alwaar hij thans ingeschreven is Drevendaal 16, door overhandiging van het exploit op 19 juni 2002.

Verzet werd aangetekend op 9 juli 2002.

Het verzetvonnis d.d. 4 november 2002 werd niet ontvankelijk verklaard wegens laattijdigheid.

Geen enkele akte van hoger beroep, verzet of beroep in cassatie is thans ter griffie gekend opzichtsens het vonnis d.d. 4 november 2002.

Turnhout, 27 november 2002.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) I. Van Dyck.

Voor eensluitend uittreksel, afgeleverd aan de heer procureur des konings, teneinde publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel.

Kost : 22,8 euro.

(34160)

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederegerecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 29 november 2002, werd Uydens, Louise, geboren op 19 december 1919, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Bikschotelaan 224, opgenomen in de instelling Algemeen

Centrumziekenhuis, Campus Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, te 2060 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Schryver, Yves, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoitstraat 32.

Antwerpen, 4 december 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Hendrickx, Marc. (69768)

Vrederecht van het achtste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 4 december 2002, werd De Herdt, Martha, weduwe van de heer Nollen, Raymondus, geboren te Berchem op 27 april 1909, gepensioneerde, wonende in het rust- en verzorgingstehuis Sint-Maria, Vredestraat 93, te 2600 Berchem (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, haar dochter : Nollen, Christiane Anne Alice, geboren te Antwerpen op 11 juli 1944, gepensioneerde, wonende te 2018 Antwerpen, Albert Grisartstraat 30.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 29 november 2002.

Berchem (Antwerpen), 4 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (69769)

Vrederecht van het kanton Bilzen

Beschikking d.d. 27 november 2002 :

verklaart Jacobs, Mathieu, geboren te Bree op 14 april 1950, invalide, wonende te 3740 Bilzen, Braamstraat 7, bus 1, opgenomen in de instelling Medisch Centrum Sint-Jozef, Abdijstraat 2, te 3740 Bilzen, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Eycken, Marc, advocaat, wonende te 3700 Tongeren, Donkelstraat 193, bus 1.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift werd neergelegd op 8 november 2002.

Bilzen, 4 december 2002.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Merken, Ria. (69770)

Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 28 november 2002 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Benabdeddaïem, Nouredine, geboren te Hammamet (Tunesië) op 9 september 1945, invalide, wonende te 8490 Varsenare, Licht en Liefde Heem, Oudenburgweg 45, niet in staat is zelf zijn goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder : Carlier, Bart, advocaat, wonende te 8200 Brugge, Robrecht van Vlaanderenlaan 49, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 4 december 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (69771)

Vrederecht van het vierde kanton Brugge

Bij beschikking d.d. 20 november 2002, gewezen op verzoekschrift van 16 oktober 2002, heeft de vrederechter over het vierde kanton Brugge voor recht verklaard dat Deruwe, Robert, geboren te Brugge op 24 juni 1932, wonende te 8200 Brugge (Sint-Michiels), Leiselestraat 52, verblijvende in het psychiatrisch ziekenhuis O.-L.-Vrouw, Koning Albert I-laan 8, te 8200 Brugge (Sint-Michiels), niet in staat is zelf zijn goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopige bewindvoerder : De Nolf, Johan, advocaat te 8000 Brugge, Maagdenstraat 31.

Brugge, 4 december 2002.

De adjunct-griffier, (get.) Impens, Nancy. (69772)

Vrederecht van het kanton Houthalen-Helchteren

Beschikking d.d. 2 december 2002 :

verklaart Vanhamel, Rosalia Maria, geboren te Beringen op 22 maart 1928, gedomicilieerd in het rusthuis « De Bloemelingen », Ringlaan 40/217, te 3550 Heusden-Zolder, niet in staat zelf haar goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Quintens, Herlindis Martha Maria, bediende, wonende te 3550 Heusden-Zolder, Beekant 1.

Houthalen-Helchteren, 4 december 2002.

De adjunct-griffier, (get.) Vrolix, Marleen. (69773)

Vrederecht van het kanton Kraainem-Sint-Genesius-Rode, zetel Sint-Genesius-Rode

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kraainem-Sint-Genesius-Rode, zetel Sint-Genesius-Rode, d.d. 27 november 2002, werd Vanhemelrijck, Charles, geboren te Vorst op 13 mei 1932, wonende te 1620 Drogenbos, Fleurbeekstraat 14, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren.

Voegen toe als voorlopig bewindvoerder : Delmoitie, Jacqueline, wonende te 1070 Brussel, Gezondheidstraat 15.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 30 september 2002.

Sint-Genesius-Rode, 3 december 2002.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Lefaible, Diane. (69774)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kraainem-Sint-Genesius-Rode, zetel Sint-Genesius-Rode, d.d. 27 november 2002, werd Flon, Flore, geboren te Brussel op 11 april 1915, wonende te 1640 Sint-Genesius-Rode, Zoniënwoudlaan 68, niet in staat verklaard haar goederen te beheren.

Voegen toe als voorlopig bewindvoerder : Smeyers, Guido, advocaat, wonende te 1652 Alseberg, Brusselsesteenweg 92.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 oktober 2002.

Sint-Genesius-Rode, 3 december 2002.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Kestemont, Marie-Louise. (69775)

Vrederecht van het kanton Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lennik, verleend op 25 november 2002, werd De Ganck, Jeanine, geboren op 21 februari 1936, gedomicilieerd en verblijvende te 1702 Groot-Bijgaarden, Reinaertstraat 49, appt. 557, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Eeckhoudt, Marc, met kantoor te 1082 Brussel, Dr. A. Schweitzerplein 18.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 7 november 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (69776)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lennik, verleend op 25 november 2002, werd Larivière, Lodewijk, geboren op 7 januari 1930, gedomicilieerd en verblijvende te 1702 Groot-Bijgaarden, Reinaertstraat 49, appt. 557, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Eeckhoudt, Marc, met kantoor te 1082 Brussel, Dr. A. Schweitzerplein 18.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 7 november 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (69777)

Vrederecht van het kanton Leuven-1

Beschikking d.d. 4 december 2002 :

verklaart Dewandelaer, Catharina Lucovica, geboren te Steenokkerzeel op 3 mei 1914, gepensioneerd, wonende te 1820 Steenokkerzeel, de Croix d'Heuchinlaan 8, verblijvende in het Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes, Dorpsplein 10, te 3071 Erps-Kwerps, niet in staat zelf de goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : De Koninck, Alice Carolina, geboren te Steenokkerzeel op 29 april 1940, wonende te 1820 Steenokkerzeel, de Croix d'Heuchinlaan 8.

Leuven, 4 december 2002.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (69778)

Beschikking d.d. 4 december 2002 :

verklaart Bols, Emiele, geboren te Wilsele op 29 maart 1930, gepensioneerd, wonende te 3010 Kessel-Lo, A. Rodenbachstraat 33/31, niet in staat zelf de goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Bols, Susanne, geboren te Siëgen op 16 mei 1955, arbeidster, wonende te 3010 Kessel-Lo, A. Rodenbachstraat 33/21.

Leuven, 4 december 2002.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (69779)

Beschikking d.d. 4 december 2002 :

verklaart Claes, Maria, geboren op 12 september 1921, verblijvende in het rust- en verzorgingsinstituut Bethlehem te 3020 Herent, Wilselsesteenweg 70, met keuze van woonst bij Mevr. Anne-Marie Jenne, Leuvensestraat 33/1, te 3300 Tienen, niet in staat zelf de goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Jenne, Anne-Marie Ghislaine Monique, geboren te Sint-Truiden op 13 juli 1944, advocaat, kantoorhoudende te 3300 Tienen, Leuvensestraat 33/1.

Leuven, 4 december 2002.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (69780)

Vrederecht van het kanton Veurne-Nieuwpoort, zetel Veurne

Beschikking d.d. 14 november 2002 :

verklaart Serodio, Roland, geboren te Elsene op 13 mei 1930, wonende te 8434 Westende, H. Jaspalaan 182 F 6, opgenomen in de instelling Koningin Elisabeth Instituut, Dewittelaan 1, te 8670 Koksijde, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Heughebaert, Kathy, advocaat, wonende te 8630 Veurne, Daniël de Haenelaan 60.

Veurne, 4 december 2002.

De griffier, (get.) Candaele, Hugo. (69781)

Justice de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège de Messancy

Suite à la requête déposée le 22 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège de Messancy, rendue le 27 novembre 2002, Mme Depiereux, Jeanne-Marie, née le 19 mars 1918 à Rulles, retraitée, veuve, domiciliée rue du Moreau 64, 6724 Habay (Marbehan), mais résidant Clinique Belle-Vue, avenue de la Libération 39, 6791 Aubange (Athus), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Bechet, Michel, notaire, dont les bureaux sont sis rue Belle-Vue 29, 6740 Etalle.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Cop, Nadia. (69782)

Justice de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège d'Arlon

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Arlon-Messancy, siège d'Arlon, rendue le 26 novembre 2002, sur requête déposée le 14 novembre 2002 M. Fluzin, André, né à Athus le 23 janvier 1943, domicilié rue des Déportés 7, à 6700 Arlon, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Fluzin, Martine, domiciliée Grand-Rue 51, à F-54730 Saint-Pancré.

Extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Mertz, M. (69783)

Justice de paix du canton de Boussu

Suite à la requête déposée le 22 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Boussu rendue le 28 novembre 2002, Lagneau, Irma, de nationalité belge, née à Thulin le 21 décembre 1922, domiciliée à 7350 Thulin, rue Léon Mahieu 22, résidant actuellement à l'Hôpital du Grand Hornu, route de Mons 63, à 7301 Hornu, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de sa nièce : Lagneau, Claudette, domiciliée à 7334 Villerot, rue de Sirault 61.

Boussu, le 4 décembre 2002.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dufraes, Nathalie. (69784)

Justice de paix du cinquième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du cinquième canton de Bruxelles rendue en date du 21 novembre 2002, la nommée Mme De Troy, Marcella, née le 20 décembre 1914, domiciliée à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, CHU-Brugmann, serv. gériatrie, salle 27, place Van Gehuchten 4, domiciliée à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Mettevie 46, bte 185, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Navarre, Thierry, avocat, domicilié à 1080 Bruxelles, place Communale 11.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (69785)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 18 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 25 novembre 2002, M. Van de Vijver, Willy, né le 9 août 1934 à Oostburg (P.B.), prêtre pensionné, domicilié rue de la Cité 1B, 4000 Liège, résidant à IPAL, Site Le Péri, Montagne Sainte-Walburge 4bis, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Martens, Théodore, prêtre économiste, domicilié rue de la Cité 1B, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Bouchoms, Jacques. (69786)

Justice de paix du canton de Malmédy-Spa-Stavelot, siège de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Malmédy-Spa-Stavelot, siège de Stavelot, en date du 27 novembre 2002, Mme Nemetz, Jeanne, née à Hellefeld (Allemagne) le 30 mai 1912, domiciliée à 4970 Stavelot, Pré Messire 22, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Lemaire, Marie, épouse R. Counet, domiciliée à 1180 Uccle, avenue du Vossegat 39, bte 20.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (69787)

Justice de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode

Suite à la requête déposée le 13 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode rendue le 4 décembre 2002, Stroobants, Rosetta, née à Anderlecht le 23 juin 1928, domiciliée à 1140 Evere, avenue des Anciens Combattants 87/B26, résidant Clos de la Quiétude, avenue de la Quiétude 15, à 1140 Evere, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Vande Capelle, Carine, domiciliée à 1120 Neder-over-Heembeek (Brussel), rue du Muguet 15B.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Valérie Decraux. (69788)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 15 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing rendue le 28 novembre 2002, M. Laurent, Alphonse, né le 24 mars 1939 à Liège, marié, domicilié rue G. Baivy 98, à 4101 Jemeppe-sur-Meuse, résidant au Home Lambert Wathieu, rue Sualem 19, à 4101 Jemeppe-sur-Meuse, a été déclaré

incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Collard, Pierre-Yves, avocat et juge de paix suppléant dont les bureaux sont établis à rue A. de Lexhy 75, à 4101 Jemeppe-sur-Meuse.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Beaudinet, Francine. (69789)

Justice de paix du canton de Soignies-Le Rœulx, siège de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies-Le Rœulx, siège de Soignies, du 28 novembre 2002, sur requête déposée le 30 octobre 2002, la nommée Broos, Emilie, née le 1^{er} mai 1905, veuve de Croquet, Achille, domiciliée chemin des dix Maisons 26, à 7090 Braine-le-Comte, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pierard, Agnès, avocat, domicilié chemin du Tour 36, à 7060 Soignies.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Patart, Jacques. (69790)

Justice de paix du canton de Sprimont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Sprimont en date du lundi 2 décembre 2002, M. Boulanger, Guy André Lucien, divorcé, né à Aywaille le 30 janvier 1947, domicilié place Joseph Thiry 50/4, 4920 Aywaille, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, à savoir : Me Bovy, Frédéric, avocat, domicilié rue Bois l'Évêque 7, 4000 Liège.

Sprimont, le 4 décembre 2002.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Joseph Michotte. (69791)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 15 novembre 2002, en suite de la requête déposée le 30 octobre 2002, M. Jean-Baptiste Lebon, né le 16 novembre 1912, domicilié à 4257 Berloz, rue Joseph Wauters 5, résidant à l'Institut National des Invalides de Guerre, avenue Achille Reisdorff 36, à 1180 Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Gaillard, Martine, avocat, ayant son cabinet à 1050 Ixelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (69792)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 15 novembre 2002, en suite de la requête déposée le 6 novembre 2002, Mme Nancy Ponti, née à Charleroi le 16 septembre 1979, domiciliée à 1180 Uccle, rue Robert Scott 4, résidant à l'établissement Clinique Fond'Roy, avenue Jacques Pastur 43, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Gaillard, Martine, avocate, ayant son cabinet à 1050 Ixelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (69800)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Vrederecht van het kanton Geel

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geel, verleend op 3 december 2002, rep. 1798/2002, werd Laurent, Godelieva Josepha Edmonda Maria, geboren op 18 juli 1946 te Geel, huisvrouw, wonend te 2440 Geel, Asterstraat 46, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geel op 6 februari 2002, rep. 148/2002, over Dams, Jozef, hiernagenoemd, ontslagen van haar opdracht als voorlopig bewindvoerder over Dams, Jozef Gabriel August Louis, geboren op 22 juni 1945 te Geel, laatst wonende te 2440 Geel, Asterstraat 46, doch verblijvend in het AZ Sint-Dimpna, J.B. Stessensstraat 2, te 2440 Geel, gezien Dams, Jozef, voor- noemd, overleden is te Geel op 11 november 2002.

Geel, 4 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Karel Thys.
(69793)

Justice de paix du kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 4 december 2002, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig beheer over de goederen van Van Mogh, Maria, geboren te Bouwel op 10 juni 1921, met huidige verblijfplaats Boeyendaalhof, Itegemsesteenweg 3, te 2270 Herenthout, overleden te Herenthout op 1 december 2002, aan wie bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Herentals op 28 februari 1996 als voorlopig bewindvoerder werd toegevoegd : Sneyers, Leonie Maria, huisvrouw, wonende te 2270 Herenthout, de Merodestraat 45.

Herentals, 4 december 2002.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) E. Burm. (69794)

Vrederecht van het kanton Hoogstraten

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Hoogstraten, verleend op 3 december 2002, werd Mr. Giovanni Vekemans, advocaat, wonende te 2275 Lille, Kabienstraat 8, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Hoogstraten op 24 oktober 2001 (rolnummer 01B95-Rep.R. 2508/2001), tot voorlopig bewindvoerder over Goormans, Maria Rosalia Margaretha, gepensio- neerde, geboren te Grobbendonk op 19 maart 1920, verblijvende te 2275 Lille, R.V.T. Rusthuis Lindeloo, Lindeloostraat 10 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 november 2001, blz. 38367, en onder nr. 67726), met ingang van 3 december 2002 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Hoogstraten, 3 december 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gils, Herman. (69795)

Vrederecht van het kanton Kontich

Beschikking d.d. 3 december 2002, verklaart Thienpont, Diane, wonende te 2650 Edegem, Eysegemblok 4, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Kontich op 7 juni 2001 (rolnummer 01B113-Rep.R. 1509/2001), tot voorlopig bewindvoerder over Cayman, Robert, in leven wonende te 2650 Edegem, Eysegem- blok 4 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 2001, blz. 20766, en onder nr. 64236), met ingang van heden ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Kontich, 4 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Nuffel, Geert. (69796)

Beschikking d.d. 3 december 2002, verklaart Heynderickx, Monique, wonende te 32910 Frontenay (Frankrijk), La maison du Ninan, aange- wezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Kontich op 10 juli 2001 (rolnummer 01B145-Rep.R. 1801/2001), tot voorlopig bewindvoerder over Heynderickx, Jozef, in leven wonende te 2650 Edegem, R.V.T. Immaculata, Oude Godstraat 110 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 2001, onder nr. 65248), met ingang van heden ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Kontich, 4 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Nuffel, Geert. (69797)

Beschikking d.d. 3 december 2002, verklaart Van de Moortel, Maria Alphonsina, wonende te 2900 Schoten, Graaf Joseph De Pretstraat 13/2, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Kontich op 8 mei 2001 (rolnummer 01B95-Rep.R. 1245/2001), tot voorlopig bewindvoerder over Deboel, Willy, in leven wonende te 2900 Schoten, Graaf Joseph De Pretstraat 13/2 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 2001, blz. 21402, en onder nr. 64359), met ingang van heden ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Kontich, 4 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Nuffel, Geert. (69798)

Justice de paix du canton de Braine-l'Alleud

En vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton de Braine- l'Alleud du 4 décembre 2002, il a été constaté que par le décès survenu le 23 octobre 2002 à Waterloo, de Mme Andrée Danze, née le 11 janvier 1926 à Bruxelles, en son vivant domiciliée avenue des Orchidées 26, à 1410 Waterloo, résidant à l'établissement Centre du Troisième Age « Le Gibloux », chemin du Bon Dieu de Gibloux 26, à 1410 Waterloo, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Cédric Namurois, avocat, dont le cabinet est établi chaussée de Namur 35, à 1495 Villers-la-Ville.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Le Brun, Michèle.
(69799)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 3 décembre 2002, il a été constaté que par le décès, survenu le 7 novembre 2002, de M. Peters Jean-Luc, né à Saint-Josse-Ten-Noode le 23 juillet 1948, de son vivant domicilié à 1060 Saint-Gilles, rue d'Ecosse 7/3, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Ghysseels, Marc-Jean, ayant son cabinet à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 287.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (69801)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

—
Vrederecht van het kanton Torhout

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 4 december 2002, kreeg Braecke, Annie, geboren te Oostrozebeke op 6 januari 1947, wonende te 8210 Veldegem, Kloosterstraat 31, die niet in staat verklaard werd de eigen goederen te beheren, toegevoegd als nieuwe voorlopig bewindvoerder Keirsebilck, Robert, geboren te Brugge op 20 mei 1943, wonende te 8890 Moorslede, Gentstraat 43, en dit in vervanging van de voorheen aangestelde bewindvoerder.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) Christiaan Feyen, hoofdgriffier. (69802)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 4 december 2002, kreeg Keirsebilck, Rafaël, geboren te Brugge op 26 oktober 1945, wonende te 8210 Veldegem, Kloosterstraat 31, die niet in staat verklaard werd de eigen goederen te beheren, toegevoegd als nieuwe voorlopig bewindvoerder Keirsebilck, Robert, geboren te Brugge op 20 mei 1943, wonende te 8890 Moorslede, Gentstraat 43, en dit in vervanging van de voorheen aangestelde bewindvoerder.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) Christiaan Feyen, hoofdgriffier. (69803)

Justice de paix du canton de Waremme

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 3 décembre 2002, mandat a été conféré à van Langenacker, Christian, avocat, domicilié à 4000 Liège, rue Agimont 3, en remplacement de Mme Hankart, Myrna, domiciliée à 4300 Waremme, avenue Joseph Lemaire 102, mais en instance d'inscription à 4300 Waremme, rue Ernest Malvoz 10/1, désignée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 25 septembre 2002, en sa qualité d'administrateur provisoire de Bonnechere, Alain, né le 21 novembre 1959, domicilié à 4300 Waremme, avenue Joseph Lemaire 102, mais en instance d'inscription à 4300 Waremme, rue Ernest Malvoz 10/1.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (69804)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 793
du Code civil

—
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 25 november 2002, heeft de heer André Derkinderen, ere-notaris, wonende te 1501 Halle (Buizingen), Beerselsestraat 34, handelend als gevolmachtigde, krachtens een onderhandse volmacht de dato 2 oktober 2002, hem verleend door:

Mevr. Jacobs, Alice Rosa Joanna, geboren te Sint-Agatha-Berchem, op 13 maart 1932, wonende te 1731 Asse (Zellik), Jan Tieboutstraat 11, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke vertegenwoordigster over haar verlengd minderjarige dochter:

Mej. Larivière, Marina Jacqueline Francine, geboren te Stanleystad (Kongo) op 17 oktober 1958, wonende te 1731 Asse (Zellik), Jan Tieboutstraat 11;

verklaard de nalatenschap van de heer Larivière, Hendrik Odile Marcel, gepensioneerde, geboren te Merchtem op 31 mei 1928, echtgenoot van Mevr. Jacobs, Alice Rosa Joanna, laatst wonende te 1731 Asse

(Zellik), Jan Tieboutstraat 11, die overleden is te Jette op 11 juni 2002, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Koen Diegenant, te 1501 Halle (Buizingen), Beerselsestraat 34. (34161)

—
Tribunal de première instance de Tournai

Par acte n° 02-521 dressé au greffe du tribunal de première instance de Tournai, province de Hainaut, le 3 décembre 2002:

a comparu:

Mestdagh, Isabelle, avocat, dont les bureaux sont sis à Ath, place de Capucins 2 - bte. 6, nommée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Ath-Lessines, datée du 13 juin 2002, comme administrateur provisoire de:

Heymans, Thérèse, née à Kessenich, le 12 mars 1922, domiciliée rue de l'Hôtellerie 1 à 7860 Lessines, et autorisée par ordonnance du 14 novembre 2002, prononcée par M. le juge de paix du canton de Ath-Lessines.

Laquelle comparante a déclaré vouloir accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de:

Vanorlé, Willy René Louis, né le 28 septembre 1934 à Lessines, en son vivant domicilié à Lessines, chemin d'Enghien 24, décédé à Lessines le 19 mai 2002.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

L'élection de domicile est faite chez: M. le notaire Philippe Winders, de résidence à 7860 Lessines, rue de Grammont 37.

Tournai, le 3 décembre 2002.

Pour extrait conforme: le greffier, Cl. Verschelden. (34162)

Par acte n° 02-528 dressé au greffe du tribunal de première instance de Tournai, province de Hainaut, le 4 décembre 2002:

Me Vessie, Anne-Charlotte, avocat, domiciliée à Mianvaing 8 à 7911 Frasnes-lez-Anvaing, agissant en qualité d'administrateur provisoire de:

Bureau Jacqueline, née à Lessines, le 28 septembre 1944, domiciliée à 7860 Lessines, Place Wauters 10, résidant à l'établissement Résidence Vivaldi, rue Laxeries 8 à 7911 Herquegies, autorisée par ordonnance prononcée le 30 septembre 2002 par M. le juge de paix du canton de Ath-Lessines, siége Ath.

Lesquel(s) comparant(s) a(ont) déclaré vouloir accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de:

Morelle, Christian, né le 28 septembre 1937 à Reims, en son vivant domicilié(e) à Lessines, Place Wauters 10, décédé(e) à Grammont le 19 mars 2002.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

L'élection de domicile est faite chez: M. Michel Cayphas, notaire de résidence à Lessines, rue St-Pierre 19.

Tournai, le 4 décembre 2002.

Pour extrait conforme: le greffier, Cl. Verschelden. (34163)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 6 december 2002, hebben :

Van Roy, Glenn Juliaan Agnes, geboren te Wilrijk op 21 juli 1973, wonende te 2030 Antwerpen, Schoonbroek 35;

Van Roy, Wendy geboren te Borgerhout op 24 september 1975, wonende te 2160 Wommelgem, Dasstraat 87,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van Roy, Gustaaf, geboren te Antwerpen op 17 oktober 1957, in leven laatst wonende te 2660 Antwerpen (Hoboken), Daniël Baginierlaan 3, en overleden te Antwerpen op 6 mei 2002.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Van Opstal, Ines, notaris, kantoorhoudende te 2660 Hoboken, Louisalei 50.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 6 december 2002.

De griffier, (get.) Aerts, R. (34235)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 5 december 2002, heeft :

Devos, Noël, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Diestseweg 155;

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geel, d.d. 3 juli 2002, over :

Van Exel, Christine Ivonne Jozef, arbeidster, geboren te Rummen op 10 maart 1963, wonende te 2440 Geel, Velodroomwijk 45;

tevens handelende ingevolge machtiging hem verleend, en dit in toepassing van artikel 488bis f par. 3e) van de Burgerlijk Wetboek, door de vrederechter van het kanton Geel, ingevolge beschikking d.d. 21 oktober 2002;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Walmagh, Marie-José Theophile, geboren te Schulen op 7 juli 1936, in leven laatst wonende te 2440 Geel, Velodroomwijk 45, en overleden te Turnhout op 3 april 2002.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op zijn kantoor te 2440 Geel, Diestseweg 155.

2300 Turnhout, 5 december 2002.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (34236)

Tribunal de première instance de Liège

L'an 2002, le 5 décembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Cloes, Justin, né à Haccourt le 29 janvier 1935, domicilié boulevard Kleyer 173, à 4000 Liège, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Schwirtz, Marie, née à Useldange le 14 janvier 1924, domicilié boulevard Kleyer 173, à 4000 Liège.

Lequel comparant a déclaré, ès qualités, conformément aux prescriptions de l'article 790 du Code civil, se retracter et a demandé que soit considéré comme avénu l'acte dressé le 7 novembre 2002 relatif à la renonciation à la succession de :

Guisset, Henri, né à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) le 3 mars 1942, de son vivant domicilié à Flémalle, rue des Cerisiers 48, et décédé le 27 octobre 2002 à Flémalle.

Il déclare expressément accepter sous bénéfice d'inventaire ladite succession.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Kaschten, M., notaire, de résidence rue de Campine 42, à 4000 Liège.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible) (34237)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 september 2001 van de rechtbank te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. M.V., met zetel te 1060 Brussel, Joseph Claesstraat 29, B.T.W. nr. 448.545.915, gesloten verklaard wegens gebrek aan aktief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) B. Dehand-schutter. (Pro deo) (34164)

Bij vonnis van 3 december 2002, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij onvoldoende actief, het faillissement van Frazalamin & Co B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 1780 Wommel, Kamstraat 56, H.R. Brussel 504155, BTW 433.685.218.

Zaakvoester: Mevr. Peggy Anna Rose, 45 Constitution Hill, Soundland, Kent, UK.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) R. Tielmans. (34165)

In datum van 5 december 2002, werd uitgesproken de faillietverklaring op aangifte (bekentenis) (art. 11 FW) van: FVH N.V. Luchthavenlaan 27A, 1800 Vilvoorde, H.R. Brussel 567.635, B.T.W. 449.654.485.

Handelsactiviteit: recrutering van personeel.

Rechter-commissaris: R. Minnoy.

Curator(s): Ronse Olivier, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Brussel-19.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorde-ringen op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) R. Tiel-mans. (34166)

In datum van 5 december 2002, werd uitgesproken de faillietverkla-ring op aangifte (bekentenis) (art. 11 FW) van: Actiramo B.V.B.A., West-vaartdijk 71, 1850 Grimbergen, H.R. Brussel 537361, B.T.W. 441.658.123.

Handelsactiviteit: fabricatie van metalen en/of kunststof ramen en deuren.

Rechter-commissaris: R. Minnoy.

Curator(s): Ronse Olivier, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Brussel-19.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvoor-
dingen op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Tiele-
mans. (34167)

In datum van 5 december 2002, werd uitgesproken de faillietverkla-
ring op aangifte (bekentenis) (art. 11 FW) van : Pelco & Co B.V.B.A.,
Kouterveldstraat 4, bus 1, 1831 Diegem, H.R. Brussel 624.821,
B.T.W. 463.327.923.

Handelsactiviteit : groothandel in meubileringsstoffen.

Rechter-commissaris : L. Moens.

Curator(s) : Van Buggenhout, Christiaan, Wafelaertsstraat 47-51,
1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
Regentschapsstraat 4, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen
te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvor-
dingen op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Tiele-
mans. (34168)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 5 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la
S.A. Europeloan Bank, Gulledele 96, 1200 Woluwe-Saint-Lambert,
R.C. Bruxelles 636589, T.V.A. 466.904.253.

Objet social : établissements de crédit.

Qui a obtenu le retrait de la licence bancaire par arrêté de la
Commission bancaire et financière du 28 août 2002 (*Moniteur belge*
12 septembre 2002).

Juge-commissaire : Fr. Wiser.

Curateurs : Vander Borgh, Jean-Pierre, rue des Astronomes 14,
1180 Uccle, et d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Water-
mael-Boitsfort.

Réviser d'entreprise : Cats, Jean-François, Lozenberg 10, bte A,
1930 Zaventem.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de
trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34169)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 5 december 2002 werd uitgesproken de faillietverkla-
ring, op bekentenis, van de N.V. Europeloan Bank, Gulledele 96,
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, H.R. Brussel 636589, BTW 466.904.253.

Handelsactiviteit : kredietinstellingen.

Die de ontzetting heeft van zijn bank licentie bij besluit van de
Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 28 augustus 2002
(*Belgisch Staatsblad* 12 september 2002).

Rechter-commissaris : Fr. Wiser.

Curator : Vander Borgh, Jean-Pierre, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel, en D'Ieteren, Alain, Terhulpensteenweg 187, 1170 Water-
maal-Bosvoorde.

Bedrijfsrevisor : Cats, Jean-François, Lozenberg 10, bus A,
1930 Zaventem.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig
dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvor-
dingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34169)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 5 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la
S.A. Europesave, Gulledele 96, 1200 Woluwe-Saint-Lambert,
R.C. Bruxelles 640635, T.V.A. 471.494.432.

Objet social : établissements de crédit.

Juge-commissaire : Fr. Wiser.

Curateurs : Vander Borgh, Jean-Pierre, rue des Astronomes 14,
1180 Uccle, et d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Water-
mael-Boitsfort.

Réviser d'entreprise : Cats, Jean-François, Lozenberg 10, bte A,
1930 Zaventem.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de
trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34170)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 5 december 2002 werd uitgesproken de faillietverkla-
ring, op bekentenis, van de N.V. Europesave, Gulledele 96, 1200 Sint-
Lambrechts-Woluwe, H.R. Brussel 640635, BTW 471.494.432.

Handelsactiviteit : kredietinstellingen.

Rechter-commissaris : Fr. Wiser.

Curator : Vander Borgh, Jean-Pierre, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel, en D'Ieteren, Alain, Terhulpensteenweg 187, 1170 Water-
maal-Bosvoorde.

Bedrijfsrevisor : Cats, Jean-François, Lozenberg 10, bus A,
1930 Zaventem.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig
dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvor-
dingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34170)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 3 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur citation, de
la S.P.R.L. Global Crossing België, rue de la Fusée 98, 1130 Haren
(Bruxelles-Ville), R.C. Bruxelles 646234, T.V.A. 473.497.481.

Objet social : commerce de produits télécom.

Juge-commissaire : L. Moens.

Curateur : Vanbuggenhout, Christian, rue Wafelaerts 47-51,
1060 Bruxelles-6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34171)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 3 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Global Crossing België, Raketstraat 98, 1130 Haren (Brussel-Stad), H.R. Brussel 646234, BTW 473.497.481.

Handelsactiviteit : handel in telecom-producten.

Rechter-commissaris : L. Moens.

Curator : Van Buggenhout, Christian, Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34171)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 3 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur citation, de la S.A. Consail, avenue des Saisons 100-102, 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 120222.

Objet social : commerce d'articles de sport.

Juge-commissaire : R. Minnoy.

Curateur : Ronse, Olivier, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Bruxelles-19.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34172)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 3 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de N.V. Consail, Jaargetijdenlaan 100-102, 1050 Elsene, H.R. Brussel 120222.

Handelsactiviteit : scheepsbouw - hertelling + kleinhandel in sport- en kampeerartikelen.

Rechter-commissaris : R. Minnoy.

Curator : Ronse, Olivier, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Brussel-19.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34172)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 3 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur citation, de la S.A. Air Technics Benelux, rue des Comédiens 16-22, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 651603, T.V.A. 457.799.418.

Objet social : fabrication d'appareil d'air conditionné.

Juge-commissaire : R. Minnoy.

Curateur : Ronse, Olivier, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Bruxelles-19.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34173)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 3 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de N.V. Air Technics Benelux, Komediantestraat 16-22, 1000 Brussel-Stad, H.R. Brussel 651603, BTW 457.799.418.

Handelsactiviteit : fabrikant van apparatuur en materieel voor luchtbehandeling, airconditioning en luchtbevochtiging.

Rechter-commissaris : R. Minnoy.

Curator : Ronse, Olivier, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Brussel-19.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34173)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 3 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Digi Print Center, chaussée de Stockel 305, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, R.C. Bruxelles 623938, T.V.A. 463.265.565.

Objet social : commerce d'ordinateurs - agence de publicité.

Juge-commissaire : L. Moens.

Curateur : Van Buggenhout, Christian, rue Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles-6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34174)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 3 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Digi Print Center, Stokkelsesteenweg 305, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, H.R. Brussel 623938, BTW 463.265.565.

Handelsactiviteit : overige activiteiten in verband met computers - publiciteitsagenschappen.

Rechter-commissaris : L. Moens.

Curator : Van Buggenhout, Christian, Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34174)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 4 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.C. Computer Graphics Design, rue Emile Banning 94, 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 505267, T.V.A. 434.124.191.

Objet social : services.

Juge-commissaire : J. Pijls.

Curateur : De Vulder, Frederik, rue de Suisse 35, 1060 Bruxelles-6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34175)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 4 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekentenis, van de C.V. Computer Graphics Design, Emile Banningstraat 94, 1050 Elsene, H.R. Brussel 505267, BTW 434.124.191.

Handelsactiviteit : diensten.

Rechter-commissaris : J. Pijls.

Curator : De Vulder, Frederik, Zwitserlandstraat 35, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34175)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 4 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Senior Marketing Services, en abrégé : « S.M.S. », avenue Saint-Augustin 8, 1190 Forest, R.C. Bruxelles 641235, T.V.A. 468.313.426.

Objet social : services.

Juge-commissaire : J. Pijls.

Curateur : De Vulder, Frederik, rue de Suisse 35, 1060 Bruxelles-6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34176)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 4 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekentenis, van de B.V.B.A. Senior Marketing Services, in het kort : « S.M.S. », Sint-Augustinuslaan 8, 1190 Vorst, H.R. Brussel 641235, BTW 468.313.426.

Handelsactiviteit : diensten.

Rechter-commissaris : J. Pijls.

Curator : De Vulder, Frederik, Zwitserlandstraat 35, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34176)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 5 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de Mburano, Marie-José, De Corner (Zaventem), avenue du Ciseau 4, bte 2, 1348 Louvain-la-Neuve, R.C. Bruxelles 605383.

Objet social : débit de boissons.

Juge-commissaire : R. Minnoy.

Curateur : Ronse, Olivier, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Bruxelles-19.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 15 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34177)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 5 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) (art. 11 FW), van Mburano, Marie-José, De Corner (Zaventem), avenue du Ciseau 4, bte 2, 1348 Louvain-la-Neuve, H.R. Brussel 605383.

Handelsactiviteit : drankgelegenheid.

Rechter-commissaris : R. Minnoy.

Curator : Ronse, Olivier, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Brussel-19.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 15 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34177)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 3 décembre 2002, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par défaut d'actif, la faillite de la S.P.R.L. The Christy Shop, avec siège social à 1020 Laeken (Bruxelles-Ville), drève Saint-Anna 68B, R.C. Bruxelles 589107, T.V.A. 454.400.359.

Gérante : Mme De Vos, Christiane, Bontestraat 19, 1840 Londerzeel.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (34178)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 3 december 2002, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van The Christy Shop B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 1020 Laken (Brussel-Stad), Sint-Annadreef 68B, H.R. Brussel 589107, BTW 454.400.359.

Zaakvoerder : Mevr. Christiane Devos, Bontestraat 19, 1840 Londerzeel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (34178)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, tweede kamer, d.d. 2 december 2002, werd Malu, burgerlijke vennootschap onder de vorm van een naamloze vennootschap, Binnenstraat 26, 9300 Aalst, H.R. Aalst 173, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dirk Nevens.

Curatoren : Mr. Marga Pieters, Affligemdreef 144, 9300 Aalst, en Mr. Rudy Cobbaert, Brusselsesteenweg 88, 9400 Ninove.

Datum staking van betaling : 1 oktober 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 14 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) K. Van Londersele. (34179)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd Van Raemdonck Mark & Walter VOF, Zavelstraat 21, 9190 Stekene, H.R. Sint-Niklaas 52428, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Alain Cleyma, Parklaan 14, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 17 juli 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Quintelier. (34180)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd Horex B.V.B.A., Haasdonksesteenweg 131, 9100 Sint-Niklaas, H.R. Sint-Niklaas 7566, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Lieven D'Hooghe, Vijfstraten 57, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 4 juni 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Quintelier. (34181)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd De Kerpel B.V.B.A., Zoomstraat 13, 9160 Lokeren, H.R. Sint-Niklaas 46098, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Lieven D'Hooghe, Vijfstraten 57, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 4 december 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Quintelier. (34182)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd Van de Voorde, Hilda, Peperdam 5, 9120 Vrasene, H.R. Sint-Niklaas 61563, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, Prinses Jos. Charlottelaan 71, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 4 juni 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Quintelier. (34183)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd Arc Waas B.V.B.A., Magniolalaan 2, 9100 Sint-Niklaas, H.R. Sint-Niklaas 59712, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Herman Willems, Tereken 91, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 4 december 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.)
W. Quintelier. (34184)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 6 december 2002, werd DD Technische Installaties B.V.B.A., Bazelstraat 52, 9150 Kruikebeke, H.R. Sint-Niklaas 53711, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Koen D'Hondt, Kasteeldreef 77, 9120 Beveren-Waas.

Datum staking van betaling : 6 juni 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 6 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.)
W. Quintelier. (34185)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 4 december 2002, werd Arcovla B.V.B.A., Magniolalaan 2, 9100 Sint-Niklaas, H.R. Sint-Niklaas 60399, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Dani De Clercq, Rozenlaan 30, 9111 Belsele.

Datum staking van betaling : 4 december 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.)
W. Quintelier. (34186)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, zesde kamer, d.d. 6 december 2002, werd Saeys & C° B.V.B.A., Florent Beeckxlaan 46, 9140 Temse, H.R. Sint-Niklaas 62441, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Guy Van den Branden, Colmarstraat 2A, bus 1, 9100 Sint-Niklaas.

Datum staking van betaling : 6 juni 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 6 januari 2003.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.)
W. Quintelier. (34187)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Bakkerij Hamblok C.V., Koningstraat 9, te 3970 Leopoldsburg, BTW 444.063.525, dossiernummer 4346, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Worden als vereffenaars beschouwd :

Hamblok, Marc, Koningsstraat 20, 3945 Leopoldsburg.

Luyckx, Herlinda, Koningsstraat 20, 3945 Leopoldsburg.

Adriaenssen, François, Koningin Elisabethlaan 1A, 3945 Leopoldsburg.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34188)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, het faillissement op naam van Sint Job B.V.B.A., Lutselusplein 17, te 3590 Diepenbeek, BTW 452.111.654, dossiernummer 3860, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

Moors, Bert, Lutselusplein 17, bus 11, 3590 Diepenbeek.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34189)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Omni European Oil Company C.V.O.H.A., in vereffening, Stationsstraat 121/0, te 3980 Tessenderlo, BTW 453.645.442, dossiernummer 4400, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

Vennootschap naar recht van de staat Delaware M & G Business Group LLC, 25 Greystone 19958 Lewes Delaware.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34190)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Cinema B.V.B.A., Einderpad 3, te 3920 Lommel, BTW 451.861.335, dossiernummer 3799, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

Merkelbach, Janine, Einderpad 15B, 3560 Lommel.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34191)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Mideamex N.V., Molenschansweg 1, te 3520 Zonhoven, dossiernummer 3406, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Worden als vereffenaars beschouwd :

Neven, Armand, P.O. Box Abou Dhabi

Stevens, Patrick, Paul Lambertlaan 90, 3630 Maasmechelen.

Gargash, Abdul Jabbar, P.O. Box, 1162 Dubai.

Atiah, Ahmed, P.O. Box, 25945 Abu Dhabi.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34192)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Fenster- & Verandatechnik B.V.B.A., Hamonterweg 162A, te 3910 Neerpelt, dossiernummer 2548, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

De Loose, Luc, Collegebaan 2, 2880 Bornem.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34193)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002 het faillissement op naam van Bammens, Luc, Isabellastraat 60/4, te 3500 Hasselt, dossiernummer 3232, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening-verschoonbaar (art. 80 FW).

Gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34194)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, het faillissement op naam van Life Invest N.V., Vredestraat 56, te 3920 Lommel, BTW 435.581.666, dossiernummer 4492, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

Woestenburg, Willem, Marten Lutherkinglaan 46, 1902 Castricum (Ned.).

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34195)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, het faillissement op naam van Albeco B.V.B.A., Koolmijnlaan 388, te 3550 Heusden (Limburg), dossiernummer 4399, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Wordt als vereffenaar beschouwd :

Lambrechts, Koolmijnlaan 388, 3350 Heusden-Zolder.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34196)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, het faillissement op naam van Trailer International N.V., Industrieweg 57, te 3583 Paal, BTW 467.111.319, dossiernummer 4345, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Worden als vereffenaars beschouwd :

Hazevoets, Dirk, Grote Broomstraat 65, 3500 Hasselt.

Claessens, Jan, Van Langenoordenstraat 24, Zevenbergen (Ned.).

B.V. Vennootschappenkantoor Andersen & Nicholson, Aert Van Nesstraat 45, 3012 CA Rotterdam.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34197)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, de faillietverklaring, op bekentenis, uitgesproken van Gizo Decor N.V., Grote Baan 49, te 3530 Houthalen-Helchteren, H.R. Hasselt 77775, handelswerkzaamheid : schilderwerken, kleinhandel in schilderproducten, verkoop, BTW 443.098.176, dossiernummer 4756.

Rechter-commissaris : Vandekerckhove.

Curatoren : Berghs, Hubert, Guffenslaan 84, te 3500 Hasselt; Driessen, Herman, Catharinaplein 5, te 3500 Hasselt; Vanhoutvin, Patrick, Sint-Jobstraat 246, te 3550 Heusden (Limburg).

Tijdstip ophouden van betaling : 26 november 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 26 december 2002.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 16 januari 2003, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34198)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, de faillietverklaring, op bekentenis, uitgesproken van Elverpla B.V.B.A., Kuringersteenweg 193, te 3500 Hasselt, H.R. Hasselt 101239, handelswerkzaamheid : verlaagde plafonds, BTW 466.108.952, dossiernummer 4759.

Rechter-commissaris : Bours.

Curator : Berben, Patrick, Boseind 33, te 3910 Neerpelt.

Tijdstip ophouden van betaling : 5 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 26 december 2002.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 16 januari 2003, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34199)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, de faillietverklaring, op bekentenis, uitgesproken van Cevenne C.V., in vereffening, Trommelaar 35, te 3583 Paal-Beringen, H.R. Hasselt 79505, handelswerkzaamheid : confectie, BTW 434.487.150, dossiernummer 4758.

Rechter-commissaris : Bours.

Curator : Berben, Patrick, Boseind 33, te 3910 Neerpelt.

Tijdstip ophouden van betaling : 2 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 26 december 2002.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 16 januari 2003, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34200)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, de faillietverklaring, op bekentenis, uitgesproken van 01_Soft N.V., Ilgat Businesspark, Ilgataan 5/3, te 3500 Hasselt, H.R. Hasselt 104852, handelswerkzaamheid : software-ontwikkeling, BTW 472.457.603, dossiernummer 4757.

Rechter-commissaris : Bours.

Curator : Berben, Patrick, Boseind 33, te 3910 Neerpelt.

Tijdstip ophouden van betaling : 29 november 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 26 december 2002.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 16 januari 2003, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) S. Gentens.

(34201)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 5 december 2002, de faillietverklaring, op dagvaarding, uitgesproken van Unimob N.V., Markt 20, bus 4, te 3990 Peer, H.R. Hasselt 82433, handelswerkzaamheid: onderneming in onroerende goederen, BTW 436.856.623, dossiernummer 4755.

Rechter-commissaris: Bours.

Curator: Berben, Patrick, Boseind 33, te 3910 Neerpelt.

Tijdstip ophouden van betaling: 5 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 26 december 2002.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 16 januari 2003, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) S. Gentens. (34202)

Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij vonnis d.d. 6 december 2002, op bekentenis, enige kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake de naamloze vennootschap Kemmelfok, volgens vennootschapsdossier en volgens eigen verklaring met maatschappelijke- en uitbatingszetel te 8956 Heuvelland (Kemmel), Reningelststraat 103, H.R. Ieper 34455, BTW 449.134.546, met als handelsactiviteiten: groothandel in dieren met uitzondering van het pluimvee; groothandel van alle producten voor het fokken van dieren, groothandel van alle producten voor het onderhoud, ontsmetting en hygiëne van stallen en dieren (niet afz. vermeld).

Rechter-commissaris: de heer S. Bouckaert, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. J.-M. Vanstaen, advocaat te 8940 Wervik, Nieuwstraat 23.

Datum staking van de betalingen: 28 september 2002.

Indienen van de schuldvorderingen: ter griffie van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, 8900 Ieper, vóór vrijdag 27 december 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: woensdag 15 januari 2003, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank.

Bij voormeld vonnis werd de kosteloze rechtspleging bevolen.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Wim Orbie. (34203)

Bij vonnis d.d. 6 december 2002, op bekentenis, enige kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Eeckhoudt, Godelieve Rachel Norberta, geboren te Dendermonde op 10 juni 1955, wonende en met hoofdinzichting te 8970 Poperinge, Komstraat 102, hiervoor ingeschreven in het H.R. Ieper 35183, met als handelsactiviteiten: uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, dactylografisch- en vertaalbureau; administratieve en commerciële diensten (secretariaatswerk op zelfstandige basis, niet afzonderlijk vermeld), en met bijkomende inrichting, volgens eigen verklaring te 8970 Poperinge, Paardenmarkt 9, hiervoor ingeschreven in het H.R. Ieper 35183, met als handelsactiviteiten: uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, werkplaats voor het typografische zetten en drukken, werkplaats voor zeefdruk en etsen, herstellen van computers en kantoor-machines (niet aan voorafgaande toelatingen onderworpen), koerierdienst, tussenpersoon in de handel (geen vervoerscommissienair), fotokopiecenter, kleinhandel in papierwaren en kantoorbehoeften, kleinhandel in kantoor-machines en kantoormeubilair, computers, hardware en software, kleinhandel in alle drukwerken, kleinhandel in dagbladen en boeken, kleinhandel in confiserie-waren, kleinhandel in producten van de suikerbakkerij (pralines), kleinhandel in snuisterijen en fantasiartikelen, kleinhandel in geschenkartikelen, kleinhandel in speelgoed, BTW 675.235.113.

Rechter-commissaris: de heer J. Top.

Curator: Mr. S. De Rouck, advocaat te 8900 Ieper, Nijverheidsstraat 2.

Datum staking van de betalingen: 31 oktober 2002.

Indienen van de schuldvorderingen: ter griffie van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, 8900 Ieper, vóór vrijdag 27 december 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: woensdag 15 januari 2003, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Wim Orbie. (34204)

Bij vonnis d.d. 6 december 2002, op bekentenis, enige kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Modeatelier Bruno Vanbeslaere, volgens eigen verklaring tot 26 oktober 2002, met maatschappelijke- en uitbatingszetel te 8900 Ieper, Tempelstraat 2, en vanaf die datum (26 oktober 2002), met maatschappelijke- en uitbatingszetel te 8900 Ieper, Minneplein (garage), H.R. Ieper 33316, BTW 442.598.132, met als handelsactiviteiten: groot- en kleinhandel in kinderkledij en het ontwerpen van kinderkledij, dameskledij, zwangerschapskledij en herenkledij, en voorheen met als handelsbenaming « Mini Bimbo ».

Rechter-commissaris: de heer J.-P. Noyez, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. M. Muylle, advocaat te 8900 Ieper, R. Kiplinglaan 2.

Datum staking van de betalingen: 6 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen: ter griffie van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, 8900 Ieper, vóór vrijdag 27 december 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: woensdag 15 januari 2003, om 10 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Wim Orbie. (34205)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de derde kamer, d.d. 29 november 2002, werd het faillissement Vermeersch, Nathalie, Aalbeeksesteenweg 1/15, te 8500 Kortrijk, geboren op 27 mei 1969, H.R. Kortrijk 142547, BTW 678.306.058, afgesloten wegens gebrek aan activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier: (get.) J. Vanleeuwen. (34206)

Bij vonnis van de derde kamer, d.d. 29 november 2002, werd het faillissement MST B.V.B.A. (= Motor Sport Tuning), Brugsesteenweg 215, te 8500 Kortrijk, handelsbenaming: « Neptunus », H.R. Kortrijk 142137, BTW 460.245.796, afgesloten wegens gebrek aan activa.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd:

Mevr. Nancy Jamoulle, wonende te 8500 Kortrijk, Brugsesteenweg 215.

De griffier: (get.) J. Vanleeuwen. (34207)

Bij vonnis van de derde kamer, d.d. 29 november 2002, werd het faillissement van Bauwens, Mireille Marie Hélène-A., Larstraat 59, te 8930 Lauwe, geboren op 22 maart 1954, H.R. Kortrijk 103747, BTW 526.490.264, door vereffening beëindigd.

De gefailleerde werd hierbij verschoonbaar verklaard.

De griffier: (get.) J. Vanleeuwen. (34208)

Bij vonnis van de derde kamer, d.d. 29 november 2002, werd het faillissement L.M. Electronics P.V.B.A., J. Stormestraat 24, te 8790 Waregem, H.R. Kortrijk 96096, BTW 419.286.062, door vereffening beëindigd.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd:

De heer Martin Bossuyt, wonende te Kruishoutem, Anzegemsesteenweg 22.

De griffier: (get.) J. Vanleeuwen. (34209)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Bij vonnis gewezen door de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 3 december 2002, werd de akte wijziging aan huwelijksvoorwaarden tussen de heer Demeyst, Christian Jacques Gérard Philippe, geboren te Schaarbeek op 18 september 1947, en zijn echtgenote, Mevr. Meerts, Nadine Henriette Claire Ghislaine, geboren te Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin op 28 december 1951, samenwonende te 8430 Middelkerke, A., Ponchonstraat 8/502, verleden voor notaris Bernard Muylle, te Middelkerke, op 16 oktober 2002, gehomologeerd. Deze wijziging hield de overgang in van het wettelijk stelsel naar het stelsel der scheiding van goederen met verdeling van de gemeenschappelijke goederen.

Opgemaakt te Middelkerke op 6 december 2002.

Namens de verzoekers, (get.) Bernard Muylle, notaris. (34210)

Bij verzoekschrift van 4 december 2002, welk zal neergelegd worden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, hebben de heer Aerts, Jozef Frans, en zijn echtgenote, Mevr. Segers, Louisa, wonende te 2870 Puurs (Ruisbroek), Sint-Katharinastraat 110, de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel verleden op 4 december 2002 voor notaris Yves Van Noten, te Willebroek. Bij deze akte heeft Mevr. Louisa Segers een onroerend goed ingebracht in de huwelijksgemeenschap, zonder dat de aard van het stelsel werd gewijzigd.

Willebroek, 5 december 2002.

(Get.) Yves Van Noten, notaris. (34211)

Bij verzoekschrift, opgemaakt te Gent op 5 december 2002, hebben de heer De Coeijer, Martin Marcel Maurice Joseph, onderhoudsmecanicien, geboren te Gent op 20 januari 1947, en zijn echtgenote, Mevr. D'huyvetters, Christiane Madeleine, verzorgende, geboren te Gent op 17 maart 1949, samenwonende te 9000 Gent, Hoppestraat 27, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent de homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Jacques Hulsbosch, te Gent d.d. 5 december 2002, houdende een wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel, waarbij, met het behoud van het wettelijk huwelijksstelsel, door de heer Martin De Coeijer een eigen woonhuis gelegen te Gent, Hoppestraat 27, gekad. Gent, 10de afd., sect. K, nr. 169/L/5, opp. 1 a 93 ca werd ingebracht in de huwelijksgemeenschap.

Gent, 5 december 2002.

Voor Martin De Coeijer en Christiane D'Huyvetters, (get.) Jacques Hulsbosch, notaris. (34212)

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 2 december 2002, werd de akte verleden voor notaris Eduard Van Der Veken, te Kruibeke, op 16 oktober 2002, tussen de echtgenoten Jan Jeanne Gustaaf Deckers-De Gendt, Hilde Marie Hector, samenwonende te Sint-Gillis-Waas, Meerdonk, Zandloperstraat 2, gehomologeerd, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel met inbreng door elk van de echtgenoten van een eigen goed (woning te Meerdonk, Zandloperstraat 2, en magazijn te Meerdonk, Magrietstraat +177), in het gemeenschappelijk vermogen en met inlas-sing van een verblijfsbeding.

Voor de verzoekers, (get.) Eduard Van der Veken, notaris. (34213)

Bij verzoekschrift van 29 mei 2002, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op 9 december 2002, hebben de echtgenoten, de heer Vanherk, Werner Danny Jozef Jaak, bestuurder van vennootschappen, geboren te Neerpelt op 21 juli 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Liesenborgs, Roxane Josephine Jeanine, zonder beroep, geboren te Koersel op 26 augustus 1963, wonende te 3560 Lummen, Schalbreekstraat 107, voor de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een vraag ingediend tot homologatie van de akte van regeling der wederzijdse rechten en wijziging van hun huwelijksstelsel,

verleden voor Mr. Jan Lambrecht, notaris te Lummen op 29 mei 2002, inhoudende de wijziging van hun stelsel der scheiding van goederen in een stelsel van scheiding van goederen met een beperkte gemeenschap van aanwinsten.

Namens de echtgenoten Vanherk-Liesenborgs, (get.) Jan Lambrecht, notaris. (34214)

Bij verzoekschrift, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, de dato 20 november 2002, hebben de heer Deketelaere, Wim Jozef Johan, onderwijzer, geboren te Torhout op 20 augustus 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Verstraete, Veerle Hilde, regentes, geboren te Ieper op 29 augustus 1972, samenwonende te 8820 Torhout, Korenbloemstraat 101, de homologatie gevraagd van een akte verleden door notaris Christian Ryckaert, te Torhout, op 20 november 2002, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, en in het bijzonder inbreng door de heer Wim Deketelaere van een hem toebehoorende woonhuis te Torhout, Korenbloemstraat 101, in de tusen hen bestaande wettelijke gemeenschap en toevoeging van een verblijfsbeding.

Namens de echtgenoten Deketelaere-Verstraete, (get.) Christian Ryckaert, notaris. (34215)

Bij verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, de dato 21 november 2002, hebben de heer Delameilleure, Andy Freddy Mario, aannemer in bouwwerken, geboren te Roeselare op 6 augustus 1975, en zijn echtgenote, Mevr. Dewaele, Sandra Nancy, arbeidster, geboren te Roeselare op 29 december 1976, samenwonende te 8750 Wingene (Zwevezele), Yzerbergstraat 24, de homologatie gevraagd van een akte verleden door notaris Christian Ryckaert, te Torhout, op 21 november 2002, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, en in het bijzonder inbreng door Mevr. Sandra Dewaele, van een haar toebehorend woonhuis te Wingene (Zwevezele), Yzerbergstraat 24, in de tusen hen bestaande wettelijke gemeenschap en toevoeging van een verblijfsbeding.

Namens de echtgenoten Delameilleure-Dewaele, (get.) Christian Ryckaert, notaris. (34216)

Bij vonnis van 12 september 2002, uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jan Verstraeten, te Assenede, op 5 juni 2002, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Verzee, Cyrillus Livinus Valerius, handelaar, en zijn echtgenote, Mevr. Van Audenaerde, Hilda Rachella, huisvrouw, beiden wonende te 9940 Evergem, Tervenen 1, waarbij voormelde echtgenoten het wettelijk stelsel hebben behouden met inbreng in de huwelijksgemeenschap door de heer Cyrillus Verzee van verschillende onroerende goederen, alle roerende goederen die hem persoonlijk toebehoren en inbreng door beide echtgenoten van alle toekomstige roerende en onroerende goederen, die zij om niet ingevolge een akte schenking of ingevolge een nalatenschap zullen verkrijgen.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Verstraeten, notaris. (34217)

Bij vonnis van 12 september 2002, uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jan Verstraeten, te Assenede, op 5 juni 2002, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Verzee, Kurt Maurits Irene, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Blomme, Ann Zulma Walter, bediende, beiden wonende te 9940 Evergem, Tervenen 65, waarbij voormelde echtgenoten het wettelijk stelsel hebben behouden met inbreng in de huwelijksgemeenschap door de heer Kurt Verzee van een onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Verstraeten, notaris. (34218)

Bij vonnis van 3 oktober 2002, uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jan Verstraeten, te Assenede, op 26 juni 2002, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Sy, Frank Raymond Margriet, zelfstandige, en zijn echtgenote, Mevr. Roegiers, Pascale Marcella Raymonde, zelfstandige, beiden wonende te 9940 Evergem, Hultjen 24, waarbij voormelde echtgenoten het wettelijk stelsel hebben behouden met inbreng in de huwelijksgemeenschap door de heer Frank De Sy van onroerende goederen.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Verstraeten, notaris. (34219)

Bij vonnis van 12 september 2002, uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jan Verstraeten, te Assenede, op 20 juni 2002, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Bracke, Noël Kamiel Paula, zaakvoerder, en zijn echtgenote, Mevr. Schepens, Christine Leontine Maria, bediende, beiden wonende te 9940 Evergem (Ertvelde), Holstraat 57, waarbij voormelde echtgenoten het wettelijk stelsel hebben behouden met inbreng in de huwelijksgemeenschap door de heer Noël Bracke van een onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Verstraeten, notaris. (34220)

Bij verzoekschrift van 19 november 2002 hebben de heer Van Caelenberg, Filip, arbeider, geboren te Aalst op 28 maart 1970, NN 700328-361-96, en zijn echtgenote, Mevr. De Winne, Elsie Frieda, bediende, geboren te Wetteren op 4 juni 1971, NN 710604-412-31, wonende te Erpe-Mere (Burst), Lusstraat 7, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Guy Walraevens, te Herzele, op 19 november 2002, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, namelijk :

1. overgang van het stelsel der scheiding van goederen naar het wettelijk stelsel.

2. inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door de heer Filip Van Caelenberg van een woning te Erpe-Mere (Burst).

Herzele, 19 november 2002.

Voor de verzoekers, (get.) Guy Walraevens, notaris. (34221)

Bij vonnis, uitgesproken op 8 oktober 2002 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen Van Overschelde, Maurice Alfons Michel, landbouwer, en zijn echtgenote, Mevr. Moutton, Hilda Helena, huishoudster, samenwonende te 8820 Torhout, Ieperse Heerweg 78, met inbreng van een eigen onroerend goed van de echtgenoot in de gemeenschap, en verleden voor notaris Christophe Mouriau de Meulenacker, te Torhout, op 24 juni 2002, gehomologeerd.

Voor gelijkvormig uittreksel : voor de verzoekers, (get.) Christophe Mouriau de Meulenacker, notaris te Torhout. (34222)

Bij verzoekschrift d.d. 4 december 2002, gericht naar de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, hebben de heer Vandoorne, Ignace Marcel, en zijn echtgenote, Mevr. De Keyzer, Mieke Josée, samenwonende te Wevelgem, Nieuwstraat 108, homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Luc de Mûlenaere, te Gullegem (Wevelgem), op 27 november 2002, inhoudende het wijzigend huwcontract zijnde het vervangen van het wettelijk stelsel in het stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) L. de Mûlenaere, notaris. (34223)

Bij vonnis van 7 oktober 2002 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de homologatie toegestaan van de akte verleden voor notaris Johan Verstraete, te Sinaai, op 4 juli 2002, op verzoek van de heer Godts, August Denis Leo, gepensioneerde, geboren te Hallaar op 10 april 1942, en zijn echtgenote, Mevr. Dierinck, Hilda Arthur Maria, kleuterleidster, geboren te Eksaarde op 6 juli 1949, wonend te 9112 Sinaai (Sint-Niklaas), Neerstraat 96, gehuwd onder het stelsel van scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten blijkens huwelijkscontract verleden voor notaris Jean Jansen, te Heist-op-den-Berg, op 17 november 1975.

Blijkens de gehomologeerde akte werd het bestaand wettelijk stelsel behouden.

Voor de verzoekers, (get.) Johan Verstraete, notaris te Sint-Niklaas (Sinaai). (34224)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren van 23 oktober 2002 werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Cops, Stefan Martin Jean, arbeider, geboren te Tongeren op 15 januari 1965, van Belgische nationaliteit, en zijn echtgenote, Mevr. Cleuren, Mariëlla Gertruda, werkzoekende, geboren te Tongeren op 12 augustus 1966, van Belgische nationaliteit, samenwonende te 3740 Bilzen (Rijkhoven), Cuvelierstraat 43, verleden voor notaris Xavier Voets, te Bilzen, op 13 juni 2002, gehomologeerd, waarbij het wettelijk stelsel wordt behouden maar de samenstelling van het gemeenschappelijk vermogen wordt uitgebreid door inbreng van een persoonlijk goed van de heer Cops, Stefan.

Bilzen, 6 december 2002.

Namens de echtgenoten Cops-Cleuren, (get.) X. Voets, notaris te Bilzen. (34225)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren van 23 oktober 2002 werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Clerix, Jos Jacobus, zelfstandig helper, geboren te Bree op 4 mei 1957, van Belgische nationaliteit, en zijn echtgenote, Mevr. Kerckhofs, Gabriëlle Maria Jacqueline, handelaarster, geboren te Bree op 15 augustus 1958, van Belgische nationaliteit, samenwonende te 3740 Bilzen, Hospitaalstraat 22, verleden voor notaris Xavier Voets, te Bilzen, op 11 juni 2002, gehomologeerd, waarbij het wettelijk stelsel wordt behouden maar de samenstelling van het gemeenschappelijk vermogen wordt uitgebreid door inbreng van een persoonlijk goed door Mevr. Kerckhofs, Gabriëlle.

Bilzen, 6 december 2002.

Namens de echtgenoten Clerix-Kerckhofs, (get.) X. Voets, notaris te Bilzen. (34226)

Bij vonnis, gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 10 oktober 2002, werd de akte verleden voor notaris Fevery, Fabienne, met standplaats Gent, op 2 juli 2002, tussen de heer Goossens, Willy Paul Marine, bediende, geboren te Gent op 15 februari 1951, en zijn echtgenote, Mevr. Vermeulen, Francine Jacqueline Renée, verkoopster, geboren te Gent op 19 december 1949, samenwonende te Gent (Gentbrugge), Alfons Biebuycklaan 12, gehomologeerd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten Goossens-Vermeulen verklaard het wettelijk stelsel als huwelijksvermogensstelsel te behouden en heeft de heer Goossens, Willy, verklaard volgend onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen in te brengen.

Stad Gent, drieëntwintigste afdeling : een woonhuis op en met grond en alle aanhorigheden, staande en gelegen te Gent (Gentbrugge), Gontrodestraat 218, bekend ten kadaster Gent, drieëntwintigste afdeling, voorheen Gentbrugge, derde afdeling, sectie B, nummer 534/H, groot volgens kadaster tweehonderd zestig vierkante meter (260 m²).

(Get.) F. Fevery, notaris. (34227)

Bij verzoekschrift van 26 november 2002 hebben de echtgenoten, de heer Van Bastelaere, Bruno Jozef Anna, vertaler, en Mevr. Mertens, Christine Diane Stefanie, vertaler, samen gedomicilieerd te 1200 Brussel, Théodore Decuyperstraat 161/44, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg van Brussel een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Het wijzigend contract bevat aanneming van het stelsel van scheiding van goederen.

Opgemaakt te Sint-Pieters-Woluwe, 4 december 2002.
(Get.) L. Panneels, notaris. (34228)

Suivant jugement prononcé le 18 novembre 2002 par la troisième chambre du tribunal de première instance de Namur, le contract de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Walter Feltrin, indépendant, né à Châtelaineau, le 8 mars 1956, demeurant et domicilié à Sart-Saint-Laurent, rue Dewez 12, et son épouse, Mme Alphonsine Maria Louise Ghislaine Meurisse, commerçante, née à Ottignies, le 9 novembre 1956, demeurant à Soye Floreffe, rue Malincroix 17, dressé par acte du notaire Caroline Remon, à Namur-Jambes, le 17 octobre 2002, a été homologué.

Le contract modificatif adopte le régime de la séparation des biens avec adoption d'une société limitée à un immeuble.

Pour extrait conforme, (signé) Caroline Remon, notaire. (34229)

Aux termes d'un acte de modification de régime matrimonial intervenu entre M. Rogister Freddy José Albert Julien, employé, né à Verviers le 25 mars 1970 et, son épouse, Mme Vercheval, Christiane Jacqueline Françoise, employée, née à Cologne (Allemagne) le 16 septembre 1971, demeurant ensemble à Thimister-Clermont, Lohirville 18, mariés sous le régime de la séparation des biens aux termes d'un acte de Me Philippe Binet, notaire à Aubel, le 14 septembre 2002; étant un acte reçu par Me Philippe Binet, notaire à Aubel, le 4 novembre 2002, enregistré à Herve, le 19 novembre 2002, les époux Rogister-Vercheval ont constitué, accessoirement au régime de la séparation des biens, une société dans laquelle ils ont fait entrer une maison d'habitation sise à Thimister-Clermont, Lohirville 18.

Le 2 décembre 2002.

Pour extrait analytique conforme: (signé) Philippe Binet, le notaire. (34230)

Le tribunal de première instance de Mons, par jugement rendu en date du 7 octobre 2002, a homologué l'acte reçu par le notaire Etienne Hachez, à Soignies, le 25 février 2002, visant à apporter à la société d'acquêts existant M. Halin, Vincent Emile Ghislain, agriculteur, né à Enghien, le 30 avril 1974, et son épouse, Mme Demaret, Nancy Marie Jeanne Joséphine, employée, née à Watermael-Boitsfort le 9 mars 1972, domiciliés ensemble à Silly ex Graty, rue d'Hoves 112, une maison d'habitation avec jardin, située à Silly ex Graty, rue d'Hoves 112, appartenant en propre à M. Vincent Halin.

Soignies, le 5 décembre 2002.
(Signé) Etienne Hachez, notaire. (34231)

Par requête datée du 18 novembre 2002, les époux M. Marbais, Johan Paul Ghislain, peintre, et son épouse, Mme Denaro, Giovana Graziella, institutrice, domiciliés à Châtelet, rue de l'Abbaye 120, ont sollicité du tribunal de première instance de Charleroi, l'homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial reçu par le notaire Etienne Lombart de Philippeville, le 18 novembre 2002, acte portant apport du patrimoine commun de droits immobiliers, sans liquidation du régime existant.

(Signé) Etienne Lombart, notaire. (34232)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance du tribunal de Mons, en date du 4 novembre 2002 - RRQ 2001/130/B - Me J.L. Legat, juge de paix suppléant, avocat à 7000 Mons, boulevard Kennedy 65, a été désigné en qualité de curateur à la succession vacante de feu Willy Taulet, né à Hautrage, le 30 août 1938 et décédé à Boussu, le 7 juillet 1987, domicilié de son vivant à 7334 Hautrage, rue Delbory 28.

Les créanciers et débiteurs éventuels de cette succession vacante se feront connaître du curateur par lettre recommandée, dans les trois mois de la présente publication.

Le curateur, (signé) J.L. Legat. (34233)

Par ordonnance rendue le 20 novembre 2002 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai (RG° 02/1245/B), Me Frank Vandermeersch, avocat à 7700 Mouscron, rue de la Marlière n° 56 a été désigné en tant que curateur à la succession vacante de Feue Mme Francine Ooghe, née à Armentières (France) le 29 novembre 1950, décédée le 19 mai 2002, domiciliée de son vivant à 7780 Comines (Warneton), chaussée de Ten-Brielen n° 1/A.

Les éventuels héritiers ou créanciers à ladite succession sont priés de prendre contact avec le curateur.

(Signé) F. Vandermeersch, avocat. (34234)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis, in raadkamer uitgesproken op 3 december 2002, door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Van Oosterwyck, Werner, advocaat te 8400 Oostende, Koningsstraat 45, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. D'Hooghe, Maria, geboren te Maldegem op 11 januari 1913, destijds wonende te 8400 Oostende, Westlaan 38, overleden te Oostende op 24 maart 2002, op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 6 december 2002.

De hoofdgriffier van de rechtbank: (get.) G. De Zutter. (34238)